

Entre liberté et altérité : le conflit apprivoisé ?

APMF 20 ans au service de la MÉDIATION FAMILIALE

ACTES DU COLLOQUE 20 ANS DE L'A.P.M.F.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE DE PARIS

14 et 15 NOVEMBRE 2008

Mise en pages

Organno

Avant-propos

Ces actes sont constitués des textes que nous ont confiés les intervenants. Certains ne l'ont pas fait, cela explique leur absence dans cette revue.

Des contraintes financières ne nous ont pas permis de finaliser une revue aussi complète que nous l'aurions rêvée. Une revue dans laquelle se seraient croisés les discours des intervenants en ateliers et ceux des « congressistes ». Intéressante mise en perspective de l'altérité, de la liberté que cette double écriture : du « *ce que je dis* » au « *ce que je dis que tu as dit...* » en passant naturellement par le « *ce que j'ai entendu de ce que tu as dit* » cet écart familier au médiateur ne figurera donc pas ici!

Nous avons donc opté pour l'édition des textes transmis par les animateurs d'ateliers, et lorsque ceux-ci ne nous ont pas donné d'écrits, les comptes-rendus des participants donnent un aperçu de ce qui s'est vécu dans ces espaces de parole.

Une équipe de participants a pris la peine de s'impliquer dans ce projet, prise de notes, compte-rendus en temps et en heure, un joli travail qui n'apparaîtra pas totalement dans cette revue !

Nous tenons à les remercier ici de cette participation, nous avons en projet des revues plus spécifiquement consacrées à la parole des adhérents de l'A.P.M.F., nous espérons pouvoir y intégrer leurs textes!

Merci donc à : Martine CANDEL, Céline LINTANFF, Marie-Thé MASSARI, Nicole MEFFRE, Rougy SY, Béatrice TRELAÜN, Hélène VIGNOLLES.

Merci également à tous les médiateurs familiaux de la région Paca-Corse qui se sont mobilisés pour stimuler les vocations de rédacteurs!

Marie ROUSSEAU

Sommaire

Avant-propos	2
Marie ROUSSEAU	2
ÉDITORIAL	5
Passerelle...	5
Loïc Faujour - Dessin 1	5
Isabelle JUÈS	6
Audrey RINGOT	6
Allocution d'ouverture	7
Isabelle JUÈS	7
PLÉNIÈRE 1 : ENTRE LIBERTÉ ET ALTÉRITÉ, LE CONFLIT APPRIVOISÉ ? DÉCLINAISON ET APPROCHES	9
Le juge aux affaires familiales, garant de la liberté et de l'altérité	9
Marc JUSTON	9
Loïc Faujour - Dessin 2	14
« Le lien conjugal entre liberté, altérité et vulnérabilité partagée »	16
Marie-Dominique TREBUCHET	16
Loïc Faujour - Dessin 3	20
PLÉNIÈRE 2 : MOI, L'AUTRE ET LE CHANGEMENT	22
Objet ou sujet ? Le statut changeant de l'autre	22
Jacqueline BARUS-MICHEL	22
Retour sur l'arborescence conceptuelle de la notion de médiation	26
Jacques RIFFAULT	26
Loïc Faujour - Dessin 4	28
PLÉNIÈRE 3 : LA FONCTION DU CONFLIT DANS LE COUPLE	31
Quel conflit, pour quel couple et dans quel contexte ?	31
Serge HEFEZ	31
Violences psychologiques ou médiation familiale	33
Marcela IACUB	33
Le conflit, résistance ou levier de changement en médiation familiale	36
Justin LÉVESQUE	36
Loïc Faujour - Dessin 5	36
PLÉNIÈRE 4 : ENGAGEMENT ET LIBERTÉ	41
Rêves et réalités de l'institutionnalisation de la médiation familiale	41
Jacques FAGET	41
« Engagement et liberté »	46
Véronique DELAUNAY GUIVARC'H	46
L'indépendance du médiateur familial	50
Claude LIENHARD	50
Engagement du médiateur, engagement des personnes : à la croisée de la responsabilité et de l'autonomie	82
Jocelyne DAHAN	82
Engagement et militantisme : Une réponse aux conflits...	86
Audrey RINGOT	86
Loïc Faujour - Dessin 6	88
PLÉNIÈRE 5 : LE CONFLIT À BRAS LE CORPS	92
Le conflit à bras le corps	92
Myriam MORANGE-ROGEZ	92
Loïc Faujour - Dessin 7	97
Du bon usage du conflit	98
Eugène ENRIQUEZ	98
Loïc Faujour - Dessin 8	99
Le juge et le conflit	103
Danièle GANANCIA	103
Loïc Faujour - Dessin 9	106
De la nécessité de modèles de référence pour traiter le conflit en médiation familiale.	108
Christine de GAULEJAC	108
Agnès VAN KOTE	108
Loïc Faujour - Dessin 10	109

ATELIERS	114
Atelier A : « L'épiphanie des visages, dans la rencontre, entre solitude (conflit) et altérité (autrui) » « Le visage, boussole de l'éthique, dans le processus d'altérité »	114
Animateurs : Pierre GRAND et Didier RAGASSE	114
Notes prises par Hélène VIGNOLLES	114
Atelier B : « La clause de conscience dans l'éthique du Médiateur : résistances et estime de soi dans la gestion des conflits »	116
Animateurs : Marie THEAULT et Jean Claude SURY	116
Atelier C : " Liberté, identité et altérité à travers les écrits de VAE"	126
Animatrices : Alyette BRAU, Catherine PARET et Marianne SOUQUET	126
Atelier E : "Aller à la rencontre du visage et du corps de l'autre..."	135
Animatrices : Martine MÖRCH et Cristina SANS	135
Atelier F : La posture du médiateur entre implication et distanciation, une tension nécessaire à l'altérité.	139
Animatrices : Marie ROUSSEAU et Marie-Hélène BELLUCCI	139
Atelier G : « Je ne reconnais plus mon enfant, c'est devenu un autre... un adversaire »	141
Animatrices : Anne DELATER et Annette MOUTTET et Joëlle PIOVEAN	141
Notes prises par Béatrice TRÉLAÛN	141
Atelier H : « Qu'avons nous fait de nos 20 ans ? »	143
Animatrice : Laurence CORNU,	143
Notes prises par Marie-Thé MASSARI	143
Atelier I : « Entre dire et se taire... le médiateur familial confronté aux exigences et aux limites de la confidentialité.	145
Animatrices : Régine ENGSTER et Danielle HANNEDOUCHE	145
Notes prises par Céline LINTANFF	145
Atelier J : « Entre norme sociale et liberté, l'angoisse apprivoisée ? »	147
Animation : Région Paris Ile de France – PIF- APMF	147
Notes prises par Nicole MEFFRE et Martine CANDEL	147
Atelier K : Comment "détricoter" l'histoire d'un couple et rendre visage humain à l'autre et à soi	149
Animatrices : Michèle SAVOUREY et Sylvie JURION	149
ALLOCATION DE CLÔTURE	154
Ouvertures et perspectives	154
Isabelle JUËS	154

ÉDITORIAL

Passerelle...

1988-2008

Is partirent cinquante, nous nous vîmes quatre cents à l'aube de ces vingt ans, quatre cents personnes concernées, confirmées et engagées dans leur professionnalisme.

Novembre 2008. L'A.P.M.F. fêtait ses vingt ans, en même temps que les vingt ans de la médiation familiale. Nous souhaitons célébrer cet anniversaire à la fois par un rassemblement autour de la reconnaissance du chemin parcouru, et par une évocation des questions qui aujourd'hui agitent la médiation familiale et que nous avons à considérer pour assurer notre route. C'est ainsi que furent abordées les notions de dépendance-indépendance, de liberté, d'engagement, d'obligation de conscience, de confiance et de solidarité, d'identité et d'altérité, dans le couple, dans la famille, dans la cité. La médiation familiale examinée comme un champ de tensions, les médiateurs familiaux interpellés sur leur résistance au changement ou leur capacité à entrer en relation, c'est aussi ce dont fut question au cours de ces journées.

Nous avons réuni pour explorer toutes ces dimensions des théoriciens, (philosophes, théologiens, sociologues, juristes, psychologues), et des praticiens (médiateurs familiaux, professionnels du droit, institutionnels, thérapeutes, travailleurs sociaux...). Tous, à partir de leur pratique et de leur discipline, interrogent la médiation familiale dans son histoire, dans son évolution, dans son sens, dans ses limites, dans ses liens (voire ses dépendances) et dans ses effets.

C'est un échantillon de ces analyses que l'A.P.M.F. vous invite à découvrir ici, ponctuées par les respirations ô combien pertinentes du dessinateur caricaturiste Loïc Faujour.



Loïc Faujour - Dessin 1

Cette revue est une invitation au débat, un point de passage sur lequel appuyer et confronter notre réflexion.

Pour ma part, je sors de cette lecture avec l'idée de libérer la médiation familiale, d'accepter son essence qui est d'être dans le changement, d'élargir sa représentation, de penser l'autre comme mon semblable et d'assurer mon indépendance dans l'interaction.

Notre liberté : choisir de rester curieux d'autrui.

Isabelle JUÈS

Présidente de l'A.P.M.F. de 2007 à 2008

Isabelle Juès nous invite à réfléchir à ce qui s'agite au sein de la médiation familiale et à ce qui s'agite autour, dans la société.

Pendant ce colloque, il me semble bien qu'il y en a eu de l'agitation !

Je pense que l'agitation peut prendre deux formes : l'une est un mouvement riche, fécond, et productif, l'autre est un repli stérile qui amène de la crispation, du conflit.

Dès lors, il nous appartient, à nous, médiateurs familiaux de l'A.P.M.F., de prendre à bras le corps cette agitation, et d'agir...

Agir, c'est d'abord nous féliciter et nous satisfaire de la richesse de nos débats, de notre capacité de créativité et de conceptualisation, et c'est vouloir poursuivre dans cette voie.

Agir, c'est aussi et surtout, pour les praticiens que nous sommes, ne pas nier les conflits que nous agissons. C'est constater ensemble que nos propositions et nos positions, aussi riches, aussi sincères qu'elles soient, nous amènent parfois à des oppositions stériles, à des discours partisans ou claniques.

Nous reconnaissons-nous dans cette tentation et dans ce risque d'imposer à l'autre, une seule vision, un seul modèle ?

Agir, c'est alors nommer, conceptualiser et reconnaître nos différences de pratiques.

Agir, c'est décider de faire le choix d'accepter nos différences, pourvu que nos pratiques, aussi différentes qu'elles soient, respectent le cadre légal, éthique et déontologique qui nous rassemble à l'A.P.M.F.

Je ne suis pas inquiète de nos conflits : les débats qui nous posent le plus de difficultés sont précisément ceux qui agitent le plus la société et le politique. J'y vois d'abord le signe que l'A.P.M.F. est en phase avec le monde qui l'entoure.

Et je vous propose de continuer d'agir, d'écrire, d'être là, pour que les valeurs que l'A.P.M.F. défend, soient au cœur du politique.

Bonne lecture !

Audrey RINGOT

Présidente de l'A.P.M.F.

Allocution d'ouverture

Isabelle JUÈS

Présidente de l'A.P.M.F.

Médiatrice familiale

Bonjour à tous, je suis heureuse d'inaugurer avec vous ces journées de réflexion et d'anniversaire de l'A.P.M.F.. Votre présence nombreuse témoigne de votre intérêt pour l'histoire et l'avenir de nos débats autour de la médiation familiale. Je salue tout particulièrement ceux d'entre vous qui sont venus de loin, de la Réunion, du Québec, de Norvège, des Pays-Bas, de Belgique et de Suisse.

Commençons par une belle histoire....

Il était une fois... un groupe d'idéalistes, tous engagés dans des luttes, des recherches, profondément insatisfaits de la manière dont se traitaient les conflits familiaux et animés du même désir de paix. Ils ne se connaissaient pas, mais avaient en commun la capacité à s'interroger, à accueillir la nouveauté et à s'enthousiasmer. Ajoutez à cela la confiance en leur cause : ils étaient des avant-gardistes.

En quête d'inspiration, ils partirent en voyage au pays de l'érable et des cabanes à sucre.

Ce qu'ils trouvèrent là-bas, nul ne le sait vraiment, aujourd'hui le mystère plane toujours autour de cette « révélation ». Ce qui est certain, c'est, qu'à leur retour, ils entreprirent alors de bâtir autour d'une « utopie » un édifice qui, 20 ans après, marque toujours par l'originalité de son architecture et la diversité de ses clochers.

En cours de route, ils embauchèrent d'autres compagnons qui tous apportèrent leur pierre à la construction. Ils eurent des temps de doute, de gloire, de conflits. Parfois, comme les bâtisseurs de Babel, ils se rendaient compte qu'ils ne se comprenaient plus. Parfois, dans l'euphorie de l'aventure, ils en oubliaient de consolider leurs fondements. Il y eut des pleurs et des grincements de dents, il y eut des fêtes, des rires et des amitiés.

Ils subirent des attaques, furent moqués pour leur originalité ; quelques uns quittèrent le chantier, fatigués ou découragés. Cependant, l'utopie était si belle qu'il s'en trouvait toujours d'autres pour prendre le relais.

Ils désignèrent des reines et des rois ; ingrats, ils s'en lassèrent. Ils vécurent leurs révolutions, découvrirent la démocratie, et s'exercèrent à la vivre..

Ce faisant, leur « utopie » se précisait, s'appréciait, se répandait, se transmettait. Cette utopie, vingt ans après, nous voilà une fois de plus réunis autour d'elle.

Aujourd'hui, L'A.P.M.F. fête ses vingt ans, et avec elle les vingt ans de la médiation familiale...

Remerciements

Je voudrais à cette occasion, remercier

Monsieur Marc BENASSY, qui a bien voulu représenter Madame VERSINI, défenseuse des enfants, appelée à l'Assemblée Nationale ce matin. L'intérêt de cette institution pour la médiation familiale s'est exprimé à de nombreuses occasions ;

Monsieur Jean-Claude MAGENDIE, 1^{er} président de la Cour d'Appel de Paris, qui vient de remettre un rapport remarqué sur le développement de la médiation judiciaire,

Monsieur François FONDARD, président de l'UNAF, institution qui édite depuis cet été un livret très complet sur la médiation familiale,

Madame Sylvie LECHEVILLIER, sous directrice à la direction des politiques de la CNAF, qui interviendra au nom de Monsieur Hervé DROUET président de la CNAF, dont le soutien à la médiation familiale n'est plus à démontrer.

Ils nous font l'honneur d'être là ce matin et d'ouvrir avec moi ce colloque

Je tiens à remercier également Monsieur Jean-Paul DELEVOYE, médiateur de la république, qui a vivement souhaité être des nôtres ce matin mais n'a pas pu se libérer. Il a chargé Madame Aliénor SAINT PAUL, sa collaboratrice, de le représenter aujourd'hui.

A présent, parlons brièvement du titre de ce colloque. Comment a-t-il été choisi et pourquoi ?

« Entre liberté et altérité, le conflit apprivoisé ? »

Une chose est certaine : chaque fois que nous avons interrogé quelqu'un sur ce titre, nous avons suscité des réponses éloquentes :

- La première : un silence, parfois ponctué, pour ceux qui voulaient faire montre de courtoisie, d'un « c'est intéressant.. » ou d'un « c'est cela qui.... »
- La deuxième : un cri d'effroi, accompagné de remarques plus ou moins acerbes « Qu'est-ce que vous aviez bu ? »
- La troisième : un éclat de rire, relayé par « vous êtes sérieux, là ? »

Eh bien oui, nous étions sérieux ; non, le CA n'avait rien bu ni fumé au moment de choisir ce thème ! C'est le fruit d'une élaboration comme d'une concertation. Et je souhaite que vous découvriez au cours de ces deux journées, combien, au-delà des apparences parfois trompeuses, ce titre est concret !

En effet, sans dévoiler la suite de nos débats, de quoi allons-nous discuter ?

L'enjeu de la médiation familiale, c'est de créer du lien, dans la proximité à autrui et le respect des libertés.

Nous allons donc parler de la rencontre, rencontre du médiateur avec ses clients, rencontre des personnes entre elles, rencontre du médiateur avec le monde professionnel...

1) Entrer en relation, c'est être capable d'accepter que l'autre soit différent, que l'autre nous échappe. Ca va donc de pair avec la liberté.

2) Mais accepter que l'autre soit autre, ça nous renvoie également à notre identité et à notre capacité de changement.

3) Accepter que l'autre soit autre, c'est accepter l'altérité, c'est accepter fondamentalement le conflit.

4) Apprivoiser le conflit, enfin, c'est peut-être commencer par le nommer et par l'envisager, de manière à ne plus en redouter les manifestations.

Apprivoiser le conflit, c'est aussi s'apprivoiser, soi. C'est se mettre en question, au contact de l'autre. Consacrons donc ces deux journées à cette tâche, et que commence le colloque des vingt ans de l'A.P.M.F. au service de la médiation familiale !

Je vais laisser à présent la parole à notre première présidente, fondatrice en 1988 de l'A.P.M.F., Annie BABU. Elle m'a chargée de vous saluer tous depuis la Guadeloupe où elle réside actuellement.

La vidéo que vous allez voir a été enregistrée le 3 novembre dernier ; Annie Babu était alors de passage à Paris pour les Journées Mondiales de l'ADMD (Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité). Cet engagement militant ne lui a pas permis d'être avec nous aujourd'hui et elle le regrette sincèrement... mais elle sera avec nous par la pensée et elle vous propose si vous le souhaitez de lui écrire un petit mot sur un cahier que nous mettons à votre disposition.

PLÉNIÈRE 1 : ENTRE LIBERTÉ ET ALTÉRITÉ, LE CONFLIT APPRIVOISÉ ? DÉCLINAISON ET APPROCHES

Le juge aux affaires familiales, garant de la liberté et de l'altérité

Marc JUSTON

*Juge aux Affaires Familiales
Président du TGI de Tarascon (13)*

Introduction

Comment le droit de la famille et la pratique des juges aux affaires familiales comprennent-ils et intègrent-ils les notions de liberté et d'altérité, dans un contexte de séparation familiale ?

Force est de constater que, face à une séparation familiale, deux voies principales sont ouvertes :

- Soit la voie de la conciliation, de la pacification et de l'apaisement qui est souvent difficile à obtenir, et qui demande de la part de l'avocat et du juge aux affaires familiales un investissement personnel important
- Soit l'usage de la force, de la **violence**, mais une force légale, une violence légale, une violence judiciaire.

A partir du moment où un litige familial lui est soumis, le juge aux affaires familiales a l'obligation de trancher, sous peine de déni de justice.

C'est l'image caricaturale de la Justice où règne la violence qui se manifeste par la liberté totale de chacun de s'exprimer, mais cette liberté est accompagnée d'une dénégation de l'altérité, d'une absence d'altérité. Ce sont les excès de la liberté individuelle.

L'on a l'impression que les personnes, en souffrance ou perdues, s'en remettent complètement à leurs avocats et à l'appréciation du juge, comme si ce dernier savait et était à même de trouver la solution qui réglerait tout.

Face à une telle situation, le juge dit le droit, et tranche des questions délicates au regard des dires des parties et des dossiers des avocats. Il tranche au mieux le litige mais il ne peut pas réellement s'occuper des dysfonctionnements de la relation et de la communication entre les parties.

La décision rendue par le juge est très souvent un couperet, elle est souvent d'une rare violence. Et, au lieu d'apaiser, elle fige trop souvent le conflit, voire l'alimente et l'amplifie.

Dans ce type de situation qui n'est pas rare, les personnes se retrouvent face à leurs souffrances.

Que de violence dans les non-dits, dans la liberté de dire, dans le défaut cruel de dialogue, de communication, et dans le non respect de l'autre. L'on peut réellement se poser la question de savoir ce que représente la liberté de chacun dans l'absence de communication, dans le défaut d'altérité, dans la carence du respect de l'autre, dans le manque de respect de la différence et ce que symbolise cette Justice dans laquelle est niée l'altérité, le non respect de l'autre étant la règle.

A la violence des justiciables, s'ajoute la violence judiciaire. Et l'on peut s'interroger aussi sur les raisons pour lesquelles au XXI^{ème} siècle, un certain nombre d'avocats et de juges aux affaires familiales continuent encore à travailler de cette manière pour nombre de procédures de séparations. Et ce, alors que l'évolution du droit de la famille tend vers une Justice du dialogue, respectueuse de la liberté et de l'altérité.

I – Le Droit de la Famille

A – La liberté de se séparer

En effet, le fil conducteur, le fil rouge du droit de la famille moderne, et notamment à travers les lois sur l'autorité parentale et sur le divorce, cherche à donner aux couples la liberté de se séparer et leur offre la liberté de s'entendre par eux mêmes sur les modalités de la séparation notamment sur les enfants. Mais cette liberté pour le législateur doit être empreinte d'altérité : elle doit, en tout état de cause, respecter l'autre conjoint et surtout les enfants.

Force est de constater que le fil conducteur du droit de la famille est le respect de la liberté de chacun. C'est ainsi que la loi sur le divorce a rendu le divorce plus facile, plus rapide, moins conflictuel, le moins judiciaire possible. Par exemple, à chaque étape de la procédure de divorce, les parties ont la possibilité d'avoir des passerelles pour faire homologuer des accords.

Le divorce à la française est devenu pluraliste et, à ce titre, respectueux des choix et des situations particulières des individus engagés dans les séparations. Le nouveau droit du divorce est ancré dans le pluralisme et la liberté du choix, avec toutefois une véritable révolution : l'affirmation du droit au divorce.

Mais le législateur considère toutefois que la liberté doit s'inscrire le plus possible dans le consensualisme et dans le respect de l'autre, c'est à dire dans le respect de l'altérité. L'objectif est que chaque partie rencontre l'autre et respecte l'autre.

B – La liberté, mais avec l'altérité

C'est la consécration par la loi de la séparation consensuelle. Les textes contemporains du droit de la famille consacrent en effet l'essor d'une gestion consensuelle de la famille et d'une gestion consensuelle de la séparation.

Il est certain que les réformes sur l'autorité parentale et le divorce sont animées par un souci de promotion de l'égalité, par une forme d'autodétermination de la famille, par la liberté de ses membres et par le respect de l'altérité.

Une organisation et une séparation familiales véritablement démocratiques sont aujourd'hui souhaitées, dans lesquelles chaque intervenant familial et chaque acteur judiciaire doivent faire preuve de la plus haute responsabilisation.

Une solution imposée par le juge aux affaires familiales est à présent regardée avec un œil suspicieux.

Et le législateur donne au juge un nouvel office, celui d'apaiser les conflits et d'obtenir des accords. Il donne aussi le pouvoir au juge d'homologuer ces accords.

Ainsi, dans le domaine du droit familial, le législateur demande d'orienter davantage l'office du juge vers la conciliation, la médiation familiale, la négociation, l'incitation aux accords et leur homologation in fine, plutôt que vers une fonction proprement juridictionnelle : le juge ne doit dire le droit et trancher le conflit qu'à défaut pour les parties de l'avoir elles-mêmes dépassé et solutionné.

Cette même logique se trouve aussi dans la loi sur l'autorité parentale qui, dans le cadre de la mise en œuvre de la coparentalité, incite les parents à passer des conventions relatives à l'exercice de l'autorité parentale et confie au juge le soin de les homologuer. Le juge qui homologue « un bon accord » de nature à mettre un terme au litige est préféré au juge qui tranche et impose une solution qui, si elle n'est pas acceptée, générera de nouveaux conflits.

II – Le rôle du juge aux affaires familiales

Le législateur a donné au juge aux affaires familiales, devenu le chef d'orchestre de la séparation, un rôle de tout premier plan pour garantir la liberté de chacun et pour garantir le respect de l'altérité.

Aussi, en l'état des dispositions législatives, le juge aux affaires familiales, selon les situations qui lui sont soumises, pourra exercer son office globalement de trois manières différentes :

- Soit le juge exercera sa plénitude juridictionnelle en tranchant, c'est le juge « trancheur »,
- Soit le juge sera le juge « homologateur »,
- Soit le juge aura le souci d'associer les justiciables à la fonction de juger, c'est le juge du « dialogue ».

Mais, quelle que soit sa manière d'aborder le litige, le juge devra toujours avoir le même objectif : respecter la liberté des individus et des couples et faire respecter l'altérité.

A – Le juge « trancheur »

Dans le cadre d'une situation conflictuelle tendue, le juge aux affaires familiales peut exercer sa plénitude juridictionnelle en tranchant un litige de manière classique. La famille, dans ce cas, est, dans un premier temps, évincée quelque peu du processus décisionnel. Le juge donnera aux personnes la possibilité de s'exprimer, la liberté de dire ce qu'elles veulent ; mais que signifie la liberté de parole sans respect de la place de l'autre ? La liberté n'est pas la liberté de faire n'importe quoi, de dire n'importe quoi, même si c'est ce que l'on pense.

Dans ce cas, le juge est l'arbitre du conflit conjugal dont il décidera de l'issue. Dans ce type de situation, le rôle du juge aux affaires familiales est certes de dire le droit, de trancher le litige. Mais, malgré l'exacerbation du conflit, le juge doit tout faire pour amener les parties à s'occuper des dysfonctionnements de la relation et de la communication entre elles.

Certes, le juge aux affaires familiales donne aux parties la liberté de s'exprimer pleinement, mais le juge doit insister auprès d'elles pour qu'elles retrouvent l'altérité, le dialogue et la communication. L'objectif d'une bonne décision est d'amener les parties vers le respect de chacun.

Dans ce type de situation très conflictuelle, en dehors des propos à l'audience que le juge aux affaires familiales doit tenir aux parties pour les amener à un minimum de consensus, dans l'intérêt supérieur de leurs enfants, il est opportun ensuite que le magistrat reproduise, dans sa décision, un attendu du type de celui ci :

« Il convient que Monsieur... et Madame... prennent conscience qu'ils ont un devoir de dialogue, qu'il leur appartient de préparer l'avenir de l'enfant qui ne passe pas par la poursuite d'un conflit parental, que les enseignants, les juges des enfants, les pénalistes savent bien qu'un divorce, une séparation ratés se paient souvent plus tard pour l'enfant, en échec scolaire ou en délinquance (75 % des signalements d'enfants en danger s'originent dans une situation conflictuelle des parents), et que tout enfant a besoin pour se structurer de ses deux parents qui doivent être capables de se respecter et de dialoguer ensemble de ses problèmes et de son éducation en bonne intelligence ».

De même, il est capital, dans toutes les procédures, de rappeler aux parents les droits et devoirs de chacun d'eux, dans le cadre de l'exercice en commun de l'autorité parentale, de la manière suivante :

« Dit que l'autorité parentale sur l'enfant mineur sera exercée en commun par les parents,

« Dit qu'à cet effet, les parents devront :

- Prendre ensemble les décisions importantes notamment en ce qui concerne la santé, la scolarité, l'éducation religieuse et le changement de résidence,
- S'informer réciproquement, dans le souci d'une indispensable communication entre parents, sur l'organisation de la vie de l'enfant (vie scolaire, sportive et culturelle, traitements médicaux, loisirs, vacances, etc...),
- Permettre les échanges de l'enfant avec l'autre parent dans le respect du cadre de vie de chacun,

« Rappelle que chacun des parents doit respecter les liens de l'enfant avec l'autre parent et que tout changement de résidence de l'un des deux parents, dès lors qu'il modifie les modalités de l'exercice de l'autorité parentale, doit faire l'objet d'une information préalable et en temps utile de l'autre parent afin qu'en cas de désaccord, le parent le plus diligent puisse saisir le juge aux affaires familiales ».

Dans nombre de situations, il est opportun aussi, soit d'ordonner une mesure de médiation familiale, avec l'accord des parties, soit d'enjoindre les parties à rencontrer un médiateur familial pour une séance d'information. Dans ce dernier cas, il ressort que 90 % des parties se rendent, en règle générale, à cette séance d'information et qu'un couple sur deux accepte ensuite d'engager un processus de médiation familiale.

Malgré le conflit très souvent exacerbé en effet, le juge doit tout mettre en œuvre pour faire comprendre aux parents que l'esprit du droit de la famille est de leur faire prendre conscience qu'ils peuvent être les acteurs de leurs solutions et que la liberté de chacun passe par l'altérité.

B – Le Juge « Homologateur »

Le juge aux affaires familiales peut partager le pouvoir décisionnel avec les membres de la famille, en homologuant par exemple une convention ou des accords formalisés ou non par écrit.

Dans ce cadre, le juge aux affaires familiales dispose d'une mission de contrôle et le juge apparaît comme l'organe chargé d'une réglementation des relations familiales.

Il est le contrôleur obligé des volontés qui se seront accordées un peu, beaucoup ou complètement, dans la désunion. Le juge aux affaires familiales opère une vérification juridictionnelle à part entière.

Le contrôle du juge est d'abord un contrôle de la légalité, il s'agit de vérifier la réunion des conditions posées par la loi, de validité de l'acte juridique ; et ensuite, un contrôle d'opportunité qui concerne une vérification judiciaire du respect des intérêts protégés par le droit objectif, par exemple l'intérêt des enfants.

Le juge est le contrôleur de la liberté de chacun et de la liberté du couple dans les décisions prises ; il est aussi le contrôleur de la réalité de l'altérité.

Ce contrôle se manifeste par exemple dans deux types de décisions : le divorce par consentement mutuel et la résidence alternée.

S'agissant du divorce par consentement mutuel, le législateur a donné au juge aux affaires familiales un rôle effectif et précis. L'article 232 du code civil dispose que :

« Le juge peut refuser l'homologation et ne pas prononcer le divorce s'il constate que la convention préserve insuffisamment les intérêts des enfants ou l'un des époux. »

En effet, il ne suffit pas de constater que les intérêts des époux sont suffisamment préservés, il faut aussi examiner si la convention sauvegarde les intérêts des enfants.

Dans la pratique, contrairement à une idée souvent répandue, le juge aux affaires familiales est loin d'avoir un rôle passif, il n'est pas une chambre d'enregistrement.

Avant l'audience, le juge aux affaires familiales doit prendre connaissance et analyser les documents qui lui sont soumis, et notamment la convention signée par les parties. Cette étude lui permet d'aborder les questions essentielles avec les justiciables et leur avocat, et de consacrer tout le temps d'audience aux parties.

Pendant l'audience, le juge aux affaires familiales reçoit chacune des parties individuellement, puis les deux parties avec leur avocat.

La mission et le devoir du magistrat sont essentiellement de vérifier :

- Le réel consentement de chacune des parties à ce type de procédure et aux mesures adoptées dans la convention, portant notamment sur les enfants et les modalités financières.
- Le respect de l'équité entre les parties, un divorce qu'il soit par consentement mutuel ou non, ne doit faire ni gagnant ni perdant,
- L'équilibre entre chacune des parties, le plus fort ne doit pas imposer sa volonté au plus faible, ce que l'assistance d'un seul avocat ne permet pas toujours d'éviter,
- L'absence de chantage entre les parties, par exemples :

« Je te laisse les enfants, et en échange, je ne verse pas de contribution à l'entretien et l'éducation des enfants »

« Je ne verse pas de prestation compensatoire et en compensation, je ne demande pas la résidence des enfants »

« Je ne vois pas les enfants et tu ne me demandes rien » etc...

Le juge vérifie enfin la réalité d'un dialogue entre les parties : il n'est en effet pas concevable que des parents divorcent par consentement mutuel sans qu'un dialogue constructif minimum n'existe entre eux concernant les enfants. L'audition des parents séparément permet de vérifier l'existence ou non de ce dialogue. Le divorce doit permettre une reconstruction familiale véritable et non pas favoriser la poursuite d'un conflit camouflé sous l'habit du consentement mutuel.

Dans le cas où ces conditions ne sont pas réunies, le juge aux affaires familiales peut soit ne pas prononcer le divorce, soit renvoyer les parties à une autre date d'audience, aux fins de leur demander de réfléchir et de solutionner les questions qui posent difficultés.

En résumé, le juge est garant de la liberté des personnes et de l'existence de l'altérité.

Il en est de même quand les parents qui se séparent proposent la résidence alternée.

Il est important que le juge aux affaires familiales vérifie que la résidence alternée, proposée ou décidée d'un commun accord entre les parties, ne soit pas un mode de règlement du conflit conjugal ; un parent demandant les enfants pour ennuyer l'autre parent ou pour négocier contre autre chose, par exemple :

« Tu gardes les enfants, je ne demande pas la résidence alternée, mais je conserve la maison et ne verse qu'une contribution alimentaire modeste »,

ou

« Tu veux une prestation compensatoire, alors je demande la résidence alternée ».

Certes, ce type de position existait avant la légalisation de la résidence alternée mais l'on constate, avec ce mode de résidence, un transfert de position. L'on a l'impression parfois que de la demande de résidence, l'on est passé, à présent, dans de nombreuses situations, à la demande de résidence alternée.

Et si cela se développe, les conséquences sur l'enfant peuvent être catastrophiques. La résidence alternée ne peut pas et ne doit pas être un outil pour la poursuite du conflit conjugal.

C'est pour cela qu'il appartient au juge aux affaires familiales, dans chaque situation, de faire prendre conscience à chacun des parents que la résidence alternée ne peut être mise en place, ne doit être mise en place, que dans le seul intérêt de l'enfant et non pas pour faire plaisir aux parents ou à l'un d'eux. Les enfants ne sont pas des meubles que les parents se partagent. Les parents sont libres de choisir ce mode de résidence mais à deux conditions principales : d'une part, le respect des enfants, et d'autre part, l'existence d'un dialogue. Liberté et altérité sont obligatoires. C'est la mission du juge de le vérifier dans toute séparation.

C – Le Juge du Dialogue

Le juge aux affaires familiales dispose aussi du pouvoir d'associer les membres de la famille à la fonction de juger, c'est le juge du dialogue.

Le rôle d'un juge actif est en effet de susciter des accords, mais également de les contrôler une fois conclus. La fonction de juger est partagée avec la famille. Ainsi, le juge facilite, essaie de promouvoir le consensus familial, il s'agit d'une liberté contrôlée par le juge, dans un souci d'altérité.

Dans ce cadre, force est de constater que le comportement du juge à l'audience, mais aussi celui de l'avocat, est primordial. Le juge aux affaires familiales doit avoir un rôle moteur pour amener les parties à apprivoiser leur conflit et à se respecter mutuellement.

Le juge doit de plus avoir une jurisprudence pour amener les parties à trouver des solutions amiables. Il doit mettre en place également un partenariat avec tous les acteurs judiciaires, dont font partie les médiateurs familiaux.

Et, pour arriver à rendre une Justice respectueuse de la liberté de chacun, dans l'altérité, il doit amener les justiciables, les avocats, les notaires à bien comprendre ce que peut apporter la médiation familiale pour arriver à de tels objectifs.

Conclusion

La médiation familiale est un lieu de liberté et d'altérité.

Pour convaincre des parents qui se séparent d'accepter, lors des phases d'entretien, un processus de médiation familiale, il est important de leur indiquer que cet outil est un lieu de liberté, qui prend en compte la singularité et la complexité de leur litige, alors que la décision de justice, dépendante de l'aléa judiciaire, ne peut pas en régler tous les aspects, notamment quant aux conséquences psychologiques.

Les justiciables doivent comprendre aussi que la médiation familiale est un lieu de parole, de restauration du dialogue, de respect de l'altérité, dans lequel les parties, dans un face à face sans autre témoin que la présence du médiateur familial, vont pouvoir verbaliser le conflit, et donc prendre conscience de son mécanisme et de ses enjeux.

Les parties doivent comprendre aussi que la médiation familiale est un lieu d'expression des émotions, ainsi qu'un lieu d'écoute, où chacun peut entendre quelque chose du point de vue de l'autre, de ses besoins, de ses attentes, de ses manques et de ses souffrances.

La médiation est ainsi un travail sur la reconnaissance et la réhabilitation de l'autre, un lieu d'altérité et de respect mutuel retrouvé. Elle opère alors un phénomène de conversion des états d'esprit. A écouter les vécus et les souffrances de l'autre, la haine tombe et la confiance a des chances d'être retrouvée.

L'intérêt de l'enfant à la coparentalité, la pacification des procédures de séparation et le dialogue des parents qui se séparent, s'imposent comme une priorité absolue que la liberté individuelle ne saurait altérer.



Loïc Faujour - Dessin 2

La Justice familiale doit être une Justice d'écoute, une Justice de dialogue, une Justice apaisée, pacifiée, respectant la liberté de chacun tout en intégrant l'altérité et le respect de l'autre. Ainsi se dessine une Justice familiale de paix, bénéfique pour les adultes, mais surtout pour les enfants.

Dans cet esprit, il convient d'encourager les justiciables désireux d'engager une procédure conflictuelle à réfléchir à ce propos de Montesquieu prononcé en 1725 à la rentrée du Parlement de Bordeaux qui paraît tellement d'actualité :

« Je sais bien que la loi d'une juste défense oblige souvent de révéler des choses que la honte avaient ensevelies ; mais c'est un mal que nous ne tolérons que lorsqu'il est absolument nécessaire. Apprenez de nous cette maxime, et souvenez-vous-en toujours : « Ne dites jamais la vérité aux dépens de votre vertu ».

oOo

« Le lien conjugal entre liberté, altérité et vulnérabilité partagée »

Marie-Dominique TREBUCHET

*Théologienne
Institut Catholique de Paris*

Résumé

« Le conflit conjugal remet en question l'engagement mais il peut aussi favoriser un questionnement sur les valeurs qui le fondent. Cela suppose toutefois que l'aspiration des couples à vivre le lien conjugal dans sa dimension intime et sociale soit portée et accompagnée socialement pour que les personnes ne soient pas submergées par leurs affects.

Par son attention à la vie concrète des hommes et des femmes de ce temps, dans la reconnaissance de leur finitude et de leur fragilité, la théologie chrétienne offre moins un idéal de valeurs qu'un éclairage sur les ressources que contiennent les pratiques chrétiennes pour redonner sens et visibilité à l'engagement, lieu de liberté et d'altérité, et affronter les difficultés »

Le conflit conjugal remet en question l'engagement. Ce constat émerge de l'expérience du médiateur, de votre expérience auprès des couples et des familles que vous recevez quand le conflit va jusqu'à défaire tout lien, jusqu'à détruire toute communication entre deux individus libres de rompre.

Mais le conflit peut aussi être à l'origine d'un questionnement sur les valeurs qui fondent l'engagement. Le théologien catholique Xavier Lacroix¹ rejoint cette analyse quand il écrit : « Le divorce pose par la négative la question de la consistance et de la persistance du lien ». Sur quelles valeurs avons-nous engagé notre vie de couple ? Qu'en avons-nous fait ? À quelle alliance avons-nous consenti ? Dans la tourmente, on ne sait plus clairement retrouver le fondement du lien qui unissait. Et même, on ne peut plus retrouver le fondement. Le conflit est révélateur de l'effacement des valeurs sur lesquelles reposait l'engagement du premier jour.

Pris dans des situations complexes qu'ils ne maîtrisent pas, submergés par leurs affects, les membres du couple sont démunis non seulement pour penser leur devenir en termes de sens et de valeurs partagées, mais aussi pour retrouver dans leur histoire la manière dont ils ont construit et soigné leur union².

La société moderne favorise d'ailleurs le morcellement et l'obscurcissement des valeurs. Elle n'offre plus un système de références clair et identifiable³ au sein duquel le lien conjugal pourrait être reconnu comme lien social.

On observe que la seule référence commune semble être le libre choix individuel⁴. Le mariage, engagement libre pourtant pris devant la société et régi par le code civil, est vécu essentiellement dans sa dimension intime, comme un tête à tête. Le lien est basé sur la relation affective. Fonder une famille est devenu une affaire privée. Et la famille elle-même recouvre une grande variété de situations. La famille, encore proclamée cellule de base de la société par le politique, risque fort d'être réduite juridiquement à une coquille vide⁵ et par voie de conséquence de ne plus être perçue comme une institution structurante pour le lien social.

¹ LACROIX, Xavier, « Face au divorce » in LACROIX, Xavier (Dir.), *Oser dire le mariage indissoluble*, Cerf, Paris, 2001, p. 205-234. Xavier LACROIX est théologien, spécialiste du mariage et de la famille, nommé au CCNE pour y représenter l'Eglise catholique en mars 2008.

² Annie ERNAUX dans son dernier ouvrage, *Les années*, Gallimard, 2008, décrit très bien comment le couple sentimental et intime a vécu sa relation affective sans la penser et l'inscrire dans un avenir commun à construire.

³ MACINTYRE, Alasdair, *Après la vertu : étude de théorie morale*, trad. de l'anglais par Laurent Bury, Paris, PUF, 1997.

⁴ LACROIX, Xavier, *De chair et de parole, fonder la famille*, Bayard, Paris, 2007.

⁵ ANATRELLA, Tony, *Epoux, heureux époux, essai sur le lien conjugal*, Flammarion, Paris, 2004.

Et bien, face à cette situation reconnue par tous, l'Église catholique ose affirmer que « la famille est le lieu premier d'humanisation de la personne et de la société »⁶, que « son fondement réside dans la libre volonté des époux de s'unir en mariage », « communauté profonde de vie et d'amour »⁷.

L'Église catholique croit que la forte tendance à la privatisation du mariage n'élimine pas totalement sa dimension publique et sociale⁸ ; mieux : que le mariage se situe à l'intersection de l'intime et du social⁹. Et que c'est le social qui devrait constituer le support indispensable à la durée du couple, pour qu'ils puissent l'un et l'autre toujours retrouver la mémoire de leur histoire dans celle des autres.

L'institutionnalisation du lien conjugal permet la nécessaire inscription de la sexualité dans le champ social et sa régulation. Le mariage est un pari, écrivait Paul Ricœur¹⁰, « il veut protéger la durée et l'intimité du lien sexuel et ainsi le rendre humain », il reste la meilleure chance de la tendresse en dépit des risques qu'il fait courir à l'intimité de la relation. Le mariage est acte humain, c'est-à-dire un acte de la volonté libre de chacun. Il place une aventure sentimentale, un amour, un désir, dans un choix éthique.

C'est donc au service d'une redécouverte de l'institution du mariage dans ses dimensions personnelle et sociale, ou même d'une véritable ré-institutionnalisation du mariage, que la réflexion morale des théologiens catholiques s'inscrit. Ce faisant, elle prend moins la forme d'un discours normatif, que d'une attention renouvelée aux pratiques chrétiennes¹¹ afin de dégager les ressources qu'elles recèlent pour entretenir un engagement durable.

Autrement dit, le message de l'Église catholique sur le mariage et la famille n'est pas tout entier contenu dans une doctrine perçue comme immuable et déconnectée des réalités. Il ne se réduit pas à une somme d'interdits et de condamnations.

Car il s'agit moins de défendre la famille que de promouvoir l'amour dans le mariage au sein duquel chaque personne, homme et femme, est reconnue, accueillie et respectée dans sa dignité¹². Il s'agit moins de s'arc-bouter sur des rites que de redonner l'accès au sens, pour que les hommes et les femmes comprennent leur histoire et soient capables de la prendre en charge, parfois avec l'aide de tiers, dans les moments de grandes difficultés et de conflits.

Dans cette optique, le discours chrétien trouve son lieu d'expression privilégié dans la réalité concrète et dans les expériences des hommes et des femmes de ce temps, dans leurs joies et leurs espoirs, leurs tristesses et leurs angoisses¹³, quelle accompagne et partage, selon la belle formule d'ouverture de la Constitution Pastorale sur l'Église dans le Monde de ce Temps du Concile Vatican II.

Recueillant dans les pratiques concrètes des communautés chrétiennes qui cheminent avec les couples (de préparation au mariage, d'accompagnement dans la construction du couple, d'écoute et d'aide dans les périodes de doutes et de conflits, de séparations et divorces) recueillant donc dans ces pratiques la volonté éthique¹⁴ qui s'y exprime (c'est-à-dire la volonté de s'humaniser davantage avec l'autre) , les chrétiens peuvent annoncer que le don total, réciproque et définitif entre les époux trouve sa plénitude et sa force dans l'amour dont ils croient qu'il est « don spécial de la grâce et de la charité du Seigneur »¹⁵. Prêtant attention à ce qui se vit déjà, la communauté des croyants peut dire,

⁶ Conseil Pontifical Justice et paix, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Bayard-Cerf-Fleurus-Mame, 2005, Chapitre V « La famille, cellule vitale de la société ».

⁷ Concile Œcuménique Vatican II, *Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde ce temps* « *Gaudium et spes* » n° 48.

⁸ CHAUVET, Louis-Marie, « La mariage, un défi » in CHAUVET, Louis-Marie, (dir.), *Le sacrement du mariage entre hier et demain*, éd. de l'Atelier, Paris, 2003, p. 15-26.

⁹ LACROIX, Xavier, *De chair et de parole, fonder la famille*, Bayard, Paris, 2007.

¹⁰ RICŒUR, Paul, « La sexualité, la merveille, l'errance, l'énigme », *Esprit* n°289, novembre 1960, p.1665-1676.

¹¹ C'est la démarche par exemple du théologien Philippe BORDEYNE, spécialiste de la morale de la famille, voir BORDEYNE, Philippe, « Est-il moral de proposer le mariage catholique » in CHAUVET, Louis-Marie, (dir.), *Le sacrement du mariage entre hier et demain*, éd. de l'Atelier, Paris, 2003, p. 51-66. Voir aussi BORDEYNE, Philippe, « redécouvrir le mariage comme partie intégrante de l'enseignement social de l'Eglise » in BLE CIX, 2008, p.203-222.

¹² *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 221.

¹³ *Gaudium et spes* n°1.

¹⁴ La volonté éthique comprise ici comme « volonté de prendre les moyens de s'humaniser davantage en relation avec les autres ». THEVENOT, Xavier, « Repères éthiques pour un monde nouveau », *Ethique pour un monde nouveau*, nouvelle édition, préface de Philippe BORDEYNE, Salvator, Paris, 2005 (1982), p.150

¹⁵ *Gaudium et spes* n° 49.

en paroles et en actes, parce qu'elle l'a elle-même reçu et qu'elle en vit, ce qui est à vivre pour cheminer vers le bonheur.

Dans la pratique, le théologien porte une grande attention à ce qui se vit concrètement dans les différents lieux et mouvements d'une paroisse, d'une part dans les services identifiés de ce que l'on nomme la pastorale familiale, mais aussi dans la vie des chrétiens qui se réunissent pour échanger, pour rendre service, qui se retrouvent à la messe dominicale ou à l'occasion des grandes fêtes chrétiennes et ainsi constituent une communauté fraternelle. Cette communauté qui tente tout simplement de témoigner de l'Évangile dans la société participe à la formation éthique des sujets¹⁶. Quotidiennement, elle se met à l'écoute des personnes et des couples qui s'adressent à elle pour demander le mariage, elle les accompagne pour qu'ils tissent patiemment les fils de leur histoire sur un fond social de l'éphémère et de l'individu.

Les pratiques chrétiennes, dans leurs composantes éthiques, rituelles, spirituelles, doivent signifier la spécificité du mariage catholique, les valeurs qui le fondent, l'anthropologie qui le sous-tend. C'est à cette condition qu'il est encore moral de le proposer aujourd'hui. C'est ce qu'affirme Philippe Bordeyne, théologien catholique, spécialiste du mariage et de la famille. C'est à cette condition que le mariage catholique pourra participer pleinement à une refondation du mariage comme lien social basé sur la liberté et la fidélité.

Je m'inscris dans l'approche de ce théologien pour aborder les questions soumises à notre réflexion aujourd'hui sur les valeurs qui fondent l'engagement, sur la liberté et l'altérité tout au long de la vie du couple et de la famille, dans la conflictualité inhérente à leur existence¹⁷.

L'homme est un être social. « L'homme, de par sa nature profonde, est un être social, et, sans relations avec autrui, il ne peut ni vivre ni épanouir ses qualités¹⁸ ». Je soulignerai deux aspects de cette affirmation du concile Vatican II telle qu'elle est vécue concrètement, incarnée en deux êtres qui aspirent à se donner et à s'accueillir l'un l'autre.

Premier aspect : les communautés chrétiennes ont pour vocation de rendre visible cette socialité humaine, (le fait que l'homme soit un être social). Elles le font par des gestes concrets de rencontres et de partage d'expérience car elles sont une expression de cette socialité et la famille en est une autre¹⁹. Les hommes et les femmes qui viennent préparer leur mariage, leur célébration, leur fête, arrivent avec un projet très personnel et sont invités à entrer en relation avec d'autres. Ils font l'expérience de l'altérité à différents niveaux, subjectif et social. Ils opèrent ainsi un décentrement qui viendra enrichir leur compréhension du lien conjugal et la manière dont ils lui donneront vie.

Second aspect : les prêtres et les laïcs qui sont en charge de ce service de préparation recueillent d'abord dans le vécu de ces couples le sens profond des relations déjà existantes (Beaucoup cohabitent depuis plusieurs années, certains ont des enfants) dans une écoute attentive et respectueuse. Alors seulement ils peuvent accompagner leur discernement pour qu'ils découvrent une vraie nouveauté dans le mariage, une relation qui entre dans une altérité plus grande.

Très concrètement les couples laïcs qui forment une équipe de préparation entrent eux-mêmes, avec leurs difficultés et leurs questions dans cette mission. Ils ne dispensent pas une formation mais entrent en relation en risquant une parole. Ainsi « l'expérience des couples mariés, leur capacité à partager cette expérience, notamment dans la gestion de conflits inévitables de la vie conjugale, peuvent être un atout précieux pour une avancée des jeunes dans l'amour²⁰ ». Citons en exemple un couple de 35 ans, qui fait partie d'une équipe de préparation au mariage depuis plusieurs années et se trouve confronté au problème de la stérilité. Leur témoignage, simple, disant les hauts, les bas, les questions, le discernement à faire sur la procréation médicalement assistée, la colère, les conflits,

¹⁶ Voir BORDEYNE, Philippe, « Les communautés chrétiennes et la formation morale des sujets : les enjeux d'un discernement éthique », in *Revue d'éthique et de théologie morale* n° 251, Les communautés chrétiennes et la formation morale des sujets, Cerf, Paris, 2008, p. 11-30. « Former n'est jamais faire table rase. C'est tenter de mobiliser les savoir-faire que les sujets ont déjà commencé à acquérir ici ou là, mais qu'ils doivent mieux identifier pour les redéployer selon un projet de vie cohérent et ouvert à l'altérité »

¹⁷ ARENES, Jacques, lettre ouverte aux femmes de ces hommes (pas encore) parfaits, essais, Fleurus, Paris, 2005, p. 32.

¹⁸ *Gaudium et spes* n° 12, 4.

¹⁹ *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 151.

²⁰ *Documents Episcopats*, n° 2, « Nouvelles perspectives pour la préparation au mariage », janvier 1996

permet aux couples qui se préparent d'aborder ce sujet de manière non fictionnelle mais dans la relation et la rencontre.

L'homme est un être de liberté. « Le droit à l'exercice de la liberté est une exigence inséparable de la dignité de la personne humaine »²¹. L'engagement dans le lien conjugal résulte d'un choix libre. Qu'est-ce à dire ? S'il semble évident au sujet qui s'engage, qu'il le fait en toute liberté, c'est au nom de cette même liberté qu'il revendiquera une séparation ou un divorce quand les conflits ne trouveront pas d'autre issue. Par dissolution du contrat, il *reprendra* sa liberté, et en usera de manière très privée. Nous sommes ici dans une logique de contrat dont les obligations sont inscrites dans le code civil.

Toute autre est la conception de la liberté attachée au mariage comme institution, « communauté profonde de vie et d'amour », toute autre est la liberté dans l'alliance et dans la fidélité. Le pape Jean-Paul II affirmait : « Les problèmes humains qui sont les plus débattus et diversement résolus par la réflexion morale contemporaine se rattachent tous à un problème crucial, celui de la liberté de l'homme »²², précisant : « dans certains courants de la pensée moderne, on en est arrivé à exalter la liberté au point d'en faire un absolu, qui serait la source des valeurs »²³.

Et bien, Il relève aujourd'hui de la tâche des communautés d'Église, dont la famille, d'éduquer les personnes tout au long de la vie à la liberté comprise comme la liberté de se tourner vers le bien pour soi et pour autrui dès lors qu'on l'a perçu en conscience (en d'autres termes, c'est la liberté de répondre à sa vocation humaine de faire le bien et d'éviter le mal). Ainsi comprise la liberté relationnelle s'oppose à une conception de la liberté purement subjective, absolue et recherchée pour elle-même.

Car cette liberté subjective, du « je » solipsiste ne peut qu'entrer en conflit avec la liberté de l'autre et avec la loi qui vient la brider. En effet, la grande tentation consiste pour l'homme à croire être libre de faire ce dont il a envie : être maître du monde²⁴, dominer l'autre, agir sans contrainte.

Mais, en dernier ressort, et paradoxalement, l'homme s'aperçoit dans la réalité que cette liberté (qui s'oppose à celle de l'autre, qui est toute puissante), cette liberté est illusoire, puisque ses actes sont toujours entachés d'un certain déterminisme. L'homme peut en venir ainsi à ne plus se reconnaître responsable de ses actes²⁵.

Or liberté et responsabilité sont intimement liées. Exercer sa liberté c'est justement croire que nous ne sommes pas le pur jouet d'événements extérieurs mais que nous agissons pour élargir les possibilités de l'humain dans le concret de nos vies. Pour élargir les possibilités de l'humain avec et pour les autres, en usant d'une liberté qui n'est pas en rivalité avec la liberté de l'autre, mais qui chemine avec elle.

C'est avec le philosophe protestant Paul Ricœur que je voudrais vous parler d'une liberté qui ne se conjugue pas seulement à la première personne mais qui suppose simultanément la liberté de celui qui est autre que moi. Il écrit « On entre véritablement en éthique, quand, à l'affirmation par soi de la liberté, s'ajoute la volonté que la liberté de l'autre soit. Je veux que ta liberté soit »²⁶.

Autrement dit la liberté ne s'affirme que dans l'altérité, dans le renoncement à une toute-puissance, à la possession de l'autre. Je reconnais que *tu* est un autre que moi qui s'affirme lui-même comme un *je*. « L'autre est mon semblable dans l'altérité ».

Comment les pratiques chrétiennes incarnent-elles cette liberté ? Tout d'abord, le rite du mariage de l'Église catholique questionne la liberté des futurs époux. A ceux qui vont entrer dans une alliance librement choisie, l'Église s'adresse déjà comme à un couple et non pas comme à deux libertés purement subjectives : « Vous allez vous engager l'un envers l'autre, est-ce librement et sans contrainte ? ».

²¹ *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*, n° 199.

²² JEAN-PAUL II, *La splendeur de la vérité, l'enseignement moral de l'Église*, Cerf, Paris, 1993, n°31.

²³ JEAN-PAUL II, *La splendeur de la vérité, l'enseignement moral de l'Église*, Cerf, Paris, 1993, n°32.

²⁴ Paroles d'un universitaire hongrois dans une réflexion sur la liberté qui s'origine dans le tournant historique de la chute du mur en 1989. TÔRÔK, Endre, « Qui est libre ? » in *Qui est libre* (collectif), Ouverture philosophique, l'Harmattan, Paris, 2002.

²⁵ HAUERWAS, Stanley, *Le royaume de Paix, une initiation à l'éthique chrétienne*, Bayard, Paris, 2006. (*The Peaceable Kingdom*, Notre Dame, Indiana, 1983).

²⁶ RICŒUR, Paul, « Avant la loi morale, l'éthique », in *Encyclopedia Universalis Supplément II, Les enjeux*, Paris, Ed. Encyclopedia Universalis France, 1985. P. 42-45.

Les communautés chrétiennes accompagnent les couples pour qu'ils discernent au nom de quelle liberté ils s'engagent. La célébration elle-même manifeste aujourd'hui d'une part que le mariage est « un acte humain par lequel les époux se donnent et se reçoivent mutuellement »²⁷, acte humain parce que acte libre de la volonté, et d'autre part que leur décision libre s'enracine dans des réalités qui les précèdent, les dépassent et vont à travers eux bien plus loin que leur destinée personnelle²⁸.



Loïc Faujour - Dessin 3

La célébration rend manifeste une dé-maîtrise, par la présence d'un Autre qui appelle, bien plus que la réalisation réussie d'un projet personnel. Ce faisant, elle invite à la fois à se fier à l'autre et à se laisser surprendre par l'autre qui n'est pas moi.

Ici c'est le philosophe juif Emmanuel Levinas²⁹ qui nous éclaire sur l'altérité. Chez Levinas, l'altérité par excellence, l'absolument autre est « le féminin ». Rien ne peut vaincre cette dualité insurmontable des êtres. En ce sens, l'autre ne me menace pas, il ne veut pas s'emparer de moi ; Il est mystère.

Les célébrations catholiques cherchent à manifester cette altérité irréductible et réciproque entre deux êtres fragiles et vulnérables qui prennent le risque du mariage, qui prennent le risque de se laisser toujours surprendre par l'autre, qui font le pari de l'alliance dans l'amour dont le pape Benoît XVI nous dit dans sa première encyclique : « L'amour est exode permanent, allant du je enfermé sur lui-même vers sa libération dans le don de soi et précisément ainsi vers la découverte de soi-même »³⁰.

Fragilité et vulnérabilité sont les deux termes que j'ajoute à la socialité, la liberté et l'altérité pour ouvrir une réflexion à partir des situations conflictuelles que traversent les couples et les familles. En effet, les conflits conjugaux et les grandes souffrances qu'ils engendrent, déclenchent une prise de conscience subjective, familiale et sociale.

Les conflits et les souffrances qu'entraîne une rupture du dialogue et de la communication mettent chaque personne devant son humaine condition, vulnérable et fragile, et devrait, dans une saine altérité, l'ouvrir à la reconnaissance de la fragilité de l'autre. On constate malheureusement qu'il est souvent trop tard pour que chacun se laisse toucher par l'autre, reconnu dans son altérité fragilisée.

²⁷ *Gaudium et spes*, n° 48.

²⁸ SCOUARNEC, Michel, « Nouvelles perspectives pastorales » in CHAUVET, Louis-Marie, (dir.), *Le sacrement du mariage entre hier et demain*, éd. de l'Atelier, Paris, 2003, p. 302-324.

²⁹ LEVINAS, *Le temps et l'autre*, Quadrige, PUF, Paris, 1983.

³⁰ BENOÎT XVI, *Lettre encyclique Deus caritas est sur l'amour chrétien*, déc. 2005, n°6.

Les blessures sont souvent trop profondes et installées. Les mots de la crise (qui disent finalement : « je n'accepte pas que tu sois autre que moi, que tu sois différent ») ont pu détruire la reconnaissance de l'autre qu'instaure la parole.

Alors c'est au niveau social et communautaire que cette prise de conscience peut s'avérer féconde car elle nous montre l'urgence qu'il y a à refonder l'institution du mariage précisément comme lien fragile et vulnérable dans la société, placée sous la responsabilité de tous, et dont il faut prendre soin pour le bien et le bonheur de tous (Nous savons ici combien les familles qui connaissent en leur sein des situations de divorce et de conflit se sentent elles mêmes très fragilisées à tous les niveaux de générations). Institution fragile et vulnérable donc, placée sous la responsabilité de tous et pourtant lui échappant, tenant son sens d'un Autre.

Les chrétiens, individuellement, en petites équipes ou rassemblés le dimanche, lisent la Bible et cherchent à comprendre comment Elle peut être véritablement Parole de Dieu pour leur vie d'aujourd'hui. Ainsi réunis, ils sont appelés à creuser le sillon d'une éthique de la vulnérabilité entre le droit à l'épanouissement personnel et le droit au bonheur contemporains. Il s'agit d'éduquer les sujets tout au long de la vie à se reconnaître fragile avec l'autre, comme l'autre, dans une humanité partagée ; ce qui signifie éduquer des êtres libres capables de s'estimer eux-mêmes et ainsi d'éprouver de la sollicitude pour l'autre.

Les personnes seraient ainsi équipées pour conduire leur vie dans l'accueil de l'autre sans s'illusionner sur leurs forces propres mais plus conscientes de leurs limites et prêtes à accueillir l'aide du tiers pour résoudre les crises ; ces personnes seraient disponibles pour vivre la solidarité jusqu'au bout, pour autant que cela ne les aliène pas, prêtes à abandonner la supériorité morale que secrète l'identité de victime pour cheminer vers le pardon³¹ et apaiser le conflit. Des personnes capables au cœur du conflit de ne pas se refermer sur elles-mêmes, dans la peur et la méfiance, mais de continuer à voir l'autre comme un autre « je », vulnérable et souffrant.

A la demande qui m'était faite de revisiter, en théologienne, les valeurs qui sous-tendent l'engagement dans le mariage parce que précisément le conflit les questionne, j'ai voulu répondre à partir des pratiques chrétiennes. Parce que ces pratiques et les valeurs humaines qu'elles recèlent peuvent accompagner les hommes et les femmes tout au long de leur vie, dans la traversée des épreuves et du petit quotidien.

Ces pratiques sont porteuses d'une conception de l'homme comme être de relations et d'une conception vécue de la liberté qui contribue à humaniser les conflits et à produire une certaine résilience.

oOo

³¹ BASSET, Lytta, *Au-delà du pardon, le désir de tourner la page*, Presses de la Renaissance, Paris, 2006.

PLÉNIÈRE 2 : MOI, L'AUTRE ET LE CHANGEMENT

Objet ou sujet ? Le statut changeant de l'autre

Jacqueline BARUS-MICHEL

*Psychologue, psychosociologue
Professeur émérite de l'université Paris VII*

L'autre n'est pas toujours à la même place et la relation est instable. D'objet convoité du désir ou de sujet partenaire, il peut devenir mauvais objet ou encore adversaire. Les figures contradictoires se succèdent projetées sur l'enfant devenu objet disputé occultant le sujet en devenir. De la difficulté de reconnaître l'autre comme sujet quelle que soit l'histoire de la relation.

Sujet et objet

Une personne se ressent **sujet** dans ses affects, ses projets et ses actes quand elle est capable de les parler en son nom, de leur donner du sens, d'en faire ses choix ; elle est **objet** quand elle se sent agie par les désirs des autres, ce qui peut la rendre heureuse si elle se sent choyée, malheureuse si elle se sent instrumentée ou même proie vouée à la destruction. Chacun peut se sentir objet, mais aussi faire de l'autre son objet d'amour ou de haine. Il est plus difficile de reconnaître l'autre comme sujet et de se faire reconnaître comme tel. La relation est une dialectique constante entre les places réciproques de sujet et d'objet d'où naissent entente, partenariat ou conflit.

Les étapes du changement dans la relation à l'autre

L'autre (le parent) est d'abord un dominant, un pourvoyeur, c'est lui le sujet, pour lequel l'enfant est un objet, protégé, docile, comblé ou non. Peu à peu il réclame son statut de sujet et l'arrache dans la rébellion ou bien les parents, les éducateurs encouragent cette conquête, son apprentissage et l'enfant se construit comme un sujet. Mais, les autres autour de lui s'avèrent des sujets, semblables et rivaux, enviables, aimables et haïssables.

Avec la sexualité, l'ambivalence ordinaire à l'endroit de l'autre (amour, besoin / peur, envie, haine) laisse le pas à une attirance incontrôlée. Le fantasme d'une jouissance exaucée par un objet total, excité par les hormones croît se reconnaître dans l'apparition d'un autre au hasard d'un moment et d'une sensation-émotion. Le désir et la dépendance s'installent soit dans la répétition et l'instabilité, soit dans l'attachement et l'amour, illusion de la coïncidence parfaite. L'autre est objet convoité ou sujet de confusion.

C'est le reflet du premier objet d'amour que l'on recherche aveuglément et celui ou celle qui l'évoquera est idéalisé tant qu'il réveillera ce fantasme ou qu'il nourrira la construction idéalisant. La satisfaction sexuelle persuade de la coïncidence du désir et des correspondances des goûts et des intérêts. Les différences paraissent combler le manque. L'autre est un merveilleux sujet dont on veut être l'objet privilégié... ou l'inverse. Mirages de la fusion et de la passion ...

Puis, la relation bâtie sur l'imaginaire et l'idéal, l'illusion de ne faire qu'un, entre dans la réalité quotidienne de l'être et faire ensemble. La relation devient une construction, la fusion une élaboration partagée. L'autre était pris pour l'objet premier mais de multiples objets viennent le suppléer, en éparpiller les représentations sur des réalités nouvelles, causer son retour à la réalité : l'appartement, les meubles, les occupations, les loisirs, le projet d'enfant, bientôt l'enfant. L'unité rêvée doit devenir une construction intégrant l'imaginaire dans de la réalité et même bousculée ou contrariée par la réalité.

L'objet du fantasme se découvre sujet : l'objet du désir enrobé d'amour doit devenir aussi sujet et partenaire. Les deux collaborant à faire ensemble, du commun, tout en reconnaissant la différence, objet de négociation. Commun n'est pas confusion. L'unité est un accord, une convention non une réalité et, comme telle, doit toujours être renouvelée tacitement ou pas. "Ça n'est en commun que parce qu'on le veut bien, il faut bâtir et souffrir l'autre".

L'autre ne reste le même ni dans la réalité ni dans l'imaginaire. La relation est instable, changeante, le contexte évolue, les événements qui affectent ne sont pas les mêmes pour les partenaires qui étaient

d'accord et pensaient avoir mis en commun leurs souvenirs, leurs goûts, leurs possessions, leurs espoirs. Échecs ou réussites, pertes, rencontres individualisés interviennent, qui différencient les représentations de soi et de l'autre, changent les perspectives. Les rôles que l'on assume modifient les places réciproques (parent, professionnel, chômeur...). L'autre ne coïncide plus au fantasme, sa réalité s'impose et use le fantasme. On a pas le même tempo, on ne vit pas dans le même monde, on n'a pas le même passé, la même famille. Deux êtres évoluent différemment. L'autre n'est plus le même autre, il échappe comme objet et s'avère un sujet dans son altérité étrangère.

Le constat de différence peut déboucher sur idée d'enrichissement ou d'incompréhension puis de gêne, voire d'incompatibilité.

Peu à peu l'autre indispose par ses propres exigences, ses prétentions, son évolution. Sa promiscuité, son existence même, menacent l'intégrité du partenaire. Des multiples enjeux (intelligence, culture, argent, relations, affections, ambitions) réveillent des façons d'être et de voir différentes. Chacun cherche ailleurs à raccrocher le fantasme et la satisfaction ou réalisation du désir.

La réalité de l'altérité dépouille l'autre de l'imaginaire dont on l'avait revêtu pour le faire apparaître dans ses différences non plus charmantes ou complémentaires mais potentiellement dangereuses, insupportables, révélant que la subjectivité de l'autre en fait un ennemi. L'autre ne se laisse pas réduire à l'état d'objet à moins d'exercer la violence, ce qui n'est pas toujours exclu.

L'évolution de la relation est un jeu complexe des positions de sujets et d'objets et de leurs transformations réciproques.

Le conflit

Comme le dit Bion, parlant du groupe, le moment du "couplage" (reconnaissance, désir, partage, projet idéalisé) fait place à "l'attaque-fuite", (distance, mensonge, intolérance, revendication, griefs, rage, rejet, auto-ou allo-destruction). Positions défensives-agressives, paranoïdes. A la fusion et au partage succède la dissymétrie des dominances et des humiliations. Les conflits (débats, explications)... la crise (rupture, passages à l'acte).

Le conflit a deux versants : le conflit-débat, disputation qui expose des positions antagonistes mais qui se négocient et le conflit-crise qui ne peut plus se parler ni s'exposer et débouche sur le symptôme et le passage à l'acte.

Les conflits opposent des sujets qui étaient objets du désir l'un pour l'autre et dont la subjectivité s'exaspère en opposition. Il faut s'arracher de l'autre, de cette fusion ancienne devenue une tunique de Nessus.

La crise est d'autant plus forte que le conflit est aussi, pour chacun, interne : entre le sujet comblé que l'on a cru être, fusionné avec son objet idéalisé et celui qui veut se déprendre du corps étranger que cet objet est devenu, se révélant autre, sujet in toléré et haï. Ce conflit s'extériorise avec l'autre qui fut aimé, désiré, qui s'impose désormais comme un sujet ennemi, rival, avec qui tant de choses que l'on croyait communes sont devenues les enjeux d'une bataille féroce.

Chacun se vit victime, vit l'autre agresseur et se découvre objet de l'autre. Chacun veut reprendre à l'autre l'équivalent de ce qui lui a été enlevé. Derrière les objets de la dispute, c'est l'intégrité du sujet qu'il veut récupérer alors qu'il s'était noyé dans l'illusion fusionnelle. Chacun se vit entamé par la rupture dans sa subjectivité dont les biens communs et même les enfants sont la métaphore investie comme un réel. Chacun veut arracher à l'autre ce qu'il a pris de lui, ce qu'il lui avait donné de lui-même.

L'enfant-double ou sujet à part entière

L'enfant, réalité fortement investie par l'imaginaire comme à la fois incarnation malheureuse de l'union défaite et comme représentant du sujet lui-même, émanation de lui, chair de sa chair, âme de son âme, va représenter ce drame de la réversion de l'objet en sujet.

Se décaper de l'autre, de cet objet-sujet enkysté en soi, cela va se confondre avec la revendication de l'enfant, l'objet commun, la métaphore de la fusion ancienne, l'arracher à la marque de l'autre, à son influence. L'enfant est devenu l'enjeu de l'intégrité subjective, la représentation d'une autonomie retrouvée du sujet.

Ce qui se dit à travers la question "A qui revient l'enfant ?", C'est : "L'enfant c'est moi, et ce que l'autre veut, c'est une part de moi, une part de chair, une part d'âme". Ce qui est sous-jacent au discours de responsabilité, de droit et d'amour, c'est l'enfant conçu comme reflet du sujet, son double, son prolongement dans l'espace et le temps.

Ce qui échappe alors, malgré le souci exprimé de son éducation, c'est que l'enfant est un sujet en devenir, ce qu'on le voudrait c'est image de soi dans le miroir. Ce faisant, on en fait l'objet de son désir d'être entier, sans manque, sans déchirure, en intégrité, comme on dit en majesté, enfant qui serait, comme son désir, inentamé par l'autre.

En faisant de l'enfant l'enjeu d'une appropriation, on lui dénie le statut de sujet en devenir tout en refusant à l'autre celui de sujet interlocuteur, partenaire de parole, pour échange de point de vues. C'est ne reconnaître à nul autre le droit d'être sujet (même pas à l'enfant), se poser dans le déni du partage symbolique, par et dans la parole, le débat, qui laisse la place à d'autres sujets, aux désirs de l'autre, le partenaire, mais d'abord l'enfant qui a à devenir un sujet de désir menant ses propres combats, ses propres élaborations.

La représentation de l'enfant navigue dangereusement entre le statut d'objet assimilé à l'ancien objet du désir enfui et devenu un sujet adverse, entre le statut d'objet attribut de soi et sujet en devenir destiné lui aussi à l'arrachement.

L'enfant est représentant d'une union imaginaire et symbolique reniée. Les parents livrent sur sa réalité le combat qui met aux prises des sujets en mal d'objets. Il est issu d'un imaginaire, il reste à lui reconnaître et lui garantir dans le temps la réalité d'être autonome qu'on ne supporte pas chez l'autre. Une relation se déroule dans le temps, dans une dialectique qui fait passer de l'objet au sujet dans l'amour ou la haine.

L'enfant fait de deux, trois, mais aussi, un, à part entière, il ne réduit pas deux à un, mais a été accueilli dans un triangle pour en sortir. Si deux ont cru faire un, il n'en a jamais été ainsi, ils ont été deux, symboliquement liés, mais toujours potentiellement déliés. Les alliances et les dépendances s'inscrivent dans le temps, sujettes à transformations quelle que soit la pesée de l'imaginaire (on veut ça éternel). C'est pour cela qu'il faut en débattre, en distinguer les éléments constitutifs et les significations. Un enfant est un être à part entière qui ne sera ni moi ni l'autre, de nous deux, mais encore un autre et en soi, même s'il porte en lui la mémoire des deux autres.

Il faut passer de "moi sujet et l'autre objet" à l'autre accepté comme sujet ayant ses objets. L'enfant a un passé d'objet commun, mais c'est un sujet en devenir pour les deux qui sont associés dans cette tâche. Seuls des sujets peuvent s'associer pour cette promotion (porter hors de soi) d'un autre sujet.

L'enfant se sent objet aimé ou pas. L'amour le porte, forge son moi idéal, tremplin de subjectivité. Il peut se sentir - objet, enjeu, aliéné dans le jeu des parents en crise, comme une balle ou un projectile - ou reflet et représentant de l'un des parents, récepteur des affects négatifs à lui adressés - ou attribut de l'autre parent, piégé dans des affects positifs. Il ne peut manifester son désir d'être soi (sujet) que par des désordres du comportement.

La médiation

C'est une opération de symbolisation. C'est désengluier du fantasme, de l'excès d'affect. Les partenaires aux prises, en affrontement direct, ne font souvent qu'osciller entre sujet et objet, entre fantasme et affect, dans l'ambivalence haine – amour.

Pour se désengluier de l'imaginaire et le sortir du fantasme pour le rendre constructeur, il faut du tiers sous la forme de la règle, règle d'échange dans la parole, règle de droit (la loi, la justice). De la séparation au niveau des corps, au niveau de la parole (temps et tour), au niveau des affects (expression des contradictions et ambivalences chez chacun), au niveau des registres (réalité concrète, désirs, imaginaires, et surtout représentations de l'autre mises en regard des expressions (qu'est ce qu'il dit cet autre et qu'est-ce que j'en entends ?).

Le médiateur fait valoir la pluralité des sujets impliqués et le statut qui leur est attribué et auquel ils aspirent ou auquel ils ont droit. Les parents sont des sujets associés. Si un sujet, c'est celui qui a le droit de s'énoncer dans son désir et de construire le sens de son expérience pour le transmettre, le dire, selon ses valeurs et ses références, un associé, c'est celui qui apporte à une tâche commune sa contribution en débattant du sens qu'elle a et de sa compatibilité avec celle de l'autre, de son ajustement à elle.

Comment peut-on être médiateur, entre deux antagonistes sans prendre parti ?

Il y a plusieurs façons d'être médiateur :

Le juge a un code pour s'appuyer, la loi qui fait référence et guide, l'empêche de prendre parti en fonction de ses penchants personnels.

Le médiateur écoute, traduit, éclaire les positions respectives au regard des enjeux. Le juge évalue (les torts, les dommages) et décide, le médiateur montre dans quel sens vont les positions et peut indiquer d'autres voies, proposer des compromis, des concessions.

Qui dit médiation dit conflit, le conflit est interne au sujet et met en jeu sa relation à l'autre. L'autre est objet d'amour de désir et de besoin, en même temps de crainte, de haine de jalousie ; il gêne. Entre ces deux tensions, des oscillations, un équilibre difficile à trouver. Le médiateur doit dégager une position d'équilibre dans le conflit intérieur en chacun et entre les deux.

Par où ça passe ? Prise de conscience des ambivalences, représentation des ambivalences de l'autre. Traiter chacun en sujet et que chacun traite l'autre en sujet. Un sujet se pense et pense l'autre en sujet. La référence, c'est la subjectivité : un sujet qui entend la place de l'autre aussi sujet, l'interlocuteur, reconnu, écouté, mais aussi l'enfant entendu dans ses désirs, ses besoins et ses projets, son devenir de sujet.

Quels sont les critères et les objectifs ? Reconnaître et faire reconnaître des sujets, qui puissent s'exprimer et négocier pour garder et laisser à l'autre cette qualité au mieux étant donné les circonstances. Quelle référence ? Une éthique du sujet, être de parole, de projet, de droit (liberté), d'écoute de la parole de l'autre (reconnaissance de l'altérité). Quels moyens ? Faire repérer le sujet chez l'autre, le statut qu'on lui laisse. Se représenter l'autre comme un sujet comme soi. Examen des différences, de leur possibilité, de leur légitimité. Démarche de compromis, de concessions, d'accord, de contrat. En tenant compte de l'enfant qui est un nouveau sujet issu des deux.

Examiner les compromis en fonction de l'intrication des deux dans l'enfant qui est un et sujet.

Élaboration difficile. Le médiateur n'a d'autre référence que cette notion de sujet : Celui qui se pose comme capable de se penser dans son rapport à l'autre comme sujet, de penser l'autre comme semblable, sujet de désir (et non seulement objet).

oOo

Retour sur l'arborescence conceptuelle de la notion de médiation

Jacques RIFFAULT

*Éducateur spécialisé
Philosophe*

Pour m'orienter dans l'imprudent projet de faire « retour sur l'arborescence conceptuelle de la notion de médiation », arborescence fort luxuriante comme on le sait, d'où l'imprudence..., il m'a fallu d'abord chercher un point de vue qui fasse, pour moi, repère.

Je l'ai trouvé dans ma propre expérience d' « objet/sujet de la médiation », c'est-à-dire mon expérience de parent séparé y ayant recours.

Il m'a fallu aussi faire des choix dans cet univers conceptuel très chargé. J'ai donc choisi d'explorer principalement les notions de « lieu », de « dispositif » et de « moyen-terme ». Ces explorations successives m'amèneront à proposer en conclusion la maxime kantienne de « la pensée élargie » : « Penser en se mettant à la place de tout autre » comme le principe agissant d'une éthique possible de la médiation.

Reprenant donc le plus simplement possible le fil de mon expérience de la médiation, je me suis rendu compte que celle-ci était d'abord « quelque chose dans lequel on entre », à la fois au sens d'entrer dans un lieu et au sens d'entrer dans un processus.

Réfléchissant à cela, je me suis souvenu que Platon avait fait de ce qu'il appelle en effet « le lieu » un élément déterminant de sa métaphysique, et de fil en aiguille, je me suis dit que cette notion de « lieu » telle que Platon nous invite à la comprendre pouvait se révéler intéressante pour penser ce qu'on pourrait appeler « l'espace partagé de la médiation ».

C'est cette idée que je vais commencer par mettre à l'épreuve en évoquant donc Platon. Non qu'il soit, comme je l'ai lu parfois, un précurseur de la médiation... mais parce que, réputé être le philosophe des oppositions binaires entre « monde intelligible » et « monde sensible », essence et apparence, vérité et illusion..., il n'en fait pas moins recours à des instances tierces lorsqu'il tente d'articuler sa théorie des idées ou des essences éternelles avec l'existence d'un monde sensible en devenir.

Pour simplifier et donc forcément caricaturer, nous avons, chez Platon, « le monde intelligible », monde incréé des formes éternelles de tout ce qui est (par exemple, l'idée de table qui contient toutes les tables possibles de notre monde, mais aussi les idées plus abstraites telles que l'idée de Justice, celle de la Beauté, et par-dessus toutes celle du Bien, auxquelles nous nous référons nécessairement chaque fois que nous voulons qualifier une action de juste, de belle ou de bonne). Ce monde est d'harmonie et ne connaît pas le conflit.

Et puis, nous avons « le monde sensible », celui que nous percevons par les sens, caverne dans laquelle nous sommes enfermés, monde du conflit et du changement, soumis à la génération et à la corruption, à la naissance et à la mort, et que, enchaînés que nous sommes (on dirait aujourd'hui « aliénés »), nous prenons pour le vrai monde, alors qu'il n'en est que le simulacre, et qu'il faut s'en arracher si on veut connaître réellement quelque chose de « la Justice », de « la Beauté », du « Bien » tels qu'ils sont en eux-mêmes, et, par là, « se conduire avec sagesse dans la vie privée et la vie publique » comme nous le dit Platon au Livre VII de La République (517b-518c).

Sur cette base, la question qui se pose à Platon est celle du lien possible entre ces deux mondes, c'est-à-dire celle de l'adéquation de l'idée et de la chose, de la pensée et de l'être, inaugurant par là ce qui deviendra pour les philosophes le problème de la vérité.

A cette question, il donne une première réponse : celle de « la participation ». L'apparence participe de l'essence, le « monde sensible » participe du « monde intelligible »... Mais il faut dire comment. D'où cette idée du « monde sensible » comme copie du « monde intelligible », et d'un « demiurge » comme agent de cette imitation, comme copiant le modèle.

Première instance tierce, fort énigmatique vous en conviendrez, et qui ne résout pas la question de « ce sur quoi » va venir s'imprimer l'activité formante de ce « démiurge ».

Si ce réceptacle est pur « chaos », comment peut-on passer de cette absence radicale d'ordre à l'ordre même très imparfait du monde sensible ? Comment peut-on passer de l'indifférencié à l'identifiable, du chaos à l'organisation ? Un « chaos » qui serait ordonnable n'est plus tout à fait un chaos, mais un ordre potentiel, c'est-à-dire un ordre qui attend son ordonnancement.

D'où le recours que fait Platon à un troisième terme qui ne soit ni un élément du monde éternel des formes, comme l'était en fait « le démiurge », ni le chaos initial de la matière indifférenciée. Ce troisième terme, Platon l'appelle justement « le lieu », qu'on peut traduire aussi par « emplacement ». Voici ce qu'il nous en dit :

« Il y a toujours une troisième espèce, celle du lieu, qui n'admet pas de destruction et qui fournit une place à tous les objets qui naissent. Elle n'est elle-même perceptible que par un raisonnement bâtard où n'entre pas la sensation. C'est à peine si on peut y croire. Nous l'entrevoions comme dans un songe en nous disant qu'il faut nécessairement que tout ce qui est soit quelque part déterminé, occupe une certaine place et que ce qui n'est ni sur la terre ni en quelque lieu sous le ciel n'est rien ». (Timée, 51-52C).

Il me semble que « la médiation » est d'abord cela : un lieu, un « emplacement » où va pouvoir être accueilli et prendre place et donc se différencier ce qui se donnait à penser comme « inextricable », chaos indifférencié autant qu'indémêlable ; un lieu où va pouvoir s'effectuer une transformation.

Comme le « lieu » platonicien qui ne tient sa qualité d'emplacement que du dynamisme même de la forme qu'il accueille, expression de l'idée de Bien « cause de tout ce qu'il y a de droit et de beau en toute chose » (et c'est pour cette raison qu'il n'est accessible que par un raisonnement « bâtard », on ne saisit son existence que dans ses effets), comme le « lieu » platonicien donc, l'espace partagé de la médiation se définit d'abord comme « espace potentiel » disposé à accueillir l'intention ou le désir de médiation en lui donnant son cadre d'expression et de possible réalisation. Dans la construction de cette espace, la disposition des places (le triangle) et la disposition d'esprit (l'intention de médiation) sont essentielles.

Si on retient de tout cela que « le potentiel naît de la disposition » pour reprendre une expression du philosophe François Jullien, on peut sans doute penser cet « espace potentiel » comme un « dispositif ».

Et j'en viens donc à la deuxième notion que je souhaitais explorer.

Par « dispositif » j'entends « la concrétisation d'une intention au travers de la mise en place d'environnements aménagés (...). Le dispositif organise et rend possible quelque chose, il n'en garantit cependant pas l'actualisation. Il fait simplement exister un espace particulier préalable dans lequel ce "quelque chose" peut se produire. » J'emprunte cette définition à deux chercheurs appartenant au département de communication de l'Université de Louvain, Hughes Peeters et Philippe Charlier, et à leur article « Contribution à une théorie du dispositif » paru dans la revue *Hermès* n°25 en 1999. J'ajouterai à cette définition, que sans ce dispositif ce « quelque chose » ne se produirait sans doute pas. C'est-à-dire, soyons clair, qu'il est co-produit par le dispositif.

Peeters et Charlier précisent à la fin de leur article que « le dispositif apparaît comme le concept par excellence de l'entre deux. Or l'entre deux n'est pas fusion indifférenciée de deux pôles mais attestation d'un espace de médiation irréductible entre ces deux-ci. L'entre deux ne dissout pas les pôles, il les met en relation. Le dispositif désigne le lieu d'une dialectique qui demande à être traitée pour elle-même. »

Il n'est pas besoin ici de commenter ces propos. Je pense que tous les médiateurs y auront reconnu l'espace qu'ils dessinent avec ceux qu'on peut appeler « les médians » et la dialectique qui s'y déploie.

Avant d'en venir à celle-ci via l'exploration de la notion de « moyen-terme », je voudrais souligner que penser la médiation comme un dispositif au sens défini présente l'avantage d'y introduire ce que j'appellerai de la « bonne instrumentalité ».

Je m'explique : Le concept de « dispositif » appartient au monde des objets techniques. Il évoque « la machine » et s'inscrit bien dans une logique de moyens déployés en vue d'une fin. Mais son paradoxe et sa nouveauté c'est qu'il n'est pas un outil pré existant à son utilisation, mais toujours le résultat

d'une co- construction. Ce sont des individus autonomes, parmi lesquels bien entendu le médiateur, qui se réunissent autour d'une intention ou d'un désir de médiation qu'ils mettent en partage, et fabriquent ce dispositif, lequel ne « fonctionne », c'est-à-dire ne produit ses effets, que si les acteurs l'investissent pleinement et dans une autonomie maximale. Il s'agit donc d'une formation hybride, combinant inter-subjectivité et instrumentalité et dont le moindre des paradoxes n'est pas qu'elle se révèle en définitive « subjectivante » pour des personnes dont la situation relationnelle les conduisait le plus souvent à être agies, plutôt qu'à agir.

De tels dispositifs s'inscrivent en ce sens dans un mouvement général dont la signification mériterait d'être interrogée, et qui amènent certains à parler de « technologisation croissante de la subjectivité » et d'autres à dénoncer ce qu'ils perçoivent par exemple dans certaines formes de management s'inspirant de ces dispositifs, comme une nouvelle forme de domination articulant pratiques et idéologie autour de l'injonction normative faite aux dominés par ceux qui les dominent d'être en plus « autonomes » et « consentants ».

D'autres encore parleront de « dispositifs de bienveillance » pour les distinguer des dispositifs de pouvoir évoqués ci-dessus. La « médiation familiale » bien sûr appartiendrait à ceux-ci.



Loïc Faujour - Dessin 4

Quoi qu'il en soit, penser « la médiation » et bien sûr « la médiation familiale » comme un « dispositif » permet de la fonder autrement que dans l'aléatoire de la bonne volonté, du « savoir-faire », et du supposé « savoir-être » des médiateurs, et en fait un objet connaissable, objectivable, évaluable et perfectible comme le sont les instruments techniques, sans pour autant la rabattre sur une technique de manipulation des autres, fût-ce pour leur bien supposé ou la paix des ménages.

Cela permet aussi de laisser du « jeu » entre ce qui est produit du simple fait de l'actualisation du dispositif et ce qui provient de la manière dont il est « habité » par les acteurs, ainsi que de mettre à distance les « bonnes intentions » surmoïques, dont on sait par ailleurs à quel point elles peuvent être ravageuses.

J'en viens maintenant à la notion de « moyen-terme »

La médiation se définit philosophiquement comme « le processus créateur par lequel on passe d'un terme initial à un autre. » C'est en ce sens qu'elle deviendra une notion centrale de la philosophie hégélienne, qui est une philosophie de l'histoire comme processus intelligible dont la contradiction, le conflit et les « moyens-termes » qu'ils suscitent sont les moteurs et le sens, celui d'un dépassement des oppositions dans des configurations nouvelles ou de nouvelles formes d'unité n'effaçant pas les différences mais les surmontant tout en les conservant. (C'est le sens du mot allemand « *aufhebung* »).

Dans cette dialectique, le mouvement s'articule en effet autour de ce que Hegel appelle « le moyen-terme », et qu'il définit comme l'entité qui relie deux choses séparées. Cette entité a d'abord une fonction déterminante dans cette opération de l'esprit ou de la raison qui s'appelle la logique : on la retrouve ainsi dans le syllogisme. Par exemple, « tous les hommes sont mortels, Socrate est un homme, donc Socrate est mortel ». Ici, le moyen-terme, c'est le signifiant « homme ». Il appartient aux deux prémisses du syllogisme et rend possible le passage au troisième moment, duquel il disparaît. Il a donc une fonction dynamique en permettant le mouvement logique.

Si, avec Hegel, on souhaite comprendre l'histoire autrement que comme un chaos dépourvu de sens, mais comme un mouvement intelligible, rationnel donc logique, nous devons la considérer comme mise en mouvement par de tels moyens-termes.

Par exemple, la nature n'a pas d'histoire. Mais pour la conscience humaine, en revanche, il y a un passé, un présent, et un futur. C'est la dimension de la temporalité, issue de la conscience que nous avons de notre finitude, qui est la dimension proprement humaine de notre existence. En ce sens, notre conscience est conscience historique. En témoigne le fait que les individus passent, mais que la langue commune demeure et s'enrichit. Le monde de la culture est possible, parce que les œuvres humaines subsistent malgré notre finitude. La langue est un tel « moyen-terme », qui relie une conscience isolée aux autres consciences, mais aussi à la nature qu'elle nomme, et dont elle réduit l'altérité dans cette nomination même. Il en va de même pour le « travail » qui transforme la nature et l'humanise... Lui aussi est un « moyen-terme », c'est-à-dire ce qu'on appelle une « médiation ».

Que retenir de cela, pour nous, ici ?

D'abord que si nous ne parvenions pas à créer de telles médiations nous resterions prisonniers du cours inexorable des choses... dans lequel « ce n'est pas le salut mais le désastre qui se produit toujours automatiquement », comme le dit Hannah Arendt. Quand on parle de médiation, y compris de « médiation familiale » nous parlons de médiation active, celle qui vise à transformer le cours inexorable des choses et à enrayer son issue, il faut bien le dire, souvent désastreuse. Nous pouvons le faire parce que nous avons reçu ce que Hannah Arendt appelle « le double don de la liberté et de l'action », qui permet aux hommes, dit-elle encore, « d'établir une réalité bien à eux ».

Ensuite, ce travail de la médiation et le dispositif co-produit par ceux qui le déploient vise à transformer ce qui est séparé et ne s'entend littéralement pas ou ce qui revient au même, ce qui est mélangé, indifférencié et pour cela ne s'entend littéralement pas, en de vrais opposés, c'est-à-dire que, et c'est là le plus important de tout ce développement, la médiation vise à ce que chacun devienne « l'autre de l'autre », pour reprendre la belle expression de Hegel.. C'est bien cela le mouvement dialectique de la médiation : un processus partagé par lequel chacun se place au point de vue de l'autre en train de se placer au sien, avec l'aide du médiateur.

Cette dernière proposition, dans laquelle, je pense, tout le monde pourra se reconnaître, m'achemine doucement vers ma conclusion.

Se mettre à la place d'autrui se mettant à ma place, donc. Mais de quel autrui s'agit-il ?

Qu'est ce que cela veut dire que se mettre au point de vue d'autrui ? Qui est cet autrui qui est là, près de moi ? Est-il, toute médiation mise à part, mon ami ou mon ennemi ? Et jusqu'où puis-je avoir « confiance » ?

On sent bien que compte tenu de la fragilité des dispositions humaines, ce mouvement par lequel je me mets progressivement au point de vue d'autrui se mettant progressivement au mien ne peut pas concerner uniquement l'autre qui est là, à côté de moi, et nous devons aussi nous méfier de ce que certains appellent « le discours enchanté de la médiation », qui laisserait croire à un monde idéal et pacifié dans lequel il suffirait d'entrer pour que les passions, les inégalités existant de fait entre les individus (à commencer par les inégalités devant la maîtrise du langage) s'estompent et en même temps qu'elles, les divergences d'intérêt.

Dans le même ordre d'idées nous devons aussi craindre les présupposés normatifs sur les « bonnes manières » de vivre les situations conflictuelles, les « bonnes manières » d'être parents, et en arrière-fond « la bonne famille »....

En fait, pour que le processus engagé dans et par le dispositif de médiation aboutisse à une délibération collective réussie, il lui faut une médiation supplémentaire : celle de ce que Kant appelle le « sens commun à tous » ou encore « le tout autre ».

Je cite la *Critique de la faculté de juger*, §40 :

« Sous cette expression de *sensus communis*, on doit comprendre l'idée d'un sens commun à tous, c'est à dire d'une faculté de juger qui, dans sa réflexion, tient compte en pensant du mode de représentation de tout autre homme afin de rattacher pour ainsi dire son jugement à la raison humaine toute entière et échapper ce faisant à l'illusion résultant des conditions subjectives et particulières... »

D'où l'idée de « pensée élargie » et la maxime qui la résume : « Penser en se mettant à la place de tout autre » ; c'est-à-dire du point de vue de l'humanité en général et non du point de vue d'un homme en particulier ou d'une norme sociale particulière.

Abstraction dira-t-on. Oui, mais abstraction régulatrice qui peut faire tiers pour tous, y compris pour le médiateur lui-même en venant poser un des principes possibles de son éthique.

La médiation réussie me paraît relever de cette « pensée élargie » et la personne du médiateur l'incarner, ce qui fait de lui tout autre chose que « le neutre » fut-il « actif », dans lequel on le pense le plus souvent.

oOo

PLÉNIÈRE 3 : LA FONCTION DU CONFLIT DANS LE COUPLE

Quel conflit, pour quel couple et dans quel contexte ?

Serge HEFEZ

Psychiatre des hôpitaux, psychanalyste et thérapeute familial

Dirige l'unité de thérapie familiale dans le service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière à Paris

Les liens sociaux et affectifs, l'amour, la sexualité ; c'est à partir de toutes ces données, conscientes et inconscientes, que nous prend l'idée saugrenue de « faire couple », et si possible « pour toujours »... Depuis qu'on a mis de l'amour et du choix dans le mariage, décider de s'unir, et trouver avec qui, peut devenir l'affaire de toute une vie ! Il faudrait que notre choix s'opère par une sorte de volonté inconsciente, qui ferait que l'on trouve le bon partenaire, celui qui correspond exactement psychiquement à ce dont nous avons besoin... Mais où trouver ce partenaire de couple idéal ? Comment le choisir, et comment faire pour « réussir » une union qui semble, finalement, si aléatoire ?

Toute relation recèle un pouvoir thérapeutique, à partir du moment où on est pris dans un lien qui nécessite de négocier quelque chose de soi-même ; de remettre en cause quelque chose de soi pour que la relation perdure. Choisir « le bon » partenaire, c'est lui demander de répondre à la fois à une demande explicite : aide moi tenir le rôle que j'ai toujours tenu, et à une demande implicite : aide moi à changer. Comme si chacun percevait à la fois la répétition et la possibilité de sortir de la répétition.

Lorsque Alice rencontre Martin, les feux de la passion les surprennent tous deux avec la même intensité. Alice qui a perdu sa mère à l'âge de douze ans s'est occupée de ses deux jeunes frères et de son père dépressif et alcoolique avec l'obstination et le dévouement d'une mère irréprochable. Elle a sacrifié son adolescence pour se fondre dans le sage destin des enfants « parentifiés » qui s'oublient eux-mêmes pour se sentir exister à travers les joies et la reconnaissance de leur famille. Sa quête de perfection la conduit à réussir de brillantes études qui la propulsent une fois ses frères élevés et son père recasé vers des postes prestigieux dans de grandes entreprises.

Martin est le fils unique d'une mère dévorante et vite divorcée, qui ne vit qu'à travers son enfant merveilleux, cherchant à tout instant à combler le moindre de ses désirs. Il devient un jeune homme capricieux mais charmant, amant divin d'une foule de prétendantes qui jamais ne parviennent à le combler.

Le coup de foudre d'Alice et Martin s'inscrit dans la répétition de leur histoire : elle est la femme aimante, rassurante et maternelle qui va lui permettre de rester un adolescent éternel tout en l'aidant à se séparer d'une mère bien trop pesante. Il est le prince charmant et fantasque qui bouscule son existence bien ordonnée tout en lui rappelant les frasques de ses jeunes frères adorés. Quoi de plus stable et en apparence rassurant que ce contrat qui assure en douceur le prolongement de ce qui les a façonnés.

Ce serait compter sans cette profonde ambivalence qui pousse chacun de nous à désirer tout à la fois la continuité et le changement. Alice, licenciée de son entreprise en faillite rencontre un premier échec et cherche auprès de Martin une épaule rassurante sur laquelle se reposer. Martin qui commençait à se rebeller face aux prises de décision d'Alice, jouant avec elle une crise d'adolescence qu'il s'était épargné avec sa propre mère, ressent à tort ses demandes de soutien comme des dictats intrusifs. Il lui reproche, tout comme elle, exactement ce pour quoi il l'avait choisie. Ils découvrent tous deux un contrat implicite présent sans doute dès leur rencontre mais dont aucun des deux n'avait conscience : aide-moi à devenir un homme sur lequel on puisse compter, aide-moi à vivre enfin l'abandon et la confiance de la petite fille que je n'ai pas pu être...

Comment se choisit-on ? Les psys ont beaucoup développé – et je ne fus pas le dernier – l'idée qu'un couple se constitue sur une sorte de « contrat thérapeutique ». On choisit à son insu quelqu'un doté d'une névrose complémentaire à la sienne pour s'aider l'un l'autre, se soigner l'un l'autre, sortir de sa famille, avancer, évoluer, se libérer de certains schémas transmis ; on passe avec lui un contrat conjugal implicite, pour composer un couple d'aujourd'hui. Des couples se fondent ainsi sur une très forte attraction mutuelle autour d'une problématique commune, mais des rôles différents s'organisent

Plénière 3 : La fonction du conflit dans le couple

autour de cette problématique : un des deux partenaires va se sentir victime du problème, tandis que l'autre va adopter une attitude beaucoup plus active de thérapeute de son conjoint. Ainsi Alice et Martin partagent inconsciemment le même ressenti face aux demandes oppressantes de leur famille d'origine. Mais c'est Alice qui prend en charge la problématique de Martin. Jusqu'à la crise....

Ce contrat initial paradoxal se résout en effet dans les crises que traversent tous les couples s'ils décident de s'accrocher au bastingage et d'affronter les remous. Ils trouvent alors d'autres modalités d'être ensemble, certes moins passionnelles mais bien plus constructives. Mais la plupart des couples jettent aujourd'hui l'éponge dès l'avis de tempête.

Il est bien plus compliqué de gérer ses conflits intérieurs que de gérer ses conflits avec l'autre ! L'amour conjugal devient donc la condition pour pouvoir s'épanouir et dépasser ses conflits intérieurs ; on choisit l'autre pour se soigner soi-même et réciproquement. Voilà à quoi ressemblerait le pacte conjugal moderne : chacun cherche un autre qui lui permet de régler quelque chose de lui-même. Le couple devient alors le thérapeute des individus ; le lieu de l'épanouissement, voire du soin psychique de chacun des deux. Un « troisième élément », aussi fondateur de l'histoire d'amour que les deux protagonistes, pour une pièce qui se joue en trio : toi, moi, et notre couple...

Oui mais voilà : ce va-et-vient très exaltant mais un peu compliqué entre soi et la relation n'est possible si la relation dure. On peut, dans ce cas, essayer de changer ensemble. C'est la permanence du couple qui rend ce changement possible. Ce qui nous maintient l'un avec l'autre, ce n'est pas tant le contrat conjugal que la certitude que l'on va rester ensemble, et que cela permettra à un contrat conjugal de se développer. À partir du moment où le couple n'est plus représenté comme stable, il n'y a plus le temps de faire ce travail ; Dès les premières crises, les individus contemporains zappent et cherchent quelqu'un d'autre pour résoudre cette part d'eux-mêmes qui fait mal...

Et si, finalement, cette idée d'un partenaire prédestiné, exactement apte à guérir nos propres blessures, était un mythe ? Si on choisissait à peu près n'importe qui selon le hasard ? Quelle que soit la personne avec laquelle on vit, le fait de créer une entité sociale à deux produit un travail psychique autour de ce qui fait manque chez l'autre : chacun comble un manque et remplit un vide de l'autre. Puis chacun apprend à dépasser ce manque pour aimer l'autre avec plus de vérité, l'aimer pour ce qu'il est et non pour ce qu'il peut nous apporter, aimer ce compagnon ou cette compagne qui précisément nous accompagne. Traverser les crises permet d'aimer l'autre tout autant que de s'aimer soi-même...

Avant même de construire un couple, la plupart des gens ont une idée très précise de ce qu'il doit être. Les sites de rencontre sur Internet en sont une belle illustration ! On remplit profil-type et questionnaire détaillé ; on pré-choisit son partenaire idéal avant même de savoir s'il existe. Et on évolue autour de scénarios prédéfinis, dans lequel l'autre a une place délimitée à l'avance, dans une sorte de rôle thérapeutique : on espère pouvoir s'appuyer sur lui, pour aller mieux, ou plus loin... Cette idée de binôme thérapeutique peut devenir un vrai piège, si elle est mal comprise, prise au pied de la lettre, ou développée comme une stratégie !

Il faut généralement entre un et trois ans pour atteindre l'acmé de la passion amoureuse. Après quoi, on commence à être un peu moins projectif et à voir l'autre et les choses telles qu'elles sont : réelles, et décevantes, souvent... Il est alors temps de décider si cet autre, réel, est celui avec qui on souhaite continuer. Si l'on persiste à se convenir l'un à l'autre. Si on a envie d'abandonner fantômes et scénarios prédéfinis pour s'engager vraiment dans une aventure commune...

oOo

Violences psychologiques ou médiation familiale

Marcela IACUB

Juriste, chercheur au CNRS

Si j'ai accepté de venir rendre hommage aujourd'hui à la médiation familiale en France, tout en souhaitant que ce dispositif se développe et soit apprécié à sa juste valeur, c'est parce qu'il m'a semblé porteur d'une logique politique complètement différente de celle dont on traite et on pense aujourd'hui la violence au sein des couples. Dans aucune autre période de l'histoire le couple a été tant confronté à la police et au juge pénal qu'il ne l'est aujourd'hui. En effet, ces relations si intimes n'ont sans doute jamais été placées dans une frontière mouvante qui sépare les comportements légaux des autres définis comme des délits ou des crimes.

En effet, depuis quelques années l'on voit que le mot clé pour désigner ces conflits au sein des couples est celui de « violence ». Mais lorsqu'on parle de violences conjugales on ne fait pas seulement allusion aux violences physiques qu'il semble normal de chercher à endiguer, mais aussi aux maltraitances psychologiques ou morales.

Mais mon propos n'est pas parler ici de l'ensemble de cette question épineuse de la violence conjugale mais de l'un de ses aspects qui me semble sans doute le plus problématique : celui de la lutte actuelle pour faire apparaître au sein de notre législation la notion de « violence psychologique ».

Même si la loi de 2006 n'a pas retenu la notion de violence psychologique un arrêt de la Cour de cassation ainsi que certains juges du fond ont d'ores et déjà fait l'amalgame entre cette forme de violence et la violence physique. En outre, dans les projets actuels on ne cesse d'insister sur le fait d'inclure cette notion de violence psychologique au sein du couple comme un chapitre du harcèlement moral.

Je voulais dire quelques mots sur les problèmes que cette catégorie juridique est susceptible de poser non seulement aux droits et aux libertés de chacun mais aussi et surtout du destin de l'amour lui-même.

Mon but, comme vous l'avez sans doute imaginé, est de montrer comment cette catégorie de violence psychologique s'oppose à la philosophie de la médiation familiale que loin de partir des schémas simplistes dans lesquels dans un conflit conjugal il y a un coupable et une victime suppose, au contraire, que nous sommes pour quelque chose dans ce qui nous arrive et que c'est à partir de la compréhension de ceci que nous pouvons non seulement sauver des liens précieux mais aussi et surtout transformer nos souffrances en expériences susceptibles de nous permettre de mieux vivre.

L'insécurité juridique

La catégorie de violence psychologique que, comme je viens de le dire, n'avait pas été retenue dans la loi de 2006 sur les violences conjugales prévoyait dans la proposition de loi du sénateur Courteau de punir de 3 ans de prison le fait de se livrer de façon habituelle non seulement à des actes de violence physique mais aussi psychologique sur son conjoint, ex-conjoint, pacsé, ex-pacsé, concubin ou ex-concubin. Selon les tenants de ce projet avorté, donc, les mots, sont tout aussi répréhensibles que les coups. M. Courteau a même dit à la presse que la violence psychologique « est l'arme la plus sournoise, mais elle tue », affirmant que plus de la moitié des victimes souffrent de dépression (Le Monde, 6-7 mars 2006). Suggère-il par là que les victimes de violences psychologiques dans les couples se suicident ? Serait-on en train de tisser purement et simplement un lien de causalité entre les phrases ou les regards franchement pas gentils et le suicide ?

Cette idée est devenue très à la mode depuis qu'elle a été mise en avant pour justifier la création du délit de harcèlement moral, responsable, selon les experts ès perversités, d'un nombre considérable de morts dites, à tort, volontaires.

Pourtant, si on la prend au sérieux, on devrait faire rentrer les violences psychologiques dans le cadre classique des atteintes volontaires à la vie d'autrui, certains tuant avec des couteaux ou leurs mains, d'autres avec de mauvaises paroles. Seulement de cette façon la punirait-on convenablement, car le fait d'arracher la vie à son prochain mérite bien plus qu'une peine aussi ridicule.

Cette catégorie de violence psychologique pose un autre problème, car elle se présente comme l'un des volets d'un dispositif de protection des femmes. « Au pays des droits de l'homme, dit le sénateur indigné, les droits de la femme ne sont toujours pas respectés » (ibid.). Pourtant, si, pour la plupart,

les femmes sont physiquement plus faibles que les hommes, on ne peut pas dire qu'elles se trouvent dans la même situation d'inégalité en ce qui concerne les violences psychologiques. On pourrait même être tenté d'affirmer que la violence psychologique est l'arme féminine par excellence, qui compense l'absence d'autres ressources, économiques ou physiques, pour s'imposer dans les rapports de force qui existent au sein des couples.

Mais il y a plus gênant. Pour appliquer cette loi, il faudrait savoir quel sens les juges vont donner à l'expression de « violence psychologique ». Quel type de cruautés cherchera-t-elle à bannir ?

Les juges puniront-ils un homme qui dit trois fois au cours du même mois une phrase désagréable à sa compagne, afin de redresser ses pulsions violentes ? Que feront-ils de celui qui ne l'aime plus et qui, pour la convaincre de la pertinence de leur séparation, ne lui dit plus bonjour, n'accepte plus de partager sa table ou son lit ? Ou de celui qui agit de même, mais parce qu'il ne se croit plus aimé ? Est-ce que ces langages de l'amour seront bannis eux aussi ? Ne tremble-t-on pas un peu de s'aventurer dans ces régions confuses ?

Et lorsque les États font des lois qui sèment l'arbitraire et l'injustice comme celle-ci, ne produisent-ils pas aussi de la sujétion, du non choix, une impossibilité absolue de prévoir et d'organiser rationnellement nos comportements ?

En tout état de cause, si l'on continue à faire de la psychologie de magazine une arme de gouvernement, si chaque année on vote de nouvelles lois qui s'appuient sur des relations de causalité fumeuses et des experts de pacotille, si, à chaque fois, les citoyens et les intellectuels qui se prétendent « responsables » laissent passer, croyant qu'au fond tout cela n'a pas grande importance, que ce sont de gentilles mesures par lesquelles on manifeste notre sollicitude à l'égard des « plus faibles », nous finirons par comprendre un jour qu'il vaut toujours mieux de s'assujettir à la méchanceté de son prochain qu'à l'arbitraire d'un juge.

Un schéma d'interprétation du conflit conjugal simpliste et dangereux

La notion de violence psychologique que l'on cherche à faire admettre renvoie immédiatement à un schéma de compréhension du couple simple et fort clair.

Celui-ci serait composé d'un bourreau et d'une victime, le premier étant masculin et le deuxième féminin, dans lequel la violence serait le résultat unilatéral de la malveillance de l'un sur l'autre. Le premier serait actif et le deuxième passif. La violence psychologique comprise dans ce sens large ne serait nullement un langage, un symptôme, une manière de manifester un conflit mais le résultat d'un comportement que l'on qualifie très rapidement de pathologique et que l'on guérit par la prison et par la psychiatrie.

Ces nouvelles théories se justifient par des arguments qui sont très à la mode, si j'ose dire, qui sont ceux de l'existence d'une nouvelle figure du mal qui serait la perversion plus proche de la notion de perversité morale que d'une figure psychiatrique.

Le bourreau amoureux est aussi classé dans cette catégorie de ces êtres qui jouissent du mal qu'ils produisent tels les harceleurs dans les entreprises ou des gourous des sectes. A ceci s'ajoutent maints éléments venant des univers plus anciens et plus connus. Le bourreau domine sa victime, il veut l'avoir sous son pouvoir, reliant une idéologie « machiste » à un cerveau pervers et malade.

Ce schéma produit une lecture du lien amoureux aux conséquences catastrophiques de par sa simplicité même. L'un des acteurs du conflit amoureux se sent victime et regarde l'autre comme son bourreau en évacuant toutes les questions qui peuvent le compromettre dans la situation dans laquelle il se trouve.

L'amour et la violence psychologique

La volonté de punir la violence psychologique dans le couple est une idée paradoxale. L'amour, surtout lorsqu'il se présente dans sa version passionnelle, ne voisine-t-il pas avec une forme de violence psychologique ? Cette forme d'amour, que notre culture considère comme le plus grand des bonheurs de la vie, ne se présente-t-il pas comme une « sujétion », comme un « non choix », comme une fatalité, qui nous confronte parfois avec nos propres désirs d'autodestruction ? S'il va de soi que la loi interdise les actes de violence physique que ces passions peuvent entraîner, est-il légitime qu'elle en fasse de même avec ses manifestations purement psychologiques ?

La catégorie de violence psychologique malmène l'expérience de la souffrance morale. Ainsi, une situation de souffrance psychologique est rapportée à un auteur qui doit en être la cause quand en réalité ce type de souffrance est un élément indispensable pour la compréhension de soi, pour notre

Plénière 3 : La fonction du conflit dans le couple

développement personnel, pour faire des expériences. Souffrir est comme sentir la chaleur ou le froid, c'est une manière d'apprendre. Et sans aucun doute dans aucun lieu que le couple cette expérience vaut comme véritable expérience éthique car contrairement que dans la relation de travail dans un marché menacé par le chômage ou dans les relations de filiation lorsque des parents maltraitants ont des droits sur des enfants mineurs, le couple aujourd'hui est une expérience de liberté dans laquelle on peut rester ou s'en aller sans contraintes extérieures.

Donc, la notion de violences psychologiques vient éroder cette idée car la dépendance que nous ressentons dans l'amour, l'esclavage émotionnel qui nous fait souffrir s'il trouve l'appui dans les institutions qui nous le rendent réel et objectif nous empêchent de le ressentir comme expérience éthique.

Ce faisant, la catégorie de violence psychologique vient invalider les transformations produites par les institutions comme le mariage et la filiation depuis la révolution des mœurs. En effet, la libéralisation du couple et ceci va de soi, a eu comme contre partie que le jeu des passions et des désirs explosent. Comme l'amour lui-même, ceci est source de violence psychologique et morale. Qui ne connaît pas l'expérience d'être abandonné, d'être mal aimé, d'être délaissé, ou bien celle de cesser d'aimer quelqu'un qui nous était très cher ?

Certes, la situation précédente que nous avons quitté soumettait les personnes à une autre forme de violence comme celle dans lequel on devait rester avec quelqu'un qu'on n'aimait pas, qu'on ne pouvait pas vivre avec celui ou celle que l'on aimait, etc.

Nos institutions ont choisi que l'amour ait sa place dans les institutions, ou, tout au moins, que cette possibilité reste ouverte. Comment peuvent elles dès lors inventer une catégorie comme celle de la violence psychologique qui semble la négation même du phénomène amoureux qu'elles n'ont pas eu de cesse de libérer ?

Ce problème dépasse largement celui des institutions pour venir s'immiscer dans les formes de lecture que nous faisons de nos propres expériences. Car outre les questions pratiques, les institutions proposent des grilles de lecture de notre propre existence.

Cette terrible cruauté qui est l'amour lorsqu'il se présente d'une manière quelque peu problématique, c'est-à-dire, presque toujours, sera facilement capturé ou interprété comme un sort, une manipulation, une souffrance que l'on ne peut pas prêt à accepter et comme venant non pas de soi mais d'un autre. Le sujet étant hors cause dans une affaire dans laquelle son désir est premier.

Est-ce que l'on finira par coder l'expérience amoureuse pour qu'elle ne soit pas qualifiée de violence ? Est-ce que l'on doit interpréter cette catégorie de violence psychologique comme une guerre que nos institutions livrent contre ce sentiment océanique que dans le même temps l'on glorifie ? La pacification de nos sociétés doit elle aussi impliquer celle de la fin de la passion amoureuse ?

Pour l'instant, on ne sait pas comment répondre à ces questions, nos institutions hésitent, car on n'est pas mis d'accord sur cette terrible question des violences psychologiques. Ce dont on peut par contre être certain c'est que cette notion de violence psychologique est subjective, arbitraire et dangereuse non seulement pour les droits et les libertés de chacun mais aussi pour l'expérience amoureuse elle-même.

Comme je le disais tout à l'heure, la médiation familiale se présente comme une véritable alternative à cette catégorie de violence psychologique. Elle suppose, en effet, que chaque personne est impliquée à sa manière dans le conflit qui l'oppose à l'autre, qu'elle y est engagée, qu'elle y est pour quelque chose. Très loin donc de cette vision simpliste du bourreau et de la victime, très loin de cette déresponsabilisation qui suppose la notion de violence psychologique

Certes, dira t on, si la médiation familiale existe c'est surtout pour préserver les liens de filiation entre un couple et les enfants. Comme si nos institutions savaient que pour pacifier, pour préserver des liens on ne peut pas se tenir à ces visions simplistes qui supposent des innocents d'un côté et des coupables de l'autre. Mais si notre société semble prête à faire maintes efforts pour que les liens de filiation soient préservés, elle affiche une attitude bien différente au regard du couple.

Mais il ne faut pas oublier que comme dans toute affaire politique, nous avons le choix et que l'avenir n'est fait que de ce nous sommes capables de penser, d'imaginer et d'y investir.

oOo

Le conflit, résistance ou levier de changement en médiation familiale

Justin LÉVESQUE

Médiateur familial



Loïc Faujour - Dessin 5

Signification du conflit




Le conflit, c'est comme l'eau ; une trop grande quantité cause des dommages aux individus et aux propriétés ; une trop faible quantité produit un paysage sec, désert, sans vie et sans couleur. Nous avons besoin d'eau pour survivre ; nous avons également besoin d'un certain niveau de conflit pour nous épanouir et grandir. » (Costantino et Sickles Merchant). Cette métaphore décrit bien la signification du conflit pour les individus.

Dans la littérature, le conflit est défini comme quelque chose de normal, de prévisible et même d'utile pour des relations humaines harmonieuses. Un romancier (L. Deighton) écrivait que si les parents et les enfants ne se disputaient jamais, ils ne laisseraient jamais le nid familial...et, à la limite, ce serait la fin du monde ! Il est admis que les conflits sont inévitables dans les rapports humains et font partie de la vie. Loin de moi l'idée qu'on doive provoquer à tout prix les conflits et sans cesse les rechercher et trouver des raisons d'argumenter avec quelqu'un sous prétexte d'améliorer sa qualité de vie. Nous posons toutefois l'hypothèse que les conflits ont une fonction constructive et sont une occasion de réfléchir sur notre vie et sur nos modes d'interaction. Nous pouvons, par exemple, nous demander si le conflit signifie quelque chose d'important que nous avons négligé, ou encore s'il est le signal d'un désaccord latent qui n'a pas encore été exprimé.

Utilisation positive du conflit

Une des premières notions que l'on apprend lorsqu'on devient médiateur est liée à l'utilisation positive des conflits. Je me souviens, il y a vingt ans déjà, lorsque j'animais des formations à l'École des Parents et des Éducateurs, je présentais aux stagiaires un transparent où apparaissait le mot

« conflit » écrit en chinois : .

Le caractère chinois pour le mot conflit est composé de deux signes superposés ; l'un veut dire danger et l'autre opportunité. Et je pérorais sur la double nature du conflit. Le danger, d'une part, disais-je, était de demeurer dans une impasse qui draine les énergies individuelles ; l'opportunité, d'autre part, était d'envisager des options et de s'ouvrir à des possibilités qui vont permettre de façonner de nouveaux rapports entre les individus et d'inventer de nouveaux moyens de gérer les problèmes quotidiens. N'est-ce pas là, le rôle du médiateur, celui d'aider les individus à se dégager de la colère et de la frustration, et à dépasser le sentiment de vengeance pour en arriver à mobiliser toutes leurs énergies et ressources pour gérer une situation difficile ?

Je suggérais d'aller au-delà de la connotation négative du conflit et de voir le conflit comme source de changement et occasion de dépassement. Encore aujourd'hui, je crois que le médiateur doit être à l'aise avec l'expression des conflits, doit être capable de les apprivoiser afin d'aider les individus à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Lorsque l'on conçoit le conflit positivement, il est beaucoup plus facile de le traiter comme un problème ponctuel à gérer, plutôt que comme une crise qui va tout détruire. Cette vision du conflit est cruciale pour celui qui pratique la médiation.

Rassurez-vous, je ne vais pas revenir sur des notions théoriques que vous connaissez sans doute très bien. Je désire vous parler à titre de médiateur, qui, dans sa pratique quotidienne, est confronté avec le conflit non seulement comme résistance mais aussi comme levier de changement.

J'aimerais d'abord situer le conflit dans la démarche de médiation et ensuite partager avec vous les stratégies d'intervention qui permettent au médiateur d'aider les couples à mieux gérer leur séparation et surtout à mettre l'accent sur la restructuration de leur vie. En d'autres mots, comment faire basculer le client vers le côté positif des conflits plutôt que de le laisser s'enliser dans une situation insoutenable, caractérisée par le blâme et le désir de vengeance ?

Je voudrais me situer à l'intérieur d'une médiation et vous présenter les éléments qui concourent au succès de cette médiation, sans oublier les obstacles à sa réussite. Pour moi, la médiation, c'est d'aider les individus à passer de la compétition à la coopération. Dans la compétition, le conflit ne fait que perdurer et augmenter. Dans la collaboration, tout devient possible.

Le conflit au moment du divorce

Lorsque que les mots « divorce » ou « séparation » sont prononcés par un membre du couple, la vie familiale prend une direction différente et s'engage dans un tournant difficile. La décision de la séparation amène, la plupart du temps, un constat d'échec et concrétise la fin d'un rêve. La décision de la rupture étant souvent unilatérale, il y a un partenaire qui abandonne et démissionne et l'autre qui est abandonné et s'accroche. L'un prend ses distances et se prépare à faire le deuil de la relation, alors que l'autre peut désirer un rapprochement et une réparation ou encore, par dépit, décider de couper complètement les liens. Le niveau d'engagement face à la vie conjugale est complètement différent. Les partenaires ne sont pas au même endroit et ne recherchent pas les mêmes choses et ne vivent pas les mêmes émotions. De là découle un sentiment d'incompréhension de part et d'autre. De plus, cette incompatibilité dans la poursuite des objectifs suscite de l'insécurité, de la frustration, de la méfiance et de la colère. Les partenaires viennent en médiation avec des besoins différents.

Récemment, dans mon bureau de médiateur, je rencontrais Luc et Isabelle, séparés depuis 2 mois, après 25 ans de vie commune et... quatre enfants. Lorsqu'Isabelle apprit que Luc était devenu amoureux d'une autre femme, elle le mit à la porte sur le champ. Pas de temps pour les excuses et les explications ! Le choc de la séparation fut brutal pour toute la famille. Selon Isabelle, les enfants avaient été trahis et n'ont aucune intention de revoir leur père. Celui-ci n'avait pas vu ses enfants depuis deux mois. Il devint évident qu'Isabelle projetait son expérience douloureuse de la séparation sur ses enfants et qu'elle n'était prête à aucun compromis. Jusqu'à un certain point, Luc, motivé par la culpabilité ou préoccupé par le bien-être de ses enfants, exprimait le désir de maintenir un lien positif avec Isabelle, de rester « ami ».

Plénière 3 : La fonction du conflit dans le couple

Isabelle, de son côté, ne voulait rien savoir. « Tu as tout détruit ; tu dois sortir de nos vies », dit-elle. Et elle ajoute qu'elle doit protéger les enfants. Luc vient en médiation pour régler à l'amiable les arrangements de garde, revoir ses enfants et rester ami avec son ex-conjointe; Isabelle vient en médiation blessée par l'abandon et motivée par un désir de mettre fin à toute communication.

La motivation de chacun est différente; les attentes ne sont pas les mêmes. Quel défi pour le médiateur que de concilier des points de vue si différents!

La colère est une réaction normale

Dans un sens, l'émergence du conflit est un aboutissement logique du cheminement de la rupture conjugale. La frustration est réelle et tout à fait normale. La culpabilité, l'angoisse, l'agressivité, le désir de vengeance sont des sentiments normaux qui découlent des tractations difficiles entre les conjoints. Ces sentiments sont humains et légitimes ; ils font partie de l'expérience de la séparation. Il est important pour le médiateur de faire ce constat. *Isabelle ne peut contenir sa douleur. Elle a été trahie par Luc. Elle lui en veut et elle s'en veut à elle-même de ne pas avoir pu éviter la séparation.*

En résumé, la douleur de la séparation est normale ; elle doit être reconnue et exprimée.

Le conflit : résistance au changement

Lorsqu'il voudra amener les gens à coopérer, le médiateur devra savoir qu'il travaille à contre-courant, dans le sens contraire du vent. D'une certaine façon, le médiateur demande aux parents d'aller à l'encontre de leurs sentiments, de ce qu'ils ressentent. Quand l'un dit à l'autre : « *Je ne te parlerai plus jamais* », le médiateur lui demande de communiquer; quand ils se menacent mutuellement de procédures judiciaires : « *t'es mieux d'avoir un bon avocat* », le médiateur leur suggère de régler eux-mêmes leur différend ; quand ils se jurent vengeance « *tu vas te faire rincer* », le médiateur leur demande d'être rationnel, raisonnable et équitable. Quand ils veulent raconter leur histoire passée, le médiateur les projette dans le futur : quand ils veulent trouver un coupable, le médiateur ne montre aucun intérêt. Ce contraste entre la vision du médiateur et celle des clients est essentiel pour interpellier le statu quo et susciter un changement d'attitude, pour passer de la compétition à la collaboration.

Le conflit et la démarche de médiation

Typiquement, les conjoints se présentent en médiation avec la même histoire ; le contenu varie, mais le format est le même (Haynes et Fong, 2004). On exprime d'abord qu'on est innocent et certainement pas responsable de la situation. On minimise sa responsabilité personnelle. En deuxième lieu, on nomme le ou la coupable, qui est toujours l'autre. Finalement, on suggère une solution au problème. Une solution qui exige toujours que l'autre modifie sa conduite. En définitive, on se présente chez le médiateur comme si on se présentait au tribunal. On veut que le médiateur juge l'un favorablement et juge l'autre défavorablement. Ceci cause un problème intéressant pour le médiateur, qui doit d'abord convaincre chacun qu'il n'est pas un juge mais un médiateur. Il n'y aura pas de jugement, et les décisions appartiennent pleinement aux deux personnes qui se présentent en médiation.

Il arrive aussi que les individus utilisent le mauvais rôle pour la tâche à accomplir. Par exemple, les parents sont dans leur rôle d'époux pour discuter des questions qui concernent leur rôle de parents. Quand on discute des questions qui concernent les enfants, on doit demeurer dans son rôle de parent. En tant qu'époux blessé, c'est difficile de se centrer sur les besoins des enfants. Beaucoup de parents ne peuvent résoudre les disputes de garde parce qu'ils n'ont pas résolu les difficultés individuelles ou interpersonnelles liées à leur mariage, séparation ou divorce. Dans ce sens, l'obstacle à la négociation est d'ordre d'entente psychologique autant que légal.

Dans la situation de Luc et d'Isabelle, nous avons deux époux éplorés qui tentaient de discuter de leur rôle de parents tout en étant envahis par la douleur de la séparation. Il était impossible pour Isabelle de dissocier son rôle d'épouse de celui de mère. Pour elle, les enfants combattaient le même combat. Elle leur prêtait ses sentiments et voulait couper les ponts avec Luc. Impossible de discuter la reprise des contacts entre le père et les enfants sans que les

Plénière 3 : La fonction du conflit dans le couple

blesures de la séparation ne fassent surface et viennent faire obstacle à un dialogue constructif. « N'oublie pas que c'est toi qui es parti » disait-elle. « C'est toi qui a voulu détruire notre famille... c'est toi qui es allé à l'encontre des valeurs que tu nous avais toi-même enseignées. »

Aucun dialogue ne peut prendre place lorsque les accusations prennent toute la place.

Pour moi, le grand mérite de la médiation familiale est d'aider les époux qui se séparent à bien identifier les tâches principales qui s'imposent à eux au moment de leur rupture. D'une part, ils doivent dénouer les liens d'une relation conjugale intime et, d'autre part, ils doivent faire l'apprentissage d'un nouveau rôle parental, excluant la présence quotidienne de l'autre parent. La première tâche déclenche une avalanche de sentiments, souvent négatifs et teintés de méfiance et de rancœur. Cette tâche est axée sur le passé et suscite la **compétition**. L'autre tâche gravite autour des arrangements liés à l'éducation et à l'épanouissement des enfants. Elle est orientée vers l'avenir et exige la **coopération**. La question qui se pose alors est : Comment aider les parents à dépasser les sentiments négatifs pour mobiliser leurs énergies vers une prise de décision éclairée ? Comment passer du passé au futur ? Passer de la compétition à la collaboration ?

Le conflit : levier de changement

Les clients en médiation sont souvent tournés vers le passé, le médiateur est tourné vers l'avenir. Les négociations se déroulent à leur meilleur dans une atmosphère d'espoir, quand elles sont centrées sur le futur. « Le passé contient le problème; le futur contient la solution. » (Haynes, Fong, 2004). Lorsque les clients parlent du passé, ils parlent souvent de ce qu'ils ne veulent pas. Ce qu'ils veulent obtenir ou atteindre se situe dans le futur. Pour cette raison, le médiateur axera toujours son intervention sur le futur. D'une certaine façon, la différence entre le côté négatif du conflit et son côté positif est articulée par le passé et le futur. Le passé est associé à « problèmes », « plaintes », « maintien du statu quo », « désespoir », « stagnation », « résistance » et « fermeture »; le futur, par contre, est associé à « solutions », « objectifs », « différence », « changement », « espoir », « fluidité » et « ouverture ». Les sentiments que les clients souhaitent exprimer en médiation reflètent habituellement une sorte d'accablement au sujet du passé et une note d'espoir à propos du futur. Le médiateur ne peut pas aider les clients à changer leur passé ; toutefois il peut aider chacun d'eux à structurer son propre avenir, à tourner la page sur un chapitre difficile de sa vie. Une définition mutuelle du problème va engendrer une solution mutuelle. La vraie question pour le médiateur est : Comment peut-on faire différemment dans le futur ? Des solutions au problème apparaîtront seulement lorsque les clients parleront de leur avenir. Le langage utilisé par le médiateur tiendra compte de cette réalité.

Stratégie d'intervention : les attitudes du médiateur

La médiation est la gestion des conflits des autres. C'est aussi l'art d'aider les autres à négocier. Pour ce faire, le médiateur doit être en mesure d'utiliser un langage de médiateur. Par exemple, l'individu qui consulte un avocat aura une conversation au sujet de ses droits, de l'exercice de ses droits et de l'impact des droits des autres sur ses propres droits. Celui qui consulte un thérapeute aura une conversation, selon l'approche thérapeutique, sur la compréhension du passé pour aller vers un futur différent. Il sera question de comportement et de dynamique interpersonnelle. Le langage du médiateur gravitera autour d'un accord négocié entre des individus sur un sujet spécifique. Le médiateur s'intéressera aux données qui permettent de comprendre l'objet de la médiation, aux objectifs poursuivis par le client et à la stratégie utilisée.

Pour gérer les conflits des autres, il faut être très respectueux de leur expérience. Le respect de l'autre est la clé du succès en médiation. C'est l'attitude non-accusatrice. C'est le refus d'argumenter avec le client. Cette attitude permet au médiateur d'établir un rapport avec chacun des conjoints. Le respect des compétences des parents fait émerger des solutions. La médiation doit souligner les forces des individus et non leurs faiblesses. Le médiateur table sur les points positifs. Dans chaque être humain, il y a quelque chose de fondamentalement bon et le rôle du médiateur est d'entrer en contact avec cette partie de l'individu et de la faire émerger. C'est une attitude à développer. Elle fait partie de la boîte à outil du médiateur.

Plénière 3 : La fonction du conflit dans le couple

L'autre élément fondamental de la gestion des conflits des autres est une communication efficace, fluide et directe. Là où il y a des rapports humains, il existe un besoin de négocier les conflits et de diminuer les tensions entre les individus. Il existe un besoin de communiquer différemment. Par le dialogue, le médiateur encouragera l'action. Qu'est-ce qu'on peut faire différemment?

Avec l'aide du médiateur Isabelle a pu exprimer sa frustration et sa colère face à la décision de Luc. Elle a pu, d'abord, nommer sa douleur, exprimer son insécurité et extérioriser son désir de vengeance. Elle a senti que son expérience était respectée. Luc ne se sentant pas jugé ou diminué a répondu positivement à la suggestion du médiateur de gérer les conflits positivement. Pour lui, l'objectivité et la neutralité du médiateur étaient d'une grande importance. Petit à petit, Isabelle et Luc ont su faire une distinction entre leur rôle de parents responsables et celui d'époux accablés par une rupture. Ils ont été capables d'envisager les options les plus compatibles avec leurs objectifs personnels et familiaux. Graduellement, le désir de vengeance qui animait Isabelle a diminué et Luc a redoublé d'intérêt pour assumer ses responsabilités de père. Ils sont passés de la compétition à la collaboration et ont fait l'apprentissage d'une communication plus efficace au sujet des enfants, de leur rôle de parents.

Reste maintenant le partage de la résidence familiale. Rien n'est assuré car il faudra maintenant s'entendre sur la valeur de la résidence puisque Isabelle veut acheter la part de Luc et ils sont en compétition sur ce point. Néanmoins, ils ont, comme parents, parcouru une certaine distance sur le chemin de la collaboration.

Conclusion

La médiation est un acte qui se crée avec chaque cas et avec chaque situation. Elle a pour objectif la gestion des conflits interpersonnels qui émergent au moment de la rupture conjugale tout en laissant le pouvoir aux clients et en les accompagnant dans leur démarche parentale. C'est là une des valeurs fondamentales de la médiation.

Pour résumer, le médiateur écoute, informe, enseigne, souligne les enjeux, mutualise, mobilise les énergies, aide à négocier et influence avec intégrité.

Références

Haynes J.M., Haynes G.L. & Fong, L.S., *Mediation : Positive Conflict Management*, State University of New York Press, 2004

Lévesque, J., *Méthodologie de la médiation familiale*, Edisem, 1998

oOo

PLÉNIÈRE 4 : ENGAGEMENT ET LIBERTÉ

Rêves et réalités de l'institutionnalisation de la médiation familiale

Jacques FAGET

*Chercheur au CNRS
Institut d'études politiques de Bordeaux*

En abordant le thème de l'institutionnalisation je suis confronté à une double difficulté épistémologique. Comment en effet le traiter avec l'objectivité nécessaire dès lors que je suis impliqué de façon militante depuis la fin des années 70 dans le développement et la reconnaissance de la médiation et des modes alternatifs de règlement des conflits ? Comment concilier une posture critique et distanciée vis-à-vis d'un processus dans lequel j'ai pris ma part de responsabilité en étant membre de la commission nationale consultative de la médiation familiale qui, entre 2001 et 2004, en a bâti le socle et assuré la promotion ? Afin de tempérer au mieux mes ardeurs prosélytes et militantes et de me libérer de mes loyautés amicales, je me suis appuyé pour fonder les propos qui suivent sur une mini enquête par internet auprès de quelques médiateurs familiaux ainsi que sur quelques interviews de spécialistes, médiateurs ou non, concernés par le sujet.

Du rêve à la réalité

Les pionniers de la médiation familiale se sont battus depuis la fin des années 80 pour sa reconnaissance. En vérité, ils n'arrivaient pas alors dans un champ totalement vierge puisque, depuis les années 70, aux États-Unis, le courant radical américain des Critical legal Studies développa les Alternative Dispute Resolution dans les Neighborhood Justice Centers (NJC) ou inspira des initiatives sociales telles que les Community Boards de San Francisco, la médiation familiale y étant expérimentée dès 1974 (1980 au Québec, 1981 au Royaume-Uni). En France, les boutiques de droit conceptualisèrent et pratiquèrent dans la deuxième moitié des années 70 une pratique d'évitement des tribunaux et de recherche de résolution à l'amiable des conflits et les médiations pénales et sociales (ou de quartier) trouvèrent leurs premiers accomplissements en 1983 et 1984.

Malgré ces divers précédents leur combat n'était pas gagné d'avance. Le contexte français se montra en effet particulièrement réfractaire à un changement de paradigme de la résolution des conflits : prééminence du droit écrit et toute-puissance de la rationalité juridique, poids considérable de professions judiciaires conservatrices, puissantes et bien organisées pour maintenir leur monopole sur le champ des conflits familiaux, absence dans la société d'une culture de médiation sur laquelle s'appuyer...

Pourtant, la médiation familiale s'est remarquablement institutionnalisée. C'est même probablement le modèle le plus abouti d'institutionnalisation que l'on puisse rencontrer dans le monde. On peut s'étonner de l'intensité de ce processus et de la vitesse à laquelle il s'est produit. Il faut sans doute y voir la conjonction de plusieurs phénomènes sociologiques concomitants et de quelques spécificités institutionnelles françaises :

- La dislocation extrêmement rapide et intense de la famille traditionnelle et l'inadéquation des modes traditionnels de contrôle social de ce désordre amoureux
- Le discrédit progressif attaché à un modèle judiciaire compétitif et à la rationalité juridique comme mode d'approche de la complexité psychique et affective
- L'activisme de groupes organisés de défense du droit des pères, du droit des enfants
- Le lobbying de médiateurs militants bien organisés (A.P.M.F., FENAMEF) et confortés dans leur approche par des soutiens internationaux de poids
- Le rôle de quelques « militants institutionnels » au sein des ministères et administrations concernés qui a permis la constitution d'un Conseil national consultatif et d'emporter la conviction des responsables politiques de l'époque (Ségolène Royal ou Marylise Lebranchu)
- Le rôle moteur (lié au leadership remarquable exercé par Monique Sassier) de l'UNAF (Union nationale des associations familiales) dont le pouvoir d'influence est considérable et

spécifique à la France du fait qu'il représente l'ensemble des associations familiales, ailleurs largement fragmentées

- Le poids des recommandations européennes de 1998 qui vinrent en quelque sorte légitimer le travail entrepris depuis une décennie, l'ouverture juridique réalisée avec la loi de 1995 puis renforcée par celles de 2002 et 2004
- La capacité typiquement française à élaborer de manière verticale des politiques sociales dans lesquelles l'État joue un rôle d'autant plus structurant qu'il ne rechigne pas à soutenir sa stratégie par un investissement financier conséquent.

L'interaction de ces divers facteurs explique que nous ne sommes pas en présence d'une institutionnalisation subie (sorte de ruse de la raison bureaucratique) qui viendrait contrôler et encadrer le développement d'une pratique nouvelle, mais plutôt d'une auto-institutionnalisation. Car si l'État soutient l'essor de la médiation familiale, son institutionnalisation fut recherchée par ses promoteurs pour assurer la reconnaissance et la pérennisation de leur activité.

Cette action publique négociée se matérialise, au-delà des textes juridiques, dans une triple dimension :

- 1 - Professionnelle : la création d'un diplôme d'État professionnel unique au monde qui augure de la création d'un métier
- 2 - Éthique et déontologique : les acteurs doivent respecter une philosophie et des principes déontologiques communs, précisément fixés par les textes
- 3 - Économique : Un soutien budgétaire apporté par la CNAF (Caisse nationale d'allocations familiales) à la promotion de la pratique et conditionné au respect de critères exigeants sur le plan organisationnel et financier.

Ces différentes dimensions ont pour objectif de conférer aux pratiques une certaine stabilité, une plus grande lisibilité, de fixer des garde-fous afin de garantir une qualité minimale de service sur l'ensemble du territoire national.

On aurait pu s'attendre à ce qu'une telle intensité et une telle célérité du processus d'institutionnalisation provoquent une déferlante de pratiques. Or tel ne fut pas le cas. Le nombre des médiations familiales ne progressa que très lentement malgré une ardente promotion. Ce hiatus entre une demande sociale modeste et un investissement public important (surprenant dans un contexte néo-libéral de désengagement de l'État) ne saurait être mis sur le compte d'une seule cause (la résistance des juges ou des avocats qui servent parfois en la matière de bouc émissaires). Il est plutôt, de mon point de vue, la résultante d'une série de tensions exogènes ou endogènes.

Une réalité complexe : la médiation familiale comme champ de tensions

Concevoir le développement de la médiation familiale fut, et est encore en soi, délicat car cette pratique intervient dans un champ familial et juridique saturé d'intervenants divers et variés qui ne voient pas nécessairement d'un bon œil l'arrivée de nouveaux venus dont la rhétorique professionnelle est comme toujours de critiquer les processus antérieurs et de célébrer la supériorité de nouvelles pratiques plus adaptées aux exigences sociales contemporaines. La question sera ici de savoir si l'institutionnalisation spectaculaire que nous connaissons ajoute, et de quelle façon, à cette crispation. J'ai identifié cinq types de tensions plus ou moins liées avec le processus d'institutionnalisation ou en tout cas avec le mode d'institutionnalisation choisi et qui participent d'une dialectique de l'ordre (normalisation étatique ou institutionnelle des pratiques) et du désordre (résistance de l'éthique et existence de marges de manœuvre dans le jeu des acteurs).

Une tension idéologique

Dans leurs travaux respectifs, Irène Théry et Benoît Bastard ont montré que le modèle contractuel que valorise la médiation familiale est théoriquement formidable mais qu'il ne correspond pas à la réalité sociologique des familles (ce qui expliquerait en partie la croissance lente du nombre des mesures). Il serait en effet l'apanage des classes supérieures ou moyennes mais concernerait assez peu la classe moyenne inférieure et les classes populaires qui sont pourtant statistiquement les plus nombreuses à se séparer du fait de leur surreprésentation dans la stratification sociale. Or la médiation familiale exalte un nouveau modèle de famille, délibératif et démocratique, dont la mise en œuvre s'avère

parfois hors de portée des contraintes intellectuelles et affectives que rencontrent certaines familles carencées.

La nouvelle « idéologie » familiale selon laquelle le lien généalogique doit survivre à la brisure des liens affectifs s'exprime par deux phrases que l'on entend de façon récurrente dans la bouche des médiateurs « l'enfant a besoin de ses deux parents pour grandir » ou « le couple parental survit au naufrage du couple conjugal ». Ces propos expriment naturellement des valeurs, une vision du monde, qui imprègnent les pratiques et conduisent les médiateurs, malgré les principes éthiques non directifs dont ils se recommandent, à des stratégies finalement intrusives. Comment en effet ne pas les considérer comme agents d'une nouvelle morale publique quand ils incitent les personnes qui se séparent à se parler probablement plus intensément qu'elles ne l'ont jamais fait pour rester indéfectiblement attachées l'une à l'autre autour de cet enfant-roi dont elles ne devront pas se détacher. De ce point de vue, la médiation familiale peut apparaître comme un appareillage social permettant d'assurer en douceur (principe du consensualisme oblige) une nouvelle « police des familles ».

Une tension institutionnelle

Par son choix d'institutionnalisation, l'État garde la main sur l'essentiel des pratiques de médiation familiale. Nous sommes dans une logique d'ordre. Les CAF (Caisses d'allocations familiales) subordonnent leur financement au respect d'un certain nombre d'exigences qui peuvent varier d'intensité ou de forme selon les territoires mais qui supposent en contrepartie de se soumettre à un mode d'organisation décidé verticalement (territorialisation, actions de promotion obligatoires, informations gratuites, compte-rendu précis d'activité). Certains médiateurs y voient une contradiction entre la philosophie démocratique horizontale de la médiation et la logique technocratique verticale qui préside à son organisation. D'autres admettraient aisément la logique donnant-donnant, contrôle/prestation de service, si les CAF avaient un type de fonctionnement plus transparent et lisible. Or le système apparaît d'une grande complexité. Les critères qu'elles utilisent pour octroyer ou non les prestations de service ne paraissent pas clairs à tous (on parle même de « verrouillage »). Le fait qu'elles soient en même temps juge et partie lorsqu'elles pratiquent elles-mêmes la médiation familiale (une vingtaine sur le territoire national), entrant du coup en concurrence avec les associations qu'elles subventionnent, dépasse l'entendement de beaucoup de médiateurs interviewés qui ont l'impression que « le jeu est faussé ».

Une autre tension institutionnelle concerne les relations entre les instances de médiation et l'appareil judiciaire. Les relations entre le système judiciaire et le travail social ont, de tous temps, été complexes car les magistrats ont culturellement tendance à organiser les relations avec leurs partenaires sur le mode de la subordination. L'observation des pratiques socio-judiciaires au sein des tribunaux, dont j'ai fait tout au long de ma carrière une de mes spécialités, en ramène sans exception la preuve³². Les rapports Guinchard et Magendie (2008) qui soutiennent la promotion des MARC (Modes alternatifs ou amiables de résolution des conflits) ne dérogent pas à cette habitude car les relations entre justice et médiation y sont toujours pensées du point de vue des juristes et au bénéfice de l'institution.

Une tension normative

Il existe une tension entre des modèles de médiation antagonistes : du *problem solving* au modèle transformatif de Bush et Folger en passant par la négociation raisonnée de Fisher et Ury, l'arène authentique de Fiutak ou le modèle narratif de Monk et Winsdale, on peut observer toute une gamme de bricolages et d'accommodements plus ou moins raisonnables avec les principes éthiques. Ces fractures méthodologiques, que l'on peut situer du côté du désordre, concernent toutes les professions et ne dépendent pas a priori de l'institutionnalisation. Pourtant la façon dont sont conçues la sélection et la formation des futurs médiateurs remettrait, si l'on en croit plusieurs témoignages, un certain ordre dans la mêlée. Les jurys de VAE (validation des acquis et de l'expérience) et du diplôme d'État privilégieraient des approches classiques et conformistes de la médiation (en terme de soumission à un modèle dominant ou de conception du champ de la médiation familiale réduite à sa dimension la plus étroite « papa/maman/enfants ») et pénaliseraient des postures originales ou des sujets de mémoire sortant des sentiers battus et désirant étendre le champ de la médiation familiale à

³² Jacques Faget, *Justice et travail social*, Toulouse, Erès, 1992.

de nouveaux secteurs d'activité. L'absence d'une vaste culture de médiation, concernant l'ensemble des secteurs d'activité de la médiation, chez les membres des jurys, expliquerait la sanction des candidats audacieux. Ces difficultés, probablement temporaires, illustrent cependant une tension sensible et de nature profonde entre ceux qui se définissent par leur champ d'activité, la famille, et ceux qui se définissent par leur posture, la médiation. Elles sont révélatrices de l'existence d'un écartèlement identitaire.

Une tension identitaire

J'ai souligné depuis plusieurs années les difficultés inhérentes à la construction d'une identité de médiateur familial. Car si la médiation familiale est maintenant reconnue, le métier, lui, n'existe toujours pas. Comment concevoir en effet la construction d'une identité professionnelle dans un secteur d'activité investi par des individus qui ne consacrent qu'une part de leur activité à cette tâche. C'est ce que j'ai appelé, dans cette revue³³, le syndrome de l'armée mexicaine pour désigner un ensemble disparate de praticiens à temps plein, partiel, voire très partiel, dont une minorité ne sont que médiateurs (et dans cette minorité un nombre non négligeable fait aussi de la médiation pénale, voire scolaire ou sociale, de la formation...), et une majorité combine leur activité avec d'autres postures sociales, thérapeutes familiaux, psychologues, conseillers conjugaux, avocats, notaires, enquêteurs sociaux, assistants sociaux, éducateurs spécialisés.... Cette multi appartenance est certes un gage de richesse. Mais ce désordre offre peu de lisibilité sociale et renforce les chances d'un éclatement des modèles de pratique (entre le *problem solving* le plus rustique du type marchandage entre concessions réciproques jusqu'aux thérapies familiales les plus aventureuses). Les efforts de l'A.P.M.F. comme de la FENAMEF sont méritoires pour donner un sens à cette diversité mais ils se heurtent à l'écueil d'une profession sous-classée dans la stratification des métiers. Car lorsqu'on interviewe « les multi-appartenants », ceux-ci se définissent en premier lieu comme avocats ou thérapeutes mais toujours en second lieu comme médiateurs. Il n'est que les travailleurs sociaux pour mettre parfois, mais là encore pas toujours, en avant cette appartenance. Les modalités de l'institutionnalisation ont leur part de responsabilité dans cette disqualification car en arrimant les médiateurs familiaux aux professions du *care*, de la sollicitude, plutôt qu'à celles de la régulation sociale, en laissant la part du lion de la formation aux IRTS (Institut régionaux de travail social) plutôt qu'aux universités, en tarifant les actes de médiation sur des barèmes qui paraissent à certains (qui ne viennent pas du travail social) misérabilistes, en fixant des critères d'entrée dans la formation à un niveau étonnamment bas (bac + 2 ou 3) dans le contexte actuel d'élévation du niveau des diplômes, elles ont fait le choix d'une disqualification relative de la profession et créé les conditions de la confusion identitaire dont elle pâtit.

Une tension économique

La médiation familiale est devenue un marché, avec ses stratégies de marketing auprès des mandants, des financeurs et du public et ses compétitions peu amènes pour la conquête de parts de marché. Ce n'est pas l'eldorado (la médiation familiale est peu lucrative comparativement aux prestations des avocats ou thérapeutes à statut libéral, moins « intéressante » que les médiations en entreprise, commerciales, environnementales...) mais c'est un secteur qui peut s'avérer raisonnablement rentable. Des tensions mercantiles peuvent s'observer sur un plan endogène et sur un plan exogène.

Des tensions endogènes, facteurs de désordre, apparaissent à deux niveaux :

- Au plan de la formation : contrairement aux recommandations du conseil consultatif préconisant de former 200 médiateurs familiaux par an et d'agréer 10 centres régionaux, le choix a été fait d'ouvrir largement le marché de la formation. Le résultat est inquiétant. L'offre de formation (pas loin de 40 centres ont été habilités formellement par des autorités administratives peu compétentes en médiation et imprégnées par leur habitude de gérer les professions sociales) est d'une qualité très inégale et surtout supérieure aux possibilités de stages et d'emploi.
- Au plan de la pratique on assiste à une compétition inégalitaire entre des instances publiques, des médiateurs affiliés à de grandes institutions sociales fortunées, de petites associations précaires et des individus installés en libéral. La course aux financements et la séduction des

³³ Jacques Faget, « La médiation et les 7 familles », *Revue A.P.M.F.*, n°5, 2005.

mandants qui sévit est de nature à porter atteinte au principe éthique d'indépendance et à infléchir les pratiques en fonction des souhaits des commanditaires.

Des tensions exogènes opposent enfin nombre de médiateurs aux professions juridiques. Le rattachement du statut des médiateurs familiaux à celui des professions sociales a suscité en effet l'ire des avocats (ils ont alors nourri le sentiment plus ou moins justifié d'être exclus de la pratique) et les a conduits à développer des contre-stratégies. D'une part, ceux qui sont devenus médiateurs familiaux s'efforcent de conserver les médiations conventionnelles des classes sociales les plus hautes et continuent à pratiquer des tarifs élevés (ce qui a pour risque de créer une césure entre médiations pour riches plus juridicisées et médiations pour pauvres plus sociales). D'autre part, ils investissent (quoique encore lentement en France) le domaine de la *collaborative law* dont l'argumentaire consiste à discréditer la logique compétitive du système judiciaire et à privilégier désormais une logique coopérative de résolution des conflits. Ainsi les « parties » et leurs avocats respectifs, s'engageront formellement à renoncer à tout procès ultérieur et s'efforceront de construire des solutions mutuellement satisfaisantes et étayées juridiquement. Ce modèle critique en creux la médiation en soulignant la nécessité d'apporter un soutien actif à des personnes troublées, traversant une phase complexe de leur existence, et de bien garantir juridiquement un processus qui peut s'avérer menaçant pour les libertés des individus.

Conclusion

Toutes ces tensions ne sont pas attribuables à un processus d'institutionnalisation qu'il serait malhonnête d'accuser de tous les maux. Beaucoup ne sont que la rançon du relatif succès de la médiation et de la constitution d'un véritable champ d'activité. Ce sont davantage les modalités de l'institutionnalisation que son principe qui s'avèrent aujourd'hui problématiques.

Je n'évoquerai pour terminer qu'une seule de ces difficultés. Dans un contexte marqué par la crise de la rationalité juridique et l'essor imparable des modes amiables de résolution des conflits, il eût été, me semble-t-il, préférable de créer une profession structurée autour d'une posture plutôt que d'un champ d'activité, de donner à tous les médiateurs une culture commune de base avant de leur laisser la possibilité de se spécialiser dans le domaine de leur choix. Un tel dispositif, calqué sur celui de nombreuses professions, aurait permis de mieux gérer les tensions économiques et identitaires qui entravent le bien-être social des médiateurs familiaux. Aussi sans renoncer aux textes et aux dispositifs qui actuellement les protègent, ils devront, me semble-t-il, se libérer de la conception étroite de la famille qu'ils s'imposent eux-mêmes, s'ouvrir à des pratiques plus larges et innovantes, pour se tailler une place au soleil de la médiation.

oOo

« Engagement et liberté »

Véronique DELAUNAY GUIVARC'H

Responsable pôle "jeunesse, parentalité"

Direction des politiques familiale et sociale de la CNAF

Introduction

Une des richesses d'un colloque, c'est de donner la parole à une diversité d'acteurs (des experts, des juristes, des représentants institutionnels), pour éclairer une même thématique de leurs analyses et de leurs points de vue. Le thème de l'engagement et de la liberté, qui fait l'objet de la table-ronde de ce matin, revêt, bien-entendu, une signification particulière selon la place que l'on occupe.

Pour ma part, en tant que représentante d'une institution engagée dans le soutien au développement de la médiation familiale, j'ai souhaité partager avec vous une réflexion : alors que la pratique de la médiation familiale est dorénavant intégrée dans le droit de la famille et que sa professionnalisation l'a inscrite durablement dans le paysage institutionnel français, ne doit-elle pas franchir une étape supplémentaire, celle de son évaluation ?

Jacques Riffault, dans son intervention d'hier matin, suggérait que la médiation familiale doit être pensée comme un dispositif, c'est-à-dire, « *comme la concrétisation d'une intention, comme ce qui organise et rend possible quelque chose* »

Il indiquait que cette manière d'aborder la médiation familiale présente l'avantage d'introduire une « *bonne instrumentalité* », à savoir qu'il s'agit « *dorénavant d'un objet susceptible de connaissance, objectivable et évaluable, sans pour autant empiéter sur l'autonomie et la liberté d'action des personnes* ». Comme l'affirmait également Guy Cauquil, directeur du Cirese³⁴, lors d'une intervention à un colloque de la FENAMEF en 2003 : « *après avoir franchi le cap de sa reconnaissance institutionnelle et celui de sa certification, la médiation familiale a désormais rendez-vous avec l'évaluation* ».

Sur cette question de l'évaluation, les attentes des institutions et les attentes des professionnels sont-elles inconciliables ?

Au moment où de nombreux acteurs cherchent à favoriser un développement harmonieux de la médiation familiale, et sans ignorer les logiques institutionnelles qui sont les nôtres, il me semble que l'évaluation peut être une formidable occasion de porter sur la scène publique des intérêts partagés entre prescripteurs, financeurs et acteurs de la médiation familiale, c'est-à-dire les professionnels et les familles.

C'est ce que je vais essayer de partager ce matin avec vous en présentant la réflexion de la CNAF pour développer l'évaluation des politiques qu'elle conduit, la démarche d'évaluation qui a été engagée dans les services de médiation familiale gérés par les CAF et les travaux actuellement menés par le comité national de suivi de la médiation familiale sur ces questions.

1 - La CNAF s'est engagée, au cours des quatre dernières années, dans un programme d'évaluation d'un certain nombre de dispositifs

Ce programme ne répond pas uniquement à un souci de bonne gestion, lié aux exigences de plus en plus forte des corps de contrôle sur la bonne utilisation des fonds publics, mais à la volonté d'adapter les politiques de la branche Famille aux réalités changeantes des familles et aux aspirations de leurs membres.

Reprenant la définition de l'évaluation proposée par la Société française de l'évaluation, il s'agit pour notre institution de « *juger de la valeur d'une intervention publique au regard de critères explicites et sur la base d'informations spécialement rassemblées et analysées* »

³⁴

Cabinet d'ingénierie sociale.

Pour la CNAF, une question s'est immédiatement posée : Comment évaluer l'efficacité de politiques qui se caractérisent par l'enchevêtrement des objectifs et la pluralité des acteurs ?

Comme l'indique Jérôme Minonzio, qui a travaillé à la direction de la recherche de la CNAF sur le programme d'évaluation de la médiation familiale, « *la complexité méthodologique et le nécessaire consensus à obtenir entre les différents acteurs ont souvent alimenté les critiques à l'égard de la démarche.*

Toutefois, menée avec clarté et rigueur, l'évaluation permet de mesurer la capacité de réflexivité (...) sur sa propre activité »³⁵.

Les critiques, régulièrement évoquées par les professionnels, sont principalement :

- L'impossibilité de trouver le temps nécessaire à l'évaluation, du fait de la priorité donnée au travail avec les usagers ;
- La dimension subjective liée au processus de médiation familiale qui ne pourrait être objectivée ;
- L'incapacité à trouver des critères qui permettent d'apprécier la qualité de l'intervention.

Dans un contexte où l'institutionnalisation de la médiation familiale s'accompagne d'une exigence accrue de la part des financeurs sur les «retours» attendus en termes d'activité, les professionnels craignent également que les principes déontologiques qui fondent leur pratique ne soient pas respectés.

De la méfiance, parfois exagérée, des professionnels à l'égard de toute démarche d'évaluation résulte une exigence de clarté sur les méthodes utilisées et la démarche engagée par l'institution.

C'est ce à quoi je vais tenter de répondre dans les deux points suivants de mon intervention.

2 - Depuis 2005, la CNAF a engagé un programme d'évaluation dans la vingtaine de services de médiation familiale gérés par des CAF

Cette enquête est renouvelée chaque année afin de connaître les effets de la médiation familiale et de décrire le profil de la population accueillie dans les services. Il s'agit, en particulier, d'analyser le contenu des accords et d'apprécier la satisfaction des usagers à l'égard du service rendu.

Deux outils ont été créés :

- Une fiche de suivi qui permet au médiateur familial de :
 - 1 - Décrire les personnes accueillies en fonction de caractéristiques sociales, économiques ou professionnelles ;
 - 2 - Relever les thèmes qui ont été abordés dans le cadre du processus ;
 - 3 - Repérer les effets relationnels (indicateur de rétablissement de la communication, de restauration de la confiance, diminution du conflit etc.)
- Un questionnaire pour les usagers. Ce questionnaire, proposé à l'issue du processus de médiation, permet de recueillir l'appréciation des parties sur les sujets pour lesquels la médiation familiale a permis d'apporter des solutions concrètes, les points sur lesquels ont porté les éventuels accords et enfin sur les aspects relationnels (indicateur de rétablissement de la communication, de restauration de la confiance, diminution du conflit etc.).

La mobilisation des médiatrices familiales CAF, qui ont recueilli systématiquement depuis 2005 un certain nombre de données, a permis de tracer un portrait fin des familles accueillies dans les services, de donner de la lisibilité au travail des professionnels et d'apprécier les effets des processus sur les bénéficiaires.

Ces premiers résultats ont permis d'enrichir le bilan de la médiation familiale présenté aux administrateurs de la CNAF ainsi qu'aux services de l'État dans le cadre du bilan général de la convention d'objectifs et de gestion 2005-2008.

³⁵

Informations sociales n° 150 sur « l'évaluation des politiques familiales et sociales »- novembre 2008.

Ces résultats ont également fait l'objet d'une publication dans la revue «Recherches et prévisions » de la CNAF³⁶.

3 - Les travaux engagés par le comité national de suivi de la médiation familiale

Formuler un jugement en valeur sur une politique ou sur un dispositif suppose de s'entendre sur des critères d'appréciation partagés. L'évaluation doit s'appuyer sur une analyse rigoureuse, ce qui suppose de mobiliser des connaissances disponibles, de produire des données manquantes puis d'interpréter l'ensemble de ces données avec rigueur et méthode.

La première source de données est souvent constituée des données administratives (rapport d'activité, données financières etc.).

C'est la raison pour laquelle le comité national de suivi de la médiation familiale a souhaité, dans une première étape de sa réflexion sur l'évaluation de la médiation familiale, élaborer une grille de statistiques commune aux différents financeurs (ministère de la justice, direction générale de l'action sociale, caisses d'allocations familiales et caisses de mutualité sociale agricole).

Il s'agissait de donner de la cohérence dans les données utilisées par chacun des financeurs et de disposer de statistiques plus performantes qui permettent de mieux appréhender l'activité des services de médiation familiale.

Ce questionnaire d'activité des services de médiation familiale, élaboré conjointement entre les financeurs et les deux associations nationales de la médiation familiale, l'A.P.M.F. et la FENAMEF, sera adressé aux CAF au courant du mois de décembre 2008, à charge pour elles de le transmettre à chaque service de médiation familiale conventionné.

Ce questionnaire annuel d'activité pour 2009 se substitue aux statistiques utilisées précédemment par le ministère de la justice et par les CAF.

Il est accompagné d'une fiche de suivi qui permet au médiateur familial de recueillir, pour chaque mesure, un certain nombre de renseignements (origine de la demande, nombre de participants, durée de la médiation, etc.).

Le comité national de suivi de la médiation familiale a en effet souhaité proposer un outil aux professionnels. Il s'agit d'un document de travail, à la main du médiateur familial, qui n'est pas à transmettre aux financeurs ou aux contrôleurs, le seul document exigible étant le questionnaire d'activité en lui-même.

En 2009, le comité national de suivi a prévu de poursuivre ses travaux sur l'évaluation autour de 2 grands thèmes :

- L'évaluation de **la gestion du dispositif** et des organisations qui le mettent en œuvre ;
- L'évaluation **des processus** de médiation familiale.

Conclusion

En conclusion, il me semble que la médiation familiale se fonde effectivement sur la liberté et sur l'engagement :

- Liberté des parties à s'engager dans le processus de médiation familiale, qui s'appuie sur une démarche volontaire des personnes, et liberté des professionnels qui fondent leur pratique sur l'indépendance de leur fonction.
- Engagement des différents acteurs de la médiation familiale, les professionnels, en tout premier lieu, dont les associations ont introduit en France la médiation familiale il y a une vingtaine d'années, mais également engagement des politiques et engagements des institutions. La volonté des politiques de développer la médiation familiale s'est en effet

³⁶ Article de Jérôme Minonzio relatif à « la médiation familiale dans les Caf » n°89 de la revue *Recherches et prévisions* - septembre 2007

traduite par l'évolution du cadre législatif, avec l'inscription de cette nouvelle modalité de gestion des conflits dans le code civil et professionnalisation des médiateurs familiaux. Engagement des institutions enfin qui, dans le cadre du protocole national de développement de la médiation familiale signé en juin 2006, assurent le déploiement de la médiation familiale.

La création de la prestation de service « médiation familiale » assure ainsi une certaine sécurisation de l'activité des services et ouvre des perspectives encourageantes pour le développement.

Pour autant, la CNAF est consciente que le mécanisme actuel de la prestation de service « médiation familiale » mérite sans doute d'être amélioré pour mieux répondre aux objectifs poursuivis. L'institution travaille actuellement sur une hypothèse de revalorisation de la PS qui reste liée aux négociations qui doivent s'engager entre la CNAF et l'État pour la future convention d'objectifs et de gestion (Cog) 2009-2011.

Beaucoup reste à faire pour améliorer l'accès du public à la médiation familiale. Il s'agira vraisemblablement d'un objectif important dans cette future convention d'objectifs et de gestion, la médiation familiale répondant à des enjeux essentiels :

- Développer une approche préventive pour éviter l'exacerbation d'un certain nombre de conflits familiaux ;
- Proposer aux parents un cadre leur permettant de construire, de manière concrète, les conditions d'une responsabilité parentale partagée ;
- Maintenir, au de la séparation, les liens entre l'enfant et ses parents et avec et sa famille élargie, ses grands parents en particulier.

oOo

L'indépendance du médiateur familial

Claude LIENHARD

Avocat, professeur des universités



Thème

Engagement et liberté

M Claude LIENHARD, avocat, professeur des universités :
« L'indépendance du médiateur »
M Jacques FAGET, sociologue, chercheur au CNRS
« Rêves et réalités de l'institutionnalisation »
M Duccio SCATOLERO, ancien magistrat, professeur de criminologie
à l'université de Turin:
« Mettre du désordre dans l'ordre : les effets de l'institutionnalisation »
Mme LE CHEVILLIER, sous directrice de la direction de l'action sociale à la CNAF
Mme Jocelyne DAHAN, médiatrice familiale :
« De l'engagement du médiateur à l'engagement des familles »
Mme Audrey RINGOT, médiatrice familiale :
« L'engagement et le militantisme »

Moderateur : Mme Marie LEWIS

Avant le rêve

Et le désordre

De quel endroit je vous parle.....

- Professeur des Universités
- Avocat spécialiste en droit des personnes
- Ancien membre du Conseil de l'ordre
- Médiateur Familial (D.E)
- Président de l'Association Nationale des Avocats Spécialistes en Droit des Personnes
- Professionnel Qualifié (article 255-9 CC)
- Exerçant à Strasbourg, Paris et Cannes

Le questionnement

L'indépendance du Médiateur

« Pour être crédible, respecté et donc efficace, le Médiateur se doit d'être indépendant. L'indépendance revêt diverses facettes . Elle doit être incontestable, visible, lisible, tangible. C'est un objectif qui parfois ne peut être totalement atteint tant les réalités humaines, la particularité des conflits à aborder peuvent être troublant humainement, moralement et intellectuellement. L'indépendance ne peut se concevoir sans compétence et ne peut dépendre du seul statut. La question mérite donc débat.»

Question d'actualité mais qui a traversé les âges
qui est commune à bien des acteurs
œuvrant dans le champs des conflits

Risque et paradoxe

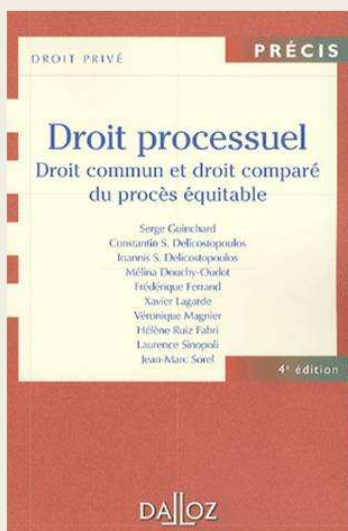
- En m'invitant vous avez pris un risque celui du paradoxe et de la subjectivité
- Comment être indépendant dans la parole et l'analyse lorsque on partage une **histoire** et une **conviction** que l'on sème ici et là depuis des années de petit cailloux marqués médiation.....
- que l'on a affronté l'indifférence au mieux l'adversité au pire

Un orateur dépendant

- Alors votre orateur serait dépendant de cette filiation, de ce marquage génétique, de cette traçabilité affective et déjà suspect de sympathie , à notre cause
- et il suffirait de poser comme évident que le médiateur est nécessairement indépendant,
- il a été formé , il est compétent, doté d'une solide déontologie

En fait, cela n'est pas aussi simple, ni vraiment évident

Voyageons donc un peu
au pays
du droit processuel



Le médiateur familial
au cœur d'un processus
juridique et judiciaire
engageant des droits
fondamentaux



Indépendance et procès équitable

- Article 6 CEDH

PROCÈS ÉQUITABLE

Standard démocratique

Surtout si passage au mode amiable comme droit commun et principe

Procès équitable

Les principes de la Convention déterminent la qualité du procès - Si l'on prend la Convention européenne comme texte directeur, la justice de qualité serait celle qui applique les principes figurant, entre autres, à l'article 6 de la Convention : le droit à un procès équitable en constituerait le fondement essentiel, se traduisant par l'accès à un tribunal en amont, par le respect des droits de la défense, le procès, la publicité des audiences sous réserve de huis clos justifié, l'indépendance et l'impartialité du tribunal établi par la loi, le jugement dans un délai raisonnable (15)..., ainsi qu'à l'article 13 concernant le droit à un recours effectif. La Cour a eu l'occasion de rappeler à plusieurs reprises ce qu'est un

Indépendance et impartialité du Tribunal

Procès familial équitable

L'indépendance et l'impartialité constituent des impératifs du procès équitable

La notion de tribunal indépendant et impartial est transposable aux différents acteurs du procès

Le processus équitable

Objectifs généraux de l'indépendance

L'indépendance n'est pas une fin en soi, elle n'a d'intérêt que pour promouvoir des objectifs plus fondamentaux de nos sociétés. Il faut maintenant un cadre structurel garantissant des conditions minimales, quelle que soit l'organisation de la justice. Dans la tradition française où le juge est largement recruté sans expérience, la garantie d'une formation est essentielle. La sécurité financière représente une protection contre les ingérences et la corruption, la stabilité favorise l'indépendance d'esprit, le déroulement de carrière doit être entouré d'un certain nombre de garanties qui n'ont pas, par exemple, parues offertes par l'évaluation par une autorité insuffisamment indépendante ou les atouts de carrière signalés par le passage dans la politique. L'indépendance doit être assurée, elle doit aussi être récompensée.

Un cadre

Des conditions minimales

formation

Sécurité financière

Garantir contre les ingérences

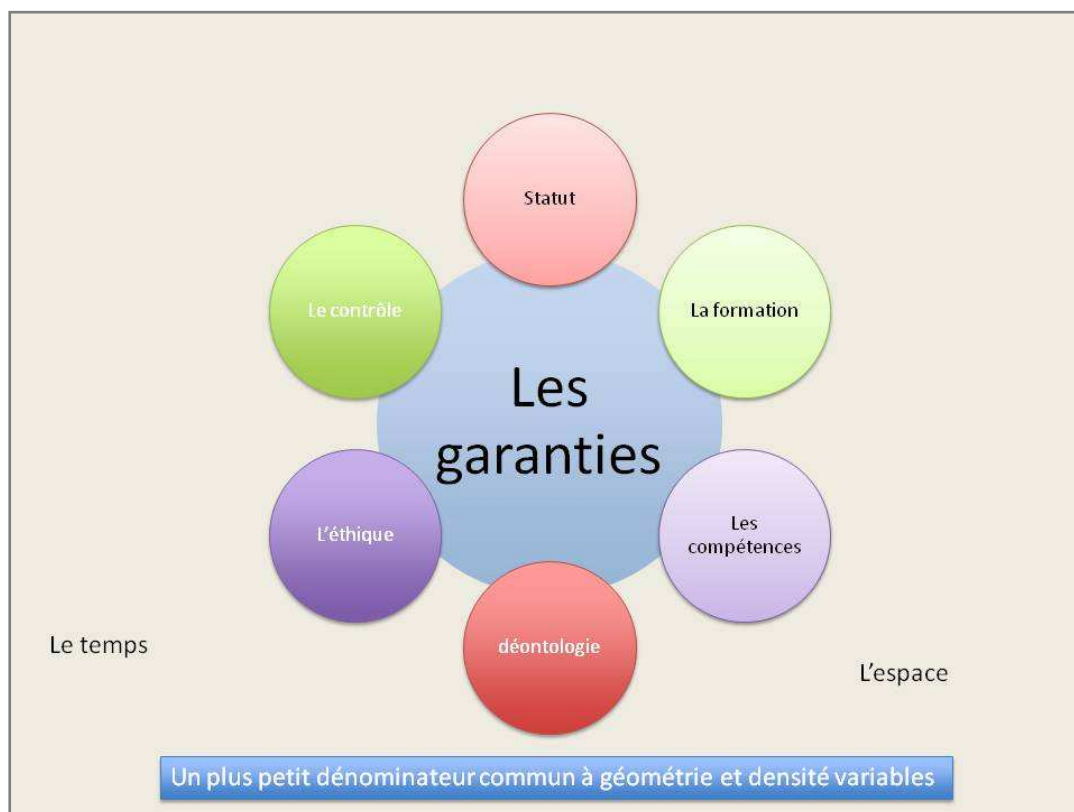
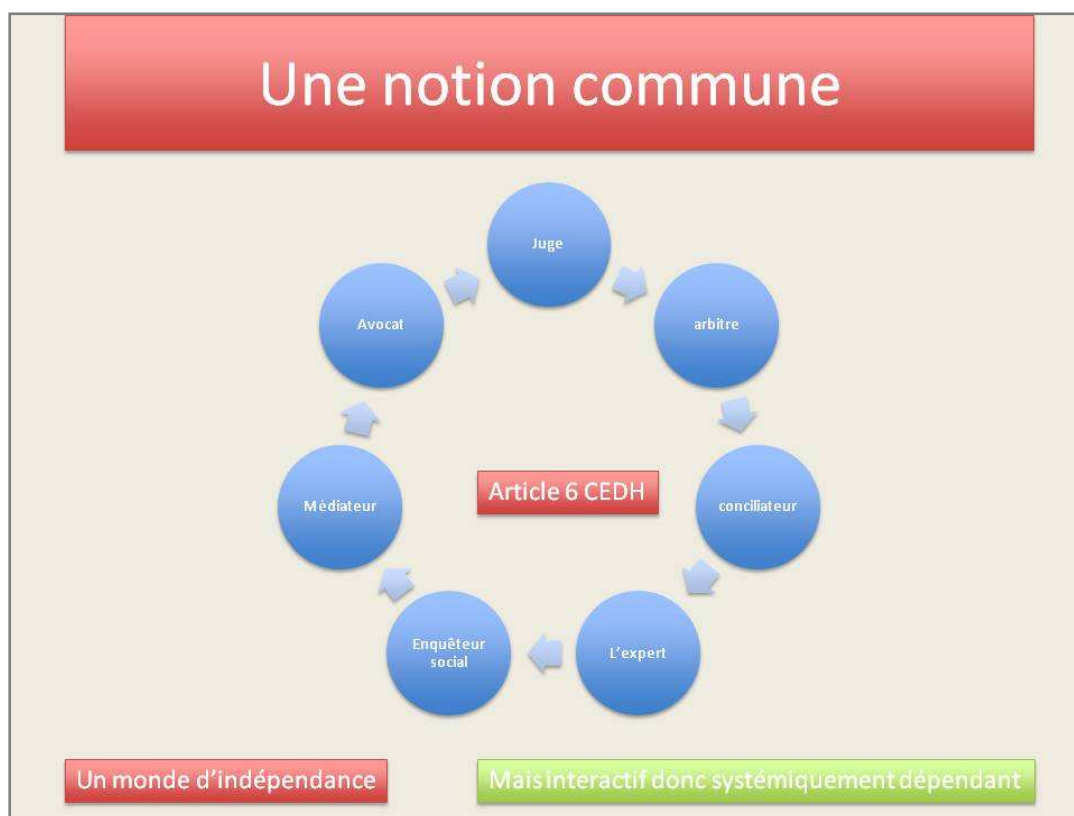
stabilité

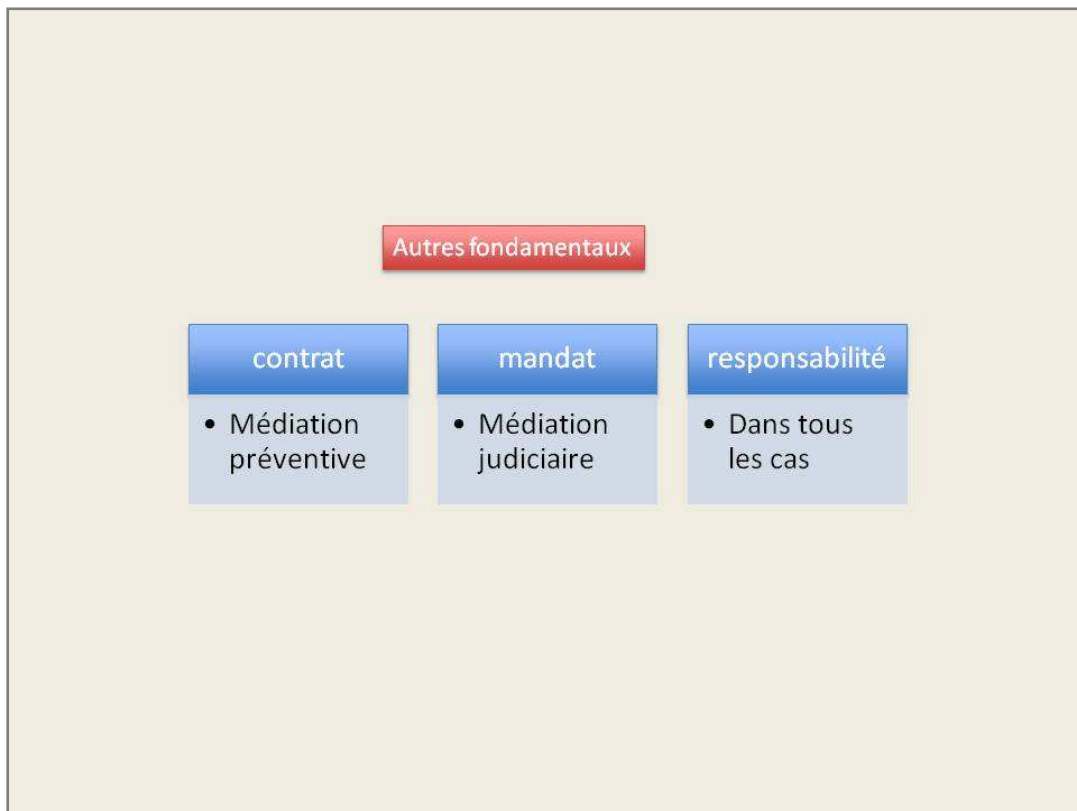
Domaine de l'ordre

Regards par analogie ou regards comparatifs

- Dans le monde de ceux qui aident à la décision

La notion d'indépendance innerve



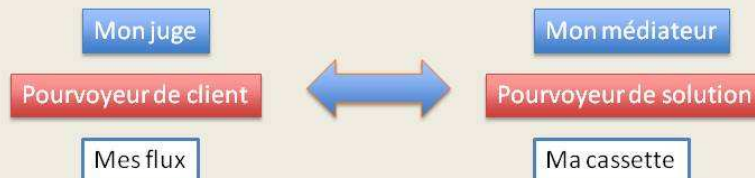


Mandat

Un mandat individualisé

Un mandat individualisé

Dans le choix du médiateur, le juge doit procéder de manière strictement individualisée : il le désigne pour un litige déterminé (art. 131-1 NCPC), sur la base de critères spécifiques qu'il doit remplir personnellement, notamment sa qualification « eu égard à la nature du litige » (art. 131-5 3° NCPC). Cette désignation peut concerner une personne physique ou une association, mais l'exécution de la mesure sera nécessairement individualisée. La disposition de l'article 131-4 du nouveau code de procédure civile prévoyant la possibilité de désigner une association comme mandataire ne constitue pas une dérogation à cet égard. En effet, dans ce cas, « son représentant légal soumet à l'agrément du juge le nom de la ou des personnes physiques qui assureront, au sein de celle-ci et en son nom, l'exécution de la mesure » (art. 131-4) (12). Calquée sur l'article 233 du nouveau code de procédure civile concernant les mesures exécutées par un technicien (13), cette disposition permet à une association de déléguer les mesures à un salarié sans pour autant que l'exécution de la mission perde son caractère personnel (14). En effet, comme tous les médiateurs personnes physiques, le salarié devra remplir les conditions de l'article 131-5, et devra rendre compte personnellement au juge de l'exécution de sa mission, dans les conditions des articles 131-9 à 131-11 du nouveau code de procédure civile.



Mandat individualisé

Des mandats successifs

- L'exigence d'individualisation de la mesure emporte une autre conséquence, restrictive cette fois : elle interdit au juge de s'engager par avance envers une ou plusieurs instances de médiation à leur confier des mesures. De telles conventions de mandat, si elles échappent à la qualification de marchés conclus par l'Etat (15), seraient nulles à la fois pour défaut de capacité du contractant (le tribunal n'a pas la personnalité juridique), et pour absence de pouvoir (le juge ne tient du code qu'un pouvoir de désignation dans un litige donné).

Médiation préventive

- La contractualisation de l'indépendance
- La loyauté contractuelle

Expert

L'expert doit être impartial

L'article 237 du code de procédure civile fait, quant à lui, référence à un concept plus large, exigeant de l'expert qu'il accomplisse sa mission avec « impartialité ». Si ces deux notions diffèrent, l'indépendance peut cependant être considérée comme une composante de l'impartialité ou l'impartialité comme une conséquence de l'indépendance. Un technicien ne peut en effet être totalement impartial s'il se trouve sous la dépendance psychique ou économique d'une entité qui est partie d'un procès à l'occasion duquel il doit réaliser une expertise. Ces deux notions s'avèrent donc étroitement imbriquées : sans indépendance, pas d'impartialité.

Expert

Les règles de déontologie de la profession d'expert judiciaire insistent à plusieurs reprises sur ces deux qualités⁽¹³⁾. L'impartialité est citée aux articles 6 et 19 du texte. Il est ainsi indiqué que l'expert doit faire «... abstraction de toute opinion subjective, de ses goûts ou de ses relations avec les tiers ». L'indépendance, évoquée dans les articles 7, 15, 16 et 33, est particulièrement explicitée dans le premier de ces textes. Il y est exigé que celle-ci soit « absolue » et précisé que le technicien ne doit céder « à aucune pression ou influence, de quelque nature que ce soit ».

Faire abstraction de ses goûts

Faire abstraction de toute opinion subjective

Expert et assurance

En l'espèce, l'assemblée générale des magistrats du siège de la cour d'appel de Paris a rejeté les demandes de réinscription de deux postulants ayant précédemment réalisé des expertises privées au **bénéfice de sociétés d'assurance**. Elle fonde sa décision sur l'article 2, 6°, du décret précité qui dispose qu'« **Une personne physique ne peut être inscrite ou réinscrite sur une liste d'experts que si elle n'exerce aucune activité incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de missions judiciaires d'expertises** ». Selon cette assemblée, les précédentes collaborations des experts étaient « de nature à générer des conflits d'intérêts entre l'activité privée et l'activité au service des missions d'expertises », de même qu'elles ne sont « pas compatible(s) avec l'indépendance exigée de tout expert judiciaire ». Confrontée aux recours des experts recalés, la seconde chambre civile de la Cour de cassation a, dans deux arrêts du 22 mai 2008⁽¹⁰⁾, décidé d'annuler les décisions de refus d'inscription pour violation du texte susvisé. Elle considère, sous la forme d'un attendu commun aux deux arrêts, « que le fait... que les experts... ait réalisé des missions pour des sociétés d'assurance, ne constitue pas, en soi, l'exercice d'une activité incompatible avec l'indépendance nécessaire à l'exercice de missions judiciaires d'expertises »⁽¹¹⁾.

La question des limites

Arbitre

(1) Le droit français de l'arbitrage a ceci de particulier que la réglementation de l'indépendance de l'arbitre se fait au travers de l'obligation de révélation (V. T. Clay, L'indépendance et l'impartialité de l'arbitre en droit français, in *Médiation et arbitrage*, 2005, Litec, p. 373). L'arrêt du 20 juin 2006 nous en donne une nouvelle illustration (V. la décision *in extenso* sur notre site www.dalloz.fr).

Dans le cadre d'une demande de désignation d'arbitre, le président du tribunal de commerce avait fait injonction à l'une des parties, franchiseur, de communiquer le nombre d'arbitrages dans lesquels elle avait désigné un même arbitre ; une décision que confirmeront successivement la Cour d'appel de Paris le 10 févr. 2005 (D. 2005, Pan. p. 3050, obs. T. Clay ; Rev. arb. 2005, p. 709, 2e esp., note M. Henry) et la Cour de cassation le 20 juin 2006. Apparemment, l'adversaire pouvait légitimement douter de l'indépendance dudit arbitre ; et ce d'autant plus que la société interrogée refusait sans motif de donner les informations sollicitées. En aucune façon, le juge d'appui n'avait excédé ses pouvoirs au regard des art. 1444 et 1463 NCPC en enjoignant semblable communication. Au contraire, cette injonction rentrait parfaitement dans sa mission ; une mission qui consiste à résoudre les difficultés de constitution du tribunal arbitral de manière à ce que cette juridiction soit investie de la confiance des parties. Le président du tribunal aurait, du reste, pu tout aussi bien s'adresser directement à l'arbitre plutôt qu'à la société qui l'a à plusieurs reprises désigné. Cela étant, d'aucuns ne manqueraient pas de relever l'atteinte possible au principe de confidentialité de l'arbitrage.

Obligation de révélation

Arbitre

Obligation de révélation en ce qui concerne l'arbitre participe de la transparence. Cet arrêt illustre cette réglementation.

Recueil Dalloz 2006 p. 1840

de l'arbitre : étendue du rôle du d'appui

Arrêt rendu par Cour de cassation, 1re civ.

20 juin 2006

n° 05-17.019 (n° 1027 FS-P+B+I)

Sommaire :

Ayant relevé que le président d'un tribunal de commerce était saisi d'une demande d'injonction, que des doutes étaient exprimés sur l'indépendance de l'arbitre et que l'une des parties refusait sans motif de donner les informations sollicitées, renvoyant soit à une demande de récusation en début de procédure arbitrale soit à un éventuel recours en annulation contre la sentence, une cour d'appel décide exactement qu'en ordonnant une mesure préparatoire le juge d'appui n'excède pas ses pouvoirs dès lors qu'il a pour mission de résoudre les difficultés de constitution du tribunal arbitral de manière à ce que cette juridiction soit investie de la confiance des parties⁽¹⁾.

Demandeur : Prodlim (Sté)

Arbitrage le droit de savoir

Dans le cadre d'une demande de désignation d'arbitre, le président du tribunal de commerce avait fait injonction à l'une des parties, franchiseur, de communiquer le nombre d'arbitrages dans lesquels elle avait désigné un même arbitre ; une décision que confirmeront successivement la Cour d'appel de Paris le 10 févr. 2005 (D. 2005, Pan. p. 3050, obs. T. Clay, ; Rev. arb. 2005, p. 709, 2e esp., note M. Henry) et la Cour de cassation le 10 juin 2006. Apparemment, l'adversaire pouvait légitimement douter de l'indépendance dudit arbitre ; et ce d'autant plus que la société interrogée refusait sans motif de donner les informations sollicitées. En aucune façon, le juge d'appel n'avait excédé ses pouvoirs au regard des art. 1444 et 1463 NCPC en enjoignant semblable communication. Au contraire, cette injonction rentrait parfaitement dans sa mission ; une mission qui consiste à résoudre les difficultés de constitution du tribunal arbitral de manière à ce que cette juridiction soit investie de la confiance des parties. Le président du tribunal aurait, du reste, pu tout aussi bien s'adresser directement à l'arbitre plutôt qu'à la société qui l'a à plusieurs reprises désigné. Cela étant, d'aucuns ne manqueront pas de relever l'atteinte possible au principe de confidentialité de l'arbitrage.

L. AVOINE, *Recherches*

Le droit de connaître son médiateur

La question des opinions affichées et soutenues

Exemple en matière de résidence alternée

On ne choisit pas son juge

On choisit son médiateur

Choix individuel

Choix institutionnel

LES 65 PROPOSITIONS DE LA COMMISSION GUINCHARD

- 5) *Création d'un « pôle famille » par renforcement de la compétence du juge aux affaires familiales, qui connaîtra :*
- de la tutelle des mineurs (mais pas de la tutelle des majeurs qui reste de la compétence des tribunaux d'instance, pour des raisons évidentes de proximité des personnes à protéger) ;
 - des liquidations et du partage des indivisions conjugales, tous types de familles confondus.
- 6) *Création d'un « réseau judiciaire en matière familiale », pour mieux articuler*

Indépendance et institutionnalisation et concurrence

B) DEVELOPPEMENT DES MODES ALTERNATIFS DE REGLEMENT DES LITIGES

- 47) *Création d'une nouvelle procédure de règlement amiable des litiges : la procédure participative de négociation assistée par avocat.*
- Cette procédure devrait permettre de faciliter le règlement amiable des litiges, sous l'impulsion des avocats ; en cas d'échec partiel ou total de la négociation, une passerelle vers la saisine simplifiée de la juridiction permet un traitement accéléré de l'affaire (observations et pièces des parties figurant dans l'acte de saisine).

pourrait être tirée par le juge d'un défaut de passage devant le conciliateur).

49) Conforter la médiation par :

- La désignation du magistrat coordonnateur (cf. proposition 6) et d'un référent au sein de chaque TGI ;
- L'établissement de listes de médiateurs par TGI (en lien avec le Réseau famille pour les médiateurs familiaux) ;
- La généralisation du pouvoir, aujourd'hui reconnu au juge en matière familiale, d'enjoindre les parties à rencontrer un médiateur, pour une réunion (gratuite) d'information sur la médiation.

50) **Création d'un dispositif public de médiation familiale extrajudiciaire**, aux fins de garantir la présence de services de médiation familiale sur l'ensemble du territoire et d'assurer la qualification et le contrôle des médiateurs, ainsi que la prise en charge financière de la médiation. A cette fin, la Commission préconise de s'appuyer sur l'expertise acquise par la Caisse nationale des allocations familiales et la Caisse de mutualité sociale agricole et d'associer les différents ministères concernés.

51) **Consacrer la pratique de la double convocation en matière familiale**, comme en matière de conciliation (cf. supra).

52) **Obligation de recourir à la médiation familiale pour les actions tendant à faire modifier les modalités de l'exercice de l'autorité parentale**, précédemment fixées par une décision de justice.

6. ALLEGEMENTS PROGRAMMÉS

Magistrature

FRANCE
23 octobre 2008

France

Justice Un rapport du Conseil supérieur de la magistrature amorce une autocritique et pose la question de l'indépendance

La magistrature explore son divorce avec l'opinion

Il est une autocritique inédite. Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a choisi, dans son dernier rapport annuel rendu public mercredi 22 octobre, d'aborder de front la crise de confiance qui sévit entre les Français et la justice. Le document produit par le CSM, l'organe chargé de gérer les carrières judiciaires et d'assister le président de la République dans la défense de l'indépendance de la justice, intervient en plein lit entre les magistrats et la justice des Français. Rachida

carrières, elles se concentrent aujourd'hui sur le malaise des magistrats. « Les magistrats voient des menaces sur leur indépendance », a constaté Dominique Lanuerne, conseiller d'Etat, lors d'une visite à Créteil, le 15 octobre. Le rapport décrit des magistrats sans boussole : ils « ignorent des instructions ou orientations qui se valent contradictoires : en prisonniers-réguliers, rétrograder pour l'absence d'écrit ». Le CSM critique la chancellerie : « Le ministère de la justice est loin d'être un modèle de concertation préalable. » Mais il épingle aussi les pratiques « individualistes et peu organisées » des magistrats. Même analyse sur la question lancinante du manque de moyens : si le CSM déplore la pénurie de greffiers (sans que les décisions de justice demeurent inapplicables), il critique le peu d'empressement des magistrats à accepter de travailler avec des assistants de justice ou des experts : « Le magistrat travaille généralement beaucoup, pour un produit fini le plus souvent de qualité, mais il le fait de

manière isolée (...). Cela ne favorise ni l'esprit d'équipe ni une vision large de la portée de ses décisions. » La justice doit se déposséder : « Les rites judiciaires non seulement semblent désoctés, mais aussi lourds et confus (...) D'où le sentiment que la magistrature vit hors du temps et paraît ne pas vouloir y entrer. » Le CSM souhaite que les magistrats communiquent davantage et fassent entrer les caméras dans les prétoires. Ils doivent surtout accepter les critiques : « C'est l'opacité de l'instruction judiciaire qui rend la réalité des problèmes plus à l'écart pour être qu'il ne se renouvelle qui est à l'origine de la crise de confiance du public envers elle. » Les rapports entre juges de siège, indépendants, et procureurs, soumis à la hiérarchie du garde des sceaux, apparaissent comme une cause majeure du malaise de la justice », explique le CSM. « Sous regard de la loi, nous l'angle du questionnement des juridictions, on constate que les fonctions du juge et du parquet se sont plus que jamais, éloignées dans leur pratique. » Le rapport évoque un nouveau « fossé » entre les fonctions judiciaires.

franchement réaffirmé par le biais d'instructions générales de politique pénale, de plus en plus précises et touchant presque tous les secteurs de l'action publique, de sorte que la marge de manœuvre des membres du parquet dans leur juridiction est bien plus encadrée qu'elle ne le fut. » Dans le même temps, les pouvoirs de contrôle du parquet sur la police ou l'administration pénitentiaire « se sont, si ce n'est de droit en tout cas de fait, réduits, considérablement quant à leur

place grandir et mieux reconnue par l'Etat ». Le public, lui, ne fait guère de différence entre juge et procureur : 69 % voient mal la distinction. Plus inquiétant : l'incertitude persiste chez 64 % des personnes après qu'elles ont eu affaire à la justice. Le sondage réalisé par l'IFOP pour l'occasion montre que 51 % des Français considèrent que les magistrats ne sont pas indépendants du pouvoir politique. La question est au cœur de la préoccupation des deux principales organisations de magistrats, l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui appellent à la mobilisation, jeudi 23 octobre, dans tous les tribunaux. Ils ont été rejoints par l'IO.

RÉFÉRENCES

Composition. Composé aujourd'hui de 12 magistrats et de 4 personnalités extérieures, le CSM est l'organe disciplinaire et de nomination des magistrats. Le gouvernement peut passer outre ses avis pour les nominations du parquet.

Réforme. La réforme constitutionnelle du 23 juillet va modifier la composition du CSM. Il ne sera plus présidé par le président de la République. Les juges seront minoritaires. L'actuel CSM s'y est opposé : « La France ne peut apparaître dans le concert européen comme disposant d'institutions en retrait en matière d'indépendance de la magistrature. »

ADAM SALLER

n arrêt de la CEDH sème

Les juges

TOU. SECT. 3. – Indépendance et impartialité des juridictions, 187-285.

ART. 1. – UN STATUT : L'INDÉPENDANCE DU TRIBUNAL, 188-219.

§ 1. – *Indépendance par rapport au pouvoir législatif*, 189-190.

§ 2. – *Indépendance par rapport au pouvoir exécutif*, 191-210.

§ 3. – *Indépendance à l'égard des parties*, 211-214.

§ 4. – *Indépendance par rapport à tous les pouvoirs de fait*, 215-219.

ART. 2. – UNE VERTU : L'IMPARTIALITÉ DU TRIBUNAL, 220-285.

§ 1. – *Préjugement : appréciation de l'impartialité fonctionnelle des membres de l'organe exerçant la fonction juridictionnelle*, 229-279.

§ 2. – *Préjugé : appréciation de l'impartialité personnelle des membres de l'organe exerçant la fonction juridictionnelle*, 280-285.

Juges et responsabilité

La connaissance des règles déontologiques est essentielle à l'exercice de l'indépendance, ce qui suppose aussi que leur contenu soit formulé de manière crédible. Un équilibre doit être trouvé entre l'immunité et la responsabilité, alors que le besoin des justiciables de ne plus subir passivement les conséquences des actes dommageables de la justice se manifeste comme on peut le constater par le nombre croissant des actions en responsabilité. Les procédures disciplinaires doivent alors être à la fois respectueuses de l'**indépendance** de la justice et des droits du **juge** poursuivi.

Indépendance

SECTION 3

Indépendance et impartialité des juridictions.

Statut

ART. 1^{er}. – UN STATUT : L'INDÉPENDANCE DU TRIBUNAL.

Impartialité

187. *Distinction et rapprochement des notions d'indépendance et d'impartialité. Plan.* — La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 (art. 10), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 (art. 14), la Convention européenne des droits de l'homme de 1950 (art. 6, § 1), la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (art. 47), la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et celle du Conseil constitutionnel font des qualités d'indépendance et d'impartialité du tribunal une garantie essentielle du procès équitable. Cette double exigence ne concerne pas que les juridictions *stricto sensu*, puisque toute instance disposant d'un pouvoir de juger, exerçant la fonction juridictionnelle, doit satisfaire à cette double garantie, tout au moins selon la jurisprudence de la Cour européenne. Très proches, ces deux notions ne se confondent pas : l'indépendance s'exprime en externe, par rapport à d'autres pouvoirs que le pouvoir judiciaire, celui de l'exécutif et du législatif bien sûr, mais aussi tout pouvoir de fait (celui des médias, des experts, par ex.) ou encore le pouvoir des parties. Elle relève d'un statut plus ou moins protecteur. L'impartialité est davantage liée à l'organisation et au fonctionnement internes des juridictions, aux qualités personnelles du

Impartialité : une vertu

ART. 2. — UNE VERTU : L'IMPARTIALITÉ DU TRIBUNAL.

220. *Problématique. Conception objective ou subjective ? Impartialité fonctionnelle et impartialité personnelle.* — « Tu n'auras pas de partialité », ainsi s'expriment les textes bibliques (Deutéronome, 1. 17 ; sur les aspects historiques, M. REVAULT d'ALLONES, *L'impartialité du juge. Une problématique de tous les temps : d'Aristote à Hannah Arendt*, in *L'éthique des gens de justice, Entretiens d'Aguesseau*, Limoges, 19-20 oct. 2000, 2001, Presses universitaires de Limoges, p. 183). Les membres de l'autorité judiciaire doivent satisfaire à l'obligation d'impartialité édictée à l'article 14, § 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 6, § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme, obligation qui est la traduction juridique d'une exigence de neutralité, elle-même gage de la crédibilité du juge.

Vertu et impartialité

juge ; en ce sens c'est une vertu, même si la distinction entre statut et vertu n'est que relative. L'indépendance est un préalable à l'impartialité ; on ne peut être impartial si déjà on n'est pas indépendant ; mais, à l'inverse, un juge indépendant de tout pouvoir peut devenir partial dans un dossier particulier. En pratique, les deux notions sont souvent associées, mêlées, à tel point que la Cour européenne ne manque pas de relever que, « étant donné qu'il est difficile de dissocier la question de l'indépendance de celle de l'impartialité, il y a lieu de les étudier ensemble ». Nous les examinerons successivement, sans méconnaître la relativité de la distinction. On remarquera que l'indépendance d'esprit doit aussi animer l'expert qui ne doit pas avoir de liens avec l'une des parties (Cass. com. 28 avr. 2004, Procédures, juill. 2004, n° 162, obs. H. Croze, expert de l'article L. 615-5 du C. prop. ind., qui assiste l'huissier instrumentaire et ne doit pas être le préposé de l'une des parties).

Indépendance et parties

§ 3. – *Indépendance à l'égard des parties.*

211. *De la dépendance à la partialité ?* – On confine, dans ces hypothèses, comme on va le constater, à la question de l'impartialité du tribunal. Ce qui est en cause, c'est le mode de désignation des membres de la juridiction et de l'apparence de dépendance que les membres de l'organe peuvent donner. Mais le pouvoir exécutif n'est pas en cause, en tout cas pas directement. Ce qui est en cause, c'est le lien, plus ou moins direct, qui peut exister, institutionnellement parlant, de par la structure de l'organe, entre un juge et l'une des parties. Le comportement personnel du juge dont l'indépendance et l'impartialité sont contestées n'est pas concerné. La Cour européenne mêle souvent la question de l'indépendance à l'égard de l'exécutif à celle de l'indépendance envers les parties (CEDH 18 juin 1971, *De Wilde et alii c/Belgique*, préc.). Cette dernière n'est donc pas absente de ses préoccupations.

Parties

§ 3. – Indépendance à l'égard des parties.

211. De la dépendance à la partialité ? – On confine, dans ces hypothèses, comme on va le constater, à la question de l'impartialité du tribunal. Ce qui est en cause, c'est le mode de désignation des membres de la juridiction et de l'apparence de dépendance que les membres de l'organe peuvent donner. Mais le pouvoir exécutif n'est pas en cause, en tout cas pas directement. Ce qui est en cause, c'est le lien, plus ou moins direct, qui peut exister, institutionnellement parlant, de par la structure de l'organe, entre un juge et l'une des parties. Le comportement personnel du juge dont l'indépendance et l'impartialité sont contestées n'est pas concerné. La Cour européenne mêle souvent la question de l'indépendance à l'égard de l'exécutif à celle de l'indépendance envers les parties (CEDH 18 juin 1971, *De Wilde et alii c/Belgique*, préc.). Cette dernière n'est donc pas absente de ses préoccupations.

JAF

251. Pour le juge aux affaires familiales, la réponse est plus nuancée. En effet ce juge, aux termes de l'article 1074 du nouveau code de procédure civile, est tout à la fois conciliateur, juge de la mise en état, juge des référés et... juge du fond puisqu'il peut, par renvoi à l'article 247 du code civil, prononcer le divorce, quelle qu'en soit la cause, seul ou en collégialité s'il l'estime utile ou si l'une des parties le demande. Or, au cours d'une procédure de divorce, les mesures provisoires à prendre sont nombreuses : provision alimentaire, garde des enfants, mesures que le juge du fond devra reprendre ; il risque donc fort d'y avoir identité de questions traitées par le même juge, qui plus est, peut-être, juge unique du fond, et on vient de voir que cette identité de questions était l'un des éléments déterminants, selon la Cour européenne, pour apprécier le préjugé du juge, sa partialité (jurisprudence *Morel* du juge-commissaire). Le droit français connaît donc un juge à haut risque de non-conventionnalité pour cause de partialité. La seule façon, conforme à la jurisprudence de la Cour européenne, de « sauver » ce juge consisterait à lui appliquer la jurisprudence *Nortier c/Pays-Bas* (CEDH 24 août 1993, *Nortier c/Pays-Bas*, série A, n° 267, D. 1995, somm. 105, obs. J.-F. Renucci), c'est-à-dire d'admettre que, comme le juge pour enfants, il est indispensable qu'il puisse instruire (au sens civil ici), prendre des mesures provisoires et juger au fond, dans l'intérêt des époux et de leurs enfants ; il restera à en convaincre la Cour européenne !

Beaucoup de questions

JAF et référé violence

ART. 8. – LE JAF ET LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.

118. Il paraît peu probable que le JAF qui a été amené à intervenir dans le cadre du référé-violence, encore dénommé « référé-protection » en cas de violences, puisse être ensuite le JAF qui sera amené à statuer dans le cadre de la tentative de conciliation. En effet, la décision rendue au titre de l'article 220, alinéa 3, du code civil est un préjugement. En plus dans cette procédure, le JAF aura eu connaissance des éléments apportés par le ministère public. Il serait dès lors plus sain, pour la sérénité des débats, que ce soit un JAF différent qui traite du dossier dans la seconde phase de la procédure. Il est néanmoins certain que dans les petites juridictions, il risque d'y avoir un problème d'organisation. On rappellera néanmoins qu'à propos de l'impartialité du juge de la famille, la Cour de cassation (Civ. 1^{re}, 29 sept. 2004, n° 2/16. 436, Juris-Data n° 2004-02-4952, obs. A. Gouttenoire, Dr. fam. janv. 2005. 23) a estimé ce qui suit : « Le magistrat qui a précédemment un père poursuivi devant la juridiction pénale pour abandon de famille ne peut ensuite connaître en qualité de juge aux affaires familiales de la demande en réduction de la pension alimentaire dont le père a l'obligation de règlement en application de l'article 6, § 1^{er}, de la CEDH ». V. égal., D. ZEROUKI, Impartialité et exercices successifs de fonctions, le cas du juge du divorce : Dr. fam. 2002, Chron. 26.

Avocats

Déontologie

ETHIQUE ET DÉONTOLOGIE

Dans le rapport des avocats entre eux comme dans le rapport des avocats avec leur client, les contradictions, les différends, les litiges ne peuvent se régler au travers de règles morales ou éthiques, ils ont besoin d'un droit, d'un droit où chacun est à égalité vis-à-vis de l'autre et bénéficie d'un accès à un juge impartial et indépendant. La déontologie est le droit de notre profession. Nous avons le devoir de la défendre car **ce droit nous protège comme il protège le client, le public face à l'invasion des valeurs marchandes.**

C'est ce droit interne qui régle le fonctionnement de notre profession et qui nous protège des pressions de tous les pouvoirs, quels qu'ils soient. Sans cette déontologie, la profession d'avocat n'existerait plus. La seule régulation qu'elle connaîtrait alors, serait celle du marché du droit, qui les assujettirait comme mercenaires ou mercantis.

Déontologie

On doit au Bâtonnier Henry Ader, ce combat précieux, qui a permis au CNB de publier le RIN, notre règlement intérieur pour tous les barreaux de notre pays. Il ne s'agit pas là de morale proclamée mais de droits à respecter, de libertés à maintenir, d'obligations de faire et de ne pas faire, qui fédèrent les uns et les autres dans leur pratique quotidienne au service de leur client et du public.

Le cœur de la déontologie est là, le

Déontologie

DÉONTOLOGIE ET CONFRATERNITÉ

La déontologie est un droit, alors que la confraternité est un art de vivre, qui puise

Déontologie

Le cœur de la déontologie est là : le service du client et du public. C'est le sens du droit que nos instances ordinales ont à faire respecter y compris contre les intérêts corporatistes ou personnels des avocats les uns contre les autres.

Le cœur de notre profession

Déontologie

la confiance.

Lucien Karpik³ vient d'écrire : « Très tôt, les avocats ont découvert que leur indépendance individuelle était menacée par l'Etat comme par le marché et, à l'époque, bien plus par l'Etat que par le marché. C'est dans la réglementation de l'autogouvernement, c'est dans la solidarité de ceux qui partagent la même exigence qu'ils ont cherché refuge et protection. On comprend qu'ils aient défendu avec intransigeance cette « petite République ». C'est le politique qui fondamentalement justifie l'autogouvernement de la profession (...) Seul l'autogouvernement par l'usage de son pouvoir réglementaire, peut instaurer des garanties collectives en faveur des clients en imposant des obligations communes à l'ensemble de la profession. Ces dispositifs de contrôle permettent d'ajuster les risques courus par les clients à la confiance disponible. Et, à la différence de l'état, il peut y parvenir en tenant des contraintes parfois subtiles qui régissent la production du service personnalisé. Si malgré les dangers qu'elle recèle pour les clients, la profession libérale a jusqu'ici partout subsisté, c'est qu'elle concilie au mieux, comparée aux autres formes d'organisation de la production, l'efficacité du service personnalisé et la confiance de la clientèle. »⁴

L'indépendance du médiateur

Par la déontologie

Le médiateur familial est professionnellement indépendant et doit protéger son indépendance, en particulier vis-à-vis de l'organisme dans lequel il travaille le cas échéant, mais aussi, y compris dans les cas de médiation ordonnée en justice.

Être indépendant
et devoir protéger son indépendance

L'indépendance professionnelle

Lien de subordination

mandat

Neutralité

CHAPITRE I : INDEPENDANCE ET NEUTRALITE

Le médiateur ne doit pas entreprendre une médiation, ou la poursuivre, sans avoir fait connaître les circonstances qui pourraient affecter son indépendance ou conduire à un conflit d'intérêt, ou être considérés comme tels. Cette obligation subsiste tout au long de la procédure.

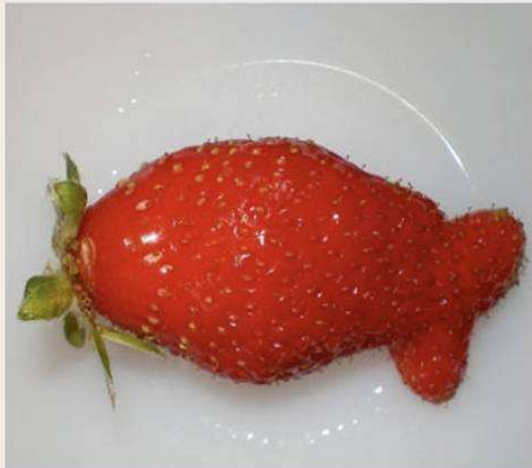
Ces circonstances sont notamment :

- toute relation personnelle ou professionnelle avec l'une des parties ;
- tout intérêt financier ou autre, direct ou indirect, dans l'issue de la médiation ; ou
- le fait que le médiateur ou un membre de son cabinet ait agi en une qualité autre que celle de médiateur pour une des parties.

Dans des cas semblables, le médiateur ne peut accepter ou poursuivre la médiation que s'il est certain d'être en mesure de mener à bien la médiation en toute indépendance et neutralité afin de garantir une totale impartialité, et que les parties y consentent expressément.

Option ouverte

Poisson-fraise



Autre schéma

L'indépendance du médiateur

Article 4.- CHAMP D'INTERVENTION ET ÉTHIQUE DU MÉDIATEUR FAMILIAL

L'exercice de la médiation familiale implique de la part du médiateur impartialité et neutralité vis-à-vis des personnes. Le processus ne s'engage qu'en présence des personnes concernées.

L'indépendance

Le médiateur s'interdit :

- a.- d'intervenir dans des médiations impliquant ses propres relations ;
- b.- d'obtenir l'adhésion à un accord qui ne serait pas librement consenti ;

Se récuser ou se déporter

L'indépendance

- c.- d'offrir à ses clients ses services sortant du champ de la médiation en matière familiale;
- d.- d'exercer, avec les mêmes personnes, une autre fonction que celle de médiateur.

Se limiter

L'indépendance

Le médiateur a l'obligation, à cet égard, de préciser aux parties que conseils d'ordre juridique et/ou psychologique peuvent être obtenus d'un autre professionnel du droit ou des sciences humaines dont elles ont le libre choix.

L'indépendance par le regard appuyé des autres

Indépendance et impartialité

TITRE II INDEPENDANCE ET IMPARTIALITE

Impartialité

CHAPITRE II : IMPARTIALITE

Le médiateur doit agir en toutes circonstances de manière impartiale avec les parties et faire en sorte que son attitude apparaisse comme telle. Il doit s'efforcer de se comporter de manière équitable vis-à-vis des parties en ce qui concerne la procédure de médiation.

3

« L'impartial attitude »

Comportement équitable en ce qui concerne la procédure

Déontologie

Les facettes de l'indépendance

intellectuelle

émotive

économique

connaissance

spirituelle

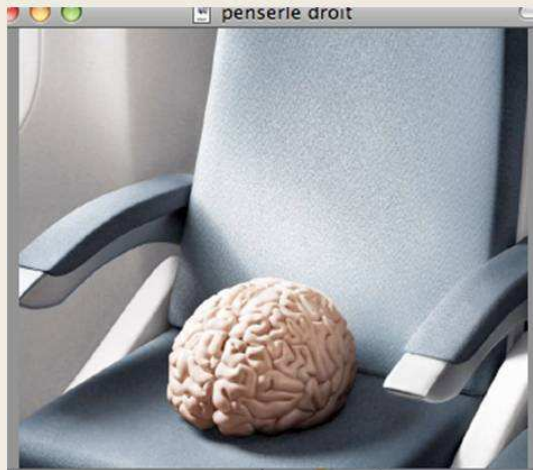
Impartial et respecté



Les risques

- Le médiateur dopé à « l'épo » de la réussite

Penser l'indépendance



Évaluer



oOo

Engagement du médiateur, engagement des personnes : à la croisée de la responsabilité et de l'autonomie

Jocelyne DAHAN

Médiatrice Familiale

Résumé

Depuis son émergence, à la fin des années 80, la médiation est fondée sur l'engagement des personnes et du médiateur.

Le Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale dans son rapport remis aux Ministères indique (chap. 1 alinéa a) l'obligation pour le médiateur de s'assurer de l'engagement volontaire et « éclairé » des personnes.

Après vingt ans de pratique, que peuvent dire les médiateurs de leur engagement ? De l'engagement des familles ? De l'articulation de ces deux engagements pour mettre en œuvre les principes fondateurs de la médiation familiale basée sur l'autonomie et la responsabilité des personnes ?

Je m'étais engagée...

Cette idée m'est venue après avoir glané des propos au cours de séances d'analyse de la pratique ou de formation, ou tout simplement au cours d'échanges entre médiateurs familiaux. Parmi ces réflexions : « moi, je ne veux pas m'engager par écrit avec les personnes » ; ou encore : « moi, je mets le logo de mon service sur les accords de médiation et le nom du médiateur, car avec la concurrence il faut bien que l'on nous repère »...

Mais que se passe-t-il donc dans le monde des médiateurs familiaux ?

L'histoire de notre Association s'est construite à partir d'un élan militant qui a accompagné des professionnels à *s'engager* vers ou dans la Médiation Familiale. C'est ainsi que *je me suis engagée* dans l'A.P.M.F. depuis 1989...

Mais au fond cela signifierait-il que l'on se soit engagé comme jadis on « s'engageait » dans une profession, par vocation ?

Je n'y crois guère, nos motivations et aspirations pour ce métier sont multiples et singulières, tout comme la rencontre avec chaque famille ; elles appartiennent à chacun d'entre nous.

L'institutionnalisation a-t-elle totalement modifié notre perception de l'exercice de notre métier ?

Je vous propose de décliner l'engagement à **quatre niveaux** car aujourd'hui je le repère de la manière suivante :

1. L'engagement pour une qualification et pour l'A.P.M.F.

Les textes sont posés, inscrits depuis 2004 et pour la plupart, nous nous sommes engagés à soumettre notre compétence - qu'elle soit acquise de façon empirique, ou à l'issue de formations - au processus de validation, afin d'être reconnus compétents à poursuivre notre activité.

Et nous savons les heures de travail que cela a représenté, mais aussi les déceptions amères de certains de ne pas se voir « reconnus » par le groupe d'appartenance professionnelle.

Certains ont résisté et résistent encore à cet examen des compétences, introspection, mise à nu, confrontation avec un jury constitué de nos pairs...

Mais cela n'a pas suffi ! Une fois ce diplôme obtenu (il n'est d'ailleurs pas très esthétique et tant d'années de travail auraient sans doute mérité un papier de meilleure qualité, mais passons...) il nous

faut encore nous soumettre à la possibilité d'être admis au sein du Collège des Médiateurs Familiaux de notre Association... et alors là !!!

A quel saint se vouer ? S'engager au respect des principes déontologiques édictés par le Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale ou au respect du Code de Déontologie de notre Association ?

Justifier d'un diplôme d'État, et comme si cela n'était pas assez, justifier d'une formation longue et spécifique à la Médiation Familiale...

Les débats sont vifs et surtout nous nous sommes souvent interrogés sur l'intérêt de rajouter une strate à des règles déjà lourdes...

Mais je ne peux pas faire l'impasse, ici, sur la formation au Diplôme D'État...

Les Centres de Formations sont autorisés par les DRASS à proposer ce dispositif de formation : onze Centres existaient avant le diplôme d'État, nous en sommes aujourd'hui à quarante...

Mais pour quoi faire ? Donner l'envie de faire à ces nouveaux diplômés tout en sachant que l'espace est réduit ? Ou, simplement, leur permettre de transposer ces nouveaux acquis à leur pratique professionnelle ?

Ces questions ne sont pas récentes et se posaient déjà, lorsque le 15 octobre 1992 a été signée la Charte Européenne des Centres de Formation.

Aux questions posées quant à la régulation de ce nombre de professionnels formés est donnée la réponse d'un accord administratif qui ne gère ni la qualité, ni les débouchés professionnels.

Ces nouveaux médiateurs risquent de ne pas rester muets. Leur désillusion sera source d'ouverture, de créativité et de changement, j'en suis persuadée !

Mais le chemin de l'engagement n'est pas terminé... il nous faut aussi, nous engager en regard des Institutions....

2. L'engagement en direction des institutions

La mise en place de la Prestation de Service a été attendue et source d'espoir pour les Associations : enfin ne plus compter six sous pour faire un Euro...

Mais le compte n'y est pas !

Là encore, un texte clair, national... et pourtant des applications hétérogènes selon que l'on est dans tel ou tel département. C'est à y perdre notre latin de médiateur : un texte national n'est-il pas applicable pour tous, par tous ?

Et les associations qui doivent s'engager, par convention, à respecter les principes déontologiques, à ne recruter que des médiateurs salariés et Diplômés d'État, à justifier de l'Analyse de la Pratique de leur médiateurs, à effectuer des informations, à appliquer un barème national, à se soumettre à un contrôle, à... le souffle me manque !

Une fois de plus la tâche se complexifie et déjà des services ferment, ne tiennent pas le coup, submergés par la houle de la professionnalisation...

Mais l'engagement est aussi en regard des prescripteurs et notamment du monde judiciaire : et là le débat va bon train : *ils veulent nous instrumentaliser* ! Le mot est lâché !!!

Mais derrière nos propos, nous médiateurs, posons nous les questions : quelles sont nos peurs ? Quelles sont nos craintes ?

Peut-être celles d'une identité professionnelle pas encore assise et clairement définie : Quel est notre métier ? Quel est notre rapport au conflit ? Quelle est notre relation à l'indépendance et à l'autonomie que nous inscrivons dans toutes les définitions ?

Et, nous le savons bien, la peur engendre souvent, un mouvement de repli, de renfermement !

Et l'engagement ne s'arrête pas aux seules institutions ; il s'inscrit aussi en regard des personnes que nous recevons...

3. L'engagement envers les personnes que nous recevons

L'engagement est posé, explicité lors du premier entretien : ne pas prendre parti, accompagner au plus près de la demande, respecter les différences... je ne vais pas égrener le chapelet que nous connaissons toutes et tous !

C'est bien dans cet espace là que l'engagement prend son sens, celui de notre métier, dans ce face à face chaque fois différent où se joue l'engagement !

Le seul engagement que je puisse alors avoir, c'est de m'interroger : « de quelle histoire va t-il s'agir ? », « de quelle nature sera ce conflit ? »

Certains d'entre nous s'engagent par écrit avec les personnes. Plus qu'un engagement limitatif, ce document est pour moi ce qui pose clairement le contour de mon mode opératoire, car il s'agit bien d'un mode opératoire professionnel.

Quant à leurs accords, cette question je me la pose depuis que j'exerce ce métier : dans un premier temps, bien entendu, j'apposais le logo de mon service et, même, en 89 ma signature.

Peu à peu, avançant dans le métier, je ne trouve plus de sens à laisser ma trace écrite. Ce document – dont le nom aussi a changé : projet d'entente, protocole d'accords et enfin, aujourd'hui accords de médiation – pourquoi y apposer mon nom ? Vais-je devoir mettre ces décisions en application ? Serais-je devenue membre de ce groupe ?

Accompagnées par le médiateur les personnes font LEUR ce document en l'écrivant, en le modifiant, en le signant.

Et au delà d'un document qui peut être homologué pour avoir force exécutoire, ce qui compte pour moi, c'est qu'il devienne une Archive Familiale qui pourrait être modifiée car la vie n'est pas statique.

Alors, pour terminer je voudrais, avec vous, aujourd'hui me poser la question : où en est mon engagement de moi à moi-même ?

4. Mais au fond qu'en est-il de mon engagement de moi à moi-même ?

C'est pour moi la question centrale. Vingt ans, c'est peu et c'est beaucoup !

Vingt années qui m'ont permis de modifier ma pratique, de la construire, d'échanger, de continuer à avancer et c'est cela l'engagement qui compte pour moi ! Lorsque je serai au bout des questions, dans la certitude du savoir, alors mon chemin aura bifurqué vers autre chose, ma place ne sera plus là...

Seul le doute peut encore m'habiter : c'est dans la réflexivité avec les personnes, dans une co-construction avec elles que je vais pouvoir avancer, sans savoir avec certitude quelle sera l'issue, mais en sachant que dans cet espace il sera bien question de LEUR conflit, de LEUR Histoire car mon propre rapport au conflit c'est ailleurs que je le parle...

C'est aussi en regardant et en nommant mes peurs : peur de l'institutionnalisation ? Non ! Et d'ailleurs beaucoup ici en souriraient car bien entendu, j'ai participé à la professionnalisation, et tant mieux !

Ce métier, aujourd'hui, n'a de sens que s'il prend appui sur une pluridisciplinarité, incluant tous les professionnels des différents champs empruntés par la médiation et certes pas dans l'exclusion de telle ou telle profession.

Le métissage des cultures professionnelles reste primordial et source de respiration pour ouvrir davantage le champ de notre métier !

Comme le dit Nathalie Petrowski, dans son roman *Il restera toujours le Nebraska* (Boréal-1990) : « **L'engagement, c'est un mur expressément fait pour que l'on y trouve des ouvertures** ».

Certes, ces toutes dernières années ont ajouté de la complexité à la complexité (avec la création du Diplôme d'État et des modes de financement), du paradoxe à un métier construit sur le paradoxe, celui de demander à des personnes qui ne peuvent plus se parler d'accepter un face à face.

Mais nous sommes au début de cette construction, les repères vont se construire, l'identité professionnelle va se renforcer, le changement est amorcé et va se poursuivre au-delà de nos peurs, de nos réticences, de nos résistances et cela, même si elles sont aujourd'hui légitimes.

Ceux qui disaient que la Médiation Familiale manquait de fondements théoriques, peuvent ils accepter que cela soit à présent erroné ? Le nombre de médiateurs qui écrivent, conceptualisent, publient et continuent à réfléchir n'en est-il pas la preuve ?

La Médiation Familiale a aujourd'hui élargi son champ d'intervention et d'autres vont encore apparaître. De même, de nouveaux modèles apparaissent ; qu'importe celui sur lequel nous prenons appui, l'important pour chacun d'entre nous est de l'identifier.

Enfin, n'oublions pas que la Médiation Familiale reste l'un des contextes d'application de la Médiation ; se couper de ce regroupement, vouloir à tout prix être à l'extérieur n'est ce pas un risque de fracture supplémentaire ?

Quant à mon engagement au sein de l'A.P.M.F. il reste vecteur d'identité commune, lieu d'échange et d'avancée au sein duquel l'amertume n'a pas sa place.

Je m'étais engagée à être là... et une fois de plus j'apprends que l'engagement n'est pas statique et ne dépend pas de ma seule volonté !

Merci à Isabelle JUES, merci à toutes et tous, et bon vent à l'A.P.M.F. pour 20 nouvelles années de réflexion, d'échanges (souvent délicats...), bon colloque !

Je conclurai par cette phrase de Paulo Coelho : ***La liberté n'est pas l'absence d'engagement, mais la capacité de choisir.***

oOo

Engagement et militantisme : Une réponse aux conflits...

Audrey RINGOT

Médiatrice familiale

Une chose est sûre, c'est que la présence ici de chacune et de chacun, à ce Colloque des 20 ans de l'A.P.M.F., témoigne d'un engagement...d'un engagement à participer aux débats, et peut-être aussi d'un engagement antérieur, personnel, professionnel dans la médiation familiale...

Je vous propose, ici, de réfléchir ensemble à ce que signifie cet engagement, à quoi et à qui il sert.

Pour illustrer mon propos, j'ai choisi de partir de mon expérience de médiatrice familiale, de mon engagement au sein de l'A.P.M.F.. Au croisement de ces chemins, j'ai pu repérer et nommer quelques uns des sens possibles de l'engagement.

1 – En premier lieu, **s'engager nous permettrait d'être** :

C'est selon moi la fonction première de l'engagement : venir affirmer son **identité** de médiateur familial.

2 – Puis, **s'engager ce serait pour se reconnaître** :

C'est écouter ce que l'autre dit de lui y compris et surtout quand il affirme sa différence avec moi : c'est accepter cet autre, c'est le chemin de l'altérité.

3 – Ensuite, **s'engager ce serait aussi pour se dégager**, et ce dans deux acceptions :

- « Se dégager de », des pressions, des tentatives d'instrumentalisation, d'une idéologie
- Et également se dégager un espace, un horizon...

4 – Enfin, **agir son engagement, c'est militer** :

Passer à l'acte, pour agir ensemble, non pas dans la contestation, mais **pour être, se reconnaître et s'affirmer indépendamment**.

1 - D'abord, **s'engager pour être**

Puisque notre propos est de parler du sens, je vous propose un petit détour utile par le dictionnaire d'Alain Rey. Étymologiquement s'engager vient du mot « gage », qui signifie « *ce que l'on dépose ou qu'on laisse entre les mains de quelqu'un à titre de garantie* ».

En médiation, s'engager, pour le médiateur, ne signifie pas qu'il laisse en gage un objet, une somme d'argent qui garantirait le processus ou qui viendrait le remplacer en cas de défaillance. Et pourtant, chaque jour, des médiateurs familiaux s'engagent...

Quel est alors le « gage » qui vient garantir ce processus ?

Dans la séance de médiation familiale, c'est essentiellement et précisément mon engagement à tenir un cadre que je nomme, que je pose.

Or, je pense que mon engagement dans la séance procède aussi d'un autre processus d'engagement : celui qui consiste à exister en tant que médiatrice familiale dans d'autres formes de travail, dans d'autres espaces. Cet aller retour du dehors vers le dedans, et inversement, va nourrir ma posture de professionnelle, en la questionnant, en lui permettant de se chercher, d'évoluer pour s'affirmer. Sans doute peut-on faire ici une analogie avec le va-et-vient de ce qui se joue en médiation. Entre l'ici et maintenant de la séance et l'entre deux des séances.

Exister dans ces divers espaces et les investir procède d'engagements différents. Le sens de ces engagements est lié à la nature et à la fonction de ces espaces.

Pour éclairer mon propos, j'explorerai brièvement le sens de mon engagement au sein de trois espaces différents :

- Celui de l'analyse des pratiques,
- Celui de la formation continue,
- Et celui de l'adhésion aux mouvements de l'A.P.M.F. (je reviendrai plus loin sur ce que j'entends par « ces mouvements ».)

1-1 - L'analyse des pratiques et la formation continue constitue, selon moi, le paradoxe de l'obligation.

L'analyse des pratiques a un caractère obligatoire pour les médiateurs familiaux, si on se réfère aux principes déontologiques de la médiation familiale, et notamment au code de déontologie de l'A.P.M.F., à la Charte des services de la FENAMEF, et dans le cadre du conventionnement de la Prestation de Service.

On peut se demander si le fait de participer à quelque chose d'obligatoire relève d'un engagement ? Je pense que oui. Ici, je me réfère au Robert, qui définit l'action de s'engager comme « *se lier par une promesse ou une convention* » : Oui, dans ces espaces précis, le médiateur fait le choix, en adhérant ou en sollicitant la convention, de s'engager à une analyse de sa pratique.

Précisément, ce caractère est obligatoire, parce que ce sont les médiateurs familiaux eux-mêmes qui furent à l'origine de cette disposition. Elle fut avant tout souhaitée et même exigée, et non pas « subie ».

Pour autant, ce qui rend réellement l'analyse des pratiques obligatoire, c'est le choix que nous faisons de nous référer à ces principes déontologiques.

Paradoxalement, se donner pour soi-même cette obligation est un acte de liberté.

La formation continue

Tout comme l'analyse des pratiques, elle fait partie des espaces que je peux m'engager à investir.

Il s'agit alors d'un autre sens de l'engagement. Je cite encore Alain Rey : s'engager, c'est aussi « *s'aventurer, se lancer* ». Pour le médiateur familial, aller se former, c'est vouloir sortir des sentiers battus, partir à la découverte. C'est réfléchir encore à celui qu'il est, et ce, toujours dans le but d'affiner cette posture et cette identité professionnelle.

L'analyse des pratiques et la formation ont donc pour fonction de questionner notre posture et notre identité, nous permettant ainsi clarifications, réajustements, enrichissements...

Dans ces deux formes d'engagement, le mouvement est de l'autre vers moi.

Je viens chercher, prendre, demander ce dont j'ai besoin : par exemple, pour trouver des pistes qui me permettront de travailler avec tel ou tel type de situation, ou encore, pour me distancier des enjeux institutionnels de mon service et du contexte dans lequel j'interviens.

Bien sûr, dans la plupart des groupes d'analyse ou de formation, l'animateur, le superviseur ou le formateur va me proposer d'apporter ma contribution à la réflexion collective, mais le mouvement essentiel que chaque médiateur vient chercher dans ces deux espaces, c'est bien celui d'un apport pour lui-même, donné par l'autre.

1-2 - En adhérant à l'A.P.M.F., j'ai très vite découvert et compris qu'il y avait là une proposition différente, un autre mouvement. Je dirais même qu'il s'agit d'un double mouvement : je viens chercher quelque chose pour moi et en même temps j'ai envie d'aller vers l'autre, pour le découvrir, l'écouter, le convaincre aussi...

C'est passer du travail sur mon identité à un chemin vers l'altérité.

Il s'agit là d'un autre sens et d'une autre étape de l'engagement.

2 - S'engager pour se reconnaître

C'est décider d'aller écouter ce que l'autre dit de lui, y compris et surtout quand il affirme sa différence avec moi. Cet engagement est un choix : accepter cet autre, découvrir et expérimenter un chemin vers l'altérité.

C'est, concrètement, vivre au sein de cette association, un mouvement qui nous initie à l'altérité, et qui va prendre sens dans l'espace de médiation familiale.

Vingt années d'engagement au sein de l'A.P.M.F., nous ont permis d'affirmer ce que nous avons de **commun** : une identité professionnelle désormais reconnue par le Diplôme d'État, forme officielle de la reconnaissance de notre pratique.

Notre identité a été acquise grâce à l'énergie qu'ont déployée nombre de médiateurs familiaux.

Ils ont su ensemble défendre une éthique de la gestion non violente des conflits au sein de la famille.

Ils ont su, ensemble, promouvoir la nécessité d'une formation longue de qualité.

Ils ont surtout, en permanence, veillé à l'éthique de la médiation familiale.

En chemin, ces pionniers, en formant de nouveaux médiateurs, ont accueilli dans leurs rangs des praticiens venus d'horizons professionnels variés.

Cette multiplicité a certainement enrichi les débats.

En même temps, cette multiplicité a questionné, fait réagir et probablement inquiété : Qui sont ces nouveaux venus ?



Loïc Faujour - Dessin 6

L'A.P.M.F., comme l'a rappelé Isabelle Juès dans son éditorial, a été traversée par des querelles et marquée par la diversité de ses clochers. Elle a connu des temps de doute et de conflit. Au sein de l'A.P.M.F., modèles, pratiques et pouvoirs se sont confrontés, se confrontent aujourd'hui et se confronteront encore...

Se demander comment cette multiplicité a été appréhendée par chacun, nous permettra peut-être de poursuivre une réflexion constructive.

Quelle image chacun a-t-il de la diversité ? De l'autre ?

En me posant ces questions je me suis souvenu de l'ouvrage « *Conflit, mettre hors-jeu la violence* » édité par Non Violence Actualité. Les auteurs y décrivent les différentes attitudes que nous pouvons adopter face aux conflits, je pense qu'elles ont à voir avec notre réalité :

- Nier les conflits, c'est vouloir croire tous ensemble que nous ne sommes qu'un, c'est oublier que de la multiplicité peut naître le débat. C'est encore croire qu'il peut être dangereux d'être différent.

- Ne pas s'engager, c'est peut-être craindre de s'affirmer, de nommer ses désaccords. Et au-delà, il y a peut-être aussi la crainte légitime du rapport de force, peut-être qu'on ne se sent pas en sécurité pour partager ses expériences et dire sa différence...

- Imposer une réponse violente, c'est être dans le pouvoir, c'est nier la parole, l'expérience ou les compétences de l'autre.

Ces trois attitudes ne sont pas satisfaisantes parce qu'elle ne permettent pas de dépasser les conflits. Au contraire, ces positions aggravent les situations conflictuelles en introduisant l'escalade de la violence.

Une quatrième attitude serait alors de :

- Proposer une approche non violente du conflit.

Nous partageons une valeur : nous accordons une importance essentielle à la relation, au lien. C'est à ce titre-là que nous nous sommes engagés ensemble.

Dans ce sens, Miguel Benasayag nous invite à considérer l'engagement comme un pari, c'est l'engagement à partager ensemble une réflexion, en acceptant les possibles conflits.

Ainsi, à la question : Comment exister ensemble sous le même drapeau ?

Je propose de nous engager pour nous donner les moyens de construire ensemble des réponses individuellement et collectivement acceptables.

Dépasser le conflit c'est se réapproprier notre capacité à construire du commun, avec du différent.

Prendre en compte ce que d'autres praticiens ont de commun avec moi, et aussi – je veux dire « et surtout » - prendre en compte ce qu'ils ont de différent, c'est faire réellement l'expérience de l'acceptation de l'autre. C'est aussi vouloir faire moi-même ce que je propose aux personnes que j'accueille en médiation familiale.

C'est encore renoncer au pouvoir que l'on peut vouloir exercer sur l'autre pour choisir d'être responsable de ses relations, de ses engagements.

Désamorcer le conflit pour le faire évoluer vers une issue positive, c'est donc accepter la multiplicité. Ce que Miguel Benasayag nous fait découvrir dans son « *éloge du conflit* ». Trois idées dans cet ouvrage me semblent particulièrement utiles à cette réflexion...

La première idée, c'est accepter que le conflit préexiste, il est inhérent aux rapports sociaux, aux rapports humains. Quand un conflit survient, ce n'est pas un accident de parcours, c'est que nous sommes au travail de la relation.

« Et cela concerne aussi bien les situations de guerre ou de conflit social que la vie personnelle : si nous sommes souvent mal à l'aise avec nos affrontements quotidiens –avec nos amis, nos collègues, notre couple, à l'intérieur de nous-mêmes- c'est que nous agissons comme s'ils [les conflits] ne devaient pas exister, tant nous fonctionnons avec les catégories de l'harmonie : « harmonie du couple », « harmonie intérieure »...C'est là un symptôme de la société disciplinaire enkystée en nous-mêmes, qui nous rend incapable d'assumer cette réalité autrement que comme un accident regrettable. » (M. Benasayag).

La deuxième idée, c'est que le conflit est un passage dans lequel on peut construire quelque chose...en attendant le prochain conflit.

La troisième, c'est que dans le pari de l'engagement, on peut choisir le « *non agir* » face au conflit. Non agir, ce n'est pas ne rien faire, c'est agir en quittant la logique de l'affrontement, pour développer de la puissance à débattre.

Transformer le conflit en un débat constructif, c'est profiter de la valeur ajoutée que constituent les apports de ces autres venus s'engager à nos côtés.

Accepter ce choix de l'altérité et de la multiplicité... C'est une démarche qui peut faire peur. C'est pourquoi je pense qu'il est indispensable que nous puissions régulièrement nous redire ce que nous avons en commun : nos besoins, nos intérêts et nos valeurs.

Nous avons besoin d'avoir une identité commune qui soit reconnue.

Notre intérêt est que nous puissions être une force, ensemble la reconnaissance est plus facile. C'est d'ailleurs ainsi que nous pouvons contribuer à la diffusion de l'esprit de la médiation. Pour mémoire, c'est là une orientation votée lors de l'Assemblée Générale. Pour illustrer cette voie, je citerai ici, mon amie Martine Murer, administratrice, qui nous rappelait récemment en Conseil d'Administration, qu'il appartient à l'A.P.M.F. d'assurer qu'une pluralité de personnes porte une parole représentant les médiateurs familiaux au sein des différentes instances où l'A.P.M.F. est consultée.

Nos valeurs ce sont nos principes éthiques garants des fondements de la médiation familiale.

Une fois ce commun établi et accepté par chacun, nous pourrons continuer de travailler avec ce nouveau paradigme :

La médiation familiale au sein de l'A.P.M.F., c'est choisir de nous engager dans l'altérité et accepter d'y rencontrer le conflit parce que nous faisons le pari de nous enrichir de la multiplicité.

Comment ?

Au sein de l'A.P.M.F., des espaces de débats existent déjà :

Les différentes commissions, la revue, les rencontres organisées en région, le Collège des médiateurs familiaux constituent autant d'espaces de partages et de confrontations.

Dans ces espaces et ces temps ainsi définis, nous avons la possibilité d'exprimer nos questions, nos doutes, nos positions. Il nous appartient d'en faire aussi les lieux de la résolution non violente des conflits.

Comment ?

En acceptant la rencontre et l'expression de nos désaccords.

En identifiant la cause des conflits. Peut-être la peur de perdre une identité commune, la coexistence de pratiques différentes, la diversité des contextes, l'institutionnalisation, les modes de financement...

Je vous propose d'apprendre ensemble à utiliser nos conflits. Si le conflit est stérile, sa résolution peut-être féconde. En effet, transformer l'affrontement en une acceptation de l'altérité et en une reconnaissance de la multiplicité nous permettra de créer une valeur ajoutée à notre réflexion.

Ce travail participera en effet, à poursuivre l'un des objectifs, que l'A.P.M.F. s'est fixée : « *garantir l'éthique et les conditions professionnelles nécessaires à l'exercice de la médiation familiale... poursuivre toute action visant la pratique et la recherche...* ». (cf. statuts de l'A.P.M.F. art.

Cette conviction est si ancrée, que nous l'avons à nouveau déclinée lors de notre Assemblée Générale 2007. Nous avons alors voté une orientation, sans doute la plus importante : « *Se donner les moyens de produire une recherche et poursuivre la conceptualisation de la médiation familiale à partir de nos pratiques.* » Et je vous propose d'y ajouter « à partir de nos conflits ».

Se donner les moyens de produire une recherche et poursuivre la conceptualisation de la médiation familiale à partir de nos pratiques et à partir de nos conflits.

C'est un nouvel engagement auquel je vous invite.

3 - S'engager pour se dégager

3-1 - « Se dégager de »

J'ai créé un service de médiation familiale au sein de l'institution dans laquelle je travaille. Cela été possible parce que je me suis appuyée sur la réflexion et les actions accomplies par l'A.P.M.F. depuis un certain nombre d'années. Cette reconnaissance déjà acquise a permis de donner du crédit aux propositions que je faisais.

Depuis, j'expérimente régulièrement le risque inhérent à la démarche que j'ai choisie : en étant médiatrice familiale au sein d'une institution, je suis parfois confrontée à la difficulté d'affirmer ma posture face aux logiques propres de cette institution.

Le croisement entre l'éthique de la médiation familiale et la logique institutionnelle m'amène parfois à me retrouver en conflit avec mon institution.

Mon engagement, notre engagement à l'A.P.M.F. constitue alors une ressource :

- Venir échanger ici, à propos de ce qui se joue dans l'institution, me permet d'abord de trouver une distance nécessaire à la prise de recul, dans un cadre éthique qui me procure une réassurance.
- Pouvoir en débattre, parce que les espaces de l'A.P.M.F. le permettent, enrichit la réflexion collective. Cela me permet aussi de regarder autrement le conflit que je vis avec mon institution.
- Enfin, penser l'institution en dehors de l'institution, sans vouloir nier ses logiques, c'est accepter une nouvelle multiplicité, croire en cette altérité-là aussi, parce que nos débats constituent une force qui peut nous aider à nous dégager des pressions institutionnelles et du risque de l'instrumentalisation.

3-2 - Se dégager des espaces, un horizon

S'engager, c'est aussi choisir de prendre part, ensemble, à ce mouvement dynamique qu'est l'A.P.M.F..

Il s'agit, pour nous, de continuer de nous affirmer face à de nouveaux enjeux :

- Quel statut souhaitons-nous ?
- Quel sens a l'évaluation en médiation familiale et pour qui ?
- Quels sont les contextes professionnels au sein desquels la médiation familiale peut exister ?

Et comment ?

- Y a-t-il des modèles en médiation familiale ? Lesquels ? Cela constitue t-il un problème ?

...

L'enjeu à venir est notre capacité à conceptualiser nos pratiques, et, au-delà de ces réflexions professionnelles sur la médiation familiale, l'enjeu n'est-il pas d'élaborer une parole et de lui donner une place dans la cité ?

Les médiateurs familiaux ont un regard particulier sur la famille, sa diversité, sur la liberté, l'altérité, le conflit...

Nous avons à le défendre et à le promouvoir ensemble...

4 - Agir son engagement, c'est militer

Si l'étymologie du mot militer nous renvoie au militari, le soldat, militer ne signifie heureusement pas entreprendre une action militaire ou violente.

Au contraire, militer c'est s'engager pour choisir d'agir ensemble, non pas dans la contestation, mais dans la construction, et surtout, comme le précise Le Petit Robert, dans une action non violente, qui vise à « *à rallier autrui à [nos] convictions* ».

Militer c'est encore vouloir se mettre au service d'une cause : en nous engageant ici, ensemble, c'est faire vivre et transmettre une culture de la médiation familiale.

Ressources :

Conflit : Mettre hors jeu la violence - B. Bayada, G. Boubault, AC. Bisot, G Gagnaire - Non-Violence Actualité

L'éloge du Conflit - Miguel Benasayag - éd. La découverte

Le Petit Robert - édition 2009

Chroniques quotidiennes d'Alain Rey (Enregistrements de France Inter)

Et pour le plaisir :

Pezzetino de Leo Leonni

oOo

PLÉNIÈRE 5 : LE CONFLIT À BRAS LE CORPS

Le conflit à bras le corps

Myriam MORANGE-ROGEZ

Médiatrice familiale

"Le conflit à bras le corps ou bras de fer ?" Le Médiateur Familial favorise l'exercice d'identités dans des territoires habituellement partagés où les frontières se resserrent...mais jusqu'où ?"

Sans revenir sur l'historique de la médiation familiale, j'évoquerai brièvement qu'il y a 13 ans, ma fonction nouvelle de Médiatrice familiale m'a conduit à apprivoiser des territoires et leurs populations dans leurs spécificités, leurs valeurs et philosophies, leurs volontés et contradictions aussi, composant avec des réticences, des résistances et des antagonismes humains que je n'ai pu ignorer qui m'ont beaucoup appris, appris à désapprendre aussi pour mieux composer avec la médiation familiale dans les évolutions législatives et sociétales qui la jalonnent.

Je ne vous cache pas qu'en découvrant le titre de cette plénière « le conflit à bras le corps » et en l'isolant de son contexte, j'ai trouvé d'un seul coup mon travail de Médiatrice familiale très lourd. Pourquoi ? Parce que dans cette expression, ce qui pouvait m'interroger ne se voyait pas. En effet, elle est habituellement précédée d'un verbe comme prendre, tenir, saisir, porter et porter le conflit à bras le corps a eu pour effet de m'interroger tant sur la portée du conflit que sur ma posture et les limites de chaque pièce du puzzle.

Je m'interrogeais sur une situation conflictuelle qui serait traitée en médiation familiale où elle n'a pas ou plus sa place parce que je suis ni thérapeute, ni juge, ni gendarme... là où il pourrait y avoir nécessité, par contre, d'un travail sur soi ou que la loi parle pour, peut-être ensuite, ouvrir la voie de possibles dans des échanges qui puissent être équilibrés, constructifs plutôt que toxiques pour les personnes.

Autrement dit, est-ce à moi médiatrice familiale de prendre le conflit à bras le corps, estimant qu'il est temps de le régler ? Et jusqu'où ? Au bras de fer ?

Il est important de garder cette question à l'esprit pour qu'il nous soit accordé du crédit en tant que professionnel dans notre mandat, parce qu'à faire peut être un peu de tout, on s'exposerait à faire de la médiation familiale une pratique confuse, ce qui ne veut pas dire que l'implication dans des actions nouvelles, surprenantes, dérangeantes, soit à exclure, bien au contraire.

Les voies que j'emprunte sont jalonnées par des remises en question qui interrogent ma responsabilité et mes limites, mes limites et celles de l'autre étranger de soi : apprendre à se méfier de soi et non de l'autre, affronter ses propres conflits pour éviter d'en créer, chercher l'intention positive de l'autre au-delà de son comportement, un apprentissage qui explore toutes les contradictions humaines dans le déroulé de mes consultations et aussi dans l'articulation des actions que je développe. Mais jusqu'où ?

Par extension si je me mets du côté des personnes auxquelles je demande s'il est possible d'apprivoiser le conflit, elles me répondent que non puisque le conflit est par principe souffrance et destruction. Toutefois dans la pratique et dans la vie de tous les jours, on s'aperçoit que le conflit est très vite apprivoisé puisque s'inscrit des semaines, des mois voire des années durant dans le parcours des personnes : « ça fait dix ans que j'ai pas parlé à mon frère »... « ça fait 2 ans qu'elle veut plus que je la touche »...

Le conflit apprivoisé serait-il le conflit qu'on étouffe ou dont on s'habitue au point d'en faire un mode de communication ?

Le conflit quelle que soit la forme qu'il prend n'est pas le conflit du médiateur, ce même conflit d'ailleurs qui est présenté au médiateur telle une propriété dont personne ne veut mais qu'aucun n'est prêt à céder :

« Vous savez c'est pas moi qui veux le conflit, c'est elle »

« Il sait qu'il a tort mais il le reconnaîtra jamais »

Ainsi, c'est aux personnes que revient la responsabilité de prendre ou non le conflit à bras le corps avec l'idée sous-jacente d'en choisir les modes de résolution qui peuvent être par eux-mêmes en médiation ou en déléguant un tiers pour le faire... le choix pouvant être aussi de se soustraire, de renoncer à participer au conflit, préférant s'en aller. Il y a des ruptures ou mises en distance qui sont une question de survie.

Ce sont aux personnes concernées à prendre à bras le corps leur conflit né d'un problème, d'un différend converti en malentendu... Le langage aurait donc ses pièges... la perception des hommes et des femmes, des hommes entre eux et des femmes entre elles, des enfants entre eux, des enfants avec leur père, des enfants avec leur mère, des pères avec leurs enfants, des mères avec leurs enfants et je pourrais remonter loin comme cela sont autant de combinaisons en accordéon qui font prendre le risque de malentendus. Ce ne sont pas forcément les personnes qui sont ambiguës il y a aussi l'ambiguïté de leurs langages.

Je serais donc ce tiers pour qui le conflit est une source d'informations qui permet d'accompagner leurs demandes, besoins et limites dans un débat d'idées retraduit plus qu'interprété, une confrontation de points de vue qui marquent leurs différences.

Tiers bien impuissant, je peux aussi baisser les bras quand un rapport de force ou bras de fer s'installe parce que le blocage lié à un problème tangent à d'autres est symptôme. La médiation est inadaptée à certaines situations qu'elle pourrait aggraver et dont personne ne sortirait indemne.

Comment travailler quand les deux sont pour la médiation et s'excluent l'un et l'autre dans toute recherche de solution ?

Les hommes et femmes que je reçois me sollicitent inquiets sur fond de culpabilité, ont un parcours conjugal qui s'est essouffé plus souvent pour l'un que pour l'autre depuis plusieurs années, sur fond de désinvestissement amoureux et affectif, violences, surinvestissement professionnel, dépendance financière, générateurs de conflits perdurant, quels que soient les milieux sociaux. Ils sont essouffés car fatigués des frustrations, d'une sexualité refusée ou qui n'est plus du jeu, des incompréhensions, des peurs, des doutes, du déficit d'information et amènent des demandes irréalistes : ils « veulent » plus qu'ils ne « peuvent » sortir de la crise souvent révélée par l'impasse ou un passage à l'acte.

Ils sont ou ont été souvent sous antidépresseurs, anxiolytiques, en arrêt de travail, ont parfois fait un séjour en unité psychiatrique ou maison de repos, se retrouvent sous l'emprise de conduites poly-addictives comme leurs ados pour certains, T.S. passées sous silence et réglées sous seing privé adultes et ados étant concernés... ou se débattent dans des violences psychologiques ou/et physiques rachetées dans les lunes de miel répétitives.

La vie conjugale doit-elle nécessairement étouffer l'expression de la personnalité ? La vie conjugale impliquerait-elle d'approprier le conflit ou le renoncement mais jusqu'où ? Certaines personnes choisissent la séparation parce qu'elles sont en situation de survie.

Je ne m'étonne plus du nombre de procédures pénales à caractère familial initiées aux détours de **conflits de personnes** instrumentalisant souvent les enfants. Entre crises de pouvoir, d'identités, confusion des rôles, frustrations, discours discriminatoires, chacun va se protéger de l'autre, résigné ou résistant, échouant sur les bancs de la Cour d'appel pour les utilisateurs de la méthode combative, convaincus que le **Juge légiférera leurs émotions dans « une guerre des tranchées » !**

Mon expérience auprès de familles aux configurations plurielles introduit d'emblée la notion d'insécurité dans des conflits instrumentaux, de besoins et de valeurs soulevant la question de l'identité, de l'exercice de deux identités dans la relation à l'enfant sur un territoire habituellement partagé dont les frontières vont se négocier serrées avec la rupture ou avec l'autre, cet autre à cause de qui tout a échoué ou grâce à qui tout peut remarcher :

Quel crédit d'enfant je t'accorderais, toi qui a pris maîtresse ou amant ailleurs ?

Il nous a abandonné tous les trois, c'était en plus ma meilleure amie...

Leur mère n'est plus une mère pour mes enfants sinon elle serait pas partie avec cette bonne femme, je ferai tout pour qu'elle voit plus les filles....

Quelle place pour la femme ou l'homme que tu n'as pas su être pour moi ?

Il fait avec elle tout ce que je rêvais de faire avec lui. Mes enfants l'ont remarqué aussi ! Il peut pas bien s'en occuper avec tout ce qu'ils font... ils veulent plus y aller.

Tu t'affiches avec ce conard devant les enfants, limite si tu fais pas autre chose... Tu penses aux enfants ?

Ma femme m'a fait trop de mal en partant alors elle peut rester dans son foyer maintenant, elle n'aura jamais mes gosses. Maintenant elle à qu'à revenir

Quel droit d'être parent je te donnerais, toi qui m'as brisé ?

Mes enfants et moi souffrons trop, regarde ce que tu as fait de moi...j'ai perdu 30kgs, tu voudrais quand même pas avoir les enfants plus souvent, Laurie était bébé quand tu m'as quitté.

Tu vas quand même pas venir t'afficher à la fête de l'école avec tout ce que tu me fais vivre ?

Quel père ou mère peux-tu être, toi qui n'as pas su l'être en son temps ?

Pourquoi tu t'occuperais des enfants maintenant, t'étais jamais là, je me tapais tout.

Pourquoi je te donnerai mon enfant, si c'est pas marqué dans l'ordonnance, c'est que tu as droit à rien

Tu veux la résidence alternée et moi je veux qu'on discute de ma prestation compensatoire

Ainsi, un couple se délie, se déchire, se retrouve et s'effondre dans une solitude renforcée par l'incompréhension et le jugement des uns, la complaisance et le soutien des autres puis le repli des uns et des autres quand tout devient trop compliqué. Le médiateur familial permet à 3 ce qu'à 2 ou à 10 on n'arrive plus à se dire à force de conflits d'interprétation avec des personnes qui veulent plus qu'elles ne peuvent se réassurer là où l'estime de soi a été fortement malmenée.

Comment intégrer l'idée qu'on s'est trompé sur l'autre sans s'y cristalliser pour permettre de divorcer de la femme ou de l'homme que tu es mais pas de la mère ou du père de nos enfants ?

Dans les conflits parentaux, la relation qui lie l'enfant (l'enfant roi ou l'enfant tyran) avec ses deux parents est souvent malmenée et je suis confrontée à des enfants en conflits de loyautés

Je veux plus voir mon père, c'est un loser

Ma mère me dégoûte, elle fait trop souffrir mon père.

J'ai pas choisi de vivre plus chez mon père que chez ma mère, j'ai pas voulu quitter mon frère

Mon fils veut vivre avec moi, il ose pas le dire à sa mère, je vais saisir le juge

Ces mêmes enfants qui étonneront leurs parents en fin de médiation par leur aisance à reprendre des relations naturelles avec chacun d'eux

Il est allé dans le frigidaire se servir comme s'il était venu hier, ça m'a fait du bien.

La famille élargie est aussi affectée : « on ne voyait plus nos petits-enfants, on a fait valoir nos droits en justice après avoir tout essayé et maintenant, ils nous le reprochent, trouvant toujours des excuses pour ne pas nous les donner au droit de visite »...

T'as vu l'allure de ton père ? Hors de question de laisser Victor s'il ne change pas...

Tes parents gâtent trop nos enfants, je peux pas suivre maintenant que tu m'as quitté. Si tu leur dis pas je ne veux plus qu'ils y aillent.

Quelle grand-mère peux-tu être toi qui n'a jamais été là pour moi enfant ?

Ta mère veut prendre ma place auprès des enfants, dis lui qu'elle arrête sinon elle les aura plus

Pour d'autres grands-parents confrontés à la séparation des parents de leurs petits enfants

Comment on fait pour aider nos petits-enfants maintenant qu'ils se séparent ?

Les ruptures sont parfois initiées par les ados ou jeunes adultes avec un conflit mêlant résistance, force d'inertie et provocation

Mon fils est parti vivre chez sa copine, je le vois en cachette depuis la dispute avec son père qui ne bouge pas

Je veux demander une pension alimentaire à mes parents, je suis majeure, suis pas obligée de rendre compte de mes notes mais ils sont obligés de payer mes études

Le médiateur familial permet de solliciter les consciences et dynamiser les potentiels et la médiation familiale ne survivra pas à l'absence d'un de ces deux paramètres. Elle a pour finalité de donner du pouvoir aux idées d'hommes et de femmes en les amenant à les matérialiser en respect de valeurs partagées. Il s'agit sûrement pas d'être des éducateurs de parents format A4. Les parents, dont un l'est souvent par intermittence, doivent apprendre à partager l'autorité, sont présumés d'accord pour les décisions relatives à l'enfant, ce qui implique continuer à communiquer, "à faire comme avant" mais « sans l'autre » et aussi « à faire autrement qu'avant » et « avec l'autre » là où personne n'a appris.

Je peux pas vous répondre encore pour le voyage scolaire, faut que je vois.

De toutes façons ils viendront pas à la réunion, tout le monde s'en fout.

Il faut apprendre à déléguer d'un côté, à investir de l'autre et cela en plein déménagement psychologique et appauvrissement matériel. On conte, on compte les sous et les enfants même ceux qu'on n'a pas, on se les partage, on se les reprend, on choisit, on préfère, on évalue, on condamne, on jette, on n'hésite pas à faire des transactions financières avec les ados qui auraient tord de refuser ! Les individus cherchent à optimiser leurs propres avantages.

Pour d'autres la guerre s'ouvre pour une résidence alternée afin de continuer à être parents comme avant...Mais veut-on la résidence en alternance pour se venger de l'autre parent, pour ne plus payer de C.E.E. ou pour les impôts ? le résultat des résidences alternées accordées par les JAF dont ils prennent connaissance génère des angoisses dans l'imaginaire collectif qui sont à elles seules suffisantes pour enkyter un conflit.

Je fais un clin d'œil douloureux mais ces questions sont la matière brute des négociations. Recroquevillés sur leurs griefs, de nombreux parents occulteront la même ligne sur l'ordonnance du divorce *"faute de meilleur accord entre les parties"*. Le juge dit faite surtout mieux que ce qui est écrit... Le médiateur et par le processus qu'il engage à la lisière du psychologique et du juridique, se propose en possible liant pour ces familles et avec leur adhésion, s'entremet entre les personnes pour opérer des accords qui transportent avec elles des valeurs qui sont souvent restées indemnes, les ressentiments les ayant opacifié.

Des enfants vont grandir par séquences répétitives entre familles monoparentales et familles recomposées et les places et fonctions de chacun sont un peu dispersées. Ils s'attachent et ont des figures beaux-parentales et familiales multiples, doivent partager les territoires avec l'enfant de l'autre qui tourne trop autour de papa...tout le monde s'en mêle, les couples en recomposition s'interrogent sur cette entreprise de familles nombreuses si difficile et qui coûte nous qui rêvions de cocooning !

Comment être belle mère sans être marâtre ?

J'ai fait avec eux comme avec mes enfants même plus et ils viennent de me dire qu'ils m'aimeraient jamais »

Comment être beau père sans faire écran au père ?

Mes enfants ont accepté mon copain comme leur père, ils l'appellent papa, c'est le papa que je rêvais pour eux

La question de l'autorité pour ce tiers investi dans le quotidien est bien difficile : *quelle autorité tu peux avoir sur moi toi qui as pris ma mère à mon père ?*

Ma belle mère, elle s'y croit, elle veut me commander. Elle rêve !

T'as rien à dire, t'es pas mon père

Je veux plus que mes enfants soient seuls avec elle le week end, c'est leur père qui doit s'en occuper

Les enfants poussent parfois la difficulté en décidant des choses à la place des parents démunis :

Moi, je veux bien retourner chez toi, mais pas si elle est là l'autre

Arthur, le fils de mon ami, m'a injurié, je lui ai donné une claque, je n'en peux plus, sa mère a appelé pour dire qu'il ne viendrait plus et qu'elle porte plainte.

Ce soir Elodie dort là dira Thomas âgé de 16 ans, ça dérange pas !

Les enfants en risque et en danger dans les contentieux familiaux se côtoient bien plus souvent qu'on ne le pense, échappant pour un grand nombre aux statistiques et prises en charge par l'aide sociale à l'enfance ou la protection judiciaire, réponses inadaptées aussi.

Je mange plus le midi, mes parents s'engueulent pour savoir qui va payer la facture, Je vais me tirer j'en peux plus de leurs disputes,

Cette gamine vient me parler à l'infirmerie, elle supporte plus son père qui frappe sa mère.

La médiation familiale intervient sur la désescalade du conflit et pallie au danger d'errance ou de déviance associé au conflit parental ou intergénérationnel et je réinsisterai sur le fait que certains placements ou récidives de placements auraient pu être évités si le traitement du conflit familial avait été accompagné.

En prolongement, les conflits familiaux ce sont aussi des histoires de familles, de fratries, de préférences, de secrets, de non dits et les conflits de succession la plus belle expression :

Vous savez à peine mon père était froid que ma sœur prenait sa voiture. Ma mère a toujours gardé ses gosses, on est pas jaloux, d'ailleurs on a une très belle vie sans eux.

Pourquoi je les arrangerai, on m'a pas demandé mon avis quand mon père a donné le terrain à mon frère ?

Quel héritage matériel je trouverais juste quand d'héritage affectif tu as été défailante ?

Parlant de secrets, il y a parfois des situations où l'amour doit se taire au dehors :

Nous nous séparons et avons eu Amélie mais personne le sait, c'est impossible, vous comprenez pourquoi. On voudrait faire une convention entre nous.

En conclusion

Oh lala, toujours dans le conflit me direz-vous ? Très souvent, mais est-il le mien ? ... et les familles pour qui ça se passe bien et il y en a beaucoup, ne viennent pas me voir... Le conflit est la matière brute de tout changement dès lors qu'il y a liberté de dialogue dans l'affirmation de soi et reconnaissance de l'autre dans sa différence.

En exerçant ma fonction auprès des personnes, en la représentant auprès des partenaires ou des élus, en l'innovant aussi dans des expérimentations, je compose avec le droit à la liberté et à l'altérité pour une conjugaison des identités et non pas une confusion.

Comme l'amour crée l'attachement, la passion crée la dépendance. Et se pose toute la question mise sur le sens du lien La peur de perdre le lien, de manquer de lien, de rompre le lien inhibe très vite la capacité de chacun à franchir les phases du détachement ou de la bonne distance à prendre: comment s'étonner de la violence des ruptures ?

Une société de consensus crée de l'humanité... L'humanité est aussi un journal mais l'humanité une manifestation où l'agora de la fête se mêle aussi à la présentation de luttes. Vous voyez comme tout est une question de sens mis sur les mots..L'ambiguïté du langage et tous ces mots, ses jeux de mots, jeux de maux... je me et vous ferai l'économie de poursuivre.

Tout comme trop de communication tue la communication « **il dit toujours la même chose, j'arrête là** » une société de consensus tue le consensus en devenant avec les minorités qu'elle étouffe et menace dans leur identité un terreau fertile pour les conflits armés.

Tout est une question d'espace, de temps, de langage, de mesure, d'équilibre et de justesse entre le propre de l'homme et ce qui fait l'unité chez les hommes. Les orchestres en sont la plus belle expression !

Le conflit à bras le corps ou bras de fer ? Entre compassion et identification, identification et empathie... il faut de la compassion pour être empathique mais jusqu'où ? Gardons nous bien de nous faire gagner par l'usure...



Loïc Faujour - Dessin 7

Lorsque j'ai démarré ma fonction de médiatrice familiale, j'étais bien sûr bien loin d'imaginer entrer dans une ère la concernant qui se modernise, s'industrialise répondant à des appels d'offres et des économies de marchés.

Selon Edgar MORIN, *Une société s'autoproduit sans cesse parce qu'elle s'autodétruit sans cesse*. La médiation familiale s'inscrit dans de l'histoire en marche, histoires de familles et à faire de société complexes ce qui nous donne à nous, professionnels du champ de la famille, un devoir d'innovation et de coopération interdisciplinaire sans frilosité.

Mais entre clair de lune, lune de miel et clair obscur conjuguant frilosités et hardiesse, les relations amoureuses naissent, vivent et meurent et je remercie Edgar MORIN de poursuivre : « Et ce qu'il y a de très beau, c'est que les paroles d'amour sont suivies de silences d'amour »

oOo

Du bon usage du conflit

Eugène ENRIQUEZ

Professeur émérite de sociologie à Paris VII

C'est toujours un peu difficile de parler à une assemblée le dernier jour et lors de la dernière table ronde parce que vous devez être un peu fatigués mais je vais essayer de ne pas trop vous ennuyer.

Ce que je vais faire avec vous, c'est non pas discuter des questions que vous avez déjà évoquées, c'est à dire aussi bien des conflits de pratiques, des conflits de méthodes, des conflits de modèles, des conflits liés aussi aux transformations de la loi qui régit vos modes de fonctionnement, mais de ceux qui vous impliquent directement : c'est à dire des conflits que l'on peut éprouver soit à l'intérieur de soi-même, (les conflits intra-psychiques) soit dans l'inter-relation puisque vous intervenez à cet endroit, soit dans la société globale ou dans les institutions, c'est à dire les conflits qui sont en quelques sortes structuraux et qui font toujours plus ou moins peur. Ce que je voudrais examiner avec vous, c'est donc, d'abord le conflit intra psychique ensuite le conflit inter relationnel ensuite le conflit social. Je voudrais tenter de montrer chaque fois, ce qu'il en est de la nécessité du conflit, et aussi de voir dans quelle mesure ce conflit peut être analysé, traité, permettre du dynamisme, ou quand ce conflit est évité, quand il est masqué, ou quand au contraire, il demeure dans toute sa violence antagoniste, il ne permet pas ce dépassement et aboutit soit à de l'évitement de conflits, qui ressurgiront par la suite, soit à l'écrasement des conflits ou encore à une véritable guerre, dans une volonté communelle parfois totalitaire. Alors, naturellement, le conflit c'est une vieille histoire depuis toujours, on le sait depuis Caïn et Abel mais je dirais que le premier qui ait évoqué ce problème, et si j'en parle, c'est qu'il a directement influencé la pensée de Freud, c'est le philosophe présocratique Empédocle. Empédocle, un philosophe pour lequel j'ai beaucoup de sympathie, bien qu'il soit mort depuis plus de 2000 ans, voulait montrer que dans l'ensemble du cosmos, mais aussi dans l'ensemble des êtres humains et à l'intérieur des êtres humains, il fallait toujours d'un côté poser l'amour, et d'un autre côté, ce qu'il appelait la discorde, ce qu'on pourrait appeler la haine que cela nous structurait fortement et que, dans une certaine mesure, il y était nécessaire dans toutes les sociétés, pour tous les individus, de traiter ce type de question.

Donc, le problème du conflit est un problème depuis toujours. En même temps, je dirais que le problème de l'unité est aussi un problème depuis toujours. Depuis toujours, les gens veulent être cohérents avec eux-mêmes, avoir la maîtrise de ce qu'ils sont, la maîtrise de leur destin, parfois, la maîtrise des autres, l'emprise sur les autres, peuvent vouloir avoir le pouvoir, avoir des possibilités de commandement, et donc, il y a une oscillation continue entre cette idée de la division originelle, qui est portée par Empédocle, et au contraire l'idée du "un" de la totalité, formulée par un autre philosophe présocratique, Parménide.

Cette opposition millénaire est toujours présente, elle existe toujours en chacun d'entre nous et d'autre part, dans nos relations.

Essayons de voir d'abord le conflit intra-psychique.

Le conflit intra-psychique pose de façon évidente, ce en quoi il peut faire peur, cette idée de la possibilité de la perte de notre unité. Vous avez déjà vu avec d'autres, ces jours-ci, que notre unité est toujours imaginaire, une unité construite, une unité qui se fait et se défait. On a peur de perdre cette unité d'une part, parce qu'on craint de se perdre soi-même, d'autre part, parce qu'on a peur aussi de ne pas pouvoir rencontrer l'autre dans son altérité, parce qu'on suppose aussi que l'autre possède cette unité imaginaire que nous recherchons. Il peut aussi y avoir la peur, si on n'a pas d'unité, si on est fragmenté, morcelé, de se mettre à la merci de l'autre, de montrer nos faiblesses. Pourtant, nous savons bien que le conflit intra-psychique est non seulement nécessaire, mais aussi structural, dans notre personnalité. Je reprends les termes freudiens de façon très rapide, conflit d'une part entre les différentes instances de la personnalité, d'autre part entre les pulsions, les impulsions, avec lesquelles nous naissons, et qui vont s'élaborer, se travailler etc.

Conflit entre ces impulsions et ces pulsions, et puis conflit aussi de nos désirs avec tout ce que nous avons intériorisé, les interdits parentaux, les interdits de la société, que nous ont transmis d'ailleurs

nos parents, notre lignée, notre région etc. et qui vont constituer ce que Freud appelait le surmoi, c'est à dire cette espèce de conscience morale, qui finit par faire, que non seulement nous acceptons un certain nombre d'interdits, mais que nous les avons suffisamment intériorisés pour nous en faire nous mêmes les porte parole. Et puis naturellement, conflit aussi avec les idéaux du Moi, parce que chacun fonctionne avec un certain type d'idéal, et quand je dis cela je ne mets pas de connotation positive sous le terme d'idéal. C'est à dire que ces derniers sont mus en quelque sorte, par une représentation d'eux-mêmes qui est, soit de devenir quelqu'un qui puisse servir la société, soit de devenir quelqu'un qui puisse avoir une emprise sur la société... soit quelqu'un qui doive se débrouiller pour résister à la société dans la mesure où il fait partie des défavorisés ... Et puis, conflit naturellement à l'intérieur du moi. Freud avait énoncé des réflexions tout à fait caustiques à son propos, il disait que le moi était comme un clown dans un cirque qui faisait semblant que tout ce qui arrivait était le fruit de sa volonté. Cela rappelle d'ailleurs le fameux aphorisme de Cocteau: "puisque ces mystères nous dépassent feignons d'en être les organisateurs."



Loïc Faujour - Dessin 8

Cela, tous les hommes politiques le répètent à l'heure actuelle, nous le savons très bien, parce qu'effectivement, les mystères les dépassent et de combien! C'est à dire que le moi, c'est en réalité mon moi qui parle en ce moment à vos "moi" de moi, c'est le produit de cet ajustement plus ou moins bien fait, de ce puzzle mal agencé que nous sommes à l'intérieur de nous mêmes. Puzzle mal agencé par nous parce que c'est ce qui nous permet aussi de nous poser des questions, d'évoluer, de nous transformer. Si nous étions totalement faits, si nous étions totalement bien formés, nous resterions toujours tels que nous sommes. Il n'y aurait pas d'évolution et c'est parce que nous rencontrons depuis notre première enfance, des paroles qui sont prononcées par nos parents, notre mère en particulier que, petit à petit, va s'organiser ce magma que sont les impulsions, les pulsions que nous avons. Il y aura ainsi toute une partie de notre "moi", de notre "je" plus exactement qui va être organisée. Et puis, comme l'ont montré beaucoup de psychanalystes, ce processus d'organisation des pulsions se continue d'autant que nous sommes des êtres totalement inachevés. Nous voyons qu'au travers de cela, nous nous débrouillons pour nous contenir et aussi pour évoluer. En même temps il y a un autre type de conflit que nous connaissons bien qui a été bien mis en évidence par Freud quand il parle du conflit entre la pulsion de vie c'est à dire cette pulsion qui nous fait nous attacher aux autres qui nous fait avoir des rapports, des liens avec les autres, sous le signe d'Éros au sens plein du terme. (La liaison érotique c'est une liaison d'amour, c'est une liaison d'amitié, de camaraderie, de fraternité etc.) et Thanatos, c'est à dire ce qui nous pousse, non seulement parfois à agresser les autres, mais parfois aussi, à vouloir les détruire, et parfois aussi, dans l'impossibilité où l'on est de le faire, de

s'auto détruire. Donc nous sommes des individus morcelés, mais cela même nous permet le dépassement, le questionnement c'est à dire que cela nous permet de sortir de ce qui serait une espèce de cuirasse caractérielle, comme disait dans le temps le psychanalyste dissident Wilhiem Reich, cuirasse caractérielle qui ferait que nous vivrions toujours dans l'assurance de nous même, dans la certitude de nos propos, de la capacité de répondre à toute chose. Vous voyez bien que dans ce cas, les réponses seraient alors stéréotypées, à ce moment là, nous resterions invinciblement figés. Mais naturellement ces conflits, il ne s'agit pas de les laisser tels quels. Il s'agit de pouvoir les analyser, les interpréter, se demander ce qu'il en est pour pouvoir entreprendre ce à quoi ce questionnement nous pousse. Soit nous le faisons seuls, l'introspection, l'auto-analyse, soit nous essayons de le faire avec des thérapeutes divers, thérapeutes divers dans lesquels je ne mets pas, et peut-être que certains trouveront que j'exagère, les thérapeutes cognitivistes, expérimentaux, qui me sont totalement étrangers, qui devraient être étrangers à tout le monde, mais ceux qui justement ne veulent pas seulement traiter les symptômes mais se demander toujours le symptôme est symptôme de quoi? Qu'est-ce que ça signifie, Quelle est la motivation derrière, quel est le drame qui se passe à l'intérieur? Et c'est pour cela qu'il y a besoin de pouvoir travailler sur soi. Et je voudrai rappeler une phrase de Nietzsche que j'aime bien et que je cite très souvent, certains peut-être qui me connaissent l'ont déjà entendue: " il faut avoir du chaos en soi pour accoucher d'une étoile qui danse." S'il n'y a pas de chaos, si on est dans la certitude on n'accouche de rien du tout. Nietzsche dit aussi, "l'être humain est le seul être qui est capable d'être surmonté" Voyez que cela aboutit à cette position que Michel Foucault nommait la capacité à se soucier de soi, à faire attention à soi, à se gouverner, capacité d'autant plus importante dans une société qui prône l'individualisme et sur laquelle je dirai quelques mots à la fin de mon propos. Je dirai que l'individualisme n'est acceptable pour moi qu'à une condition: être un individu avec les autres, en discutant avec les autres, en se confrontant aux autres et non pas un individu tout seul ce qui n'a jamais voulu rien dire puisque l'individu lui même dont je parle a été formé par les autres.

Deuxième point: le conflit inter relationnel que nous connaissons bien.

Ce conflit inter-relationnel dans lequel vous intervenez de façon continue, on peut en avoir peur aussi, parce qu'on a peur d'être faible devant l'autre, on craint de ne pas être à la hauteur et c'est une chose extrêmement importante dans notre société actuelle, qui n'est plus l' ancienne société, judéo chrétienne de la culpabilité et qui est devenue une société de la honte, comme les sociétés extrême-orientales. Ce qui veut dire que maintenant, les gens qui ne se sentent plus à la hauteur de la tâche ont honte de ne pas y parvenir et on sait bien que dans les entreprises, les dirigeants essayent de faire en sorte que vous ayez honte de ne pas réussir dans votre travail ils pourront vous renvoyer sans état d'âme ! D'autre part, on a peur aussi, dans la relation, surtout si c'est une relation amoureuse, une relation amicale très forte, d'être trop cassant, trop blessant, ce qui amène très souvent à ne pas voir les problèmes ou, quand on les voit, à les éviter, et quand on n'arrive pas à les éviter à essayer de les amadouer en les rendant plus souples, plus maniables. Cela ne veut pas dire qu'établir de bonnes relations, signifie que nous disions tout immédiatement! il faut encore que ce que nous disions ait de la pertinence. Il faut que ça puisse être entendu, que ça ait une résonance. Naturellement il faut aussi qu'il y ait une certaine décence, ce que Georges Orwell appelait la "décence ordinaire" qui consiste à ne pas trop faire intrusion dans les autres. Mais en même temps, si à certains moments, on ne traite pas la situation, on n'essaye pas de voir comment sont les problèmes et où ils sont! Et bien, vous savez ce qui arrive, c'est que les positions se figent! Que l'on se met à se cristalliser sur des positions anciennes, ces positions se développent et progressivement nous amènent à devenir ce que Nietzsche avait appelé d'un nom très beau " des êtres du ressentiment". Autant le sentiment est quelque chose d'essentiel, autant le ressentiment est quelque chose qui nous appauvrit car il nous transforme en victimes et je le dis d'autant plus qu'on est dans une société où il y a beaucoup de ressentiment et où on essaye de traiter ce ressentiments en faisant des lois et en multipliant les actions en justice.

Si on ne traite pas tout cela on va remâcher les reproches et puis en même temps on va laisser l'autre dans sa solitude. Alors, ce qui veut bien dire qu'à ce moment là, il faut aussi essayer le plus possible d'entrer dans la communication la plus authentique possible avec les autres, sans se leurrer. La communication totalement authentique n'a jamais existé et n'existera jamais, pour des raisons simples, c'est que nous avons tous droit à certains secrets. Si nous étions tous transparents les uns aux autres, si nous étions transparents à nous mêmes ce serait horrible parce qu'on verrait aussi aux fin fond de nos pulsions, des pulsions des autres, des choses que nous préférierions ne pas voir! C'était Victor Hugo qui disait, il ne faut pas aller trop profond dans les profondeurs de l'âme parce que

là, il y a des coups de feu, il y a le grisou qui va nous ensevelir. Mais si on peut essayer d'accepter un certain degré d'aide à l'autre, mais avec respect pour l'autre, avec de la considération pour ce qu'il est, ce qu'il fait on ne va pas en rester aux stéréotypes, aux idées toutes faites, on ne va pas se complaire en des postures que l'on connaît bien et surtout que l'on a bien connu à une certaine époque: l'impossibilité de communiquer. Je ne sais pas si vous vous souvenez de ces très beaux films d'Antonioni où personne ne pouvait communiquer et on vivait dans un monde totalement absurde. On ne vit dans un monde absurde que dans la mesure où l'on veut qu'il soit absurde, parce que le sens du monde, le sens de ce que nous faisons, n'est pas donné d'avance, c'est nous qui le créons et donc, au lieu d'en être là, je dirais pouvoir se remettre en question, pouvoir se risquer à la communication, et là aussi : soit dans un processus d'auto-analyse que nous pourrions poursuivre seul si nous nous en sentons capable soit en ayant recours à des tiers, à des personnes qui vont permettre de travailler sur ces liens qui se sont sclérosés et pour faire en sorte que ces liens sclérosés, reprennent de la vivacité, de la fluidité etc. Vous voyez d'ailleurs que conflit intra psychique et conflit inter relationnel sont parfaitement liés les uns aux autres. C'est dans la mesure où je peux m'interroger sur moi même, que je peux m'interroger sur la relation que j'ai avec l'autre, car si je pense que j'ai toujours raison, c'est que l'autre a toujours tort dans ces conditions là, que vais-je faire? Je vais essayer de le persuader et si je n'arrive pas à le persuader, je vais essayer de le commander et si je n'arrive pas à le commander, je vais essayer de le détruire et c'est là où nous voyons ressurgir le visage monstrueux de la haine.

Le conflit social.

On y est en plein! Pourquoi? Parce que nous sommes dans une démocratie, une démocratie inachevée, je vous l'accorde. Il n'y a jamais eu aucun régime qui ait été totalement démocratique même s'il y a eu certains régimes plus démocratiques que d'autres. Pourquoi? Parce que la démocratie est le seul régime politique qui ait posé comme fondement du régime lui même: le conflit. La concurrence économique, la compétition politique, l'émulation pédagogique, la pluralité des religions, la confrontation des idéologies etc.. C'est à dire que, alors que tous les systèmes communautaires, sectaires, totalitaires veulent que tout le monde pense de la même manière, qu'on ne voit qu'une seule tête, la démocratie se fonde sur l'idée que nous sommes tous différents et que, comme le disait le philosophe Charles Fourier, chaque être est un écart absolu par rapport à tous les autres êtres, même s'il y a des gènes communs même s'il y a des ressemblances.

Pourquoi est-ce que ça marche quand même? C'est parce que c'est un conflit généralisé avec des règles du jeu c'est à dire qu'il y a un certain nombre de lois qui sont suffisamment correctes pour être acceptables et suffisamment de lois qui si elles ne sont pas acceptables, peuvent être niées, transgressées, contestées, remises en cause, amendées. Autrement dit, il y a cette idée que chacun d'entre nous est quelqu'un qui peut intervenir directement dans la confection de la loi. Parce que, si on nie cette possibilité, on revient au rêve archaïque de l'unité, au rêve des sociétés primitives, des sociétés théoriquement sans conflit, je dis bien théoriquement parce que, ce n'est pas vrai, les tribus archaïques fonctionnent certes de façon un peu monolithique, mais les gens ne sont pas strictement les mêmes, ne sont pas totalement attachés à leur tâches, ils ont chacun leur personnalité. Donc en réalité, la tribu sans histoire, c'est un rêve d'occidental, par contre, le régime totalitaire, la volonté de tout unifier, c'est un cauchemar bien réel auquel il faut bien s'opposer. Naturellement, s'il y a trop de divisions, on risque ce que l'on risque dans notre société actuelle, c'est à dire que la société n'existe plus comme le dit Alain Touraine, que la société devienne invisible, qu'on soit dans la fragmentation sociale et que l'on soit devant des séries de petits groupes ayant chacun leurs valeurs, leurs modes de fonctionnement, leurs idéaux etc. Que rien ne fasse société, qu'il n'y ait rien qui nous permette de vivre ensemble. Autrement dit, il faut bien qu'au travers de cette fragmentation, il y ait aussi des messages de volonté de créer de l'unité en essayant de s'attaquer aux problèmes tels qu'ils sont, en s'attaquant aux inégalités sociales, en ne minimisant pas les différences etc..

J'étais très frappé par quelque chose dont vous avez dû être très frappés vous mêmes en suivant la campagne électorale de Barak Obama. Au début il ne me plaisait pas tellement pour une simple raison, je le trouvais trop style télé évangéliste et rock' star; Du côté télé évangéliste il a appris la prédication, mais en écoutant un peu ses discours, non seulement on s'aperçoit qu'il ne dit jamais "je", alors que nous avons un Président qui passe son temps à dire "je", il dit "Nous" ce qui est un point important: c'est à dire qu'il reprend quelque chose au niveau du consensus, mais qu'en même temps, quand il y a problème il ne l'escamote pas.

On l'a beaucoup embêté sur la question raciale, et si vous relisez le discours admirable qu'il a prononcé en Pennsylvanie, on s'aperçoit qu'il pose bien les questions raciales qu'il pose bien les ressentiments des noirs vis à vis des blancs, de la peur des blancs sur les noirs. Et il le dit dans un discours post racial où il tente de dépasser les antagonismes, tout en reconnaissant la force encore des préjugés.

Il essaye d'être authentique en prise avec la situation actuelle, et il est aussi spontané qu'il l'est possible à un chef d'état. Rappelons que dès 1933 dans son livre: "Who shall survive?" (qui survivra?) le psychosociologue, JL Moreno disait que les personnes qui vivent dans des "conserves culturelles" qui restent bloquées sur leurs opinions, qui sont incapables de spontanéité, de répondre avec pertinence à la situation telle qu'elle est et non pas à celle qu'ils ont anticipée, ne pourront pas survivre. C'est ce qui a motivé un dramaturge brésilien, Augusto Boal, qui vient de décéder, à inventer, ce qu'il a nommé: "le théâtre de l'opprimé" à Rio de Janeiro. Depuis vingt ans, ce modèle théâtral a essaimé dans le monde: Paris, New-York, New-Delhi... ont leur théâtre de l'opprimé. Le but est de permettre, par le jeu théâtral, aux personnes qui se sentent opprimées dans différents pays et qui n'osent pas se rebeller, de prendre conscience de leur situation, de savoir résister, de prendre la parole, de se prendre en main et aussi de ne pas transformer leurs adversaires en ennemis. Les individus retrouvent une forme "instituyente", une capacité et une spontanéité créatrice.

La possibilité de parler en son nom propre, à devenir de plus en plus autonome est de plus en plus nécessaire dans une société où nous vivons des contradictions fortes, dans un monde de plus en plus fluide, "liquide", si on reprend la notion proposée par Z Bauman.

Ce n'est que si les individus se sentent des sujets, créateurs d'histoire, s'ils sont apte à se remettre en question et à examiner les problèmes qui leur sont posés, ils pourront avoir relevé les défis de nos sociétés.

Pour conclure, je dirai que ce qui est essentiel de retenir, c'est que nous sommes tous des êtres humains inachevés qui devons travailler sur nous-mêmes et avec les autres. L'inachèvement de l'homme, c'est son destin, mais c'est en même temps sa chance, et il ne doit pas la laisser échapper.

oOo

Le juge et le conflit

Danièle GANANCIA

Vice-Présidente au TGI de Paris

Quelle est la raison d'être du juge ? C'est le conflit évidemment, puisque sa fonction c'est de trancher un litige.

Et pourtant, dans ce rôle, le juge est souvent réduit à l'impuissance, dans la matière familiale qui nous occupe. Car derrière le litige, partie émergée de l'iceberg, se cache le conflit, tissé, lui, dans les profondeurs d'une relation entre deux êtres, théâtre de l'irrationnel, de l'affectif, de l'émotionnel, voire du passionnel.

La décision du juge sera totalement vouée à l'échec, si on n'a pas d'abord traité le conflit là où il se situe, par un travail au niveau de la relation. De préférence dans un espace de dialogue, d'écoute, d'inter-compréhension, de respect mutuel, d'altérité, qui est... Devinez ?... La médiation bien sûr!

Si la médiation familiale a le vent en poupe c'est que depuis ces dernières années, vous l'avez remarqué, le conflit est devenu démodé. C'est la paix qui est maintenant très « tendance »... Ce n'est pas une simple impression respirée dans l'air du temps, c'est une disposition gravée dans le marbre de la loi. En matière familiale, le code civil, clairement, a horreur du conflit. Le mouvement s'est amorcé il y a une trentaine d'années, avec la contractualisation du divorce en 1975, et il s'est accéléré récemment. Dans la loi de 2002 sur l'autorité parentale est de 2004 sur le divorce, c'est toute une floraison de textes qui poussent les personnes aux accords. Je ne les énumérerai pas car ce serait un inventaire à la Prévert, mais en bref, on a glissé du modèle d'une justice imposée à un modèle de justice négociée, que j'appellerais même auto-normée.

La loi, qui rêve d'une famille consensuelle, a clairement posé l'accord, dans l'ordonnancement des textes, comme mode de premier de résolution des conflits. Le rôle du juge devient subsidiaire, il intervient à défaut d'accord. Et il se doit d'homologuer les accords, sauf s'il les estime contraires aux intérêts des époux et de l'enfant, ce qui est rarissime.

Voilà pourquoi la médiation familiale a conquis cette place privilégiée dans le code civil, que lui envient toutes les autres médiations, avec cette spécificité de l'injonction à l'information, qui elle-même sous-tend l'idée qu'il existe un devoir de chercher à s'entendre, que j'appelle un "devoir de dialogue" entre des personnes qui doivent maintenir des liens pacifiés entre elles.

Et ce n'est que justice... pourrais-je dire, car le dialogue est le point de départ et d'arrivée de toutes les solutions, c'est ce qui nous rend plus humains, plus civilisés, c'est le chemin obligé de la responsabilité et c'est aussi le chemin obligé de la paix. Et aujourd'hui la mission du juge elle est précisément là, merveilleusement résumée dans cette phrase du philosophe Paul Ricoeur : « *la finalité courte de l'acte de juger, c'est de trancher un litige, sa finalité longue c'est de contribuer à la paix sociale* ». Et dans notre matière, c'est la paix familiale.

Donc la meilleure façon pour le juge de remplir sa mission, c'est d'adresser les personnes en médiation, cet espace de parole et de compréhension du conflit qui ouvre le chemin de l'apaisement, sans lequel il n'y a pas de maillage ou de remaillage possible des liens familiaux.

Mais il y a un problème :

Dans cette mission, le juge va retrouver le conflit :

- Conflit avec les justiciables
- Conflit avec lui-même
- Conflit avec la médiation elle-même !

Pourquoi ?

- Conflit avec les justiciables

qui n'ont pas du tout envie d'aller en médiation... soit par besoin de poursuivre le conflit et pour certains cela peut même être une question de survie identitaire, tant les blessures sont fortes, soit

parce que le face-à-face avec l'autre, vécu comme "l'auteur de tous ses maux" est ressenti comme une violence, soit encore, parce que c'est tellement confortable de se décharger sur le juge ! Parce que lui seul, n'est-ce pas, sait ce qu'il faut faire, c'est la « vérité descendue du ciel »...

Il faut toute la pédagogie du juge pour renvoyer les personnes à leur *devoir de décision* dans un domaine, leur enfant, qui relève de leur première et seule responsabilité.

Il doit replacer les parents dans une logique d'autonomie au lieu de les maintenir dans une logique de soumission au juge, infantilisante.

- Mais c'est là que surgit le deuxième **conflit, du juge avec lui-même**

Le juge est formaté pour décider pour les autres. C'est sa logique, c'est sa culture. Voilà l'origine du taux infinitésimal de médiation ordonnées, environ 1 % du contentieux familial, (même s'il y a eu une forte progression ces dernières années).

Le plus souvent, la tendance à la toute-puissance du juge l'emporte sur le constat d'impuissance qu'il devrait faire sur sa capacité à régler correctement les conflits familiaux. Le retour fréquent des contentieux lui montre pourtant qu'aucune décision, aussi bonne soit-elle, ne peut ramener la paix entre les personnes, ni surtout leur apprendre à dialoguer, à se respecter et à construire elles-mêmes leurs solutions.

Quand le juge entre ainsi en conflit avec sa propre culture, et même avec la loi qui l'incite à recourir à la médiation, il faut l'aider. Il faut créer autour de lui des structures incitatives qui lui facilitent la tâche.

Par exemple, à Paris, les juges aux affaires familiales, avec l'aide des médiateurs, ont intégré la médiation dans le paysage judiciaire, en installant en 2007 une permanence d'information à l'étage au-dessus du service des affaires familiales. Cette permanence gratuite, est coordonnée par trois instances fédératives de médiation l'A.P.M.F., la FENAMEF et l'AME (émanation du barreau), qui organisent la permanence sur quelques demi journées à tour de rôle entre une quinzaine de services de médiation de Paris. Elle est utilisée par les juges pour faire injonction aux parties, en cours d'audience, de rencontrer un médiateur familial. Dans 85 % des cas, l'injonction débouche sur l'acceptation d'une médiation qui est alors ordonnée dans un jugement. La permanence est une incitation évidente pour les juges et une facilitation d'accès pour les justiciables. Elle a fait décoller la pratique de la médiation au tribunal : il y a eu une progression de 55 % du recours à la médiation sur la seule année 2007, avec une forte montée en puissance en 2008.

Mais pour résoudre le conflit du juge avec lui-même, peut-être la meilleure solution est-elle encore de favoriser, dans les textes, la médiation en amont de l'audience. C'est l'ambition du rapport GUINCHARD, qui préconise deux mesures intéressantes dont on espère qu'elles se traduiront bientôt dans les textes qui sont annoncés pour janvier :

- Le système de la "double convocation", que j'ai plaidé lors de mon audition devant la commission Guinchard et qui a été retenu. Du coup, anticipant sur les textes, nous avons au tribunal de Paris commencé à l'expérimenter depuis novembre, toujours avec l'aide des médiateurs. En quoi consiste la double convocation ? Dès le dépôt d'une requête sur un conflit d'autorité parentale, des cabinets-pilotes de juge aux affaires familiales adressent aux parties, en même temps que la convocation à l'audience, une convocation préalable devant le médiateur, (que j'ai baptisée C.P.M). L'objectif de cette rencontre des deux parties avec le médiateur, environ quatre à six semaines avant l'audience, est d'informer sur la médiation et de démarrer si possible un processus avant l'audience. Dans l'hypothèse idéale, le juge pourra homologuer des accords de médiation à l'audience ou renvoyer l'affaire pour poursuivre le processus (ou évidemment trancher si les parties la refusent). L'intérêt de ce système est de garantir aux personnes d'accéder au juge dans un délai rapide, c'est un filet de sécurité pour les personnes qui sont en tellement en demande de justice. Cela peut les inciter dans l'intervalle à tenter une médiation où il y aura tout à gagner et rien à perdre... Cette expérience a eu l'adhésion indispensable du barreau de Paris et a même été annoncée dans le bulletin de l'ordre des avocats.
- Deuxième proposition du rapport : ce serait *l'obligation à la médiation* pour les conflits d'autorité parentale qui ont déjà fait l'objet d'une décision de justice, et où le juge est de nouveau saisi car le conflit resurgit. Cette obligation à la médiation ne me choque pas en matière familiale, car j'estime qu'il y a un devoir d'ingérence des États et donc des juges à protéger les enfants de conflit meurtriers. Sachant qu'on ne peut évidemment obliger qu'à une rencontre de médiation et que celle-ci ne pourra se poursuivre que sur une base volontaire, qui est son essence même.

Ainsi la médiation en amont de l'audience pourra, je l'espère, introduire chez les parties et les juges un changement de culture, en imprimant une nouvelle norme, celle de la négociation et du dialogue préalable, le juge devenant le dernier recours quand cette voie a échoué.

- Mais c'est aussi là que va se révéler dans toute son ampleur le **troisième conflit, celui du juge avec la médiation elle-même...**

Car il y a une sorte de choc des cultures entre la justice et la médiation.

La justice, vous le savez, a la culture du résultat. Ce qu'elle attend de la médiation, et c'est pourquoi elle déploie beaucoup d'efforts pour la promouvoir, c'est des accords. Tangibles, concrets, qui pourront être homologués. Or de ce côté-là, il y a une grande déception des juges devant les résultats de la médiation. Je ne vais pas pratiquer ici la langue de bois car je préfère la transparence mais ce que je vais vous dire doit rester évidemment confidentiel... Il faut bien constater que les protocoles d'accord sont une denrée plutôt rare (en tout cas c'est notre expérience au tribunal de Paris) ; d'une manière générale, le nombre d'accords, même simplement verbaux, n'est pas à la hauteur des attentes des juges... Qui du coup, préfèrent juger ou tenter de concilier eux-mêmes les parties pour ne pas risquer d'allonger une procédure pour des résultats trop souvent aléatoires.

Et là, je me pose la question : est-ce que les médiateurs familiaux n'oublient pas trop souvent que l'objectif de la médiation c'est précisément d'amener les personnes à trouver elles-mêmes les bases d'un accord ? Cet accord, évidemment, ne pourra émerger qu'à la faveur du processus de rétablissement de la communication, qui est l'art de la médiation. Mais je remarque quand même que dans la définition de la médiation familiale on parle d'un "*processus de construction et de reconstruction du lien familial*" et que la recherche des accords est étrangement absente de cette définition, alors qu'elle est l'objectif de la médiation, ce qui la distingue d'autres interventions comme la thérapie, le conseil conjugal, le travail social. La médiation a une double finalité : relationnelle, avec le travail sur la communication, et pragmatique par la recherche d'accords. L'accord écrit a la vertu de sceller la parole donnée, afin qu'elle ne soit pas que "*pour-parler*", et d'inscrire dans le réel le travail fait en médiation, qui sinon paraît trop souvent virtuel.

Vous allez objecter : mais la médiation ne se résume pas à l'accord ! L'essentiel c'est le rétablissement de la relation ! C'est effectivement ce que j'ai clamé sans cesse dans mes conférences... Mais sachez que les juges ne trouvent pas la médiation achevée sans ce bout de papier qui est la preuve tangible que quelque chose s'est quand même passé, même si on est resté à mi-chemin ou dans des accords partiels.

Certes, nous sommes tous conscients que les situations adressées par la justice sont extrêmement nouées et enkystées. Certes, aussi, je vois bien sûr parfois les parents revenir illuminés, ravis de ce qui s'est passé pour eux en médiation et ils me remercient chaleureusement de les y avoir un peu fortement poussés... Mais trop souvent aussi je les vois revenir avec une distance, une réserve, une désillusion; ils me disent en « *on a déballé beaucoup de choses sur le passé mais on n'a débouché sur rien* ». Il n'y a pas eu de déclic, je ne vois pas briller dans leurs yeux l'étincelle de confiance vis-à-vis de la médiation.

Je n'ai pas de crainte que vous me soupçonniez de faire un mauvais procès, hâtif et injuste à la médiation, moi qui la soutiens depuis 15 ans... Mais je voudrais qu'on se pose la question de savoir s'il n'y aurait pas un problème de méthodes ? Est-ce qu'il n'y aurait pas, tout en restant dans l'éthique fondatrice, à dépasser les dogmes d'une médiation familiale qui, pour vouloir être chimiquement pure, s'attarde un peu trop sur le rétroviseur au lieu de vouloir regarder le pare-brise, c'est-à-dire l'avenir devant soi à construire concrètement pour les parents et les enfants ?

Lorsque j'ai pratiqué sur le terrain la médiation familiale internationale, j'ai expérimenté des pratiques qui pourraient choquer les gardiens du temple de la médiation familiale, mais qui ont été si fructueuses en termes de reprise de relations et d'accords que je me pose la question : pourquoi ne pas les utiliser davantage en médiation interne ?

Je vais en citer quelques-unes :

- D'abord, ce que j'ai appelé dans mon livre (*La médiation familiale internationale la diplomatie du cœur dans les enlèvements d'enfants*, éd. ERES) la *guidance des parents*. Voilà, le gros mot est lâché...



Loïc Faujour - Dessin 9

Bien sûr il n'est pas question pour le médiateur de voler aux personnes, serait-ce qu'une parcelle de leur liberté de décision, mais pourtant, les personnes sont dans une situation de crise aiguë, complètement désorientés, pour ne pas dire "paumés"... Une neutralité bienveillante à l'égard de chacun ne suffit peut-être pas à les aider à sortir de l'ornière. Je crois qu'ils ont besoin d'être guidés, accompagnés dans leur décision, et que, comme le dit Justin Lévesque dans son ouvrage, le médiateur doit les « *influencer avec toute son intégrité* ». Est-ce que l'intérêt supérieur de l'enfant ne pourrait pas être l'orbite sur laquelle le médiateur devrait replacer les parents de façon plus cadrante?

- Autre façon de faire : les *entretiens séparés*. Ils permettent que chacun, dans l'empathie créée par le médiateur, se sente écouté, compris dans son passé et sa souffrance et même sa peur de l'autre, qu'il n'a pas envie de rencontrer d'emblée ? Les entretiens séparés me paraissent une clé pour construire la relation de confiance forte et privilégiée avec chacun, et le sentiment de sécurité, sans laquelle la médiation ne peut totalement réussir..
- Autre méthode fructueuse : la *participation de l'enfant en médiation*, sur laquelle l'A.P.M.F. a consacré son dernier numéro, et j'ai eu le plaisir de voir que beaucoup d'entre vous partagent mon point de vue : quand les parents écoutent ensemble, en présence du médiateur, le vécu de leur enfant de la situation familiale, ils vont pouvoir mieux apprécier les besoins de l'enfant et ce sera un facteur déclenchant des accords.
- Enfin *l'association de l'avocat au processus de médiation*, surtout dans la phase préalable des accords, me paraît être un gage incontournable de la réussite de la médiation, quand on sait l'importance de l'adhésion de l'avocat à la médiation.

Quelqu'un a écrit dans la dernière revue de l'A.P.M.F. : « *avec la justice il y a à la fois collusion et collision* ». La médiation ne s'implantera vraiment dans les esprits et les palais de justice que quand on parlera, non de collusion mais de coopération, non de collision mais de différence des approches, qui doit être une confrontation de nos logiques et de nos besoins, pour avancer tous ensemble vers le développement de la médiation.

Nous avons dépassé le stade des incantations sur les vertus de la médiation. Il nous faut maintenant affronter les réalités de demain, pour que la médiation devienne une vraie alternative et prenne toute la place qu'elle mérite, au lieu de rester un remède prescrit à dose homéopathique. Pourquoi ne pas travailler tous ensemble, médiateurs, juges, avocats, pour que cette "*étincelle de la médiation*" se produise plus souvent ?

La médiation, c'est l'art de la rencontre avec l'autre, celui qui est différent de moi. Alors, abattons les frontières des réticences et des méconnaissances réciproques, et travaillons ensemble dans un partenariat indispensable entre toutes les professions.

Et puisque j'ai décidé d'être concrète, et directe (peut être un peu trop...) je propose, en guise de conclusion, à tous ceux ici qui le souhaitent, une demi journée, voire une journée de travail en commun, pour forger tous ensemble "*l'atelier de l'étincelle*"...

oOo

De la nécessité de modèles de référence pour traiter le conflit en médiation familiale.

Christine de GAULEJAC

Médiatrice familiale

Agnès VAN KOTE

Médiatrice familiale

Le conflit à bras le corps : bigre ! Il va falloir y aller car tel est l'intitulé de notre dernière plénière. Nous y voilà. Il s'agit bien avec ce satané conflit d'atteindre le cœur de la médiation. Enfin si je puis dire car il semblerait que le mot médiation ait souvent fonctionné comme une espèce d'anesthésiant avec toute sa douceur et son objectif annoncé d'apaisement. Comme si on pouvait obtenir la paix sans être passé par la case guerre, affrontement.

Pour moi le grand malentendu aujourd'hui autour de la médiation est du au fait que tout un chacun voudrait parvenir à la paix en faisant l'impasse sur le conflit et l'économie de la confrontation à l'autre et à sa liberté. Comme si l'idée de médiation pouvait comme par magie agir toute seule et résoudre tous les problèmes. Or nous savons bien, nous praticiens, qu'il n'y a rien de magique lorsque les personnes arrivent à se dégager de leur conflit. Nous savons qu'il a fallu les accompagner le long d'un chemin fait d'embûches, d'espoir et de découragement. Nous savons que pour singulier qu'il soit, ce parcours ne s'en réfère pas moins à des modèles ou à des idéals type qui renvoient à autant de références méthodologiques et théoriques apprises au cours de sa formation par le médiateur. Celles-ci sont les garde-fous permettant de jalonner le déroulement d'un processus, qui est pour les personnes celui de la réappropriation du pouvoir de décision pour elles-mêmes. La façon dont les personnes vont se saisir de la proposition de médiation est nouvelle à chaque fois. Ce qui permettra de « faire médiation » est toujours une découverte/surprise pour le médiateur. Cette découverte, j'ai la prétention de le penser, n'est pas fortuite. Elle sera le produit du dispositif mis en place, à savoir un cadre de travail proposé aux personnes par celui-ci et des modalités de fonctionnement, des règles, qu'il garantira, ce qui permettra aux personnes de se mettre au travail.

Le mot « modèle », que nous avons utilisé dans notre titre, ne recouvre pas la réalité évoquée ci-dessus. C'est un mauvais terme mais souvent utilisé dans les discussions entre médiateurs, en forme d'anathème. Il permet d'identifier ce dont nous souhaitons parler, à savoir les références enseignées dans les formations, et sur lesquels les médiateurs vont pouvoir s'appuyer pour pouvoir affronter le conflit à bras le corps. Sans remettre en question la singularité de chaque rencontre de médiation, ni mettre en doute la capacité du médiateur à prendre du recul par rapport à ses propres représentations, force est de constater que nous nous référons en situation, à certains préceptes méthodologiques pas toujours explicités. Ces derniers fonctionnent non comme une recette aux résultats assurés mais comme une trame ou un pattern sous tendant le questionnement renvoyé par le médiateur aux personnes, afin d'éclairer une meilleure compréhension que celles-ci veulent donner à leurs décisions.

Le modèle est une représentation abstraite, conçue comme une architecture, métissage de règles et de concepts, servant de garde-fou à la périlleuse et exigeante entreprise que constitue le fait d'accepter de rencontrer deux personnes en conflit entre amour et haine, pour essayer malgré tout de donner du sens à la douleur.

En effet, qui dit médiation dit conflit. Et le conflit, (je me répète) fait peur. Rétrospectivement, si j'essaie de me souvenir de mes motivations à entreprendre une formation à la médiation familiale, il y avait, je le sais maintenant, la peur bleue du conflit et mon expérience d'évitement de celui-ci afin de faire l'économie de rupture qu'il ne pouvait pas ne pas engendrer, à mes yeux. Tout plutôt que la rupture ! Naïve, je voulais aider les autres à faire ce que je ne savais pas faire moi-même, rempli de l'illusion que j'allais apprendre à « gérer » celui-ci, et ainsi me dégager de tout ce fatras de sentiments, de mesquineries, de mauvaise foi, d'aveuglement, dont je me savais capable, pour échapper à la confrontation à moi-même et à l'autre. « Gérer » est un mauvais terme lui aussi, même s'il permet dans un raccourci, d'exprimer la nécessité de pouvoir faire quelque chose du conflit et de pouvoir y faire face.

L'image qui me vient alors est celle de la tempête en mer. J'ai navigué un peu dans ma vie et eu l'occasion de me retrouver sur une mer déchaînée, avec des vents violents, des paquets de mer balayant tout sur leur passage et la peur au ventre. La seule chose stable à laquelle me raccrocher était le calme de notre capitaine accroché à sa barre, faisant face tranquillement, observant tout, tous

les sens en éveil et pouvant faire face à la situation. Voilà ce qu'il faut faire, prendre un ris, voire deux, mettre « à la cape ». Non ! Le bateau ne va pas couler. Non ! S'il se couche il se redressera. Autant de mots et d'attitudes me permettant à mon tour de trouver un espace de sécurité dans ce maelström. L'analyse que j'ai faite et l'enseignement que j'ai tirée de cette expérience est que dans les situations de crise, il est réconfortant de s'appuyer sur quelqu'un de calme pour qui cette situation de violence déchaînée des éléments n'est pas plus inquiétante que cela, car il sait qu'elle n'est pas sans issue. A un moment, la tempête va se calmer. Cette métaphore illustre le fait que la confrontation au conflit va



Loïc Faujour - Dessin 10

mobiliser la personne du médiateur à la fois sur sa posture et son implication, ses ressources internes. Le médiateur s'il est tiers n'est pas extérieur au conflit. IL est dedans, impliqué d'une façon particulière, certes différente de celle des personnes. Ce n'est pas « son » conflit. Et pourtant le conflit vécu par les personnes venu lui demander sa médiation l'implique et le questionne, le renvoie à ses propres expériences.

S'il doit y avoir médiation, cela nécessite une implication et un engagement comme nous avons pu le voir ce matin. Le médiateur est impliqué et engagé dans le conflit. Comment va-t-il pouvoir construire sa position de tiers neutre et impartial tout en étant impliqué ? C'est le fruit d'un travail de réflexivité et de construction bien particulier qui met en tension la double nécessité d'être à la fois dehors et dedans. *Comment fait-on pour être médiateur sans prendre parti ? (J. Barus-Michel)* C'est tout le défi ! Et cette posture singulière faite d'implication et d'engagement ne pourra s'apprendre et se tenir que s'il répond pour lui-même à la question du rapport qu'il entretient au conflit.

Pour faire face au conflit et ne pas se laisser engloutir, et pour continuer la métaphore maritime, le médiateur a besoin de balises et de phares. Ces repères, ces balisages ne constituent pas pour autant des modèles. Il y a illusion à penser qu'il suffit d'appuyer sur le bouton « impartialité » pour l'être, dans la situation. Le contenu des récits nous « prend à la gorge » et nous oblige à penser vite. C'est pour moi toute la difficulté à « être tiers », cette gymnastique constante entre l'écoute, la réception de la plainte et de la souffrance, racontée et déposée par les personnes et ce que je vais leur refléter, à partir de la compréhension que nous allons construire ensemble avec elles, véritable objet commun, comme le dit Claire Denis.

Le médiateur n'est jamais vierge, jamais neutre et toujours subjectif. C'est ce qui fait la force et l'intérêt de sa posture.

Cette posture est le fruit d'une construction et d'un travail de prise de conscience de ce qui m'agit, de ce par quoi j'ai été produit en tant que sujet, d'apprentissage et d'acceptation du désenchantement concernant ma volonté de toute puissance. Je ne vais pas résoudre le problème des gens à leur place, même si j'ai une vision « extralucide » de leur situation. Je ne vais pas leur proposer voire imposer un mode « d'être en famille » qui me semble plus adéquat, car ce serait le mien, pas le leur, même si je perçois qu'ils pourraient peut-être être plus confortables en faisant autrement. Par contre, je peux les interroger sur le sens et la compréhension de ce qui les motive à agir et penser ainsi, me servir de moi, de mes réactions, comme d'un miroir déformant, reflet de ma propre subjectivité, et les mettre en action, en capacité de préciser leurs propres attentes et désirs, et ainsi éviter une parole normative ou interprétative qui me propulserait hors de ma posture de tiers impartial (et du cadre de médiation).

Cette « proximité/distanciée » est très « impliquante » pour le médiateur. « Impliqué » représente l'idée d'être concerné, partie prenante, pas au-dessus, juchée sur le nuage de mon extériorité, mais prête à mettre la main à la pâte. En effet mon extériorité, ne me dégagent pas de mes affects, de mes sentiments, représentations, valeurs et autres pensées plus ou moins conscientes. Celles-ci sont présentes que je le veuille ou non dans l'espace de médiation. La seule façon d'appivoiser toutes ces choses qui m'habitent et éventuellement m'encombrent, c'est de savoir qu'elles existent et de constamment les identifier et les reconnaître pour ce qu'elles sont : le fruit de ma subjectivité. Ainsi, être au clair, autant que faire se peut, avec ma subjectivité, me rend plus disponible à recevoir celle de l'autre et à travailler avec lui. Cela pourra faciliter pour l'un et l'autre en médiation une mise à distance et un dégagement de sa propre subjectivité, qui dans le conflit nourrit les positions. Et ainsi réintroduire un peu de souplesse dans leur perception et compréhension de ce qui se passe.

Avoir raison/avoir tort. Vérité/mensonges. Paroles tellement souvent entendues en médiation. « *Mais il ment, ce n'est pas comme cela que ça s'est passé* ». « *Elle invente, après coup, des choses qui l'arrangent* ». « *Mais vous madame qui savez ce que c'est que d'avoir des enfants, vous me comprenez. Vous savez que j'ai raison* ».

Essayer de dégager dans le torrent du récit ce qui va permettre ensemble d'envisager d'autres façons de voir, de sentir, de comprendre, de réagir à un événement vécu de façons si différentes par les différents protagonistes. J'en veux pour preuve, les récits croisés quelquefois si divergents du moment de la rencontre. Ce qui a fait déclic pour l'un, est oublié par l'autre. J'avais été frappé par le récit d'un couple évoquant un escalier : l'un se voyait en haut des marches et voyait l'autre en bas, l'autre, vous l'avez compris, l'inverse. Savoir qui était en haut et qui était en bas semblait d'une grande importance pour chacun d'entre eux. Je comprendrais par la suite de la médiation que ce souvenir contenait un enjeu de taille au regard de leur mode relation. En prendre conscience aidera chacun d'entre eux à envisager la séparation différemment et ramènera un peu de sérénité.

Construire du sens sur ce que l'on vit contribue au soulagement de la douleur, explique Jacqueline Barus-Michel. Construire du sens sous le regard de celui qui fait mal dans la confrontation à sa liberté et son altérité et qui plus est, nourrir cette construction de sens de celle de l'autre, tel est le défi mais aussi ce qui fait la spécificité de ce lieu de médiation. Jean-Pierre Bonafé-Schmitt parle, en citant Habermas, de processus communicationnels d'intercompréhension (en essayant d'approcher les processus à l'œuvre en médiation). Cette construction de sens à la fois individuelle et reliée à l'autre, participe au dégagement du conflit. Compte tenu des enjeux, omniprésents, elle requiert toute la sécurité du cadre et la qualité de présence du médiateur. Elle est rendu possible par une bonne connaissance des mécanismes de la communication et particulièrement en situation conflictuelle ou d'escalade de la violence. Il y a bien là, quelque chose de l'ordre de l'apprentissage voir du changement de comportement en matière de communication, de communication sans violence. Ils rendent possible la construction de sens et sont en eux-mêmes des éléments de changement. Et puis il y a la gestion du conflit et la prise de décision. L'espace de médiation est le lieu de la parole actée, qui engage la responsabilité de chacun dans la réalité de l'accord. Nos modèles de gestion des conflits privilégient la prise en compte de la personne dans sa perception, son ressenti et ses fameux « besoins », pas si simples à faire émerger dans le conflit et à traduire, de telle façon qu'ils puissent constituer une base solide de discussion et prise de décision pour les personnes. Se sentir reconnu dans ce qui constitue intégrité, besoins et pouvoir, prendre le risque de lâcher un peu de soi, de perdre sans s'y perdre et d'aller vers une nouvelle création, où il y aura du moi, mais aussi de l'autre, dans une plus grande différenciation. Se sentir reconnu et retrouver du pouvoir sur soi pour s'engager dans la construction et la mise en œuvre d'une décision.

Ces processus de changement, de transformation de la relation conflictuelle et donc du lien ne peuvent s'activer que par l'existence d'un cadre adapté et donc opérant. Un cadre contenant, protecteur mais aussi suffisamment ouvert pour favoriser l'expression, l'intercompréhension et l'élaboration des réponses, en d'autres mots un cadre qui permette la médiation entre les personnes. Un cadre qui apporte de la sécurité dans un contexte où celle-ci a été perdue, perdue car les repères internes ont été profondément ébranlés par le bouleversement qu'apporte la séparation conjugale ou le conflit familial, sécurité mise à mal par la violence des passages à l'acte. Fragilité à l'intérieur de soi, estime de soi entamée, déprime/dépression, souffrance extrême et assauts du conflit à l'extérieur par des modes de traitements pas toujours maîtrisés, agression d'une réalité plus ou moins voulue et acceptée, irrationalités des réactions de l'autre, escalade des incompréhensions et tensions... La sécurité est un des éléments essentiels de ce cadre de médiation. Pour venir déposer son conflit en présence de l'autre protagoniste, il faut retrouver un minimum de confiance. Et pour faire confiance à ce lieu que l'on ne connaît pas, il faut faire rapidement l'expérience de la sécurité qu'il assure. Se sentir protégé des enjeux et pressions du conflit, rassuré en présence de l'autre, et guidé dans des modalités de reprise de contact ou de communication différente, moins violente, en rupture avec l'enfermement de l'escalade symétrique conflictuelle. Cette sécurité procède de la sécurité intérieure du médiateur, de son mode interne d'être à l'autre en situation de conflit. Elle procède aussi de ces éléments permanents plus tangibles, énoncés par le médiateur et qui prennent immédiatement sens dans la réalité de la première rencontre de médiation : le temps, quelques règles de fonctionnement (jamais plus de deux ou trois, sinon on ne les retient pas ou il est difficile de les faire respecter), la précision de l'objectif, de la tâche à accomplir, du rôle et de la place de chacun. Ce qui peut se faire et ce qui ne peut pas se faire. La délimitation du pouvoir de chacun. L'ouverture d'un possible... Et la présence du médiateur. Sa qualité de présence. Il y avait la métaphore du voilier dans la tempête. Je vous propose maintenant celle du passage délicat en escalade. La montagne après la mer... Le médiateur un peu comme celui qui assure dans un passage difficile, quand il y a du vide et que ce n'est pas aisé sur la paroi. Sur une paroi, comme en mer dans la tempête, impossible de revenir en arrière, de dire que finalement, non, on ne voulait pas être là ! Avoir choisi cette aventure, mais peut-être pas exactement ce qui se vit là, ici et maintenant. Assuré cependant par la corde fixée au baudrier. Assuré serré quand la crainte et la conscience du risque sont là et gênent ou paralysent l'action, avec la sensation de la corde qui soutient et tire. Sauf que lorsque l'on se sent prêt à faire le pas, ce qui nécessite toujours de se décoller de la paroi, de se lancer un peu dans le vide, il faut que celui qui assure donne du lest dans la corde afin qu'elle ne gêne pas le geste, l'ampleur du déplacement et parfois les tâtonnements pour trouver la prise. Assuré mais sans la sensation de la corde toujours bien présente, au cas où... Assurance plus discrète mais ô combien efficace. Une fois le passage délicat dépassé, la corde se fait à nouveau sentir, ce qui permet de récupérer de l'effort, à nouveau assuré et plus rassuré, et un peu fier de se retourner et voir la difficulté dépassée. Et la course reprend, avec un rythme, car il y a encore à faire... Sentir la présence du médiateur qui assure discrètement mais inconditionnellement dans les passages délicats de la discussion, dans ces moments de changement où l'un et l'autre prennent la mesure de la perte et acceptent de lancer le pied vers une prise que parfois ils ne voient pas. Médiateur qui tient une corde invisible qu'il tend ou relâche en fonction de la difficulté des passages traversés au cours de la médiation. Médiateur qui ne connaît pas d'emblée la trace que chacun prendra, mais qui assure les conditions de ce passage. Médiateur qui emmène jusqu'à la sortie de la voie. Confiance qui naît et s'affermie au fur et à mesure de ces passages réussis, mais aussi des tâtonnements, contournements de difficultés impossibles à prendre de front, moments de déception, ou de sentiment qu'on y arrivera jamais... Confiance dans la médiation, dans un premier temps, à défaut d'une confiance en l'autre pas si facile à redonner. Une personne dans une posture de tiers bien particulière, un cadre et une assurance comme un guide qui soutient l'effort et la recherche du passage, de la voie pas toujours tracée ou dont la trace ne convient pas aux singularités de chacun et qu'il faut réinventer chaque fois. Avec cette spécificité de la médiation où l'on est au moins trois dans la cordée, le guide qui assure et les deux personnes en conflit qui tentent de trouver le passage, avec leur guide. N'oublions jamais que si l'un tire sur la corde un peu trop violemment il peut faire dévisser l'autre au risque d'être lui aussi entraîné dans la chute... voire d'y entraîner le guide. Dans une famille en conflit lorsque l'un perd, c'est toute la famille qui perd...

Prendre à bras le corps le conflit dans le lieu de médiation, prendre à bras le corps nos conflits de médiateurs familiaux. Et si nous parlions maintenant de nous, les médiateurs. Les divergences entre nous et les tensions qui en découlent, plus ou moins violemment affirmées ou tus, néanmoins non dépassées, peuvent avoir comme conséquence la rigidité de positions conceptuelles et de modalités d'intervention, portant au cœur de la médiation nos propres conflits.

Nous savons que la confrontation au regard de l'autre et à sa différence requiert une identité forte. Notre quête de reconnaissance et notre jeunesse nous ont amené à faire corps pour faire face, à plutôt rechercher entre nous l'alter ego, l'autre nous-mêmes toujours plus rassurant dans sa similitude et sa proximité. Une identité faible développe la peur de la différence de l'autre et l'unique solution de l'exclusion. Une identité forte recherche la confrontation à cette différence, cette altérité « radicale » qui enrichit notre identité. C'est ainsi que fonctionne le chercheur scientifique, avide de toutes nouvelles publications qui nourrissent et activent la recherche et sa propre pensée. La confrontation à la différence de l'autre s'appuie sur une sécurité intérieure et une confiance en un soi professionnel de médiateur familial, ceci tant au niveau individuel que collectif, à l'intérieur de notre groupe professionnel. Face au regard de l'autre, ne cherchons-nous pas encore, par exemple, l'étayage d'une autre fonction pour présenter notre compétence de médiation ou sommes nous aujourd'hui en capacité de nous affirmer dans notre spécificité et notre appartenance à ce groupe professionnel ? Cette identité collective repose sur une acception de la médiation familiale suffisamment forte et différenciée pour la soutenir. Une acception de la médiation familiale, véritable voie en tant que telle, non référée au « judiciaire » ou au « social », dort l'existence acquiert progressivement une autonomie qui éloigne les craintes de l'assujettissement ou de la dépendance. Une acception nourrie d'une compréhension des processus à l'œuvre dans le conflit, dans sa genèse, son expression, sa résolution et son dépassement. Ce qui nécessite la recherche de références théoriques :

- a. Du côté de la psychanalyse pour ses sources inconscientes ;
- b. Du côté des psychologues pour comprendre les comportements et les échanges intersubjectifs, d'une part la théorie des systèmes et d'autre part celle de la communication ;
- c. Du côté de la sociologie et de l'anthropologie en ce qui concerne les représentations, les rôles et les statuts, l'évolution des rapports homme/femme et des rapports intrafamiliaux parents/enfants ainsi que plus généralement des systèmes de valeurs.
- d. Du côté du droit, l'évolution de la législation dans sa façon de poser la loi commune des rapports dans la société et dans la famille.

Ce qui engage à la construction de savoirs propres à la médiation familiale.

En effet cette identité collective de médiateur familial se construit dans le regard que chacun se porte et dans la confrontation à l'extérieur, mais elle se construit aussi entre nous, au fil de nos discussions et divergences quotidiennes. Si la médiation s'organise autour d'un cœur de métier, il y a plusieurs manières de conduire une médiation et de développer cette pratique. Cette diversité est faite de nos trajectoires professionnelles multiples, de nos affiliations conceptuelles, de nos réseaux, de nos appartenances et de nos personnalités. Nous privilégions tous, plus ou moins consciemment, un système de compréhension qui détermine en partie nos manières de conduire une médiation et notre posture professionnelle. Cela nous amène à acquérir une expérience singulière, à trouver des réponses originales aux questions et impasses auxquels le conflit nous accule, et ainsi construire une compétence à la fois partagée et unique. L'analyse des pratiques de médiation familiale est un lieu privilégié pour observer comment chacun va identifier et affirmer son style, sa coloration particulière, tout en vérifiant incessamment la sécurité du cadre et la pertinence des stratégies et modalités d'intervention développées. Pouvons-nous nous autoriser ces différences et tolérer une sorte d'hétérogénéité, sans qu'elle provoque une explosion entre nous ?

Et puis, au-delà de ces colorations, de ces styles, il y a les personnes en médiation qui forcent nos savoirs et la limite de nos compétences avec leurs situations toujours douloureuses et de plus en plus complexes. Pouvons-nous faire l'économie d'une observation rigoureuse, d'une curiosité aux avancées et propositions d'autres praticiens, bref d'une recherche, à partir de nos pratiques de médiation familiale. Et d'ouvrir le débat entre nous.

Décrire, rendre compte, référer à nos cadres éthiques et méthodologiques d'intervention, expliciter, questionner, analyser. Clarifier nos préférences théoriques personnelles et les expliciter. Regarder ce qui est fait et ce que cela produit, dans une démarche rigoureuse. Construire une meilleure compréhension des processus à l'œuvre dans l'espace de médiation, processus de changement, toujours intersubjectif, ô combien délicats à saisir et retraduire sans réduire leur subtilité et complexité dans l'exercice exigeant de l'écriture. Se confronter au regard de l'autre, de ses pairs. L'institutionnalisation de la médiation familiale et la mobilisation des médiateurs autour de leur reconnaissance par notre société nous a sans doute amené à taire nos différences et nos divergences. Elle a mobilisé nos énergies au détriment d'un travail de conceptualisation. Michelle Guillaume Hofnung parle de vide conceptuel en médiation. Sommes nous aujourd'hui suffisamment sur de notre compétence de médiateur familial pour nous confronter à nos différences et intégrer des apports extérieurs qui permettront à la médiation de demeurer un mouvement. C'est une manière de

faire évoluer nos modèles. En médiation nous avons hérité de modèles et de valeurs fortes associées à des personnalités engagés dans sa promotion (nous en avons cité quelques unes durant ces deux journées), ce qui nous a porté dans notre développement. Or, lorsque l'on reçoit un héritage il peut y avoir deux tentations : celle de ne pas y toucher ou celle de le disperser. La tentation de ne pas toucher à l'héritage : c'est l'écueil de le geler, de le laisser dans la vitrine du salon, stérile, au risque de l'idéalisation. La tentation de disperser l'héritage : écueil presque plus pernicieux. Chacun s'empare d'une partie de l'héritage en croyant qu'il a le tout et l'adapte à sa façon. Avec le risque qu'il y ait autant de médiations que de médiateurs, la tour de Babel.

Prendre soin de l'héritage en découvrant de nouveaux déploiements, mêmes minimes au fil de nos propres découvertes, celles que je fais, au contact de celles que d'autres ont fait...

Une manière de penser et de continuer à créer la médiation en la remodelant sans cesse...

Ce qui est important pour la cohésion entre nous, ce n'est peut-être pas l'existence de divergence mais la présence d'un désir profond de créer un tout cohérent en respectant chacun. Les grandes controverses suscitent de la créativité et de l'enrichissement. Ce colloque est une étape dans ce chemin qu'il nous reste à accomplir pour aller dans ce sens.

oOo

ATELIERS

Atelier A : « L'épiphanie des visages, dans la rencontre, entre solitude (conflit) et altérité (autrui) » « Le visage, boussole de l'éthique, dans le processus d'altérité »

Animateurs : Pierre GRAND et Didier RAGASSE

Notes prises par Hélène VIGNOLLES

*Médiatrice familiale Secteur Investigation
Médiation de la Sauvegarde du Var*

Groupe d'environ 25 personnes

Trois intervenants ont entouré cet atelier, Marie Simon fait la lecture des extraits du livre *Roman des visages* de Nicole Avril, Pierre Grand fait part de ses réflexions, de ses recherches, et Didier Ragasse enrichit de cas cliniques de situations de médiation. Chacun parle en complémentarité afin de faire vivre « le visage », de nous emporter dans nos propres représentations, de nous suggérer des images, venant aussi bien de notre monde intérieur qu'en relation avec notre monde extérieur ; (je dois me concentrer pour prendre des notes et ne rien manquer de ce qui se dit). Il est bien difficile de retranscrire cet atelier, je vous livre des mots, des phrases des expressions, qui vous emmenons vers...

Tout d'abord une définition proposée par Pierre Grand

Épiphanie : epi : au dessus, faïno, apparaître se manifester, il apparaît que être au dessus, vérité, authenticité de l'être

Visage : visume, vue

Observation, lecture du visage : éthique / séduction, regarder au delà de la forme plastique

Visage échange face à face : deux fronts s'affrontent : confrontation

Visage nudité, vérité qui donne du sens à l'humain

Visage : troubler par ses diversités

Visage : reflet sensibilité à l'âme

Visage de l'altérité : reconnaître, donner

Visage guide : personne au visage traits historique, porte la relation à l'autre, les fronts deviennent acteurs de leurs confrontation

Regardant, regarder, jeux d'attirance : gène, affrontement, coup de foudre

Disponibilité accueil : de ne rien en attendre, le rien devient la porte d'entrée, liberté de la rencontre exposé à la crainte du médiateur, il a bonne mine, son visage lui fait honneur etc parole transforme le visage,

Apprivoiser : processus dans une relation construction humaine demande un effort maintenir ouvert ce qui ne cesse de se refermer

Conflit : réponse à la souffrance, violence créée, subie; une victime crie vengeance. Les mots s'éteignent, le conflit isole, le visage se fige, silence, répétition du visage, visages s'affrontent, ils sont ennemis chacun s'efforce de détruire l'autre, le visage de l'autre s'impose, ébloui avec nous, sans nous.

Le tiers a un visage : serviteur de l'inutile, utile dans l'étrange construction ; pianiste, pas de profil unique ; ombre et lumière ;

Interrogeons nous ? Laissons les visages s'ouvrent, regard en adéquation avec le visage

Fin de la présentation, silence, pose, un temps est nécessaire pour revenir puis :

Débat

Visage approche intéressante, hostile, non reconnaissance, visage du médiateur familial de reconnaissance, sens existentiel, n'existe plus pour l'autre, négation de l'autre. Conflit de ré exister par rapport à l'autre

Envisager autrement l'autre

Dévisager

Couple arrive en médiation, nez cassé, bandage....

Affiche un grand sourire, le médiateur peut y mettre des mots

Sourire dans les moments difficiles, sourire du visage asiatique : signe de politesse extrême ou masque ???

Visage : reflet de la culture expression universelle ce qui n'est pas forcément vrai

Expression du visage n'est pas en adéquation , dissensions (ou distanciation) interne « faire bonne figure »

Aller à la rencontre, vérifier le sourire, le visage, visage fait partie du corps, langage du corps, des postures

VOIR c'est déjà ENTENDRE : Communication non verbale

Que dire du visage du médiateur ?, comparaison avec un commercial !! « accrochage » travailler professionnellement, garder la bonne distance (vient de mètre, « mettre, maître » petit clin d'œil ») si le facteur se met à lire les lettres, il n'est plus facteur. Se méfier de soi.

Empathie : distance intime autre dimension entre deux dimensions, envahissement

Visage : revissager, envisager, dévisager, envahissement,

Il y aurait il au font quelque chose de différent de ce que le visage présente ? à la recherche de l'âme ; aboutissement vie intérieur reflet extérieur

« on n'a pas sa tête », visage comme dire,

Pensée libre du preneur de notes :

Visage : figure, face, tête, frimousse, faciès, physionomie, bouille, museau, portrait, effigie qui renvoie encore à façade, facette, coté, paroi, front

Visage de profil, de face, de dos

Visage rond ovale, carré, rieur, sérieux

Voilà un voyage au pays des visages,

voyage au travers des reflets ombre et lumière,

Aller à la rencontre de ce qui se cache derrière,

Accueillir tel qu'il se montre,

Aller voir au delà tout en respectant la bonne distance,

Donner à voire,

Accueillir avec rien, interruption de soi (Pierre Grand)

Enfin une phrase de Pablo Picasso: « faut-il peindre ce qu'il y a sur le visage ? ce qu'il y a dans le visage ? ou ce qu'il y a derrière le visage ?

oOo

Atelier B : « La clause de conscience dans l'éthique du Médiateur : résistances et estime de soi dans la gestion des conflits »

Animateurs : Marie THEAULT et Jean Claude SURY

Thérapeute familiale, Médiatrice familiale, Directrice de « Hors Cadre »³⁷

Psychologue clinicien, Médiateur familial, ancien responsable pédagogique du D.E de médiateur familial

INTRODUCTION

En introduisant l'atelier par « Le déserteur », ce n'est pas, vous vous en doutez, la facilité qui était recherchée. Nous voulions vous inviter à déconstruire un peu cette notion de clause de conscience et il nous a semblé que le texte de Boris Vian s'y prêtait remarquablement.

Nous n'allons pas ici en faire l'analyse, mais nous pouvons retenir ceci : la décision de déserteur ne correspond pas à une impulsion, comme pourrait le laisser croire le texte, elle est le fruit d'une maturation qui procède d'une accumulation d'événements qui ont dramatiquement affecté l'auteur. La prise de conscience du manque de pertinence de la guerre s'origine donc dans une démarche existentielle, dans ce qu'on appellerait aujourd'hui « un vécu » où, ce qui est central, ce sont les sentiments éprouvés par un individu. Ils peuvent se retrouver chez d'autres, mais ils sont avant tout singuliers. Cette singularité n'est-elle pas consubstantielle du statut de sujet dont il était question dans le propos de Jacqueline BARUS-MICHEL ?

C'est cette subjectivité assumée qui le conduit à désobéir à l'ordre de mission, en opposant un impératif humanitaire : « *ne pas tuer des pauvres gens* », sous-entendu des gens qui n'ont pas été considérés comme titulaires de cette même subjectivité. En effet, la chair à canon, par définition, est supposée inanimée, c'est-à-dire privée d'âme, c'est-à-dire sans conscience. Permettez que nous voyions dans le poème sinon l'origine de l'objection de conscience, à tout le moins sa vulgarisation.

Vulgarisation puisqu'aussi bien l'action de cet objecteur-là ne s'arrête pas à son refus ; il entend éclairer « les autres » sur sa démarche et vise à ce qu'ils la partagent. Prosélytisme diront certains. Peut-être. Mais on peut aussi y voir la marque d'une volonté de libérer chacun de chaînes avec lesquelles « d'autres autres », si l'on peut dire, ont décidé de les entraver.

Ce passage du moi à l'Autre –décliné en plusieurs autres– illustre assez bien ce que nous allons tenter d'explorer ensemble, à savoir : le cheminement de la prise de conscience (démarche individualiste) à l'objection de conscience (à vocation altruiste) et son retour à l'individu sous forme de clause de conscience.

A la lumière de ce qui vient d'être évoqué, le lien entre altérité et liberté est nettement perceptible ; mais le conflit dans tout cela ? Nous avons en effet à l'esprit que cet atelier doit contribuer à répondre à la thématique du colloque et en l'occurrence posons dès maintenant la question : de quel conflit s'agit-il ?

Question qui en appelle immédiatement une autre : qu'est-ce qu'on entend par « apprivoisé » ? Nous comptons sur vous pour y apporter des réponses, et pour lancer le débat nous vous proposons la méthode suivante.

Dans un premier temps, nous visiterons quelques unes des définitions ayant trait à la clause de conscience, qu'elle soit présentée comme telle ou extrapolée à partir de notions proches. Nous les accepterons, si vous le voulez bien, comme des vérités provisoires permettant de baliser notre recherche.

Puis nous vous proposerons de les confronter avec deux situations³⁸ dont nous avons eu à connaître lors de séances d'analyse des pratiques que nous avons animées. Nous avons choisi d'enregistrer

³⁷ Organisme de formation autour des problématiques du couple et de la famille. www.hors-cadre-formation.fr

ces présentations en nous attachant à ce qu'elles soient le moins anecdotiques possibles et en les agrémentant de quelques remarques inductrices pour les échanges qui suivront chacune d'elles.

Dans un troisième temps, nous attendons de ces échanges qu'ils mettent l'accent sur la façon dont un médiateur peut considérer en quoi le recours à la clause de conscience est un acte positif, pour lui-même sans doute, mais aussi pour les personnes avec lesquelles il est en relation.

Clairement, on touche là au domaine de l'éthique et notre réflexion ne serait pas complète si nous ne nous attachions pas à envisager les limites de l'exercice de la clause de conscience.

PREMIÈRE PARTIE

LA CLAUSE DE CONSCIENCE

L'objection de conscience

Partons, si vous le voulez bien, de la notion d'objection de conscience. Une association, **le Réseau Hippocrate**³⁹, en dit ceci :

*Les tensions que connaissent les relations de la conscience et du droit sont aussi vieilles que le monde. Les exemples de **résistance** à une exigence tenue pour inique et abusive du législateur humain sont nombreux : il suffit de rappeler l'affrontement d'Antigone et de Créon, ou l'attitude des martyrs du christianisme.*

*Dans notre société marquée par le subjectivisme et le relativisme, quand on ne sait plus distinguer les frontières entre le bien et le mal, les droits fondamentaux de la conscience s'estompent. Ils sont confinés dans la **sphère privée**, ignorée par une sphère publique qui, sous le prétexte de tolérance, doit, en fait et paradoxalement, imposer un ordre arbitraire, émanation d'une soi-disant conscience collective, privée de transcendance et qui devient toute puissante.*

Le champ de l'objection de conscience s'élargit, en fait, à l'ensemble des citoyens, faisant appel à des enjeux de plus en plus graves, dès lors que se trouve affirmée la subordination de la loi morale à la loi civile, devise d'un régime corrompu et pour tout dire de la tyrannie.

*Le rôle de la conscience se trouve remis en cause. La réflexion doit être conduite sur le terrain de la philosophie et du droit. L'objection de conscience n'est qu'un aspect de cette réflexion. On notera qu'il s'agit d'abord d'une **affaire personnelle**, mais que la reconnaissance de son exercice, l'élargissement du domaine concerné, la référence à la notion de loi juste dans une saine démocratie et le risque de voir une généralisation de cette attitude devenir logiquement source de désagrégation du corps social tendent à en faire une question politique.*

Il nous a semblé essentiel de situer le débat dans son contexte idéologique, avant que de l'aborder pour ce qui nous concerne plus précisément. Mais il nous faut encore faire quelques détours, du côté de la clause de conscience cette fois.

La clause de conscience

- **La clause de conscience en droit français**

La clause de conscience a été officiellement établie en médecine en 1975 par la loi relative à l'avortement [art. L. 2212-8 et L. 2213-2 du code de la santé publique].

L'article 47 du code de déontologie médicale (art. R. 4127- 47 CSP) dispose que « *le médecin a le droit de refuser ses soins pour des raisons professionnelles ou personnelles* » sous réserve de cas d'urgence (art. 223 du nouveau code pénal) ou de manquement aux devoirs d'humanisme ou d'assistance.

Le motif de conscience peut constituer l'une de ces raisons personnelles. Cette faculté est reconnue aux sages femmes (art. 28 du code de déontologie) et aux chirurgiens dentistes (art. 26).

La clause de conscience se définit ainsi comme étant la faculté de refuser d'accomplir un acte médical, parce que cet acte, bien qu'autorisé par la loi, est contraire aux convictions éthiques ou religieuses de celui qui doit le pratiquer.⁴⁰

³⁸ Pour des raisons liées à l'actualité d'une des situations, nous n'en publierons qu'une dans ce document.

³⁹ Le Réseau Hippocrate réunit des professionnels de la santé : médecins, infirmières, sage-femmes, pharmaciens, etc., conscients de la nécessité de se former, de s'informer et de se concerter afin de défendre la vie et la dignité de l'homme.

Toutefois, cet article 47 du code déontologie est avant tout l'expression du **principe général selon lequel le médecin contracte librement avec tel ou tel patient, tout comme ce dernier a le libre choix de son praticien**. Et l'interprétation générale que l'on trouve à ce sujet est que le motif de conscience est un motif spécifique non couvert par cet article : c'est un motif spécifique de **refus**, de par l'**opposition à la loi** qu'il implique.

Ainsi la clause de conscience n'est-elle consacrée expressément par le législateur qu'en matière d'avortement (art. L2212-8 du code de la santé publique) et de stérilisation à visée contraceptive (art. L2123-1).

On notera cependant que l'expression "clause de conscience" ne figure pas nommément dans la loi.

C'est donc dans le champ médical que figurent les premiers éléments juridiques relatifs à cette notion et il n'est pas étonnant que les vétérinaires s'en soient emparés.⁴¹ On trouve ainsi, dans le code de déontologie de cette profession les éléments suivants :

- *La clause de conscience permet par exemple au vétérinaire de refuser de pratiquer des interventions chirurgicales non curatives (susceptibles de faire souffrir inutilement l'animal) ou de refuser d'effectuer des euthanasies « de convenance » sur des animaux sains ;*
- *Par ailleurs, le vétérinaire doit refuser de prodiguer des soins contraires à un autre devoir qui lui incombe. Ceci est le cas lorsque le propriétaire d'un animal demande au vétérinaire d'effectuer un acte pouvant avoir des conséquences néfastes pour la santé publique.*

Quittons pour l'instant le secteur de la santé et intéressons nous à la façon dont d'autres professions sont concernées par la clause de conscience.

• La clause de conscience des journalistes

Le code du travail prévoit expressément les clauses de conscience dans l'article L. 761-7.

Leur but est d'autoriser le salarié à quitter l'entreprise en cas de changement d'orientation ou de philosophie de l'entreprise.

Et pour faire bonne mesure, il est précisé :

« Dans certaines hypothèses, le journaliste qui aura démissionné percevra donc une indemnité de licenciement ».

• Le Code de déontologie des psychologues

Il fait mention d'une *clause de conscience* qui établit que *« dans toutes les circonstances où le psychologue estime ne pas pouvoir respecter ces principes, il est en droit de faire jouer la clause de conscience » (droit de réserve).*

• En lien avec le code de déontologie des avocats

La déontologie, littéralement "discours sur le devoir", indique que l'avocat ne doit pas seulement respecter des règles techniques, il doit aussi et avant tout respecter une éthique de la profession.

Celle-ci est rappelée par le serment que doit prêter l'avocat lors de l'accès à la profession de manière solennelle devant le Premier Président de la Cour d'Appel :

*"Je jure comme avocat d'exercer mes fonctions avec dignité, **conscience**, indépendance, probité et humanité."*

Des cinq vertus cardinales édictées par le serment, il en est une plus lourde de sens que toutes les autres : l'humanité.

*[...] Néanmoins, l'avocat peut refuser d'intervenir si cela l'amène à un **conflit personnel intérieur** avec ses **convictions** profondes, il bénéficie à ce titre d'une clause de conscience à l'égard de lui-même.*

⁴⁰ « Le citoyen est obligé en conscience de ne pas suivre les prescriptions des autorités civiles quand ces préceptes sont contraires aux exigences de l'ordre moral, aux droits fondamentaux des personnes ou aux enseignements de l'Evangile » (Catéchisme de l'Eglise catholique, n° 2242).

⁴¹Thèse présentée par Claire, Christiane, Cécile MARLOT - Université de Toulouse -

Ce dernier alinéa nous convient bien ; il nous permet d'examiner ce qu'il en est de la clause de conscience pour le médiateur familial et ce, à travers plusieurs textes :

- **Le code de déontologie du Centre National de la Médiation**

Dans son titre VI, intitulé « CLAUSE DE CONSCIENCE », il stipule :

*« Le médiateur a toujours le droit de refuser une mission qui risquerait de heurter sa conscience ou ses **opinions**.*

*Le médiateur peut interrompre une médiation si son **propre jugement**, son **éthique**, l'amènent à penser que celle-ci ne se déroule pas conformément à l'esprit de la médiation ».*

- **Le code de déontologie des médiateurs, établi par AMELY**

L'article 10 (« Clause de conscience ») est rédigé ainsi :

*« Le médiateur a toujours le droit de refuser une mission en vertu d'une **clause de conscience**, c'est-à-dire pour tout motif qui relève de son propre jugement.*

Le médiateur peut interrompre une médiation si son propre jugement, son éthique, l'amènent à penser que celle-ci ne se déroule pas de manière équitable ».

Ces deux approches sont pratiquement identiques, vous l'aurez remarqué, et nous nous garderons de toute recherche d'antériorité. Dans la première, l'accent est mis sur la conscience dont le caractère individuel est renforcé par la reconnaissance que des opinions antagonistes constituent un obstacle à la médiation. La seconde est plus générique : elle réfère le médiateur à son propre jugement dont on n'indique rien de ce sur quoi il s'appuie, l'expression « tout motif » laissant entendre qu'il n'y a pas à remettre en cause un tel jugement.

Par ailleurs, l'interruption d'une médiation procéderait, elle, d'un jugement et d'une éthique qui mettraient en évidence que l'esprit de la médiation n'est pas respecté (pour l'un) ou qu'elle ne se déroule pas de manière équitable, pour l'autre. Les deux options sont-elles interchangeables ? L'esprit de la médiation se résume-t-il à l'équité ? Nous y reviendrons sûrement.

- **Les codes de déontologie de l'A.P.M.F.**

Deux versions existent à ce jour. Aucune d'elle ne mentionne explicitement la clause de conscience. Elle n'existe donc qu'en creux et s'adosse aux modalités d'interruption d'une médiation :

La version de 1990 précise : *« Si le médiateur estime que les règles de la médiation familiale ne sont pas respectées (par exemple : refus de communiquer des pièces ou des renseignements indispensables) ou qu'il n'est plus en mesure d'assurer l'**impartialité** nécessaire à la poursuite de sa mission »* il peut interrompre le processus.

La version de 1998 est plus concise ; elle indique seulement : *« Si le médiateur estime que les règles de la médiation familiale ne sont pas respectées ou qu'il n'est plus en mesure d'assurer la poursuite de sa mission »* il peut y mettre un terme.

Exit la question de l'impartialité !

- **Les principes déontologiques issus des travaux du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale**

Il est fait référence à la possibilité pour le médiateur, et ce dans le cadre de son **autonomie**, *« de suspendre ou d'interrompre le processus si les conditions nécessaires ne lui semblent pas ou plus remplies ».*

Aucun critère d'évaluation de ces conditions n'est évoqué, mais on peut penser qu'ils apparaissent en filigrane dans ce rappel figurant en exergue du chapitre : *« Il doit s'assurer de sa position de **tiers** tout au long de la médiation. ».*

L'évocation de cette position de tiers renvoie à deux aspects non explicités, mais bien présents semble-t-il :

- d'une part, l'altérité (être tiers avec soi-même paraît absurde)
- d'autre part la différence, c'est-à-dire la singularité, c'est-à-dire la subjectivité

Et il est permis de penser que la préconisation qui figure dans le chapitre consacré à la compétence du médiateur (II – c) répond partiellement à la thématique de la clause de conscience. Nous la rappelons :

*« Par ailleurs le médiateur familial tirera bénéfice d'une démarche individuelle de supervision qui a pour objectif une réflexion sur son **implication personnelle** et professionnelle ».*

Invoquer cette implication n'ouvre-t-il pas à un examen de conscience ? C'est également un point sur lequel nous reviendrons sans doute.

- **Des revendications déontologiques, exprimées notamment dans des dossiers de VAE**

« *Le médiateur agira en toute **indépendance** en ne se laissant guider que par sa conscience et sa déontologie professionnelle* ». » (Notez le S)

Ce texte est extrait d'une « convention de médiation » (article : « valeur de l'accord ») ; il est donc à destination des usagers et il fait référence à la position du médiateur par rapport à sa façon de considérer l'accord des parents comme conforme au droit et/ou aux intérêts des personnes.

- **De la charte élaborée par la FENAMEF à destination des employeurs :**

Ce document reste en deçà de ce qui nous préoccupe aujourd'hui ; retenons cependant qu'il est fait mention que l'employeur « *s'engage, pour garantir l'impartialité du médiateur familial, à respecter son **autonomie technique** dans l'exercice de sa mission* ».

La question qui se pose alors, et dont nous ne pouvons nous exonérer d'une réponse est la suivante : la clause de conscience peut-elle être opposée à l'employeur ? Autrement dit, l'autonomie technique va-t-elle jusqu'à la reconnaissance du droit d'un salarié à faire valoir la clause de conscience ?

Pour nous résumer :

De façon quasi unanime la notion de clause de conscience est présentée comme un droit, à tout le moins un droit de réserve, qui permet à un professionnel de s'opposer à une loi perçue comme inique, de résister à ceux qui voudraient la faire appliquer, et finalement de refuser de s'y soustraire. Pour autant, qu'est-ce qui détermine ce droit ?

Il semble que là aussi un consensus est établi : il s'agit d'une démarche qui concerne la sphère privée d'une personne dont les convictions, les opinions se trouvent malmenées. « Affaire personnelle », « implication personnelle » sont autant d'expressions qui en rendent compte. Mais c'est certainement la formulation employée par les avocats qui illustre le mieux la fonction de la clause de conscience : elle viendrait dénouer « *un conflit personnel intérieur* » et il est indispensable de noter que le bénéfice de la clause de conscience s'effectue « *à l'égard de lui-même* ».

Cette espèce de tautologie présente l'intérêt d'enraciner la clause de conscience dans l'individuel, dans la sphère privée.

Du coup, ce qui légitime qu'on l'exerce est-il seulement d'ordre privé ? Probablement pas. On relève en effet quelques expressions qui renvoient à l'entrave apportée à la réalisation des actes professionnels : ainsi, on évoque « l'indépendance », « l'autonomie » (même si l'on s'empresse de lui fixer des limites en signifiant qu'il s'agit d'autonomie technique) qui semblent indispensables pour que le médiateur (on y revient) puisse se repérer lui-même comme « tiers impartial ». Se repérer lui-même, car il est bien dit que c'est « son jugement propre » qui va l'amener à poser « qu'il estime ne plus être en mesure » d'assumer sa mission.

Que ces dispositions viennent à être supprimées et on est alors dans une situation d'aliénation, terme qu'il faut entendre dans son acception la plus brutale traduisant un état proche de l'esclavage, de dépendance aux autres, ce que nous pouvons considérer comme le pire avatar de l'altérité.

Avant de passer à l'évocation des situations annoncées, nous souhaitons faire le lien entre ce qui ressortit à la démarche personnelle et la façon de rester en adéquation avec le respect d'une éthique.

Quand nous avons présenté les définitions, nous avons volontairement laissé de côté des options complémentaires que nous voulons restituer maintenant, car elles devraient nous aider à fixer des limites à l'exercice du droit à la clause de conscience.

Pour aller vite, disons que certains textes les mentionnent clairement. C'est le cas notamment du Code de déontologie des médecins :

« [...] si un médecin n'est jamais tenu de pratiquer un avortement, ***il doit, malgré ce que peut lui dicter sa conscience, relayer des informations sur les moyens de réaliser un acte qu'il réprouve.*** »

D'autres font référence à une obligation, pour le praticien, d'accompagner son retrait d'une recherche de solution alternative.

C'est ainsi que le Code de déontologie du CNM prévoit :

« *Il (le médiateur) peut aussi se dégager d'une mission en cours à condition de motiver son désistement et de donner aux parties les moyens de poursuivre l'action entreprise, notamment par la recherche d'un autre médiateur ou d'une autre instance de négociation ou d'étude* ».

Il y aurait donc une sorte d'obligation morale à assortir le désistement, pour reprendre le terme utilisé, de propositions substitutives, à ne pas laisser les personnes sans ressources. C'est ce que prévoyait le Code de déontologie de l'A.P.M.F. en 1990 :

« Dans ces circonstances, le médiateur étudie avec les clients la possibilité de lever les obstacles. S'il n'y parvient pas, il peut leur proposer de reprendre ou de continuer le processus avec un autre médiateur »

Comment comprendre que cet article ait été abandonné en 1998 ?

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION

Il s'agit d'une médiation demandée par un père afin de régler les conflits qui l'opposent à sa fille unique, âgée de 23 ans.

Lors du premier entretien, le père et la mère s'installent de part et d'autre de leur fille.

D'emblée, Monsieur prend la parole. Son épouse donne l'impression d'être fermée, elle ne dit mot. Quant à la jeune femme, elle est éteinte, recroquevillée dans son fauteuil, comme écrasée par les propos paternels. Ils sont les suivants :

Actuellement agent général d'assurances, il a fait une carrière militaire et met en avant son grade d'officier quand il a quitté l'armée ; il indique que ses ascendants ont eux aussi « servi la France par les armes » ; son père a combattu « les Boches » au cours de la seconde guerre mondiale et son grand-père en aurait tué lors du conflit précédent.

Il explique ainsi sa haine des Allemands et il revendique son appartenance au Front National.

Il vient en médiation car il est « désespéré de voir sa fille amoureuse d'un Allemand, enfin ...d'un immigré Turc ayant obtenu la nationalité allemande » et d'ajouter, en montrant l'insigne du FN : « Vous voyez ce que je veux dire... ».

Il précise en outre qu'elle a abandonné ses études pour s'engager auprès de « ce ... mètèque » dans une action de soutien à l'intégration des populations migrantes. « Et tout cela, ajoute-t-il, sans un sou. Elle vit à nos crochets ».

Il attend du médiateur qu'il l'aide à convaincre sa fille de renoncer à cette fréquentation qu'il estime contre nature.

Cette dernière s'affaisse un peu plus dans son fauteuil et maintient son mutisme.

Sollicitée par le médiateur, la mère s'exprime sur un ton à peine audible et, tout en regardant son mari, indique qu'elle est d'accord avec lui.

D'abord surpris par le comportement du médiateur, mais rasséréiné par celui de sa femme, le père réitère sa décision de faire obstacle au projet de mariage de sa fille, précisant qu'il mettra toute son énergie à le combattre et d'ajouter : « Quand même, un étranger (et le ton suffit à indiquer dans quel mépris il le tient)... vous me comprenez, n'est-ce pas ? »

Quand il évoque la nécessité de « la remettre dans le droit chemin », le médiateur est attentif aux réactions de la jeune femme ; il comprend que cette dernière ne s'exprimera pas en présence de son père et qu'elle ne peut s'appuyer sur le soutien de sa mère.

Il se sent interrogé par rapport à ses valeurs : il a du mal, et il le sait, à supporter les personnes racistes et de surcroît il réalise qu'il est confronté à cette forme d'autorité qu'il déteste, tellement elle fait emprise sur l'autre.

Lors de la séance d'analyse des pratiques, il dira « Il m'a rappelé mon père et j'ai pensé : quel foutu facho ! ».

Il sent d'autant plus l'affrontement se préparer qu'il perçoit les difficultés des deux femmes à travers une posture qui illustre qu'elles sont de plus en plus écrasées, humiliées par cet homme.

Il sent la colère monter en lui et ce sentiment correspond à une accusation de Monsieur, mettant en cause les compétences du médiateur et concluant son discours par un cinglant : « Je n'ai pas confiance en vous pour résoudre ce problème ».

Il est clair que cet homme a été sensible aux interactions qui ont marqué le début de l'entretien ; il a parfaitement réalisé que le médiateur ne serait pas son allié et il entreprend de le déstabiliser en touchant à l'estime de soi de ce professionnel.

Bien que convaincu du manque de pertinence de la médiation, mais sans doute désireux de reprendre la main et de mettre en œuvre un maximum de moyens, notre collègue va alors proposer d'avoir un entretien avec chacun individuellement.

Il indique aux protagonistes qu'il a perçu des difficultés de communication au sein de leur trio et il rappelle que la médiation implique que tous soient à égalité, aussi bien dans la prise de parole que dans l'exposé de leurs attentes, ce qui ne lui paraît pas être le cas.

Pour illustrer son propos, il demande à la jeune femme d'échanger sa place avec la sienne. Il s'installe alors entre les deux parents et commence une sculpture (au sens où Virginia Satir⁴² en parle) de l'attitude résignée, ratatinée de cette jeune femme.

En usant de cette communication non verbale, il renvoie aux parents, et principalement au père, ce que cette attitude lui a inspiré.

Il propose de commencer le caucus en s'entretenant d'abord avec la jeune femme dont il espère favoriser la parole en l'éloignant de l'emprise paternelle.

Le père réagit alors vivement : « *Je vois où vous voulez en venir, mais vous n'arriverez pas à me faire plier* ».

Le médiateur comprend dès lors que, malgré ses efforts, il ne parviendra pas à engager une relation d'empathie avec cet homme.

Dominant sa colère et ses doutes, il explique avec ce qu'il estime être beaucoup de sérénité, qu'il est troublé à la fois par la disqualification dont il est l'objet et par le fait que ses propres convictions sont mises à mal dans cette situation. Il prend néanmoins sur lui pour verbaliser ce trouble :

« J'observe, Monsieur, que vous étiez venu avec une intention bien précise et que, ne trouvant pas en moi l'écho que vous escomptiez, vous contestez mes compétences. Vous avez raison, car il m'est difficile, voire impossible d'adhérer à votre conception des choses. Je suis à ce point perturbé que je me sens incapable de cette impartialité indispensable à toute médiation. Je ne poursuis donc pas cet entretien, mais si vous le souhaitez, nous pouvons encore prendre quelques minutes pour envisager quelles autres ressources vous pourriez solliciter ».

Cette proposition est évidemment refusée par Monsieur, alors que, manifestement, les deux femmes auraient trouvé un intérêt à cette exploration.

TROISIÈME PARTIE

ÉCHANGES

Avant toute chose, il faut préciser que nous avons choisi de présenter une médiation qui ne va pas s'engager et une autre qui va s'interrompre au bout de 4 entretiens. C'était une façon d'indiquer que la question de la clause de conscience pouvait se poser à tout moment du processus.

Les deux situations ont entraîné des réactions parfois vives de la part des participants, ce qui a permis de mettre en évidence quelques attitudes liées à la famille ou aux médiateurs et qu'il faut prendre en compte quand il s'agit de faire valoir une clause de conscience. Nous ne les explorerons pas toutes, mais nous nous attarderons, ici, à quelques unes : les résistances, l'attitude congruente, les combattants déloyaux.

Les résistances :

C'est surtout de la façon dont elles affectent le médiateur qu'il convient de s'interroger. Nous avons privilégié deux approches de ce phénomène, l'approche psychanalytique et l'approche systémique.

En psychanalyse : *terme général désignant le refus de quelqu'un de mettre à jour des contenus ou des motivations propres et cachées de l'expérience vécue et de la conduite.*

On retiendra la définition suivante : « *Au cours de la cure, tout ce qui, dans les actions et les paroles de l'analysé, s'oppose à l'accès de celui-ci à son inconscient.* »

Quand il s'agit de résistances conscientes, on suppose que la personne réprime l'information par crainte, par pudeur ou par crainte du risque de perdre le contact avec son "thérapeute".

La résistance inconsciente concerne les raisons de motivations elles-mêmes inconscientes.

L'attitude congruente :

La congruence est à la fois une façon d'être et une façon de communiquer. Pour Virginia SATIR, c'est le concept central sur lequel le modèle de croissance personnel est fondé. La congruence dépend de

⁴² On se référera particulièrement à son ouvrage, malheureusement épuisé « *Thérapie du couple et de la famille* » chez Desclée de Brouwer

notre capacité à être conscient de notre valeur personnelle et de nos compétences, de celle des autres et de celles du contexte dans lequel nous travaillons.

L'attitude congruente favorise l'estime de soi et l'estime du système. Celles-ci se manifestent dans la qualité des relations avec soi (prendre en compte son équation personnelle), avec les autres et avec le contexte.

L'attitude congruente est celle qui permet à l'intervenant d'être en contact :

- avec son corps, avec ce qu'il ressent physiquement : tensions, respiration, contractures, mal à l'estomac... Les processus corporels ont leur importance dans la communication. Ils seront mis en évidence dans la communication non verbale (mimiques, position du corps, tonus musculaire, rythme de la respiration, timbre de la voix).
- avec ses sentiments. Il est en capacité de les nommer ou de les exprimer selon le contexte. De nombreuses personnes ne disent jamais ouvertement ce qu'ils ressentent intérieurement sans doute parce qu'elles ne savent pas comment faire ou sont effrayées de le faire.
- avec l'autre, il met en place une relation égalitaire, interactive et valorisante.
- Avec le contexte : il fait en sorte que le contexte soit sécuritaire, respectueux et stimulant.

En raison de nos règles de survie lorsque nous ressentons de la souffrance physique, morale ou spirituelle, nous pouvons adopter une attitude **soumise, blâmante, hyper raisonnable** ou **hors propos** dans la communication avec les autres.

Selon le contexte, selon les interlocuteurs, nous adoptons tour à tour ces quatre attitudes ou préférentiellement l'une ou l'autre. En situation de stress et avec une estime de soi très faible, il y a chez chaque personne une attitude dominante. Il est important de la connaître pour retrouver rapidement une attitude congruente.

Les combattants déloyaux :

Les systémiciens désignent par ce terme les personnes qui adoptent un comportement destiné à faire échouer un processus de communication. Ils distinguent ainsi trois types de combattants déloyaux :

- Les combattants passifs-agressifs, dont l'agressivité est cachée mais bien présente et qui s'entendent, notamment à utiliser la culpabilité.
- Les combattants agressifs directs, avec notamment une propension à envahir l'espace intime de l'autre.
- Les phobiques de la dispute, autrement dit les gentils souriants, ceux qui fuient, qui tombent malades ...

Ces quelques emprunts à la théorie ne sont là que pour appeler à notre vigilance lorsqu'on est tenté d'invoquer la clause de conscience. S'agissant d'une affaire privée, il importe d'avoir à l'esprit que c'est aussi à titre privé que le médiateur est en relation avec les personnes. C'est tellement vrai que la fameuse notion de neutralité serait sans intérêt si l'intimité du professionnel n'était pas, en permanence sollicitée par la situation et par ceux qui en sont les acteurs. Nous allons y revenir.

ÉLÉMENTS POUR UNE CONCLUSION

Il ressort de notre réflexion et des différents textes exposés que le recours à la clause de conscience est majoritairement invoqué pour permettre qu'une médiation ne s'embourbe pas, c'est-à-dire ne mette pas davantage en difficulté les différents acteurs, au rang desquels le médiateur occupe une place ciblée. De fait, on l'a vu, son jugement personnel, son éthique, semblent incontestables. Et c'est bien ce qui doit nous préoccuper, car des dérives restent possibles.

Parmi celles-ci, il en est une qui vient immédiatement à l'esprit : c'est de s'emparer de la clause de conscience pour se débarrasser d'une situation bloquée, autrement dit pour « botter en touche ». On peut faire l'hypothèse que cette façon de faire révélerait d'autres défaillances chez le professionnel (qu'elles soient ponctuelles ou chroniques) qui, temporairement ou définitivement, justifieraient qu'il ne soit plus sollicité comme médiateur.

Mais il en est d'autres auxquelles on ne pense pas forcément et qui pourtant menacent la position de tiers du médiateur, nous voulons parler ici de ces médiations qui nous enchantent, tant nous trouvons agréables les personnes et la manière avec laquelle elles avancent dans leur recherche d'options communes. Ne serions-nous pas tentés, parfois, de prolonger la médiation, soit au prétexte d'affiner certains points de leurs accords, soit pour aborder avec eux d'autres aspects qui ne relèveraient plus du processus, mais d'une autre approche ?

Il a beaucoup été question d'empathie et il est clair qu'une relation qui s'établit sur un tel sentiment menace constamment l'intégrité de la fonction tiers du médiateur. En d'autres termes, il n'échappe à personne que ce dernier doit veiller en permanence à cette dynamique transféro-contre-transférentielle qui peut le pousser, tantôt à se dégager du lien, tantôt à le maintenir.

C'est en cela que la notion de clause de conscience doit être conçue comme un chemin d'accès vers une clarification de ce qui vient entraver notre démarche. Il faut s'attarder à l'étymologie de ce mot « entraver » : elle fait référence aux liens fixés aux pieds d'une personne pour limiter ou empêcher sa marche. Dans tous les cas, cette personne est privée d'autonomie et d'indépendance. Autrement dit, de liberté.

La liberté du médiateur ne tient pas tant à l'autonomie que son employeur va lui accorder qu'à la lucidité avec laquelle il va s'appliquer à repérer les liens qui font obstacle à l'exercice de son métier et dont il doit évaluer s'ils peuvent être dénoués, dans quel délai (compatible ou non avec le tempo du processus) et de quelle manière. L'essence même de la clause de conscience est constituée par cette démarche qui relève de l'introspection, mais qui ne peut s'en tenir à cet espace intime du conflit personnel intérieur. Vous avez déjà compris que la nature intra-psychique de ce conflit justifie, s'il en était besoin, que la supervision soit un des moyens privilégiés pour tenter de l'approivoiser.

Mais du coup, il nous faut vérifier si ce terme « apprivoisé » est bien approprié.

*« Apprivoiser : rendre un animal plus traitable, ou moins sauvage.
au fig. : rendre plus familier, plus docile, doux ».*

Si l'on s'en tient à cette définition, l'idée qui domine est qu'il faut rendre inoffensif celui que l'on va apprivoiser et cela, parfois, dans une perspective de survie, à tout le moins pour rendre possible (et sous entendu agréable) la vie ensemble. En ce sens, apprivoiser un animal ou une personne, c'est nécessairement lui demander - ou lui imposer- d'abdiquer une partie de sa liberté. Cela se comprend aisément.

Mais apprivoiser un conflit, qui plus est un conflit intra-psychique, a-t-il du sens ?

Si l'on accepte le postulat clause de conscience = conflit interne, alors c'est le conflit qui va m'apprivoiser, dans la mesure où il va m'amener à considérer que mon état sauvage (je veux dire, mes émotions pour le moment trop envahissantes) me met en difficulté autant qu'il met l'autre en danger. La clause de conscience me pousse à me familiariser avec cette partie de moi-même que j'ai pu feindre parfois d'ignorer, par déni ou par dénégation. Dans ces conditions, un conflit apprivoisé, c'est un conflit grâce auquel j'accepte de me considérer dans ma relation à l'autre avec ses différences, à la condition toutefois que l'autre ne me les impose pas de façon exclusive.

Si donc je dois abdiquer une partie de ma liberté, c'est, paradoxalement, pour la retrouver d'une autre manière pour l'intégrer dans mon **action**. S'agissant de mon métier de médiateur, elle va, cette liberté, s'associer avec les deux libertés que j'aurai contribué à remettre en lien, selon le mot de Jean-François SIX.⁴³ Comme souvent chez cet auteur, la pensée est séduisante même si son expression est parfois un peu lapidaire et le jugement souvent abrupt⁴⁴. Par définition, le médiateur est actif, il est en interaction avec les personnes qui l'ont sollicité, directement ou pas. Ce n'est donc pas l'affaire de deux libertés, mais bien de l'articulation de la liberté de chacun dans un espace de médiation qui ne peut se concevoir autrement. C'est avant tout une question d'éthique où chacun est impliqué, comme le souligne d'ailleurs le petit fascicule produit par l'A.P.M.F.⁴⁵ :

« [...] l'éthique n'est pas séparable de l'agir d'une personne. Elle doit être réinventée dans chaque situation singulière : elle est confiée chaque fois à chacun » p. 21.

Où l'on retrouve la notion de singularité ...

Nous avons prévu de conclure là-dessus, laissant à chacun le soin de prolonger la réflexion et de l'enrichir de ce que son expérience lui a apporté, lui apporte et lui apportera.

Nous souhaitons cependant attirer votre attention sur le fait que les activités du médiateur familial ne se limitent pas à la conduite d'entretiens. Parmi elles, nous retiendrons particulièrement ce qui touche au Diplôme d'État. Outre ce qu'il en est dit dans le référentiel de formation qui valide qu'un

⁴³ Dans un article publié en page 27 de « La Gazette du Palais » des 22 et 23 janvier 1992 il écrivait : *« [...] autres sont la tâche et l'éthique du médiateur à qui il est demandé d'être, par sa seule présence attentive et ardente, un catalyseur qui remet en lien deux libertés »*

⁴⁴ A cet égard, l'ouvrage qu'il a cosigné avec Véronique MUSSAUD « Médiation » (Le Seuil - septembre 2002) est précieux quand on a le souci de connaître les critiques adressées à la médiation familiale et en tirer réflexion.

⁴⁵ « Pratique éthique de la médiation familiale »

professionnel peut être sollicité *es qualité*, sa participation aux différents jurys peut l'amener à opposer une clause de conscience à ce qui lui serait imposé : nous pensons, entre autres, aux critères mis en place pour la sélection et aux écarts éventuels entre les textes et leur application par les centres de formation, perceptibles lors de soutenances de mémoires ou de rapports de stages.

Mais c'est peut-être dans le cadre de la Validation des Acquis de l'Expérience que le médiateur doit faire montre d'une grande vigilance. Ainsi, dernièrement nous avons eu affaire à un phénomène particulier qui interroge sur l'étendue de nos responsabilités : dans une session concernant une douzaine de dossiers, 3 candidats se présentaient alors qu'ils avaient achevé leur formation, un quatrième étant en train de la poursuivre. Étonnement unanime des jurys. Étonnement amplifié quand à la question inévitable il a été, en substance, répondu ceci : « C'est le responsable de la formation qui nous a conseillé d'agir ainsi ».

On comprend aisément que c'est une stratégie possible pour contourner l'épreuve du mémoire. Ce n'est qu'une hypothèse, parmi d'autres. Peut-on accepter un tel dévoiement ? En tous les cas, une telle attitude fait fi de l'équité entre les candidats au diplôme. Elle s'écarte par là même de l'éthique de la médiation et ouvre un débat qui se doit d'être rendu public. A supposer que demain nous soyons à nouveau sollicités et que d'ici là la situation du centre en question n'ait pas été clarifiée, notre réponse serait de refuser notre participation à une prestation que notre propre jugement et notre éthique réprouvent. En cela d'ailleurs, elle serait cohérente avec un autre principe énoncé dans le Guide de l'A.P.M.F., à la page 10 :

« Pour être fécond, le potentiel de la médiation familiale doit rester libre de toute visée préalable de résultat »

Merci de votre contribution.

oOo

Atelier C : " Liberté, identité et altérité à travers les écrits de VAE"

Animatrices : Alyette BRAU, Catherine PARET et Marianne SOUQUET

Médiatrices familiales

Introduction

Nous avons créé, en 2004 en Provence, un Groupe de Recherche sur la Médiation (GRM). L'objectif de ce groupe est d'avancer dans la conceptualisation de la médiation dans tous ses aspects internes. Ce travail de recherche a abouti à une première réalisation, lors du colloque A.P.M.F. de La Rochelle en 2006, intitulée : « Le pouvoir du médiateur en quatre dimensions ». Cette année, nous avons choisi d'avancer dans la conceptualisation de la médiation à partir du matériel procuré par les situations décrites dans les livrets 2 de Validation des Acquis de l'Expérience du Diplôme d'État de Médiateur Familial. Nous nous sommes centrées sur la fonction 2 du référentiel d'activités du Médiateur Familial, c'est-à-dire : « *médiation, gestion de conflits, construction et reconstruction de lien* ». En effet, il nous a semblé que les dossiers de VAE représentaient une mine d'informations sur notre pratique dont nous aimerions tirer la quintessence afin de pouvoir la retransmettre.

Quand nous avons appris le thème du colloque, nous avons décidé d'utiliser ces mêmes dossiers de VAE avec comme grille de lecture les concepts de liberté et d'altérité. Il s'agit d'une recherche en cours. Nous avons apprécié la richesse de ce travail qui nous passionne et tenons à remercier ici les médiateurs familiaux qui ont accepté de nous remettre leur texte de VAE.

Nos objectifs :

Dès le démarrage du travail, nous nous sommes fixés plusieurs objectifs :

- Créer une sorte de catalogue des interventions possibles du médiateur selon la dimension qu'elles favorisent
- Repérer l'évolution des interventions dans le temps de médiation
- Repérer différents styles de médiateurs à travers cette grille liberté/altérité

Très tôt dans notre recherche, nous nous sommes aperçues que le travail du médiateur permettait aux participants, en premier lieu, l'accès à une conscience de soi accrue ; c'est à partir de cette conscience de son identité propre que s'ouvre, pour chaque participant l'accès à plus de liberté.

Définitions :

Nous avons pris comme références les définitions suivantes :

Identité : « Ce qui détermine une personne et qui permet de la différencier des autres. » (*Encyclopédie l'Internaute*)

Liberté : « La liberté est la faculté d'agir selon sa volonté sans être entravé par le pouvoir d'autrui. » (*Encyclopédie Wikipedia*)

Nous y avons associé les notions d'affirmation de soi, d'individuation, d'« empowerment ».

Eisen (1994) définit l'*empowerment* comme la façon par laquelle l'individu accroît ses habiletés favorisant l'estime de soi, la confiance en soi, l'initiative et le contrôle.

Altérité : « Caractère de ce qui est autre. » (*Dictionnaire Petit Robert*)

Nous avons considéré l'altérité comme la reconnaissance par chacun des participants de celui ou ceux **avec qui a lieu le conflit**, et non l'altérité vis-à-vis du médiateur.

Nous y avons associé les notions d'écoute de l'autre et de reconnaissance mutuelle.

Notre questionnement :

Comment le médiateur familial fait-il accéder les personnes à la liberté et à l'altérité ?

Par quelle alchimie donner la liberté donnerait du sens qui entraînerait l'altérité ?

Nos hypothèses :

- Les deux dimensions, liberté et altérité, sont aussi importantes l'une que l'autre, dans l'avancée du processus de médiation.

- Il y a un lien dynamique entre les deux concepts : le développement de l'identité/liberté permet l'ouverture à l'altérité. En effet, plus une personne se sent libre, plus elle se sent sûre d'elle, plus elle est en capacité d'être à l'écoute de l'autre (théorie de la médiation transformatrice de B. Bush).
- Tous les médiateurs favorisent les deux dimensions ; certains insistent plus sur l'une que sur l'autre et ils le font chacun d'une façon qui leur est propre.
- En général, les interventions qui favorisent l'identité/liberté sont plus nombreuses au début de la médiation et celles qui favorisent la reconnaissance mutuelle, l'altérité, sont plus nombreuses en fin de médiation.

Méthodologie

Matériel :

Nous avons utilisé dix dossiers de VAE rendus anonymes – situation 2 du référentiel d'activité – Médiation/Gestion des conflits/Construction/reconstruction de liens.

Recueil des données :

Nous avons procédé à une analyse de contenu selon la définition suivante :

« Dans le cadre de la conduite d'une étude qualitative, la technique d'analyse de contenu est celle qui permet de déterminer, de décrire et d'expliquer objectivement les éléments significatifs contenus dans un ou plusieurs messages de communication verbale ou écrite. Elle remplit une fonction heuristique, c'est-à-dire, par la prise en compte des activités antérieures, élargir la connaissance, l'enrichir. »
(Définitions *Wikipedia, le jargon français, dictionnaire informatique*)

Notre analyse a ainsi pour finalité, en utilisant le travail existant dans les différents textes de VAE, de comprendre et d'affiner la méthode de travail du médiateur familial. Elle se veut la plus objective possible.

Au cours de cette analyse, nous avons retranscrit, de manière exhaustive, en ordre chronologique, les interventions décrites par le médiateur, en discours direct ou indirect, dans deux colonnes intitulées :

- « Identité, liberté, individuation, affirmation de soi »
- « Altérité, reconnaissance »

de façon à mettre en évidence quelle dimension est favorisée en priorité.

Chaque fois qu'un exemple de phrase, de question, était donné nous l'avons noté. Et nous avons nommé et classifié l'intervention, par exemple : « reformulation », « mutualisation ».

A la fin de chaque analyse de VAE, nous avons noté des caractéristiques de style, au regard de notre problématique liberté/altérité. (voir tableau I)

TABLEAU I – Retranscription VAE

	Liberté, identité, individuation, empowerment, affirmation de soi	Altérité, reconnaissance
1	Accueil du ressenti de chacun: Dès le début de la séance suivante, et après avoir demandé et accueilli le ressenti de chacun aujourd'hui	
2	Définir les questions à traiter : j'ai proposé de lister les points à aborder au cours de la médiation.	Mutualisation par inscription sur paper board : J'inscris les points à aborder sur le paper-board de façon à ce que ce soit clair pour chacun de nous
3		Vérification de l'adhésion des personnes à traiter des questions à traiter : mon rôle est de vérifier si tous les deux sont d'accord pour aborder tel ou tel sujet
4		Proposition du médiateur de réfléchir autour des valeurs et des besoins des enfants : Je leur suggère aussi deux points supplémentaires de réflexion autour des valeurs de chacun et des besoins de Sam (déjà évoqués)
5	Donner le choix aux personnes : Ces suggestions leur paraissent intéressantes et sont donc retenues.	
6	.	Mutualisation/refléter les points d'accord : Lorsque ces points sont abordés, je leur fais remarquer combien ils sont proches tous deux dans leur conception des besoins de Sam, dans leurs valeurs respectives

A partir de ces données, nous avons établi un catalogue, selon des catégories, toujours en gardant le principe des deux colonnes :

- Identité, liberté, individuation, affirmation de soi
- Altérité, reconnaissance

Les catégories du catalogue :

Nous avons rencontré une certaine difficulté à concevoir une classification. Nous avons pensé tout d'abord à des catégories selon savoir-faire et savoir être ; finalement nous avons choisi les catégories suivantes :

- **Le cadre** : au sens large, un espace pour développer l'altérité.

Avec comme sous-catégories :

- Accueil
- Cadre/engagement
- Rôle du médiateur
- Place des acteurs
- Déterminer les objectifs/attentes et les questions à traiter

- **Mener le processus**

- **Les récits de vie**

Nous avons créé cette catégorie car elle comporte des aspects spécifiques par rapport aux autres étapes de la médiation

- **La construction de l'accord**

- **Les stratégies de communication :**

- Reformulation, écoute active, etc.
- Traitement des émotions

- **Les stratégies de négociation/médiation**

- **Donner des informations/éducation**

Parmi ces catégories, au cours de l'atelier nous avons présenté celles-ci :

- Cadre
- Processus
- Traitement des émotions
- Stratégies de négociation
- Information

Remarque : Nous n'avons pas présenté la catégorie communication bien qu'elle soit centrale au travail de médiation.

Nous avons constaté que :

- Reformuler les paroles ou l'affect d'un participant encourage l'identité, par conséquent la liberté.
- Reformuler une interaction encourage l'altérité
- Favoriser l'écoute mutuelle développe l'altérité
- Encourager le dialogue favorise l'altérité

Nous avons fait apparaître les stratégies de communication dans toutes nos rubriques.

Nos choix :

- nous avons uniquement étudié le cœur de la médiation, pas les entretiens préalables, ni les entretiens avec les enfants
- nous avons retenu comme concept d'altérité, l'altérité entre les deux personnes, la reconnaissance mutuelle, et non l'altérité par rapport au médiateur
- bien que nous ayons dissocié les concepts d'identité et de liberté, nous les avons classés dans la même colonne
- il nous a parfois été difficile de choisir entre les concepts de liberté et d'altérité. A chaque fois que l'intervention favorise la liberté des deux personnes, notamment dans l'équipe parentale, il y a liberté et altérité ; dans ce cas, avons choisi altérité. Enfin, certaines interventions favorisent les deux : dans ce cas nous avons inscrit celle qui nous semblait première et parfois avons également inclus l'autre.

Les limites de cette recherche :

Nous avons conscience des limites :

- Du matériel de VAE car :
 - Il s'agit d'une situation d'examen qui peut entraîner une certaine retenue, un filtrage, une adaptation à la situation
 - Certaines situations sont très conceptualisées alors que d'autres médiateurs décrivent concrètement leurs actions ; il en découle différents niveaux d'analyse. Notre classement a été plus précis pour les dossiers où les médiateurs citaient en discours direct leurs interventions.
 - Toutes les situations concernent le divorce/séparation
- Du catalogue car :
 - Il ne donne pas la fréquence des interventions : ex : la grande fréquence de la reformulation n'apparaît pas
 - Il ne tient pas compte de la chronologie
 - Nous aurions pu faire un autre choix pour la classification. Il n'existe pas de catégorie « savoir-être ». Certains éléments se retrouvent dans plusieurs catégories.
- Du travail : c'est un très long travail qui est encore en cours.

Résultats de la recherche :**I - Le catalogue :**

Suivent des constatations qui sont loin d'être exhaustives, vue la richesse du matériel ; cependant ce sont celles nous ont semblé être les plus importantes.

1. Le cadre :**a-Accueil :**

Dans un premier temps, le médiateur favorise uniquement l'identité et la liberté.

b-Cadre/engagement :**Le contrat d'engagement :**

Nous nous sommes référés à un exemple de contrat d'engagement en médiation familiale et avons analysé la répartition entre les deux dimensions.

Pour ce qui concerne l'engagement du médiateur, nous avons constaté un équilibre entre liberté et altérité (voir tableau II).

TABLEAU II – Engagement du médiateur

Identité, liberté, individuation	Altérité, reconnaissance
<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'expression de chacun - Travailler dans l'impartialité et l'indépendance - Garder confidentiel le contenu des entretiens - Contribuer à ce que chacun soit acteur de sa vie - Accompagner la construction de nouveaux projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le dialogue - Travailler dans l'impartialité et l'indépendance - Garder confidentiel le contenu des entretiens - Accompagner la construction de nouveaux projets

Pour ce qui concerne l'engagement des participants, nous avons constaté qu'il incitait essentiellement à l'altérité (voir tableau III page suivante).

TABLEAU III – Engagement des participants

Identité, liberté, individuation	Altérité, reconnaissance
<ul style="list-style-type: none"> - Faire preuve d'authenticité 	<ul style="list-style-type: none"> - Coopérer en toute bonne foi - Veiller à n'utiliser ni violence - Ne pas utiliser ce qui est dit et travaillé en médiation pour nuire à l'autre - Ne pas se servir de ce qui est livré en médiation comme preuve en justice - Ne pas porter plainte l'un contre l'autre - Ne pas arrêter la médiation sans avoir pris le temps d'une séance

Le cadre :

Dans une même phrase, le médiateur peut à la fois favoriser la liberté et l'altérité.

Ex. Explicitation du cadre :

- *Je rappelle une des règles pour mieux communiquer : « durant les entretiens, pouvez-vous essayer de vous prénommer... (le prénom c'est une manière de vous accepter différents et d'éviter tous les noms d'oiseaux...) mais bien sûr vous n'êtes pas obligés d'être d'accord... »* : liberté
- *Je rappelle une des règles pour mieux communiquer : « durant les entretiens, pouvez-vous essayer de vous prénommer... le prénom c'est une manière de vous accepter différents et d'éviter tous les noms d'oiseaux... (mais bien sûr vous n'êtes pas obligés d'être d'accord)* : altérité

c- Rôle du médiateur/Autorité de compétence :

L'explication du rôle du médiateur correspond à asseoir sa compétence qui lui donne l'autorité de favoriser la création d'un espace où peut se développer l'altérité.

Dans ce que nous avons recueilli, nous avons trouvé un exemple qui favorise la liberté et il se trouve qu'il s'agit d'une attitude non verbale de « laisser place ».

L'expression par le médiateur de sa capacité à accompagner les personnes donc de son **autorité de compétence**, entraîne la confiance des médians dans le médiateur, la confiance en eux, et ainsi l'accès à leur liberté ; en corollaire le cadre est là pour développer l'altérité

d- Place des acteurs :

Dans notre analyse, nous l'avons principalement inscrite dans la dimension altérité, car nous avons fait le choix de mettre tout ce qui est parental dans altérité, dans la mesure où elle favorise la coparentalité. En même temps, nous sommes conscientes que ça favorise aussi l'identité singulière de chaque parent.

e- Déterminer les objectifs/attentes et les questions à traiter**Objectifs/attentes :**

L'interrogation par le médiateur sur les objectifs et attentes de chaque participant favorise essentiellement la liberté puisqu'elle s'adresse à chaque individu.

Déterminer les sujets à traiter :

Nous avons constaté une diversité dans les interventions des médiateurs :

- Laisser le choix aux personnes : il s'agit clairement de favoriser la liberté
- Suggérer aux personnes : l'intention peut être de favoriser la liberté et/ou l'altérité
- Décider des points à traiter en explicitant : ici l'objectif est de favoriser l'altérité ; cependant nous nous demandons si cette altérité est authentique. Ça pose la question du contrôle.

2. Mener le processus :

Nous avons trouvé la même diversité que dans le travail précédent :

- Remettre le processus aux mains des personnes : il s'agit de favoriser la liberté
- Adapter le processus :
 - o Le médiateur s'adapte aux besoins d'une personne : le médiateur leur laisse la liberté
 - o Pour les besoins de l'avancée du travail : il s'agit le plus souvent de développer l'altérité
- Explicitation du processus : selon le degré de liberté donné aux personnes, favorise altérité ou liberté.
- Lien entre les séances/accords intermédiaires : soutien des efforts de collaboration, ce qui favorise l'altérité.

En général, mener le processus est majoritairement dans favoriser l'altérité –objectif de la médiation.

3. Traitement des émotions :

Dans l'**accueil des émotions**, tout ce qui est de l'ordre de : l'accueil du ressenti, l'encouragement à l'expression de l'un, le reflet, renforce l'identité, donne de la liberté, (qui permet ensuite l'altérité, la reconnaissance de l'autre).

En revanche nous avons classé le reflet de l'interaction dans les interventions qui renforcent l'altérité.

Pour l'**exploration** des émotions : il s'agit essentiellement de renforcer la liberté,

Seul un témoignage de médiateur explore les émotions par des questions renforçant l'altérité.

Dans l'**exploitation** des émotions les interventions se trouvent autant dans la rubrique liberté que dans celle de l'altérité ; nous constatons qu'il s'agit là de stratégies de négociation

4. Stratégies de négociation :

Les interventions du médiateur dans ce domaine renforcent essentiellement l'altérité ; ceci vérifierait notre hypothèse qu'en début de médiation les interventions favorisent plutôt la liberté individuelle, en fin de médiation elles favoriseraient l'accès à l'altérité

Les interventions de mutualisation et de recadrage (la mutualisation est un exemple de recadrage) et l'utilisation des outils de négociation favorisent exclusivement l'altérité.

Les besoins des personnes sont abordés par tous les médiateurs de manière équilibrée :

- Quand il s'agit du besoin des participants cela favorise l'identité/liberté;
- Quand il s'agit du besoin des enfants cela favorise l'altérité.

Les stratégies d'interaction sont essentiellement pour développer l'altérité.

De façon générale le processus semble guidé par la plupart des médiateurs de façon à développer l'altérité

Au moment de la recherche de solutions, de nouveau la plupart des médiateurs semblent se tourner vers chaque individu... A vérifier. Ceci montrerait que c'est dans la phase centrale de la médiation que le médiateur favorise l'altérité alors qu'en début et en fin de médiation la reprise de la liberté individuelle de chacun serait l'objectif privilégié ?

Nous avons relevé différents styles de savoir faire des médiateurs pour mener le processus jusqu'à une solution ou ouverture future : certains équilibrent entre liberté et altérité ; d'autres sans expliciter poussent les participants à l'altérité.

5. Informations :

Dans ce domaine, lorsque le médiateur donne de l'information sur la loi, nous avons choisi de classer l'intervention dans la rubrique « liberté » car nous partons du présupposé que : connaître la loi rend libre.

Les informations sur la parentalité favorisent la liberté de chacun des parents et simultanément l'altérité puisque les médiateurs sont parents ensemble. Comme nous l'avons dit précédemment, nous avons fait le choix de classer dans altérité ce qui favorise l'exercice commun de la parentalité.

La seule information psychologique trouvée dans ces textes de VAE concernait le conflit de loyauté : il s'agit bien sûr de favoriser l'altérité.

Tout ce qui concerne l'éducation à la communication est classé dans la dimension altérité.

L'orientation vers un expert est classée dans la colonne liberté lorsqu'il s'agit par exemple de s'orienter vers un avocat unique, dans la colonne altérité s'il s'agit d'un avocat commun.

L'orientation vers un expert en psychologie ou psychothérapie est classée dans la liberté.

II- Style de médiateur/médiation

Nous avons tenté une étude comparative entre les différents médiateurs.

Notre première impression est que tous les médiateurs utilisent les mêmes outils et posture, avec un dosage et des priorités différentes.

Tous les médiateurs font des interventions qui favorisent liberté et altérité ; l'équilibrage se fait de façon différente, selon le médiateur :

- Un médiateur de façon répétitive, propose une règle, un cadre pour développer l'altérité, puis dans l'instant qui vient donne le choix aux personnes de faire ou non : il est dans un équilibre constant entre les deux dimensions (tableau IV).

TABLEAU IV – Équilibre continu entre liberté et altérité

E2		Explicitation processus : « Si vous voulez le calcul peut aussi tenir compte ou non de la proportionnelle du temps passé chez chaque parent.
8	Donner le choix : Que décidez-vous ?	
9		Information/méthodologie : Enfin il vous reste à décider quelles dépenses vous allez lister pour calculer les dépenses des enfants :
0	Donner le choix : Voulez-vous y inclure les dépenses de logement (loyer, travaux, charges, etc.)	
1		Explicitation processus : ça peut se faire au prorata du nombre de jour passé chez chacun (...)
2	Donner le choix : Voulez-vous inclure les dépenses de voitures (essence, assurance, réparations) ? Quelles autres dépenses ?	

- Un autre médiateur est plus sur le versant de l'altérité à travers le cadre. Il assoit ainsi son autorité de compétence. Il est contenant et directif. Il rappelle le cadre et annonce les sujets traités au prochain entretien (tableau V). La question que nous nous sommes posées : est-ce que ça promeut une altérité authentique ? D'autre part il valorise les personnes dans de nombreuses interventions ponctuelles, ce qui favorise la liberté.
- Un médiateur propose, tout en leur laissant le choix : équilibre entre liberté et altérité, puis mutualise pour renforcer leur accord et ainsi favorise l'altérité. A d'autres moments il adapte son intervention : il laisse les personnes discuter seules tant qu'elles le peuvent, reformule, synthétise et intervient à nouveau si le climat devient plus conflictuel (voir tableau VI). Ceci développe-il l'altérité ?
- Un médiateur incite fortement à l'altérité en orientant systématiquement chaque propos d'une personne vers l'autre pour qu'elle s'en saisisse et le reconnaisse (tableau VII).

TABLEAU V – le cadre favorise l'altérité

Le médiateur pose le cadre, de façon directive, avec l'objectif de favoriser l'altérité.

Choix des mots : registre parental : utiliser le terme « le père de vos enfants et jamais de vocable tels que « votre ex mari ou ex femme »	Choix des mots : registre parental : utiliser le terme « le père de vos enfants et jamais de vocable tels que « votre ex mari ou ex femme »
Poser la règle du je : « Je vais vous demander que chacun puisse parler de lui, pour lui. »	
	Poser la règle de l'écoute : « Si il y a des points que vous ne comprenez pas dans ce que l'autre dit, alors demandez une clarification mais sans apporter de réponse, pouvez-vous essayer ?

Il explicite à nouveau le cadre à chaque entretien.

Il annonce ce qui sera traité dans le prochain entretien. C'est lui qui conduit le processus.

	Annonce du contenu du prochain entretien : Nous décidons que le prochain rendez-vous portera sur leurs valeurs parentales afin de déterminer les décisions relatives aux modes éducatifs.
--	---

TABLEAU VI – Le médiateur adapte son intervention selon le besoin

5	Ces suggestions leur paraissent intéressantes et sont donc retenues.	
6		Mutualisation/refléter les points d'accord : <i>Lorsque ces points sont abordés, je leur fais remarquer combien ils sont proches tous deux dans leur conception des besoins de Sam, dans leurs valeurs respectives</i>
		Laisser les personnes faire par elles-mêmes en notre présence : Décider de l'emploi du temps de Sam a été plus difficile et plus conflictuel, Je les laisse discuter de cela ensemble
		Empathie : je reformule ce que j'entends de l'un, de l'autre,
		Directivité, reflet du désaccord : J'interviens de façon plus directe quand la tension monte au sujet des vacances. Je nomme leur désaccord de façon explicite, je décris ce que j'ai compris de la position de chacun, je reflète les émotions qui sont là
2		Traitement des émotions : incitation à la reconnaissance Chaque enrichissement du propos par l'un doit être dirigé vers l'autre : j'oriente chaque propos de l'un vers l'autre, j'amène l'autre à s'en saisir, à donner acte, à reconnaître.

- A l'autre bout du continuum, il y aurait le médiateur qui laisse le choix aux personnes pour presque tout, même le choix sur le processus, telle la médiation transformative. (ça rejoint la question du pouvoir que nous avons travaillée pour le colloque de La Rochelle : le médiateur peut diriger le processus, laisser le processus dans les mains des personnes, ou guider le processus).
- L'idée serait que plus le médiateur favorise la liberté individuelle, moins il est directif et en même temps avec une forte présence et une autorité de compétence ; par contre, plus le médiateur incite à la reconnaissance mutuelle, plus il est directif, pose et rappelle le cadre.
- Enfin, certains sont dans le positif uniquement (tableau VIII), d'autres reflètent positif/négatif.
-

TABLEAU VII – Reflet du positif uniquement

6		Récit de vie: évocation de la rencontre <i>je demande aux intéressés la façon dont ils se sont connus, ce qui les a attirés l'un l'autre</i> mutualisation du positif de leur histoire <i>je les amène à parler de faits positifs.</i> Récit de vie : Inscription sur le paper-board des qualités de chacun repérées par l'autre lors de la rencontre : J'inscris ces termes sur le tableau, sous le génogramme.
---	--	---

III- Répartition dans le temps de la liberté et l'altérité

L'équilibre liberté/altérité varie selon le médiateur et son style. Aucun médiateur ne commence par favoriser l'altérité et, dans l'ensemble, il y a plus de liberté au début, ce qui irait dans le sens de notre hypothèse. Durant les négociations, il semble que la plupart des médiateurs favorisent

essentiellement l'altérité, ce qui confirmerait aussi notre hypothèse. Par contre, à la fin, la plupart des médiateurs favorisent à nouveau la liberté individuelle.

Conclusion

Si nous revenons sur nos hypothèses :

- Les deux dimensions, liberté et altérité, sont aussi importantes l'une que l'autre, dans l'avancée du processus de médiation : nous avons effectivement pu constater que tous les médiateurs favorisaient liberté et altérité dans leurs interventions tout au long du processus.
- Il y a un lien dynamique entre les deux concepts : les médiateurs passent d'une dimension à l'autre ; la liberté semble le plus souvent permettre le développement de l'altérité.
- Tous les médiateurs favorisent les deux dimensions ; certains insistent plus sur l'une que sur l'autre et ils le font chacun d'une façon qui leur est propre : nous avons pu remarquer effectivement que chaque médiateur « jongle » de l'une à l'autre des dimensions d'une manière qui lui est propre.
- En général, les interventions qui favorisent l'identité/liberté sont plus nombreuses au début de la médiation et celles qui favorisent la reconnaissance mutuelle, l'altérité, sont plus nombreuses en fin de médiation : nous avons pu vérifier que tous les médiateurs dans leurs toute premières interventions favorisent l'identité et la liberté des personnes, par contre, nous avons noté qu'à la fin des négociations, après avoir favorisé l'altérité, ils renforcent généralement la liberté de chacun des participants.

Ce serait la liberté que donne le médiateur familial qui suscite du lien et permet le développement de l'altérité.

Le médiateur directif incite fortement à l'altérité qui est l'objectif principal de la médiation. Ceci pose la question de la qualité de cette altérité : est-elle authentique ? Quid du contrôle social. Affaire à suivre !

oOo

Atelier E : “Aller à la rencontre du visage et du corps de l'autre...”

Animatrices : Martine MÖRCH et Cristina SANS

Médiatrices familiales

Compte-rendu de l'atelier (Martine Mörch)

« Je ne peux pas la voir ! » “Je ne peux pas le sentir ! » “Si je le vois je l'emplâtre !”

Qu'est ce que ça provoque la présence physique de l'autre dans une même pièce ? Le fait que l'autre soit là “en vrai” et non en visio-conférence par exemple, qu'est ce que ça change ? On serait tenté de répondre “TOUT” ! Mais encore ? Que pourrions-nous dire, nous, les médiateurs familiaux, sur cette énigme de la relation vivante dans l'espace de médiation ?

Je cite Cristina “la médiation, c'est un espace de rencontre physique où les corps sont présents et dégagent de multiples signaux.”

Je propose trois idées :

- La rencontre de médiation c'est une occasion de passer de **la caricature à la réalité d'un visage**.

L'autre est là, dans sa réalité, il va brouiller l'image, excéder la représentation que j'avais de lui. Cette rencontre ouvre le passage d'une simplification à quelque chose de plus complexe et de nettement plus insaisissable.

- **L'autre, présent, convoque le doute.**

L'autre présent est plus difficile à neutraliser (dans le sens de neutraliser un danger).

L'autre présent, fait vaciller mes constructions défensives, introduit l'espace du doute sur mon interprétation de ses faits et gestes, de la situation, me conduit à douter de ma perception des choses.

Qu'est ce qui signale la présence d'autrui si ce n'est qu'on est plus tout à fait sûr d'avoir raison ? Qu'on n'est plus maître chez soi ?

La sensation est désagréable, après tous ces efforts pour recréer une sécurité intérieure, un semblant de confort voilà que tout est à refaire !!

- **L'autre présent m'oblige à me décentrer.**

La centration sur soi pendant le conflit, nous la connaissons tous.

C'est **Jean Vincent qui parle** :

“Je ne m'entendais pas parler, je ne me voyais pas agir... j'étais aveugle et sourd, dans ces moments de crise, je me sentais tellement vulnérable que je ne pouvais que renforcer mon armure.”

Cela rappelle la notion de position défensive.

Michelle et Jean divorcent, ils sont tous deux moniteurs éducateurs auprès d'enfants en difficulté. C'est difficile car Michelle, qui a provoqué la séparation souhaite partir à 600 kms avec leur fils de 12 ans pour se rapprocher de sa famille. Jean entame une procédure et demande une résidence alternée, il commente : “Si mon fils s'éloigne autant, je le perds !”

Michelle dit en parlant de Jean : “Avec le métier qu'il fait vous ne pensez pas qu'il pourrait penser à son fils ? Qu'il pourrait penser aux conséquences que son entêtement vont avoir sur le développement de cet enfant ?”

Qu'est ce qui se passe pour qu'une personne à un moment de sa vie, ait besoin de se centrer autant sur elle-même ?

Je pense à la réaction du corps lorsqu'il est en danger par exemple dans une situation de froid intense: tout se concentre autour de la vascularisation du cœur, du cerveau et des reins. Le corps organise ses différentes fonctions autour de la survie.

Cette protection des organes vitaux qui a lieu lorsque le corps est en danger, l'esprit l'organise sans doute aussi lorsqu'une relation place une personne en grande souffrance.

Je pense à la salle des Cartes Géographiques au Musée du Vatican. C'est très intéressant parce que le Vatican est placé au centre et le monde ordonné tout autour. Peu à peu les découvertes ont obligé à un remaniement, sans doute avec des résistances.

Peut-on dire qu'il y a eu pour la communauté humaine une maturation progressive vers la conscience de l'autre ?

L'autre présent, avec son souffle, les bruits, les gestes, il plie et déplie les jambes, porte ses mains au visage, s'étonne, soupire, fait silence, laisse couler des larmes et parfois lance dans l'entre deux quelque chose de sa vérité qui touche, qui troue. Cet état de la chose dite, traversée de vérité, portée par la grâce, on a tous connu cela, quand les mots s'imposent avec autorité et force, ce silence autour, la qualité de ce silence... et ses bienfaits.

L'autre présent me pousse hors du milieu souverain où je me trouvais, il me pousse dans mes retranchements.

A réfléchir à cette question on comprend mieux qu'il soit vraiment difficile de se réunir dans une même pièce lorsque le conflit est intense.

La rencontre de médiation c'est une prise de risque.
Une prise de risque à un moment où le danger est
grand, où il est parfois question de sauver sa peau.

C'est une prise de risque et une expérience, d'être en même temps dans une même pièce, c'est une mise à l'épreuve de la réalité de l'autre pour passer à autre chose, pour avancer, dans **le vif de la relation**.

Proposition d'intervention pour ouvrir l'atelier E (Cristina SANS)

UNE RENCONTRE PAR LES SENS

Ce mot, "rencontre", trouve son origine au XIII^e siècle en croisant l'idée de "coup de dés" et de "combat singulier" (qui se retrouve dans les duels ou le domaine sportif). La rencontre est souvent fortuite, fruit du hasard. "Encontrer" signifie "venir en face" ou "trouver quelqu'un sur son chemin". Se rencontrer désigne le fait de "se trouver au même instant au même endroit". Voyons ce qu'il en est de la rencontre singulière entre la médiatrice et les personnes venues en médiation.

La rencontre de l'autre sollicite et implique mes cinq sens. Mes sens me donnent la faculté de percevoir les impressions faites par les objets ou les personnes. Nos cinq sens : vue, ouïe, odorat, goût et toucher sont les systèmes récepteurs qui nous permettent la perception et la sensation. Mais au-delà de la simple acception psychophysiologique, il s'agira ici de ma faculté d'éprouver en tant qu'être sensible, capable donc de percevoir, de sentir et peut-être de comprendre...

Une femme, un homme, appellent l'association MÉDIATIONS par téléphone pour recevoir des informations sur la médiation ou pour prendre directement un rendez-vous.

En cet instant, je ne connais ni le visage ni le corps de l'autre. Mon ouïe perçoit une voix, avec sa couleur, sa chaleur, ses nuances. Je la perçois aiguë ou grave, lente ou saccadée, sensuelle ou froide, à l'accent régional ou étranger, confuse et troublée, ou nette, précise et assurée. Cette voix m'interpelle et me transmet des messages que je reçois et traduis par le filtre de mon oreille, de mon vécu, de ma propre existence. Je suis dans l'espace abstrait, dans le temps premier d'une rencontre.

Cette voix que j'écoute me fait aussitôt beaucoup entendre de l'autre. Cet inconnu qui me parle, me communique, par le ton ou le débit de sa parole, autant que par les mots, son inquiétude (rarement sa joie), voire son angoisse, sa souffrance... Ma propre voix se veut accueillante, plutôt claire, douce et rassurante...

Puis vient le moment de la rencontre physique, concrète et réelle. Le jour et l'heure de notre "rendez-vous" (qui n'a rien de galant...), nous allons "nous rendre", nous livrer, aller ensemble, "rendre" c'est "donner en retour", s'exposer mais aussi s'accorder...

Dans la salle d'attente, deux personnes patientent. Vous savez que "persona" est en latin le masque d'un personnage... Lorsque je vais les chercher pour les inviter à entrer, en ce premier instant de la rencontre, mes sens sont en éveil. Ma vue capte des informations sur l'apparence physique que mon cerveau enregistre et décrypte à toute allure. Je vois deux corps et des impressions se dégagent : des formes, des couleurs, des mouvements... Apparence corporelle : taille, corpulence, peau, yeux, cheveux... Façon de s'habiller : style, matières, formes et couleurs... Manière de se déplacer, rythme, prestance, gestuelle... Mais aussi des sons : de talons, de bijoux, de cuir, de plastique ou de tissu, de clés ou de monnaie, d'objets...

A l'entrée de la salle de médiation se réalise le premier contact corps à corps. Mon rituel de salutation, en cette Europe française où j'exerce, se déroule ainsi : je regarde chaque personne dans les yeux, je lui tends ma main droite qu'elle me serre et, avec un sourire, je lui dis : "Bonjour, je suis Cristina SANS. Entrez, prenez-place" ou "Installez-vous"... L'ouïe participe là encore par les mots de salutation échangés.

Lors de cet échange de poignées de mains, mon toucher, mais aussi ma vue et mon odorat ont leurs capteurs en éveil. Instant fugace et néanmoins si riche ! La main de l'autre dans la mienne : sa température, son degré d'humidité, sa mollesse ou fermeté, la durée du serrage, le geste du bras qui accompagne ou secoue cette main fermée, cette préhension... Peau douce ou rugueuse, qui glisse ou qui accroche, contact agréable ou sensation désagréable. Main moite, collante ou vite détachée... Envie parfois, de laver ma main. Idée des germes, bactéries et microbes qu'elle peut transporter...

Le regard, yeux dans les yeux, directs, ou yeux fuyants, furtifs, esquivant les miens, yeux brillants, humides, rieurs ou tristes ; yeux vides, yeux aveugles ou œil communiquant, entrant en relation, recherchant l'alliance... Les yeux, miroir de l'âme ? Globe oculaire, organe de la vue mais aussi coup d'œil, regard. "Regarder", a pour étymologie "garder", "avoir l'œil sur". Je peux diriger ma vue avec franchise ou dissimulation. Je peux toiser ou regarder de travers, d'un bon ou d'un mauvais œil. Par mon regard, j'accorde mon attention à l'autre, je le prends en considération, je le reconnais comme partenaire et comme égal. Par ce premier regard, nous nous observons, nous nous évaluons l'un l'autre, nous nous mesurons et jugeons. De manière clairvoyante ou inconsciente... Sans "faire de l'œil" ni "les yeux doux", sans "avoir l'œil à tout" ni "tenir l'autre à l'œil", sans le regarder "du coin de l'œil", nous "parlons des yeux" et parfois même, quelque chose "crève les yeux". Je tente de voir l'autre "d'un bon œil" et j'observe s'il n'a pas "froid aux yeux"... La langue est si riche !

Ce premier contact avec le corps de l'autre en médiation, m'apporte de surcroît l'odeur. Des effluves émanant du corps entier ou plus particulièrement de la main que je tiens dans la mienne. Rarement inodore, la personne a une odeur naturelle ou artificielle, agréable, fade ou écœurante. Eaux de toilette, cosmétiques, parfums légers ou intenses, capiteux, senteurs de savonnette ou de lessive... Exhalaisons, émanations du corps, odeurs agréables ou malodorantes. Transpiration, tabac, alcool, poussière, haleine, ce souffle que les poumons exhalent... Nos odeurs respectives s'entremêlent, s'annulent ou s'accroissent. Nous voilà enveloppés dans un croisement d'arômes subtils ou entêtants, dans un bain odorant qui laissera une trace dans la pièce à la fin de la séance. Sans oublier que chaque lieu dégage sa propre odeur, celle des matériaux qui le constituent ou le meublent, liée à la capacité d'aération de cet espace. La saison, l'isolation des parois, le système de chauffage ou de rafraîchissement vont faire varier la température de la salle. Les émotions vécues durant la séance de médiation vont provoquer des sécrétions des corps en présence. Elles s'ajouteront à l'odeur singulière, initiale et individuelle de chacun au début de l'entretien.

Nous voilà à trois personnes ou plus, dans cet espace fermé durant un temps donné (en général, deux heures). Des êtres incarnés, assis (plus ou moins confortablement) qui donnent d'abord à voir leur corps, organismes vivants et animés. Espace de médiation, espace de parole où les mots sont

l'outil principal. Espace de rencontre physique où les corps sont présents et dégagent de multiples signaux. Langage verbal et langage corporel ou non-verbal. Le médiateur est aux aguets, tous ses sens en éveil, concentré, attentif. Sensible, cherchant à sentir la vérité de chaque être. Sensoriel, recherchant des sensations, des indicateurs qui l'informent sur ce qui se joue sur la scène de la médiation entre ces êtres en présence.

De nos cinq sens, j'en ai évoqué ici seulement quatre. Le goût n'existera qu'au sens figuré. Ce sera le goût amer du « mal-entendu », de la rencontre loupée ou d'une communication impossible. Ou bien le goût de la satisfaction lorsqu'enfin les personnes s'adressent la parole directement, sans avoir besoin de passer par le tiers médiateur. Ou encore le goût d'une émotion palpable et partagée. Enfin, le goût gratifiant du conflit qui diminue et parfois donne lieu à une « re-naissance », à un passage à un autre état relationnel.

En médiation, nous sommes en relation avec l'autre ; celle établie par nos visages, nos corps, nos gestes, nos postures et nos mots ou nos silences. Se dégriser de soi, lézarder ses certitudes... La rencontre a lieu avec mes doutes, mon incertitude, tout ce qui m'échappe et qui permet la magie de l'instant. Si chacun parvient à reconnaître l'autre comme interlocuteur, comme partenaire, une relation vraie pourra s'établir. Ce mot "partenaire" qui a si joliment voyagé... Emprunté à l'anglais mais altération d'un ancien mot français qui signifiait "séparation" (du butin...). Ne s'agit-il pas de ce projet fou en médiation : mieux se séparer afin de pouvoir se reconnaître différents et égaux ?

Cette réflexion sur la rencontre physique de l'autre dans une bulle d'espace appelée médiation confirme que, si mon éthique m'oblige à l'impartialité, la neutralité vers laquelle je tends est un objectif sans doute inatteignable. Face à "alter", cet autrui, ce "prochain" qui n'est pas le même que moi mais qui me ressemble tout en étant différent, je suis un corps (avec une âme peut-être) qui sent et qui exprime. Et qui ne maîtrise (heureusement) que peu de chose ! De la rencontre en médiation, de ces rapports humains imprévisibles, je souhaite retenir, pour terminer, que la notion d'altérité évoque la "différence par changement". Quel meilleur projet que de croire en la capacité d'évolution des personnes ?

oOo

Atelier F : La posture du médiateur entre implication et distanciation, une tension nécessaire à l'altérité.

Animatrices : Marie ROUSSEAU et Marie-Hélène BELLUCCI

IRTS PACA CORSE

Le médiateur part du postulat que le conflit est un élément constitutif de l'humain, et que sa prise en compte permet un changement de représentations et d'actions. La médiation vise non pas à amener les personnes à dépasser le conflit, mais à le gérer, c'est-à-dire à le prendre en compte. Le médiateur propose un espace où les personnes peuvent exprimer leur vision du conflit ainsi que leurs ressentis par rapport à celui-ci. Ce n'est qu'à partir de cette expression de soi que la reconnaissance de l'autre est possible. Il s'agit pour le médiateur d'amener les personnes au-delà des mots à reconnaître l'existence de l'autre, afin qu'un dialogue s'installe.

Envisager le conflit comme positif et constitutif de l'humain, c'est envisager l'homme comme un être multiple, fruit de tendances parfois contradictoires, de conflits intérieurs, autant d'éléments qui fondent la singularité de tout individu. L'homme qui s'adresse à un professionnel de la médiation n'est donc pas un être dénué de toute position, mais une personne ayant des compétences, et c'est dans cet esprit que médiateur le reçoit.

A partir de cette vision de l'individu et du conflit qui le constitue, comment le médiateur qui, bien que professionnel dans cet espace, mais qui est aussi une personne peut-il rester totalement neutre dans une situation d'interaction ? Comment va-t-il amener les personnes à s'impliquer dans la médiation et dans le conflit s'il n'est pas lui-même impliqué ? Mais jusqu'où s'impliquer pour un médiateur, sans prendre partie ? Mais surtout comment peut-il faire autrement qu'être impliqué ?

Le médiateur n'est jamais indifférent à ce qu'il fait, dans la mesure où son action s'inscrit dans la relation aux personnes qu'il reçoit, il en sort automatiquement affecté. Chacun vient en médiation, le médiateur compris avec ce qu'il est son histoire, ses ressentis. Le médiateur est lui dans une posture professionnelle, qui de fait le met dans hors de la situation des personnes qu'il reçoit. Pourtant, le fait d'être dans une posture professionnelle ne le préserve pas de la relation qui s'instaure dans l'espace de médiation et bien heureusement. Il existe dans cet espace temps, espace du présent qui articule le passé et l'avenir en terme de projection, des interactions qui sont possibles par la présence du médiateur. Celle-ci n'est pas une présence qui se suffit à elle-même, n'avez-vous pas entendu des personnes demander au médiateur, mais qu'elle est votre rôle, puisque le contenu nous appartient, faites-vous seulement acte de présence. Bien entendu, le médiateur va répondre que non, et il va expliquer (en substance) qu'il n'est pas là uniquement comme soutien technique à l'échange, mais comme un être impliqué, qui va donner du sens à ce qui s'exprime durant la séance. Ce n'est que parce que le médiateur est impliqué, qu'il peut faire émerger du sens, ce qui va permettre aux personnes de comprendre les valeurs sur lesquelles elles s'accordent. Étymologiquement, impliquer est un des dérivés du verbe *plicare* : dans les plis, ce qui renvoie à l'opposition de l'implication et de l'explication. L'explication conduit à mettre à plat, à déplier, alors que l'implication reste opaque, « *elle ne peut se penser que dans la temporalité, par rapport à l'histoire, au vécu, à différentes formes de mémoire, parce qu'elle est de l'ordre du replié (sur soi)* » (Ardoïno, 2000, p.212)⁴⁶ Le médiateur n'est pas là pour mettre à plat et pour observer ce qui se joue dans l'espace de médiation, mais pour être aussi auteur de ce qui se crée par l'interaction, sans quoi aucune création ne sera possible et donc aucun changement. L'implication est une valeur qui caractérise la médiation. Il ne s'agit pas pour le médiateur de mettre à plat le conflit, de le déployer pour amener les personnes à négocier sur des positions, mais au contraire d'en parler en tant que phénomène situé, qui est à prendre en compte dans une histoire, un temps.

Le médiateur est un être multiple, un être de conflits qui ne demandent qu'à s'exprimer, il est comme tout individu un être complexe. De fait, comment va-t-il gérer toutes ses contradictions durant la séance de médiation vis-à-vis des personnes qu'il a en face de lui ? Il ne s'agit pas d'être une personne transparente, mais un individu vis-à-vis duquel les personnes qui sont en médiation peuvent s'identifier. Il va devoir donc être suffisamment présent, mais aussi suffisamment distant, pour

⁴⁶

ARDOINO J., 2000, L'implication, in Les avatars de l'éducation, Paris, PUF

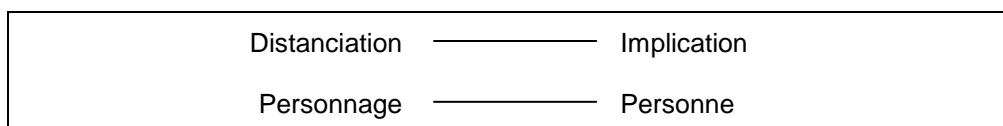
permettre l'expression de ces personnes. En s'impliquant le médiateur va amener les personnes à être dans l'action, dans la mesure où il est en quelque sorte dans le don de lui-même en tant qu'individu et pas seulement en tant que professionnel. Il n'est pas question d'un don qui entraîne une dette, mais bien au contraire d'un « don qui oblige », pour reprendre M. Mauss⁴⁷, qui « oblige » les personnes à s'impliquer pour être réellement en médiation. Par l'effort tel que le définit C. Rogers⁴⁸, le médiateur en étant dans une écoute réelle, s'implique, donne du sens et c'est cette implication du médiateur par l'effort d'être disponible aux autres, que les personnes vont reproduire.

L'expression des émotions est au centre d'un changement pour les personnes. Comment le médiateur va-t-il se situer par rapport à cela, peut-il parler de ce qu'il ressent ? Si oui dans quel objectif ? Le médiateur est une personne face à deux personnes en conflit, il occupe dans l'espace de médiation une place de professionnel, il est donc un personnage. Peut-il durant toute la séance rester enfoncé dans ce personnage ?

Nous pouvons imaginer que le médiateur va être affecté par certaines situations, afin de ne pas confondre la place de chacun, le fait d'être authentique et de se montrer comme un être complexe, ne permet-il pas de dépasser ses propres conflits intérieurs, pour être dans une écoute des personnes ? Il s'agit pour le médiateur de se percevoir comme acteur dans la situation, plutôt que sur la situation. Il se situe alors dans l'action, dans le mouvement qui va entraîner les personnes à s'inscrire elles aussi dans le changement. Dans cette dynamique, le médiateur conçoit la posture de tiers comme une posture impliquée et c'est à partir de cette posture, que le mouvement advient. Cette posture est une posture différente de celle qui situe le médiateur en observateur et qui l'inscrit dans une démarche techniciste ou la technique prime sur le sens. Il est possible nous l'avons vu de sortir de cette démarche techniciste, si le médiateur travaille ce qu'il met en œuvre, en s'impliquant afin de ne pas confondre, ce qui est de l'ordre du réel et ce qui est de l'ordre de la projection. Dans ce cas, c'est en étant dans la projection de ses propres représentations que le médiateur n'est plus dans la neutralité qui incombe à sa fonction. Cette projection ne lui permet ni d'être garant du cadre, ni d'être dans une posture de tiers.

EN RÉSUMÉ

Le médiateur est quelqu'un qui relève le défi de penser que le conflit est un élément dynamique, à partir duquel, il va se créer du commun. Il est lui-même un être complexe qui est dans le conflit et pour être dans un processus de neutralité qui s'inscrit dans un processus d'altérité, il doit mettre en tension les processus suivants :



Tous ces processus s'articulent et sont dans un mouvement et ne sont pas un état en soi. Ce n'est qu'en articulant ces différents processus que le médiateur va être dans une multipartialité, qui renvoie au processus de neutralité, qui n'est possible que parce que le médiateur est impliqué dans l'interaction. C'est par ce processus que le médiateur permet aux personnes qu'il accompagne d'être aussi altéré par autrui.

Texte rédigé par Marie-Hélène BELLUCCI

oOo

⁴⁷ MAUSS M., 2004, Sociologie et anthropologie, Paris, PUF

⁴⁸ ROGERS C., 1968, Le développement de la personne, Paris, Bordas

Atelier G : « Je ne reconnais plus mon enfant, c'est devenu un autre... un adversaire »

Animatrices : Anne DELATER et Annette MOUTTET et Joëlle PIOVEAN

Notes prises par Béatrice TRÉLAÛN

Médiatrice familiale

Montrer comment la médiation familiale peut se transférer dans des champs autres que la séparation. Avec quelles pratiques ?

L'ado est un sujet de droit (Loi sur l'autorité parentale 2002, Convention de La Hayes et Convention internationale des droits de l'enfant). Majorité sexuelle et pénale,...

L'ado est en construction identitaire et dans paradoxes. C'est des racines et des ailes : « je veux être petit et grand »

Cocon de l'enfance, appartenance à un groupe familial puis à un groupe de pairs. Il demande à être reconnu en tant que sujet souvent en opposition à ses parents. Pour s'éloigner il devra mettre son parent comme objet mauvais. Les parents ne reconnaissent pas l'évolution de leur enfant. Ils ont des problèmes pour accepter le deuil de l'enfant idéal. Enfant tyrannique, enfant devenu un mauvais objet.

En médiation familiale, il y a nécessité de parler de l'histoire.

- L'adolescence moment de passage et non de crise :
Partie collège ; partie lycée où il se pose des questions existentielles, on lui demande de s'orienter...L'ado prend conscience que ses parents sont de pauvres adultes comme les autres avec des imperfections alors qu'il a besoin de sécurité.
Ils sont en grande insécurité. Ils voient des adultes inquiets. Ils ont besoin de sentir de la sécurité. Comment réagir ? tous ces parents aiment leurs enfants. Aimer c'est vouloir accompagner ce jeune vers l'autonomie, la responsabilité.

Les parents souvent ont perdu aussi les repères. Phénomène du jeunisme, gommage de la différence de génération.

Caractéristique de ce type de médiation familiale :

- 1 – Ce n'est pas égalitaire
- 2 – La relation est asymétrique
- 3 – Ils sont inscrits dans une longue chaîne d'histoires familiales
- 4 – Il existe des contes et des comptes qui ne sont pas réglés et qui se posent.

Schéma de l'axe vertical de la filiation et de l'axe horizontal de la médiation.

La médiation peut servir à reconstruire le lien. Il y a beaucoup d'ado en rupture de liens.

La médiation familiale aide les ados à se séparer sans rompre, sans clacher.

Outil du géosociogramme.

L'ado s'approprie plus facilement la médiation familiale car les parents ont la culpabilité. Car on travaille dans l'ici et maintenant. Ils s'emparent assez bien de cet espace de parole. C'est une porte qui s'ouvre pour pouvoir être entendu. Restauration d'une communication. Ils ont besoin de sécurité. Ils peuvent exprimer leurs ressentis leurs besoins.

Notre contexte de travail :

En relation avec psychiatre, assistante sociale, lycée. La médiation organise concrètement la vie donc libère de la place pour le psychisme, la scolarité, ...

Deux objectifs : travail sur le lien et gestion des conflits.

Cadre très précis qui doit être signifié très clairement : les parents ont l'autorité parentale, ont le pouvoir de décision. Mais on peut en parler ensemble, trouver ensemble. L'ado a des droits et des devoirs (honneur et respect à ses pères et mères).

Volontariat : l'ado est souvent entraîné. Dire que c'est volontaire... Certains partent et reviennent après. Viennent par la Conseillère Principale d'Éducation, par les copains, par la tante, l'oncle, ou bien à la demande des parents. Le lycée repère quand l'ado a des difficultés autres que scolaires. Nous ne recevons pas que des couples séparés. 50% des médiations familiales parents/ados aboutissent à des médiations familiales père/mère. L'ado fait symptôme. Ce travail dégage l'ado de sa position d'objet.

L'ado est acteur dans ce conflit et devient sujet en médiation familiale

Lorsque l'ado semble dépressif qu'il n'a pas de copains, alors Annette demande à ce qu'un travail thérapeutique se mette en place en parallèle. Car en médiation familiale, « je vais travailler sur l'organisation de surface ».

Un des points à aborder : le réveil. La belle mère avait pris l'habitude de rentrer et de le réveiller. En médiation familiale, la nouvelle organisation donnera : « même si tu n'es pas réveillé, je ne rentrerai pas dans ta chambre ».

Le point accueil écoute ados du lycée travaille en relation avec la CPE. Quand un ado a un comportement répétitif souvent c'est une indication de problèmes à la maison.

La question des places se travaille en permanence en médiation familiale.

Je demande à l'ado de contacter son parent avec lequel il a un problème de relation. Ça se fait en plusieurs étapes. On construit souvent ensemble la médiation familiale. Quand un parent appelle l'association alors je reçois le parent demandeur en individuel puis l'ado seul pour séance d'info. A partir de cette séance il devient volontaire lui aussi. J'avertis l'autre parent et lui propose de venir : « oui je viens » ou « non je ne viens pas ». Puis on peut recevoir les deux parents et favoriser la pose de petits accords entre eux afin de faire lien.

Parfois le fait que le beau parent participe à un entretien peut permettre de débloquer les choses.

On travaille sur la réorganisation du quotidien, pas sur la souffrance dans la famille pas sur l'intra psychique. On aborde la question du conflit. Ils peuvent trouver des accords pour ne plus être en paroxysme de crise au quotidien.

Mon association ne bénéficie pas de la prestation CNAF. La CNAF a retiré de la liste des médiations familiales, les médiations entre parents et enfants et celles entre parents et ados.

Innover en médiation familiale nécessite d'avoir une pratique classique bien ancrée.

Mme : *l'ado découvre que ses parents ne sont pas obligés d'appliquer le jugement. Il est bon d'aller dans les CDI, les CIO pour informer les ados sur la médiation familiale.*

Mme : *L'ado ne veut pas parler de son enfance, du passé.*

AM : *Les AS et infirmières scolaires m'envoient souvent des médiations familiales. Elles ont des plaquettes du service et une affiche.*

30% des situations de protection de l'enfance sont liées à des conflits dans la famille.

Spécificité de cette pratique :

- 1 Au ras des pâquerettes. Problèmes quotidiens sur la gestion du quotidien
- 2 J'utilise des métaphores, des histoires...
- 3 Génogramme est indispensable car il place chacun
- 4 J'utilise beaucoup de visuel, de schémas
- 5 Quand il y a toujours les mêmes reproches alors à la séance d'après on met les reproches dans un bocal sous le caillou et on n'en parle plus
- 6 Nécessiterait un perfectionnement pour savoir comment s'adresser à un ado et sur la psychologie de l'ado. En formation continue. C'est un monde particulier. Les ados ont besoin de respect et d'empathie.

L'ado est comme un cocon de soie. Il doit être arrimé à la branche de bruyère mais il a besoin dans son cocon d'être lui-même, sans intrusion. (Métaphore appliquée aux Cévennes où j'exerce)

M. : *comment gérer le passage de la majorité ?*

- L'accompagnement se continue ; c'est un sujet qui peut se travailler en médiation familiale. L'article 203 autorise les jeunes majeurs à demander une pension alimentaire à leurs parents. Dans la loi les parents doivent financer les études. Même s'ils sont majeurs ils peuvent faire valoir cela. La médiation familiale est un bon outil.

Mme : *Notre service fait des médiations familiales intergénérationnelles grands-parents et jeunes majeurs : « entre deux personnes qui sont dans la capacité juridique de poser des accords ».*

Quelle est la frontière entre le travail éducatif et le travail en MF ? Pourquoi ne pas équiper les équipes éducatives d'outils de médiation ?

L'AEMO est formée par Annette Mouttet sur la différence qui existe entre travail éducatif et travail de médiation.

- 7 Moi c'est pas l'intérêt de l'enfant c'est l'intérêt de chaque membre de la famille
- 8 La médiation familiale est réactive, sur un moment pas sur une longue durée
- 9 Le travailleur social est tenu de faire un rapport, pas nous

PS : dans les idées pour promouvoir la médiation familiale, il est bon d'aller voir le juge des tutelles car il a des conflits à la pelle ; aller aussi dans les maisons de retraite.

oOo

Atelier H : « Qu'avons nous fait de nos 20 ans ? »

Animatrice : Laurence CORNU.

Notes prises par Marie-Thé MASSARI

Médiatrice familiale à la ville de Marseille

Qu'avons nous fait de nos vingt ans ?

Laurence Cornu rappelle que le mouvement de la médiation depuis 20 ans est double. Mouvement historique et mouvement de chacun de nous, de chaque sujet qui vient nourrir ce mouvement général.

Laurence Cornu évoque la date de 1988, 20 ans après 68...

La médiation : une réponse "en mouvement" dans l'histoire.

Une deuxième question se fait jour :

Médiation : un nouveau métier ?

Allons nous rentrer dans une logique de marché ?... y sommes nous déjà ?

Ou devons-nous rester créatif ? Etre là dans la transformation du lien social...là où il est déchiré...

Il y a dans la médiation familiale des médiateurs de nombreuses et différentes origines professionnelles... nous travaillons ensemble, vas t-on trouver une homogénéité... à quel prix ?

3ème question – Quid de l'institutionnalisation ?

Nous l'avons voulue... Est-ce qu'il faut résister... Comment ? dedans ? Dehors ?

Dans le public :

La prestation de service CAF m'a dépossédé de "quelque chose d'essentiel".

On a parlé à ma place...les médiateurs sont absents des instances décisionnaires...

L'évaluation que l'on me demande me "bouffe" mon espace de liberté.

J'ai perdu mon envie de militer...

Public :

Ne nous décourageons pas, interpellons les décideurs... Il ont besoin de nous....

Public :

Proposition : les médiateurs ont encore à l'intérieur des "médiations leur espace de liberté" attention à ne pas en être dépossédé...

Les médiateurs sont fragilisés, ils sont allés trop vite dans la construction de ce métier. Ils doivent consolider leurs bases "écrire eux-mêmes sur la manière dont ils veulent voir évoluer leur métier".

Public

Il faut garantir à tout prix la notion "d'indépendance du médiateur". Ce que les institutionnels nous renvoient nous oblige à réfléchir sur la qualité de notre travail.

L'intervenante : reparle de la dépossession... des mots du médiateur... de l'intime des personnes...

Public :

Il est important que les médiateurs familiaux A.P.M.F. soient représentés dans les comités départementaux, tout en étant en accord avec leur déontologie, dire aussi que pour nous les médiateurs familiaux ,toutes les informations, tous les ressentis, ne rentrent pas dans des cases.

Public :

Un travail théorique est à faire, pour ne pas être grignoté, voire fagocité par l'administratif.

N'oublions pas notre finalité, notre projet politique, philosophique, il est essentiel.

Il faut être vigilant pour ne pas être broyés, institutionnalisés par le politique, qui pourrait "se servir" "enjoindre" à la médiation familiale, nous faire rentrer dans leur projet et nous manipuler.

Public :

Peut-on faire de la résistance et ne pas répondre à l'évaluation ?

Public :

Il y a confusion entre le qualitatif et le quantitatif. Les financeurs vont vers le qualitatif... Intéressant mais piégeant, il est important :

- de savoir ce que l'on fait,
- de ne pas trahir les personnes.

Public :

Il faut diversifier la médiation familiale, ne plus rester essentiellement dans la séparation, le divorce, ça devient un domaine où le contrôle peut être important. Il faut aller donc vers les hôpitaux, les prisons, les quartiers, les notaires, soyons là aussi créatifs.

Public :

La C.N.A.F. est une instance entre nous et l'État, il faut établir un rapport de force avec la C.N.A.F., la rallier à nous, et ne pas la laisser se faire instrumentaliser par l'État.

Public :

Il est urgent de raffermir nos identités, de prendre le pouvoir, de préserver nos espaces de liberté, nous pouvons et devons protéger le qualitatif.

Oui à l'évaluation quantitative, non à la qualitative.

Il faut aux médiateurs un espace de protection intermédiaire... Pourquoi pas l'APMF.

Public :

Ne pourrions-nous pas monter un groupe sur la "commande de l'évaluation" ?

Public :

L'APMF peut effectivement fédérer les médiateurs dans une pratique collective commune, mais certainement pas dans un consensus mou.

CONCLUSION :

Les questions de l'indépendance du médiateur et de l'évaluation ont été centrales dans cet atelier.

Des réponses, des propositions :

- Parler de notre travail avec des exemples à l'appui aux décideurs pour qu'ils ne fantasment pas...

Rien n'est plus difficile et même impossible parfois que l'évaluation qualitative... elle nous échappe.

Les médiateurs familiaux, les familles sont du côté du ? privé. ? Nous avons demandé des sous à l'État donc au ? public ?, on s'est piégé nous mêmes !

Atelier très intéressant, beaucoup d'échanges et de vitalité

oOo

Atelier I : « Entre dire et se taire... le médiateur familial confronté aux exigences et aux limites de la confidentialité.

Animatrices : Régine ENGSTER et Danielle HANNEDOUCHE

Notes prises par Céline LINTANFF

Médiatrice familiale

Les médiateurs participant à cet atelier ont souhaité réfléchir à la question de la confidentialité en évoquant deux cas dont ils avaient eu connaissance par des collègues ou qui concernaient directement leur pratique. Chaque exposé de cas a donné lieu à un échange de vues.

1^{er} cas

A la suite de la plainte portée par la mère contre le père pour attouchements sexuels sur leur –très jeune- fille, le juge d'instruction a rendu un non-lieu.

Le père a ensuite saisi le JAF pour faire rétablir le droit de visite qui avait été supprimé compte tenu de la plainte. Devant le JAF, les parents ont donné leur accord pour une médiation.

La médiatrice a reçu les parents séparément en entretien préliminaire. A la mère, reçue en second, qui avait indiqué attendre de la médiation que le père avoue enfin ce qu'il avait toujours nié, la médiatrice a répondu qu'on ne parlerait pas en médiation des violences sexuelles alléguées parce que « c'est jugé et c'est trop conflictuel ». Elle a ajouté : « je suis psychologue, ce monsieur a l'air d'un brave père ».

Au cours de la médiation, la mère a fait état de confidences du père selon lesquelles, bien des années plus tôt, il se serait exhibé sexuellement devant sa petite sœur. La médiatrice a alors déclaré : « si la Justice savait cela, le père n'aurait pas le droit de revoir sa fille ».

Le père a aussitôt interrompu la médiation.

La mère a demandé à la médiatrice de rapporter au juge ce qui venait de se passer.

Les participants sont tombés d'accord pour dire que cette médiatrice d'une part avait manqué à son obligation d'impartialité, d'autre part avait eu tort de refuser d'emblée que les parents évoquent un élément majeur du conflit. Il appartient en effet aux personnes de choisir ce dont elles veulent parler en médiation. Néanmoins l'entretien préliminaire aurait pu être l'occasion d'une réflexion à avoir avec la mère sur la place de l'aveu en médiation.

Quelqu'un a remarqué que, dans le cas exposé, la médiatrice n'avait pas été témoin d'aveux du père mais seulement des dires de la mère. Dès lors on pouvait s'interroger sur les raisons pour lesquelles la mère n'avait pas fait état du comportement de son mari, par elle-même ou par son avocat, devant le JAF ou le juge d'instruction, et sur ce qu'elle cherchait réellement en venant en médiation.

De l'échange qui a suivi, il est résulté que, en tant que médiateurs, nous n'avons pas à nous demander si les faits qui sont révélés en médiation sont vrais ou faux (une allégation n'est pas une réalité). Notre rôle est d'accompagner les parents dans leur recherche de solutions. Le problème est que nous sommes fascinés par les violences faites aux enfants, ce qui peut risquer de nous faire perdre de vue nos principes déontologiques. Nous devons donc veiller à utiliser notre posture habituelle de médiateur pour renvoyer au père et/ou à la mère que c'est à eux qu'il incombe de protéger leurs enfants, éventuellement en saisissant le JAF ou en déposant plainte. Ce n'est que si les parents sont défaillants que le médiateur a l'obligation de signaler à la Justice certains faits, définis limitativement par le code pénal. La question est alors posée de savoir comment le médiateur peut s'assurer que les parents ont effectivement déposé plainte. La réponse donnée par une des participantes est que si le médiateur n'a pas la preuve que la plainte a été déposée, il doit le faire lui-même.

Un participant a indiqué que le médiateur doit, au cours de l'entretien préliminaire, avertir les personnes qu'il devra informer le Parquet s'il reçoit, au cours de la médiation, la révélation que des enfants sont victimes de violences sexuelles ou autres. Plusieurs médiateurs ont mentionné l'importance à cet égard de l'entretien préliminaire.

Plusieurs participants se sont demandé si le médiateur a ou non le droit de ne pas signaler au Parquet les infractions pénales que la loi lui fait devoir de révéler s'il estime que cela n'est pas opportun. Quelqu'un a fait remarquer que le médiateur qui ne signalerait pas des faits que la loi pénale lui fait obligation de révéler serait dans la toute puissance.

Tous mentionnent l'importance d'être soutenu dans cette sorte d'affaires par son institution et de ne pas rester dans sa solitude.

Un participant a évoqué, de façon générale, ce que doit être l'attitude du médiateur auquel une des personnes en médiation demande une attestation. Il a suggéré d'aller au-delà du refus en demandant à la personne pourquoi elle désire obtenir cette attestation et en l'aidant à analyser sa demande.

2^{ème} cas

Une petite fille – sur décision du JAF - ne voyait plus sa mère que dans un espace rencontre. Convaincue qu'il s'agissait d'un cas d'aliénation parentale et que le JAF ne s'en rendait pas compte, la médiatrice se demandait si elle devait ou non lui en faire part. Elle a contacté téléphoniquement l'espace rencontre pour connaître l'opinion des personnes en contact avec la mère. Celles-ci se sont retranchées derrière le secret professionnel pour refuser de lui répondre.

Ce cas a fait l'objet d'échanges assez vifs entre la médiatrice qui l'avait rapporté et certains participants :

Question : En prenant contact avec l'espace rencontre, de quoi vous chargiez-vous ?

Réponse : J'avais besoin de me faire une opinion.

Q : Pourquoi aviez-vous besoin de vous faire une opinion ?

Cet échange a provoqué une réflexion des participants sur le « besoin de se faire une opinion » du médiateur.

Pour un des médiateurs, il faut accueillir ce besoin pour y réfléchir. Il nous renvoie à notre difficulté à lâcher prise.

Un autre médiateur a évoqué le « devoir de rendre des comptes » qui incombe aux travailleurs sociaux et dont ont du mal à se détacher ceux des médiateurs dont c'était le précédent métier.

Pour l'ensemble du groupe, le besoin de se faire une opinion est à discuter en analyse de la pratique.

Ce cas a également permis de réfléchir au rôle des différents acteurs d'un procès. En l'occurrence, le JAF avait nommé un psychiatre comme expert. Certains participants ont souligné que ce n'était pas au médiateur de dire s'il y avait maltraitance, que dans le cas présenté c'était le rôle de l'expert nommé par le juge, mais que même quand il n'y a pas d'expertise le médiateur n'a pas à intervenir auprès du magistrat.

oOo

Atelier J : « Entre norme sociale et liberté, l'angoisse apprivoisée ? »

Animation : Région Paris Ile de France – PIF- APMF

Notes prises par Nicole MEFFRE et Martine CANDEL

Médiatrices familiales de la CAF des Bouches du Rhône

Ce compte-rendu reflète surtout ce que nous avons pu saisir des échanges entre les participants, échanges riches, vifs que cette tentative de synthèse ne peut restituer pleinement.

« Au cours des entretiens de médiation familiale, la mise en question de la liberté ne suscite-t-elle pas des angoisses aussi bien pour les familles que pour les médiateurs familiaux ? A partir de quelles compétences et de quelles manières innovantes, le médiateur familial exerce-t-il son pouvoir pour être porteur d'altérité ? Le médiateur familial accompagne-t-il l'évolution des normes sociales et des pratiques familiales ? »

« Entre norme sociale et liberté, l'angoisse apprivoisée ? »

Atelier animé par des médiateurs familiaux de la région APMF PIF (Paris Ile de France),

Au démarrage de l'atelier, les animateurs demandent à chacun des participants de noter par écrit ce qui a motivé son inscription à cet atelier puis de l'exprimer oralement.

Nous avons échangé autour de **deux grands questionnements** :

- la question de la normalité : quelle famille normale ? quelle est la relation du médiateur familial à cette normalité ?
- la médiation familiale, un espace de liberté ?

Parallèlement à ces deux questionnements, se posent **la problématique du médiateur familial**, d'un point de vue méthodologique, du point de vue de ses résonances personnelles ; mais aussi la **problématique de l'espace de médiation familiale**.

La question de la norme sociale a été abordée du côté de la norme familiale : existe-il un modèle de famille « normale » ? comment le médiateur familial se situe-t-il ? la médiation familiale serait-elle un outil de normalisation ?

Bien évidemment, pour chacun d'entre nous, le médiateur familial et la médiation familiale ne s'inscrivent pas dans « une normalisation » de la famille, cependant, à l'évocation d'une situation nous nous interrogeons :

« il s'agit d'une famille qui a organisé un plan d'accueil de l'enfant dans lequel les places de père et mère étaient « inversés », le médiateur familial a eu besoin de vérifier au cours d'entretiens individuels si cette organisation convenait à chacun : la mère semblait adhérer à cette organisation mais était manifestement en souffrance ». Cette mère était-elle réellement claire par rapport à ce choix ?

Ce qui est soulevé là relève à la fois, de la résonance pour le médiateur familial et de son positionnement.

Nous nous interrogeons également sur comment ces personnes vont-elles vivre le regard social ?

Comment ces personnes qui arrivent à un accord « hors norme » vont-elles le traduire, le vivre à l'extérieur ?

Le médiateur familial se trouve traversé par la norme sociale.

Dans la pratique et dans sa pratique, il est confronté à ses propres références, ses convictions : moi, l'autre et la norme sociale, cependant, il accompagne l'évolution des normes sociales

Dans l'espace de médiation familiale les personnes peuvent exercer leur liberté : construire « leur » projet pour « leur » famille, évaluer la faisabilité de leurs accords, par rapport à eux-mêmes mais aussi évaluer le décalage possible face au regard au social, l'expérimenter dans le temps. La médiation familiale peut alors s'apparenter à un processus d'apprentissage.

Quand les personnes viennent en médiation familiale, bien souvent, c'est un moment de fragilité pour elles. Il est difficile de savoir si les accords seront viables pour les personnes : c'est un temps pendant lequel elles peuvent prendre des risques.

La fonction du médiateur familial est d'accompagner cette prise de risques en évaluant avec les personnes la faisabilité de ce projet. La liberté peut se révéler angoissante : choisir c'est aussi s'engager...Pourrais-je tenir mes engagements, face à moi-même, l'autre parent, mes enfants, les autres....

Serais-je un parent expert ? ? ? hououou tant de compétences...j'ai peur...

Il y a finalement peu de lieux où les personnes décident par elles-mêmes, voire décident ensemble.

Pour ce, le médiateur familial tait les résonances en lui, effectue cette nécessaire prise de recul, gère ce balancement entre aider au projet et ressentir un désaccord en lui.

Il est agitateur d'idées, aide à imaginer. Il pointe aussi les déséquilibres, renvoie vers le cadre, la règle.

Le cadre de la médiation peut favoriser la liberté d'expression et d'être. Il apporte en même temps une certaine sécurité et les personnes restent libres de partir ou rester...

oOo

Atelier K : Comment "détricoter" l'histoire d'un couple et rendre visage humain à l'autre et à soi

Animatrices : Michèle SAVOUREY et Sylvie JURION

Le thème de ce colloque nous a d'emblée inspiré l'idée de cet atelier...

Des scènes de médiation s'imposaient à nous.

Elles correspondaient à ces moments très forts où des couples arrivent en médiation dans un climat de tensions extrêmes et de griefs. Le manque d'égard est là, chacun a perdu le regard bienveillant de l'autre et est perdu dans ses propres distorsions. Chacun ne reconnaît plus celui qu'il a aimé.

Et puis, en cours de médiation, ces personnes qui s'étaient agressées, entre-déchirées, défigurées, reprennent après quelques temps, parfois longs, "visage humain". Une approche respectueuse de l'un envers l'autre s'esquisse.

Le médiateur accompagne, étaye ces passages mais il est avant tout, témoin d'une histoire d'amour qui cherche à s'éprouver, à se dire autrement qu'à travers les blâmes et les reproches.

Au travers de ces histoires relationnelles singulières, c'est de notre "pâte humaine" qu'il s'agit. On en ressort touché émotionnellement.

Comment rendre compte de ce qui se vit dans ces passages ?

Comment évoquer la façon d'intervenir du médiateur qui doit à la fois contenir les débordements, mais également s'effacer pour laisser les protagonistes "se dire" directement l'un à l'autre ?

Comment mettre en travail "les récits" des protagonistes pour qu'ils se retrouvent peu à peu dans le regard de l'Autre ?

Comment leur permettre de trouver ou retrouver des capacités créatrices pour éviter de perpétuer le regard déformant ?

Peut-on oser, par le partage de nos expériences dans ce domaine, faire émerger une modélisation de ces temps forts des médiations, qui n'ait d'autre prétention que d'offrir quelques points de repères, quelques balises, pour ne pas se perdre avec eux ?

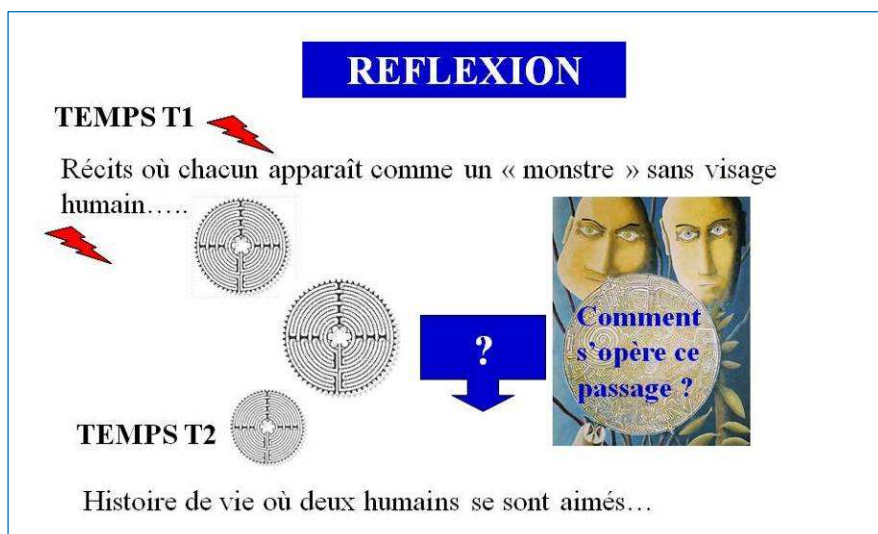


Lorsqu'un couple se déchire, liberté et altérité sont mises à mal. Chacun tente de « sauver sa peau » en chargeant l'autre de tous les maux. La vérité est prise en otage, toute idée de consensus paraît une chimère et la position de tiers devient délicate...

Comment le médiateur va agir pour soutenir la ré-appropriation d'une histoire commune respectant les vérités de chacun, faire advenir la possibilité d'un vrai dialogue et ouvrir la voie d'une possible négociation ?

C'est ce thème qui sera débattu

NOTRE RÉFLEXION

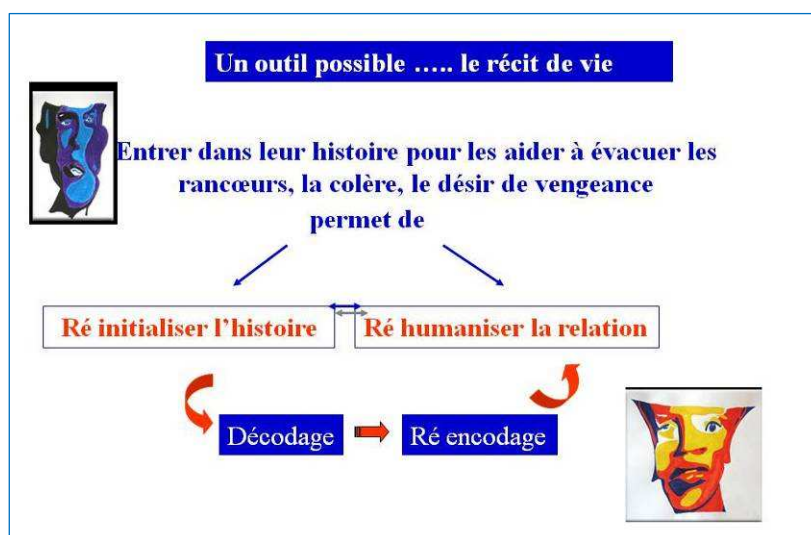
L'ÉCOUTE

«Écouter est un art » disait Épictète aussi bénéfique pour celui qui écoute que pour celui qui se confie....

Aujourd'hui qui nous écoute ?... Vie actuelle : stress, tout doit être rapide, il faut aller à l'essentiel... « Go the point ! » même pour la séparation et le divorce....

Et le TEMPS :

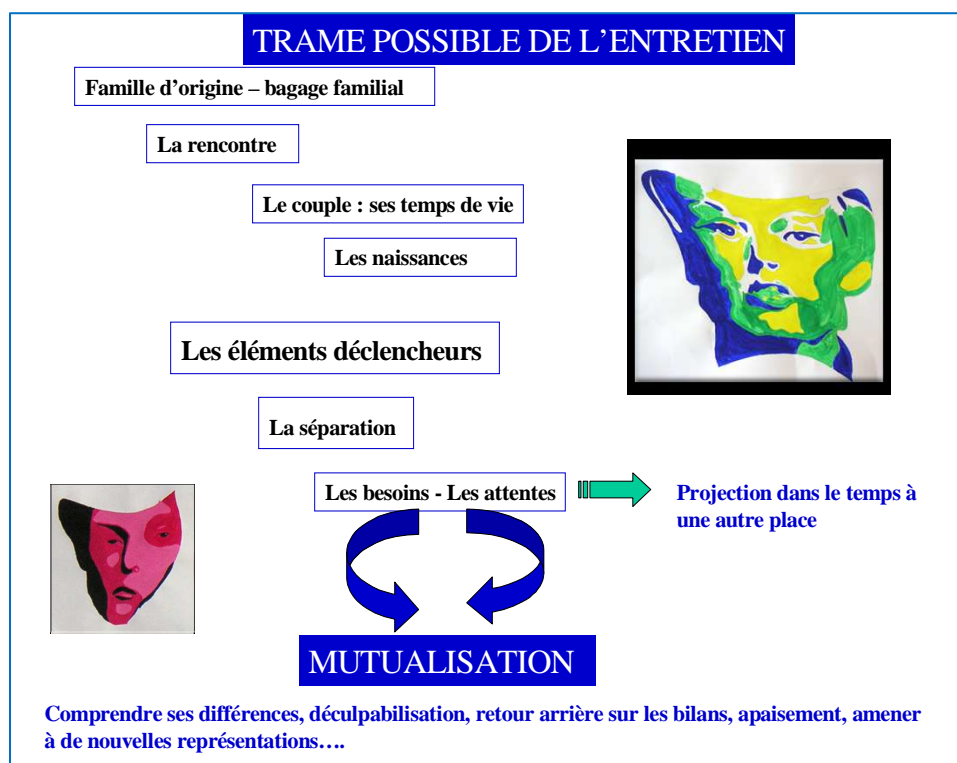
- Le Temps «T1» sera celui de la rencontre avec le médiateur (ou il y a distorsion de l'image de l'Autre)
- Le Temps «T-1» celui d'un espace temps qui a été déformant
- Le Temps «T2» celui où les vérités de chacun peuvent coexister au travers d'un récit commun



Les entretiens individuels ou la rencontre conjointe permettent d'accompagner chacun dans la relecture de son passé. Prendre ce temps est nécessaire pour consacrer du temps et comprendre cet espace temps (T -1) qui a été déformant.

Le médiateur va essayer de décrypter et pas seulement écouter une histoire – il va se centrer plus sur la personne que sur son problème, pointer les points positifs...

Ce temps d'écoute aura pour finalité d'aller au delà de ce qui est entendu et permettre à chacun d'approfondir et de clarifier sa pensée



Sans systématiser pour tous les couples l'utilisation de cette démarche, il existe certaines situations où le pêle-mêle des mots et des maux renvoyés au médiateur lors d'une première rencontre esquisse des visages déformés à tel point qu'il est difficile de les reconnaître et pour les personnes de se reconnaître.

La question du temps fait partie de l'histoire des couples c'est pourquoi le parti pris du médiateur sera ici de réfléchir à comment utiliser les récits de vie personnelle pour permettre au couple de se réapproprier son histoire commune tout en respectant les vérités de chacun. Ce que nous nous proposons de regarder ensemble, c'est comment dans le récit de vie, l'utilisation du vecteur temps peut opérer et redonner "visage humain" à l'autre et à soi..

Comme le temps, le vécu connaît un déroulement, une durée. La conscience, le désir et les passions se déploient aussi dans ce temps. La vie humaine est radicalement temporelle. La temporalité de l'histoire des couples est en effet scandée par le passé, le présent et le futur.

En médiation, lorsque le médiateur est confronté à la narration des personnes, il va être confronté à l'espace, au temps à la causalité articulant ainsi l'image du vécu et du ressenti présent.

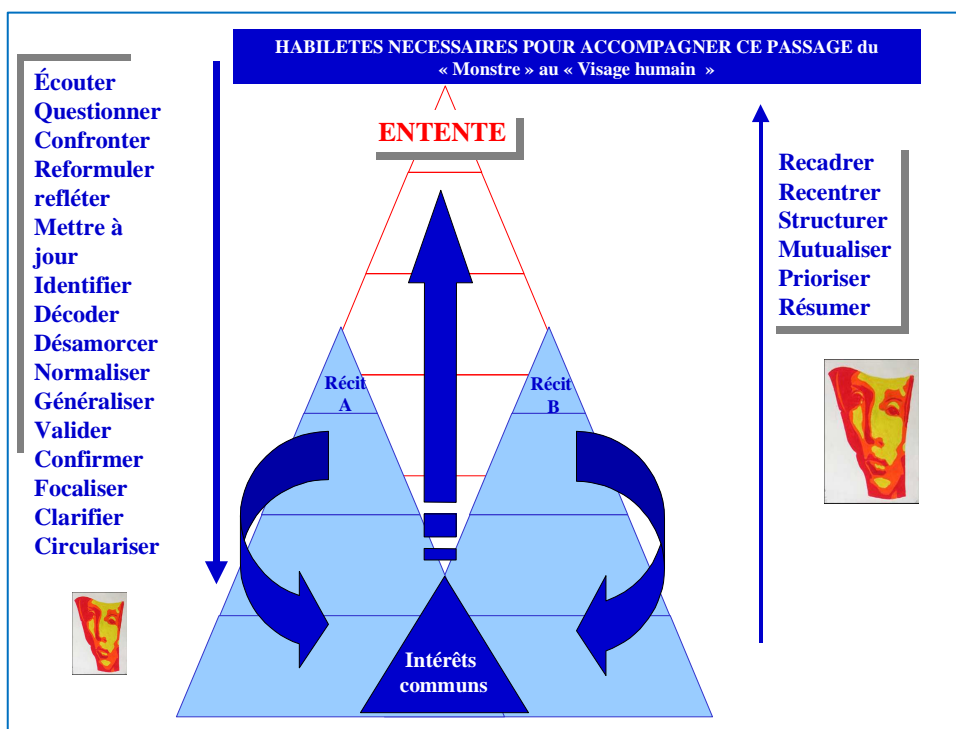
Le travail sur les récits de vie va permettre au médiateur d'être "un passeur", de créer un pont pour aller du passé au présent et du présent au futur. Françoise Dolto disait d'ailleurs, « Le pont entre les êtres, c'est le langage qui le fait ».

Dans notre pratique, nous sommes plusieurs à avoir constaté que ce bref travail sur l'histoire du couple, permettait de la dérouler autrement grâce essentiellement aux reformulations successives, et ainsi susciter auprès de chacun une ré-appropriation différente. Favoriser et replacer "le dire" dans la vie du couple permet d'aller chercher, au delà du contenu et de l'histoire présente, le contenant pour décoder ce qui est dit.

L'utilisation de l'histoire et de la narration vont permettre au médiateur d'écouter, de reformuler les ressentis, de les nommer et d'en vérifier la validité auprès des intéressés. Cette posture va permettre aux personnes de quitter leur position de jugement et de griefs. Elles vont ressentir un apaisement du fait même d'avoir été entendues et comprises.

L'exploration du récit de vie conjugale, affective et sociale vise non seulement à connaître les difficultés et les obstacles mais aussi à identifier les ressources disponibles et non utilisées tout en les mutualisant.

Pourrait-on réaliser une modélisation de cette pratique ?



Que le médiateur propose ou non des récits de vie, que la médiation commence par des entretiens individuels ou une rencontre commune, il s'agit pour le professionnel d'écouter et faire écouter ce qui se dit sous la verbalisation de chacun.

Ici, vont prendre place les émotions, les perceptions, les intentions mal comprises et mal reçues.

Peu à peu, l'histoire du couple deviendra la même histoire mais à deux voix, les intentions, les mauvaises intentions seront « désarmées » alors pourront faire jour les intérêts et besoins personnels mais également les intérêts communs.

Enfin, l'amorce d'une remontée vers un dialogue apaisé, des identités retrouvées, une issue commune pourront émerger.

EN CONCLUSION RENDRE VISAGE HUMAIN A L'AUTRE ET A SOI C'EST...

- Convenir que nombre de désaccords et conflits proviennent de malentendus, suppositions, interprétations.....
- Accepter que des doutes viennent déloger nos certitudes
- Consentir à dévoiler les blessures qui se cachent sous les rancœurs, les attaques, les « coups bas »
- Ne plus attribuer la totale responsabilité du désastre de l'autre ou à moi
- Ne plus isoler nos comportements mais les faire interagir
- Apprendre à nos différences et divergences à coexister spécifiquement
- Oser garder vivante la mémoire des bons moments vécus et partagés ensemble



Affirmer que les monstres existent.... Mais ils sont rares !

oOo

ALLOCUTION DE CLÔTURE

Ouvertures et perspectives

Isabelle JUÈS

Médiatrice familiale

A mon tour de prendre la parole, pour terminer avec vous ces deux journées et lancer l'A.P.M.F. dans sa 21^{ème} année.

Que retenir de ces débats ?

A première vue, rien que nous ne sachions déjà :

- Que la médiation familiale est un processus qui suppose la rencontre et que la rencontre est ce qui fait exister ; qu'elle a pour enjeu de donner du sens aux liens familiaux dans ce qu'ils ont de plus essentiels pour chacun. Qu'elle a surgi de la société civile et qu'elle est comme le souligne si bien MGH « une nouvelle liberté publique qui prend appui sur l'intelligence sociale de chacun de nous »
- Que les familles reçues en médiation sont confrontées à des choix difficiles, qui renvoient aux questions de liberté, de responsabilité. Que dans la rencontre, le médiateur familial devrait être conscient de ses dépendances, construire son impartialité dans la confrontation de ses valeurs à celles d'autrui et envisager le conflit aussi bien dans ce qu'il a de régressif que dans ce qu'il a de progressif.
- Que l'engagement à l'A.P.M.F. est la manifestation d'une liberté de choix, et qu'il impose des responsabilités vis-à-vis d'autrui qui ne vont pas sans manifestations conflictuelles.

Tout cela, beaucoup d'entre nous l'ont entendu et expérimenté. Parfois ça fait du bien de se le dire à nouveau.

Mais aussi.....cette réflexion nous emmène sur des terrains que nous n'avions pas explorés, ou pas osé explorer :

- Les médiateurs familiaux, qui ont si bien appris à trouver les intérêts communs des personnes qu'ils reçoivent, sont ils prêts à explorer avec les familles ce qui les différencie ?
- Les situations non conflictuelles sont-elles suspectes ?
- « tu es responsable de ce que tu as apprivoisé » dit le petit prince. Qui apprivoise le conflit ? Où commence et où s'arrête la responsabilité du médiateur ?
- Que savons-nous de nos fondements ?
- L'herbe est-elle plus verte ailleurs ?
- Comment faire pour ne pas prendre parti ?
- N'y a-t-il pas un paradoxe à vouloir enjoindre les personnes à être responsables ?
- L'évaluation est-elle acceptable voire essentielle au dispositif de médiation ?
- Le médiateur familial est-il porteur d'une norme ? La tyrannie de la norme s'exerce-t-elle à l'A.P.M.F. ? L'engagement à l'A.P.M.F. induit-il une manière de se comporter en médiation ?
- Pouvons-nous sans perdre notre âme explorer d'autres rivages ? D'ailleurs, le médiateur familial a-t-il une âme ?

La médiation familiale est une manière de poser son regard sur autrui, et ce faisant d'accepter d'être dévisagé en retour.

Je suis heureuse de constater que, avec l'expérience de ses vingt ans, l'A.P.M.F. porte toujours en son sein le même désir d'avancer, le même souci de donner du sens à une démarche qui est aujourd'hui une profession, le même attachement à notre indépendance, la même énergie juvénile, et toujours le besoin renouvelé de confronter nos diversités. Saurons-nous comme le souligne E. Morin, **"distinguer ce qui est confondu et relier ce qui est séparé"** ?

Les anniversaires ne valent que s'ils constituent des ponts jetés vers l'avenir.
Vers quels chemins nous conduisent ces vingt ans ?

1. Je vois l'A.P.M.F. comme une référence : Une référence sous deux aspects :
 - Un observatoire de la société civile, de la « cité » pour reprendre un terme à la mode. Les médiateurs familiaux appartiennent à une profession qui a des choses à dire.
 - Un ancrage et un soutien pour les médiateurs familiaux, en termes d'exigence sur la qualité de nos pratiques et de réflexion sur nos difficultés à la mettre en application.
2. Je vois l'A.P.M.F. comme une union dans la liberté et la diversité :
 - Union autour des fondements de l'A.P.M.F. que sont le code de déontologie, la réflexion sur l'éthique, les travaux sur la formation, l'implication dans un travail de promotion et de réflexion.
 - Union autour de la capacité à accueillir la diversité
 - Diversité des statuts professionnels
 - Diversité des référentiels théoriques
 - Diversité des expériences
 - Diversité des champs d'intervention de la médiation familiale
 - Diversité des engagements
1. Je vois l'A.P.M.F. enfin comme une invitation au voyage
 - Ouverture vers les autres médiations
 - Ouverture vers les professionnels de la famille
 - Ouverture vers les médiateurs familiaux d'autre pays,
 - Ouverture vers la complexité des organisations familiales

Pour finir, reprenant la métaphore que j'évoquais en début de colloque, quel édifice avons-nous érigé et continuons nous de construire ?

En tout cas pas une tour d'ivoire dans laquelle nous nous retrancherions, ni un hangar dans lequel nous remiserions nos illusions.

Un Monument à la gloire de la médiation familiale ?

Une Auberge espagnole, lieu de ressource pour les médiateurs familiaux ?

Un Phare, à la fois repère pour les uns et éclairer pour les autres ?

Un Stade olympique où s'affrontent et se mesurent modèles, pratiques et pouvoirs ?

Notre association est peut-être bien tout cela à la fois, c'est ce qui rend compliqué son abord, certes ; c'est aussi c'est ce qui fait sa richesse et son dynamisme, ce qui la rend unique et attachante.

Et l'occasion m'est donnée là de remercier les acteurs de cette belle aventure, les fondateurs, les administrateurs, les présidents, ceux qui ont cheminé à nos côtés et surtout tous ceux qui, œuvrant dans l'ombre, ont fait cette histoire.

« Les jambes de vingt ans sont faites pour aller au bout du monde. »
Christian Bobin, *Le très-bas*.

Peut-être préférerez-vous celle-ci :

« Et maintenant, mon vieux Milou, en route pour de nouvelles aventures ! »
Hergé



oOo